



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Services des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

CANADIAN THESES

THÈSES CANADIENNES

NOTICE

AVIS

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées, à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

EBAUCHE D'UN RAPPORT ENTRE
LE "RACISME" ET LE SEXISME:
UNE ETUDE CRITIQUE DE LA FORMATION SOCIALE ISRAËLIENNE

Thèse présentée à l'Ecole des
Etudes Supérieures de l'Université
d'Ottawa en vue de l'obtention
de la Maîtrise en Sociologie.

par Fabienne Presentey

241410

Université d'Ottawa

Ottawa, Canada, 1986

© Fabienne Presentey, Ottawa, Canada, 1986



Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-33293-0

"EMBAUCHÉ MALGRÉ MOI DANS L'USINE A IDÉE.....

J'AI REFUSÉ DE POINTER....."

YVES MONTAND

INTRODUCTION

Quand nous pensons à l'état d'Israël nous faisons appel à des images; des images qui nous montrent un pays qui a surmonté à "la sueur de son propre travail" d'incroyables obstacles, telle la floraison d'une terre desséchée, non cultivée, aride et menaçante. Il s'agissait du "peuplement d'une terre sans peuple" (Golda Meir), de la création d'un état progressiste et égalitaire, c'est l'image de la libération d'un peuple opprimé depuis les années d'antan.

La conscience du monde occidental n'a pas su remettre en question ces images, ces mythes qui bourgeonnent depuis la deuxième guerre mondiale, depuis la tragédie du nazisme avec son essai d'une solution finale pour les juifs. Depuis, nous faisons face, qu'on soit politicien/ne, intellectuel/le, militant/e, juriste, journaliste, ménagère ou plombier/e, à l'impossibilité de pouvoir discourir avec franchise sur la réalité israélienne, qui elle ne présente pas justement une situation exceptionnelle, c'est un pays comme bien d'autres malgré la spécificité de son caractère juif, que le sionisme ne nous laissera jamais oublier.

L'histoire de la création de l'état d'Israël n'est pas une histoire simple, mais elle n'est quand même pas une histoire qui date de 2,000 ans. Il s'agit d'une formation sociale qui est selon la perspective historique, toute neuve. Nous avons la possibilité d'étudier de près tous les éléments soit politiques, idéologiques ou économiques qui ont favorisé la création de cet état. Israël est le lieu de maintes divisions, entre autre, ce pays est fondamentalement divisé entre juifs et non-juifs. Nous regarderons de près la division qui existe non seulement au sein du groupe "ethnique" juif

(entre ashkenazes et sépharades) mais aussi celle qui existe entre les juifs et les arabes palestiniens.

Comprendre la forme et le contenu de la discrimination d'ordre économique, politique, idéologique, culturelle, linguistique et ethnico-"raciale", qui perpétue l'écart entre la population juive et non-juive, est un des objectifs de ce travail. Une perspective historique est indispensable afin de situer la création de l'état dans son contexte pour comprendre les enjeux qui ont favorisé l'établissement d'un "foyer national juif". A la lumière de ceci, il faudra démystifier le processus historique de la création de l'état "juif", qui jusqu'à présent est perçu comme un phénomène extraordinaire et extra-historique. Cette façon de percevoir l'histoire des juifs se base sur le mythe de l'antisémitisme éternel, un mythe qui véhicule fort bien l'idée que les juifs ont toujours été persécutés et qu'ils seront toujours victimes de persécution de par leur "nature". La littérature sioniste décrit en long et en large la victimisation des juifs, qui selon les thèses sionistes, servent toujours de bouc-émissaires aux maux humains. Il serait donc impossible d'ignorer le rôle qu'a joué l'utilisation sioniste de l'antisémitisme dans la formation du mouvement sioniste, ce mouvement politique et nationaliste, qui avait pour but, la création d'un foyer national juif.

L'antisémitisme est une forme de racisme, un racisme contre les juifs (la judéophobie selon certains, (Rodinson, 1981) mais il n'est étudié que très rarement dans cette perspective. Les explications et descriptions de l'antisémitisme sont pour la plupart ahistoriques et réductionnistes; elles mettent l'antisémitisme dans une catégorie spéciale - à part des autres formes du racisme. Il est primordial de

faire état de la base matérielle, c'est-à-dire des circonstances économiques et politiques qui ont engendré le racisme contre les juifs, la forme qui varie selon le temps et l'espace. Peut-on accepter ce qui est trop souvent dit, qu'il faut faire comprendre aux non-juifs que, ce qui s'est passé aux juifs dans l'histoire est un phénomène exceptionnel, un cas sans précédent.

Nous affirmons, dès le début de ce travail, que le racisme qu'il vise les juifs ou tout autre peuple ou groupe ethnique, n'est pas un phénomène qui peut être réduit à une explication idéaliste. Cette mécompréhension a comme conséquence l'occultation des véritables motifs déterminants la création de l'état d'Israël.

Il nous a prit beaucoup de temps, et encore, avant d'accepter de voir que les femmes vivent une situation d'oppression - il faudra aussi accepter de remettre les juifs et leurs histoires dans leurs contextes historiques (il y a plusieurs histoires juives, toutes avec des contextes précis). Il faut que les juifs reviennent parmi nous - êtres humains qui ont tous/toutes beaucoup souffert. Il n'y a pas une "ethnie", un peuple, un groupe minoritaire qui peut être vu comme à part des autres; il faudra donc combattre le sionisme qui persiste à faire des juifs un cas exceptionnel.

Le sionisme sera discuté à la lumière de son rôle fondateur du colonialisme israélien, un colonialisme (ou des colonialismes, car certains sociologues définissent la société israélienne en terme d'un colonialisme interne) (voir Smooha, 1980; Lustick, 1980) qui a un caractère tout à fait spécifique. C'est une forme de colonialisme qui diffère tout de même du colonialisme anglais ou français, car dans le cas d'Israël, le peuple indigène, les palestinien(ne)s ont été expulsés et dépossédés de leur terre, avec le but bien précis de

remplacer cette population indigène par des colons étrangers: des colons juifs. Le sionisme définissait et définit encore aujourd'hui la création de cet état en terme de la création d'un "foyer national juif", qui selon Chaim Weitzman sera "un état de caractère juif, plus juif que l'Angleterre soit anglaise".*

La revendication de l'exclusivité de l'aspect judaïque a engendrée de nombreuses ramifications; il y a eu la création d'un état théocrate, un état qui se voue à sa tâche "primaire" celle de la préservation du peuple juif, que cela soit au niveau militaire, éducationnel et juridique, aux dépens de la population non-juive de cet état.

Par rapport à nos notions contemporaines de racisme - quel est le caractère de ce mouvement sioniste? Y-a-t-il un caractère "raciste" dans le sionisme, une idéologie et une pratique sociale et culturelle qui favorisent un groupe seulement, les juifs?

L'objectif spécifique du mouvement sioniste a été encadré par son caractère juif, qui est déterminé par les prémisses de base du judaïsme. En quelque sorte, bien que ce mouvement soit politique, il est toujours lié à l'idéologie religieuse juive pour sa légitimité. C'est d'ailleurs le judaïsme qui détermine et justifie la nature des rapports sociaux: entre juifs ou entre juifs et non-juifs. Le judaïsme, tel qu'il est vécu dans une formation sociale sioniste et confessionnelle, ne peut être compris qu'à travers une analyse historique et matérialiste qui fait état de son développement. D'ailleurs, sans une telle analyse, le contenu et les conséquences sociaux de l'idéologie juive sioniste actuelle ne pourront être

* (Paroles de Chaim Weitzman au parlement anglais, Londres 1947, Ibid..)

compris d'une manière cohérente.

Israël figure comme étude de cas à l'intérieur d'une problématique plus généralisée, qui est celle de l'articulation du rapport entre le sexisme et le racisme. Ces deux phénomènes sociaux sont des importants sujets d'études en sociologie, il n'en demeure pas moins, cependant, qu'ils sont le lieu de grandes ambiguïtés et de problèmes de définitions. Notre but est de tenter de saisir les éléments clefs au niveau de l'oppression vécue qui produisent le racisme et le sexisme, par le biais d'une analyse des rapports de pouvoir et de force qui existent dans la relation de ségrégation sociale, domination et exploitation d'autrui. C'est pour cette raison que l'analyse comprend tellement d'éléments qui ne ressortent pas nécessairement, à première vue, du contexte israélien actuel. Afin de comprendre cette domination ethniste vécue en Israël, soit à l'intérieur du groupe juif ou entre secteurs juif et non-juif, on doit retracer les éléments concrets (et idéologiques) qui ont permis l'établissement d'un état à caractère ethnique exclusif.

Le deuxième volet consiste à voir comment dans le contexte israélien, l'idéologie ethniste entre en rapport avec l'idéologie sexiste. Il faut dire d'ailleurs, qu'ici aussi, une perspective historique est primordiale, puisqu'il s'agissait d'un mouvement de libération qui n'a pas du tout de place pour "ses femmes". Les femmes juives ont toujours été contraintes par les prescriptions judaïques et la création du mouvement sioniste, puisque ce mouvement se définit par ces critères judaïques qui sont indispensables au projet "de la résolution du problème juif". Ainsi, il n'était pas important de remettre en question la subordination des femmes.

Le caractère occidental du mouvement sioniste, ainsi que la prédominance de valeurs juives occidentales ont tous les deux encadré les possibilités de coexistence à titre égal entre juifs occidentaux et orientaux. Non seulement il y a des ramifications au niveau des relations ethniques juives, mais nous allons voir comment le rapport sexiste, qui existait déjà entre hommes et femmes juifs/ves, a été influencé par ces dernières?

A un autre niveau, la relation ethniste entre secteurs juif et non-juif sera discutée dans le but de déterminer le caractère et le contenu spécifiques de cette relation particulière. Il y a d'ailleurs des contextes sociaux différents déterminés par le colonialisme sioniste, qui lui a divisé le pays: il existe le contexte israélien et celui des Territoires Occupés. Une occupation militaire entraîne bien sûr des considérations autres, non seulement au niveau théorique, mais au niveau du vécu social. Elle est étroitement liée à la conquête territoriale, c'est-à-dire la prise des terres sous la colonisation juive, qui est à la base de la survie économique juive d'Israël. Ceci implique l'utilisation de la force des armes, qui a "donné" à l'état une institution militaire prépondérante (ex. l'économie militaire et civile, des secteurs distincts et indépendants). Tous ces facteurs seront examinés dans le but de pouvoir placer le processus de la perpétuation de l'hégémonie juive en Israël dans son contexte.

Il existe en effet une ségrégation sociale entre secteurs juif et non-juif, avec des conséquences néfastes sur la vie sociale palestinienne, qui est la majorité minoritaire. Il est donc important d'analyser la nature de cette ségrégation sociale; est-elle une simple conséquence d'un "pluralisme ethnique" qui présuppose un droit

égalitaire à l'existence de groupes différents, ou s'agit-il d'un rapport foncièrement ethniste voir raciste?

La complexité des relations ethniques en Israël implique de multiples formes de domination entre groupes sociaux; mais quelle est la situation face au sexisme? Puisqu'on tente une explication du rapport entre le racisme et le sexisme, on est obligé de faire une analyse de l'oppression vécue des femmes: femmes juives du groupe ethnique juif dominant; femmes juives du groupe juif dominé et femmes non-juives. On examinera le caractère des rapports qui existent entre chaque groupe de femmes et la structure sociale israélienne, soit en Israël ou sous occupation. Il faudrait également étudier les conséquences de l'exclusivité juive, l'ethnocentrisme sioniste, la puissance de l'appareil militaire et l'institution religieuse sur la vie de tous ces groupes de femmes.

Il est indispensable à cette recherche, d'examiner les prémisses des théorisations féministes au sujet de l'oppression commune à toutes les femmes face à la réalité de domination ethniste, qui les divise dans le vécu. Ainsi il faudrait voir quel est donc le rôle d'un système social patriarcal dans la réalisation concrète du racisme. On doit non seulement faire face à cette question théoriquement, mais il importe de comprendre cette relation, étant donné une réalité sociale qui n'a aucune place (soit physiquement ou idéologiquement) pour l'expression de l'oppression commune de la part de ces femmes. Sans pouvoir reconnaître et articuler la place du sexisme dans les rapports racistes, est-il vraiment possible d'avancer des solutions?

N.B. Toutes les traductions de l'anglais dans ce texte sont des interprétations de l'auteure.

N.B. Dans ce texte à tout moment où le masculin et le féminin n'ont pas été signalés explicitement et là où ils devraient figurer, cela est sous entendu. L'auteure indique ceci, non pas parce qu'elle admet l'existence implicite du féminin, mais pour éviter tout malentendu où il peut y avoir de lacunes.

CHAPITRE 1

"RACISME"- "ANTISEMITISME"- SIONISTE: THEORISATIONS

1) LA NOTION DE RACE: LES RAMIFICATIONS DE L'ABSTRACTION THEORIQUE:

L'élaboration théorique préliminaire de la notion de race était influencée par les nombreux courants de pensée qui véhiculaient, chacun, une perception particulière. Pour chaque explication tentée il existe une contre proposition. L'utilisation du concept "race" telle que connue est un phénomène récent, l'utilisation de cette notion date de la naissance du 19e siècle (et là encore la discussion continue, mais en général, il y a un consensus réservé qui délimite son utilisation en ce qui a trait aux humains à cette époque).* Le domaine du racisme est un des lieux en sciences humaines qui offre toujours un embarras de choix d'opinions, car la théorisation sur le racisme est plus ou moins constante, plus ou moins cohérente avec une très grande variation quant à la capacité véritable de cerner les ramifications sociales et individuelles de ce phénomène. C'est peut-être là un des problèmes le plus aigu que rencontrent les théoriciens du racisme, c'est-à-dire que peu importe l'explication en question on est plus ou moins incapable, malgré notre "connaissance", d'influencer d'un "poil" un de ces facteurs sociaux qui engendrent le racisme, celui des attitudes qui permettent sa perpétuation. Il y a peu de livres, peu de "thèses" qui ont su (pu) amener un élément de changement. Notre conscience collective est très avisée face au racisme, mais avisée ou non, le racisme, les conflits ethniques, l'oppression et la discrimination ne semblent pas disparaître, malgré tous nos efforts "intellectuels" bienveillants.

Théoriquement nous avons pu saisir l'idée du racisme ainsi que celles de la domination et d'oppression, mais il existe un "blocage" qui peut être,

* (Guillaumin 1970; Rodinson 1975).

en partie, attribué à nos outils théoriques, tels le langage théorique et les cadres conceptuels. Il existe une coupure conceptuelle entre notre façon de théoriser sur les rapports entre les choses et les êtres qui ne facilite pas nécessairement la compréhension dans le praxis de la relation qui peut exister entre humains. Par exemple, le racisme ne devrait pas être un objet d'étude, mais étudié comme étant un sujet de la structure sociale, donc une représentation d'un type de relation entre les groupes et les individus. Si on n'arrive pas à mieux cerner cette relation qualitative, l'écart entre l'abstraction et la réalité ne cessera pas de réduire notre "visibilité" face aux solutions possibles.

Justement dans la réalité, les motifs soulignés par les explications théoriques ne se contentent pas à perpétuité de causes soient strictement matériels, (rationnels en valeur) ou bien psychologiques (émanant de l'irrationnel). Nous avons pu saisir théoriquement "l'idée" de la relation dialectique, mais est-ce que nous avons réellement "capté" le contenu de cette relation? Ceci, (c'est-à-dire la possibilité réelle qui existe de comprendre) devient un problème très important quand on s'interroge sur la possibilité de l'existence d'un rapport autre qu'analogique entre le racisme et le sexisme.

A un niveau très simpliste (pour les intellectuel/les), l'écart qui existe entre nos idées abstraites sur le racisme et le mal que fait le racisme dans le quotidien, se perpétue, puisque nous utilisons un langage qui facilite le processus de rationalisation, c'est-à-dire de rendre rationnel une peine ou une sensation de mal qui en découle.

Ce n'est que lorsqu'on subit des appellations telles "un sale arabe", "un nègre nonchalant", ou "la nature d'une femme est..." qu'on peut ressentir l'effet de la discrimination. Beaucoup de livres ont été

écrits, d'un côté par ceux et celles qui ont été victimes du racisme et de l'autre côté par ceux et celles qui ont voulu expliquer ce phénomène, mais il n'est pas du tout certain que les explications avancées ont pu saisir et comprendre l'expérience des victimes - cette expérience était très souvent ressentie au niveau de "l'irrationnel" et la rigidité de nos cadres analytiques rationnels limite sévèrement la possibilité que les deux sphères se rencontrent. Je ne propose nullement qu'on se lance tous/toutes dans l'irrationnel, car il y a d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte: tels l'origine de celui/celle qui est victime du racisme et celui et celle qui l'explique; mais, que l'analyse formaliste laisse la porte ouverte à l'incorporation de la peine vécue sans pour autant porter jugement sur l'objectivité de cette même analyse. En Israël beaucoup d'autres juifs ont écrit sur le conflit "ethnique" entre ce qu'ils appellent la majorité juive et la minorité arabe. Il faut admettre que l'auteur juif en Israël, qui vit une situation de tout privilège, de tout droit, va difficilement pouvoir peindre un tableau qui rendra justice aux problèmes du vécu arabe-palestinien en Israël. Le colonisé et le colonisateur n'ont pas le même point de départ explicatif. Il faudra d'ailleurs un jour au moins admettre, en tant qu'intellectuels, qu'on est justement "attaché" à nos origines et situations sociales, qui sont souvent loin de pouvoir amener à cette prétendue objectivité du secteur scientifique. Si au moins celui/celle qui écrivait son point de vue sur l'autre disait honnêtement d'où "ils/elles venaient" plutôt que de se cacher derrière le voile de l'objectivité scientifique, cette honnêteté clarifierait "le champ de bataille", (il ne faudrait pas d'ailleurs cacher le fait que l'oppression et la domination mènent à une lutte acharnée):

Dans le monde occidental, l'ethnicité s'applique aux groupes

non-dominants, laquelle provient d'ailleurs de la conceptualisation qui met tous les non-blancs à part. En Israël, par exemple, les juifs ne sont pas "les ethniques", les arabes-palestiniens le sont; en France, français catholique n'est pas un groupe ethnique, mais les noirs, les arabes, les portugais (tous de nationalité française) sont "ethniques", au Canada, le groupe dominant, les protestants, anglo-saxons et "blancs" (W.A.S.P. en anglais) n'est pas le groupe ethnique, mais les chinois/es, les francophones, les pakistanais/es, les noirs/es, les amérindien/nés, etc., le sont.

Il est donc primordial au niveau "scientifique" de partir de "l'oppression vécue" car notre méthode d'intellectualiser le problème, nos attitudes (prémisses) scientifiques perpétuent en effet cet écart puisqu'elles font des généralisations tendancieuses quand elles insistent sur "le caractère à part des non-blancs". (Césaire, 1955: 21), ou au sens plus large du terme, le caractère à part des non-dominants.

L'oppression vécue est une notion difficile car elle implique un départ des méthodes explicatives courantes en sciences sociales et elle n'est pas aujourd'hui à la fine pointe de son développement. Cette façon de concevoir le phénomène nous donne une autre perspective qui est celle de voir le lien entre toutes les formes de racisme, c'est de ne plus voir que les particularités. Comme disait Guillaumin "leur situation commune d'oppression est accompagnée d'une idéologie qui peut se trouver dans tous les groupes". (Guillaumin, 1970: 10).

A) L'IMPORTANCE DE LA NOTION DE "RACE" DANS LA FORMULATION THEORIQUE
D'UNE EXPLICATION DU RACISME:

L'histoire de la notion de race est en effet très récente, elle date du début du 19e siècle, avec l'apparition de la thèse sur la race biologique. Cependant le terme racisme, né du concept race implique une interprétation plus large que celle qui se borne à la biologie.

L'emploi du terme racisme est en effet (surtout aujourd'hui) une fausse appellation, car le concept englobe (ou désigne) qu'il s'agisse de la littérature "scientifique" ou de l'usage populaire ou les maintes manifestations, attitudes ou comportements oppressifs qui sont loin d'être d'origine des discriminations d'ordre biologique seulement. La phrase, plutôt littéraire d'Albert Memmi, nous fournit une très bonne appréciation réaliste du contenu des maintes formes que prennent le racisme; "le racisme est un raté de la relation à l'autrui." (Memmi, 1982: 200).

La naissance de l'idée de race biologique amenait avec elle la conception de la race "pure", dont le métissage devient le plus grand danger (tel en Afrique du Sud; où le terme "métis" est rejeté, puisqu'il implique que les races ont été mélangées, une notion trop dangereuse à admettre), car selon cette thèse (voir Gobineau)*, la dégénérescence des races par le métissage implique le déclin de la supériorité de la race blanche par rapport aux races noires, jaunes, etc... Bien qu'avant le 19e siècle la conception biologique de "race" (appliquée aux humains) n'existait pas; des "racismes" (ou ethnismes selon les hypothèses avancées par Maxime Rodinson), (Rodinson, 1978: 5) que nous les

*(Guillaumin, 1965)

appelons "le mépris de l'autre", la discrimination, la xénophobie, AD INFINITUM existaient. L'idée de la supériorité d'un groupe par rapport à un autre n'est pas neuve et il ne faudrait pas non plus limiter nos appréciations de la question ou nos analyses à l'occident, car ces formes de domination et d'oppression ne s'y limitent nullement, ni même au 19e siècle, comme nous avons souvent tendance à croire. Il faudrait d'ailleurs dénoncer une pratique intellectuelle très fallacieuse, qui consiste à faire une dichotomie ou séparation nette entre l'occident et l'orient. Ceci comporte un préjugé "ethnocentriste", car, il implique une homogénéité du secteur occidental aussi bien qu'oriental, ce qui est loin d'être le cas. Il ignore aussi l'histoire, une histoire qui nous montre qu'il y a eu depuis très longtemps un échange technique, culturel, intellectuel et scientifique entre ces "deux mondes". Il est trop facile d'entrer dans ce piège conceptuel qui fait en sorte de promouvoir des généralisations basées sur un aperçu superficiel de quelques traits visibles, sans pour autant comprendre la totalité des structures sociales en question. L'Occident et l'Orient ne sont pas des définitions en soi d'un vécu.

Parmi les plus anciennes inscriptions "racistes" est celle attribuée au Pharaon Sesortis III (887-849 avant J.C.) qui avait fait ériger une stèle à la 21ème cataracte du Nil, qui interdisait aux noirs de traverser la frontière, sauf pour raisons d'échanges marchands. (Paraf, 1972: 21). Il est à noter aussi, à titre d'exemple biblique (un livre qui n'est pas sans références ethnocentristes, c'est le moins que l'on puisse dire), qu'Abraham avait pris pour femme, Agar, (une étrangère) qui fut répudiée et expulsée de la famille avec son fils Ismaël, en raison de leur différence "ethnique".

Le changement qu'avait amené la thèse sur la race biologique est

celui d'une conception d'inégalité intrinsèque entre races, qui se base sur des différences qualitatives et non quantitatives. C'est-à-dire que les races blanches, noires et jaunes étaient inégales dans leurs aptitudes particulières. Voici la naissance d'un outil conceptuel qui nous induira en erreur, on commença à penser que l'on pouvait mesurer ces inégalités à l'aide d'une échelle de valeurs; valeurs que les anthropologues, sociologues et psychologues ont construites en fonction des valeurs propres à leurs cultures respectives. Levi-Strauss le dit bien, car pour lui "le péché originel de l'anthropologie consiste dans la confusion entre la notion purement biologique de race....et les productions sociologiques et psychologiques des attitudes humaines". (Levi-Strauss, 1961: 10). La notion de race amène ainsi la conception de l'homogénéité de la race qui même en biologie n'est plus valable, mais l'emploi de cette idée dans l'analyse des cultures humaines a eu des conséquences néfastes en sociologie. L'homogénéité ne se rend pas compte de la diversité qui existe à l'intérieur des cultures ou des groupes, car il peut y avoir différentes origines dites raciales et/ou ethniques au sein d'une culture, aussi bien que les ethnies différentes peuvent présenter une diversité de traditions culturelles. D'ailleurs l'idée de la diversité n'a que très récemment pris une valeur positive et encore: car au fond de cette admission de diversité il y a un refus de l'homogénéité, une idée, qui pour la plupart des individu/es, groupes ou nations, sauvegarde la perpétuation de leurs propres identités par le biais de traits perçus comme étant singuliers. Aujourd'hui on entend encore trop souvent des idées exprimées sur la disparition future de la race blanche s'il y a trop de métissage avec d'autres races. Elie Weisel (un écrivain juif) avait souvent exprimé en ce qui concerne les juifs, la peur de la disparition du caractère juif si le taux de mariages mixtes

avec les gentil(le)s continue de croître. Aujourd'hui on utilise rarement (surtout dans des cercles "éclairés") des termes tel "races pures", mais les vestiges de cette idée persistent, surtout lorsqu'il y a intervention des idées nationalistes et colonialistes.

La conception humaniste n'est apparue que très récemment dans le monde occidental et elle est loin d'être bien ancrée et intégrée à la vie de tout le monde. Le refus de l'autre ou la négation de l'autre existe toujours.

On n'a pas su encore travailler avec les diversités humaines, car toutes les déclarations sur l'égalité ignorent l'existence réelle de ces différences, qu'elles soient au niveau du pouvoir, linguistique, économique, etc.. A vrai dire l'égalité ne demeure qu'une idée ou un espoir, tant qu'on ne cessera pas de faire de déclarations qui promettent l'égalité, sans pour autant admettre l'existence de ces différences.

En sociologie, l'évolutionnisme biologique a eu une énorme influence en ce qui a trait à la formulation des idées sur le progrès et le "primitivisme". C'est-à-dire qu'un autre type d'évolutionnisme, qui se bornait à placer les "races" sur des échelles qualitatives, afin de pouvoir mesurer leur taux d'évolution, a fait en sorte de faciliter l'idée, selon laquelle il y aura des groupes qui sont arriérés par rapport aux autres groupes: on fait allusion ici aux "spirales de VICO", les trois états de Comte, l'escalier de Condorcet et l'évolutionnisme de Spencer et Taylor. Voilà naître, l'idée du "primitif" qui était corollaire à l'étiquette "sauvage" (terme de base qualificatif religieux), ainsi le groupe qui était jugé comme étant moins évolué se voit donc étiqueté. Depuis deux ou trois siècles le monde occidental s'est complètement voué au développement technique (avec une place en

arrière plan pour le développement de l'esprit) ainsi le progrès est une étiquette qui fut facilement collée aux "succès" de cette partie du monde. "Le monde occidental" s'est accaparé de ce statut de société avancée avec l'arrivée sur la scène politico-économique de l'état-nation et du colonialisme. Ces deux facteurs ont eu comme conséquence l'appropriation des techniques, outils et savoir par l'Occident, un processus de changement socio-économique qui a vu le développement de cette partie du monde, au détriment des colonies et colonisé(e)s. Ce progrès, cependant, n'est pas comme on entend dire souvent, un phénomène dû à la nature de l'Occident, ce n'est pas un hasard que l'état-nation soit né et que les intérêts de certains groupes politiques ou couches économiques ont mis en place le colonialisme. Réduire l'explication à une question de capacité inhérente d'un groupe, n'est qu'une analyse réductionniste qui représente la société d'une manière ahistorique, un processus linéaire qui va strictement de cause en effet, c'est du déterminisme. Selon cette analyse, la société en question a une nature dite prédisposée au progrès rapide.

L'idée de la "nature" de la personne et du groupe sera discutée en détail plus loin, mais reste-t-il que cette conceptualisation fait en sorte de limiter un groupe à une destinée quelconque. Sa nature détermine ses capacités et non son environnement, le groupe est donc dépourvu de son essence sociale. Le social n'est nullement un processus statique, c'est-à-dire une relation causale. Elle ne réduit pas, comme l'explique bien de thèses racistes: le noir à la paresse, au rythme et la servitude; les juifs à l'usure (un rôle économique déterminé par la race) et les femmes aux sphères affectives et procréatrices, ainsi de suite. Les différences qui peuvent exister entre êtres humains sont:

selon cette thèse naturaliste, les seuls éléments qui déterminent l'existence. Leurs rôles dans le social ainsi que les autres facteurs, tels l'économie, la psychologie, la religion, etc., sont ignorés complètement, comme des facteurs qui influencent le développement des groupes et des individus. L'examen des thèses racistes n'est pas notre travail, mais il faudrait dire tout de même que ce qu'on considère comme racisme varie selon le temps, que les formes que prennent le racisme sont très variables et qu'il faut ouvrir les horizons analytiques afin de pouvoir les examiner honnêtement. Une simple citation démontre bien les tabous qui peuvent exister dans la formulation d'une conception beaucoup plus universaliste, car comprendre ce qu'est le racisme nous échappera toujours, si on persiste à croire que certaines manifestations de domination et d'oppression puisque singulières les éloignent d'autres formes de racisme. "Le racisme envers le peuple de couleur, n'est pas situé dans la même perspective que le racisme anti-juif". (Paraf, 1972: 30). La réponse de Rodinson à ce type de démarche rejoint bien l'idée exprimée antérieurement que l'humanité arrête aux frontières du groupe concerné, "c'est-à-dire que tout peuple ou tout groupe social tend à voir dans les attaques dont il est l'objet...les manifestations d'une haine gratuite du reste de l'humanité envers lui". (Olender, Rodinson 1981, p. 318). Chaque groupe veut voir son problème; son état d'oppression comme le "pire" qui peut arriver à l'humanité, nous ne sortons pas de nos portes pour voir les souffrances des autres. Il n'y a pas un peuple au monde qui n'a pas souffert et bien que cette "amnésie historique" n'est pas le sujet du travail, elle est un phénomène encore très mal compris comme en témoigne l'étude de cas pertinent à ce travail; l'aveuglement face aux problèmes en Israël. On voit là, un groupe, les juifs askenazes, qui avait tant souffert

durant le nazisme, oublier ce que ça veut dire souffrir - un peuple dominé devient un peuple colonisateur, sans pour autant (en majorité) remettre en question la domination et l'oppression sauf si ces dernières les visent?

B) LE "RACISME" QU'EST-CE QUE C'EST. - AUTANT DE CONJONCTURES QU'IL Y AIT DE REPONSES.

Faire le lien entre race et racisme est jugé comme une étape préliminaire à la détermination du sens réel du racisme, bien que la notion même de race est ambiguë (à noter que le terme racisme est aussi ambigu). La race et son présumé biologique intervient comme facteur concret de l'acte raciste, c'est-à-dire que "la race" ou une partie de la notion de race intervient au niveau social afin de désigner la différence entre les individu/es et les groupes. Donc on peut dire que dans le social la notion de race intervient à deux niveaux: au niveau concret et au niveau symbolique en terme de signe, un signe qui crée la possibilité de formuler une catégorie sociale revêtue de la marque biologique. L'idéologie raciste essaie de faire un absolu, un constant de toutes les différences supposées ou bien constatées, cet "absolu" change de contenu dépendant des circonstances politiques et économiques. Ainsi ces catégories de différenciation basées sur le critère biologique ont été élargies au 19e siècle en Europe, pour inclure toutes les différences, même si elles étaient une conséquence de la distribution de pouvoir. On voit naître l'attribution à une catégorie sociale minoritaire ou dominée, des critères de différenciation pseudo-biologisants. Les groupes qui sont sociologiquement dépendants ou en état d'infériorité, sont perçus par la

société dominante comme ayant un caractère racial. En effet l'apparence joue un rôle secondaire, car c'est la croyance en la différenciation biophysique qui est déterminante dans ce cas et l'idéologie raciste pose en absolu le critère biologique au niveau symbolique comme un phénomène presque sacré ou irréfutable. Le racisme est en effet la négation de l'autre, il présuppose que l'autre n'a pas le droit (ou la capacité) de se poser en tant que sujet mais seulement en objet.

En Europe, au début du 19e siècle, il y a eu de grandes transformations sociales au niveau économique, social et politique. La classe économique dirigeante se voyait de plus en plus dépossédée pratiquement et symboliquement de son pouvoir absolu sur une classe qui avait été toujours plus nombreuse qu'elle. L'industrialisation a donné naissance au prolétariat industriel et au besoin croissant de développer les marchés européens avec leur énorme besoin de matières premières et de main-d'oeuvre bon marché. Tout ceci, (bien que décrit brièvement) a eu comme conséquence d'un côté, la naissance des nationalismes car tout à coup les marchés et le pouvoir se limitaient à un territoire précis avec ses propres lois et sa langue commune, et de l'autre côté le "besoin" d'expansion du marché, qui devait dépasser les frontières territoriales-nationales, a eu comme effet le développement de la colonisation européenne des territoires africains, orientaux et proche-orientaux. L'idéologie raciste trouvait dans ces circonstances un champ fertile à son développement. Guillaumin disait que le racisme est donc un système symbolique propre à un certain type de société. Nous constatons qu'une définition du "type" de société en question n'a pas été avancée mais c'est une affirmation qui pourrait être utile quant à la compréhension du genre de société, (par exemple une analyse de la société patriarcale et ses valeurs serait susceptible de nous donner de bonnes

indications) dans laquelle on trouvera les deux phénomènes de négation et d'oppression de l'autre (l'autre en tant qu'objet) qui sont à la base du racisme et du sexisme.

On avait mentionné précédemment qu'aujourd'hui, le terme racisme est une fausse appellation. L'aspect racial n'est pas le plus important, bien qu'il crée beaucoup d'ambiguïté. Il n'est pas question ici de soutenir et perpétuer la pensée qui est ancrée dans le cadre biologique qui constate la pureté raciale, car il n'y a pas de race pure, c'est une notion qui doit être évacuée et démystifiée au cours d'un tel travail. Reste-t-il, tout de même, qu'il y a un phénomène social qui est oppressif, dominateur, qui chosifie l'autre et déshumanise l'autre, qu'on voit souvent appeler racisme. Ce phénomène social a comme effet la dévalorisation culturelle: les modes de vie, le langage, la technique, l'habillement et la façon de se comporter du groupe visé. C'est-à-dire que l'objet du "racisme" est l'aliénation du peuple au groupe dominé et/ou minoritaire.

Le "racisme" est donc un fait réel, c'est-à-dire qu'il trouve ses origines dans la réalité de la structure sociale (une structure sociale avec un appareil idéologique qui promouvait la pensée "raciste") il n'est pas une simple notion mais un élément dans un système déterminé. Il faut donc revenir à l'histoire, la géographie, l'économie et la politique afin d'analyser tous les éléments d'un système social qui donne naissance au "racisme". Il faudra remettre le racisme dans son contexte proprement historico-matériel afin de pouvoir ouvrir la voie à une meilleure compréhension du phénomène. Cependant le piège qui n'a pas souvent été évité est celui d'étudier la spécificité de chaque incident "raciste" et en même temps de s'éloigner des autres manifestations dites racistes. Cet écart a comme effet la mystification

de ces processus sociaux répandus d'aliénation et chosification de l'autre qui ont de formes multiples mais qui sont reconnus sous le nom "racisme".

Toutes les dominations ne sont pas des dominations de nature raciste et/ou ethnique, mais tous les "racismes" sont dominateurs et oppressifs. Fanon disait qu'on ne peut admettre que des racismes différents entre eux, que le racisme juif ne diffère pas de son variant anti-noir. On a déjà souligné comment un groupe a tendance à voir son état d'oppression comme le plus grave, c'est un problème qui est difficile et délicat. On avait dit que réduire notre compréhension de ce phénomène à des spécificités de cas n'avance nullement l'analyse, mais en même temps ne faudrait-il pas reconnaître le spécificité de chaque système social dans une formation sociale quelconque? Une réponse susceptible d'avancer nos analyses est l'importance des études de cas qui nous fournissent des données et des exemples: ce sont des outils analytiques qui permettent de mieux cerner les procédés de la domination, de l'oppression et de la chosification de l'autre. Mais, ceci doit être entrepris non pas dans l'esprit qui présuppose qu'un acte raciste soit le "meilleur" exemple de la souffrance humaine, par rapport à tout autre cas de vécu raciste. On verra plus tard que la thèse de l'antisémitisme éternel a eu comme résultat l'affirmation que cette forme de racisme est d'une "nature" toute autre que les racismes vécus par d'autres peuples. D'ailleurs une étude plus critique montrera que le racisme contre les juifs variait selon le temps et selon les circonstances. Enfin, les études de cas particuliers peuvent nous amener à une meilleure appréciation du pourquoi d'un racisme spécifique, tout en gardant un fil conducteur qui peut lier les différentes manifestations entre elles.

Cette ouverture d'esprit doit être tentée car sinon, pouvez-vous répondre à une question très simple: sur quelle échelle peut-on honnêtement mesurer l'effet du "racisme" - l'apartheid est-il plus "dur" que les pogroms et la "solution finale" ne l'avaient été pour les juifs, la quasi-extinction des Indien(ne)s en Amérique du Nord a-t-elle fait "plus de mal" que l'expulsion des palestinien(ne)s de leurs terres; l'attitude israélienne est-elle plus "raciste" que celle des ségrégationnistes aux Etats-Unis? Qui sommes-nous pour oser penser qu'un tel jugement est acceptable mais ce sont des jugements qu'on se croit obligé/justifié de faire quand on détermine quelle tragédie aura l'honneur de notre intérêt journalistique, politique, économique et philanthropique.

(C) LE DISCOURS DE LA NATURE:

Vous connaissez sans doute les raisons manifestes pour lesquelles "on" soutient certaines "causes" plutôt que d'autres; mais reste-t-il qu'on doit examiner de plus près l'histoire des facteurs qui influencent la conscience collective. Le terme historique est employé dans son sens le plus large incluant tous les éléments qui déterminent l'histoire d'une société quelconque. Revenons à l'idée de "race" qui dans la praxis contemporaine a fait d'un groupe social, un groupe perçu comme "naturel" et les individus de ce groupe sont considérés comme "matériellement spécifique dans son corps". (Guillaumin, 1977: 32). Ceci a eu comme conséquence la création d'une espèce de frontière érigée (symboliquement) autour du groupe concerné qui laisse croire que leur statut est fixé, hors d'atteinte, (immuable). Cette frontière "imaginaire" (sa matérialité existe dans la croyance qu'a le groupe

dominant, que le "fait" ou la preuve de la différence existe en soi) est prise comme l'évidence même de la différence. Il n'est pas admis que peut-être la "clotûre" est en effet un fait social, c'est-à-dire fabriquée par la société, et non un phénomène naturel.

"Il s'agit en somme des rapports sociaux au sein de la même formation sociale. On ne se préoccupe guère d'affirmer la matérialité lorsqu'il y a indépendance économique, spatiale, etc., entre groupes quelconques. Seuls des relations déterminées (de dépendance et d'exploitation) mènent à postuler l'existence d'entités naturelles hétérogènes. La colonisation et l'appropriation des hommes (trafic d'esclaves, puis de main-d'oeuvre) et de terres (celles des deux derniers siècles) l'appropriation du corps des femmes (et non de leur force de travail) ont induit la proclamation de la nature spécifique des groupes qui subissent ces relations". (Guillaumin, 1977: 46).

Les groupes qui sont ainsi catégorisés sont jugés selon l'idéologie "naturaliste" comme étant des entités closes, déterminées en elles-mêmes et différentes d'autres groupements sociaux (qui eux aussi sont censés être fermés).

Les rapports sociaux entre sexes se retrouvent sous la même désignation. "Être un homme ou être une femme, être blanc ou être noir, c'est appartenir à un groupe social réputé naturel". (Guillaumin, 1977: 43). Mais il faut comprendre que c'est le système social et non "la nature humaine" qui décide qui est, et comment "on" est noir, ou qui est et qu'est-ce que cela veut dire, être femme, ainsi le plus important est ce que l'attribut naturel signifie. "L'esclavage devient un attribut de la couleur de la peau, la non-rémunération du travail domestique un attribut de la forme de sexe. (Guillaumin, 1977: 47).

L'importance de la désignation n'est compréhensible que si on fait référence à l'élément principal qui intervient dans les rapports sociaux entre dominant et dominé. Il s'agit d'un système de marques utilisé

comme des points de références socialement reconnus. La marque varie selon l'environnement économique, politique et/ou religieux en question.

Il y a toujours eu des marques qui désignaient des esclaves, des prostitué(e)s, des criminel(le)s, des nobles, des paysan(ne)s et bien sûr des marques qui désignaient les femmes et les hommes. Ces marques étaient d'ordre vestimentaire jusqu'au port d'armes différentes, c'est-à-dire il existait des armes qui étaient interdites à certains mais utilisés par d'autres; le port des armes a toujours été un domaine clos aux femmes, mais par exemple le port des cheveux longs désignait la féminité de (L')être Femme comme la barbe qui avait une grande signification pour les hommes. Il y a une très longue liste de marques qui sont socialement reconnues, des marques qui créaient les délimitations visibles entre groupes ou classes. Durant le Moyen-Age par exemple les membres de différentes religions portaient l'insigne de leur appartenance; les juifs portaient le chapeau jaune, les catholiques la croix jaune.

Selon Guillaumin, la signification sociale des marques provient de deux facteurs; "la permanence supposée de la place qu'elle énonce, et le degré de dépendance qu'elle symbolise". (Guillaumin, 1977: 45). C'est-à-dire qu'il y a l'intervention d'un facteur: le pouvoir. En Amérique du Nord les esclaves portaient une marque permanente brûlée dans la peau, qui signalait la permanence (du moins supposée) de la relation entre les deux groupes, par contre la longueur des cheveux, la barbe ou le port d'une perruque (selon certains rites de mariage, tels chez les Hassides, une secte juive) signalent une relation contractuelle, donc la dépendance n'était pas perçue comme irréversible (du moins par le groupe dominant en question). En réalité cette façon de signaler visuellement la "différence" entre groupes ethniques, ou de sexes et

classes, n'est pas un phénomène récent ou tellement extraordinaire et n'est pas (contrairement à certaines idées exprimées) en voie de disparition aujourd'hui.

Il y a par contre, à mon avis, un problème avec l'analyse de Guillaumin, un problème qui existe au niveau de la compréhension possible des effets sociaux (pour ne pas parler de l'effet sur l'individu(e) que le/la chercheur(e) serait capable de saisir en analysant un phénomène social lointain). Il est difficile de savoir quelle est la signification sociale de ces marques dans l'antiquité grecque ou romaine. On ne peut décrire ou dire ce qui se produisait, mais peut-on dire que la signification (l'effet social) différait tellement d'aujourd'hui. Il n'y avait peut-être pas, comme disait Guillaumin, la signification "raciale" ou "naturelle" propre du développement des idéologies racistes et naturalistes; mais comment peut-on affirmer, (comme c'est l'habitude de beaucoup d'auteur(e)s sur le racisme, Guillaumin n'est pas la seule) que la différenciation en termes de couleur de peaux, différences ethniques et biologiques visibles ne produisaient pas la même catégorisation sociale ou du moins les mêmes conséquences sociales que la différenciation produit aujourd'hui. Justement, il ne s'agit pas d'une loi de la "nature humaine", mais reste-t-il que ce type particulier de domination existe depuis fort longtemps. On se demande donc comment c'est possible et pourquoi on continue d'affirmer que ces actes d'oppression et/ou de domination vécus autrefois, qui tout de même comprenaient des éléments "racistes", différencieraient au niveau de leurs effets sociaux sur le groupe dominé, de la définition de ces actes aujourd'hui?

En ce qui a trait aux femmes; par exemple, ceci est un problème important, car le sexisme, selon beaucoup d'auteurs, existe depuis les

années d'antan et la littérature féministe se voit toujours devant la tâche de démontrer comment cette domination a été engendrée. Comment montrer qu'un phénomène existe depuis "toujours" sans tomber dans le piège du discours naturaliste? Il faudra, à mon avis, apprendre à faire le lien historique (qui peut comprendre les spécificités de cas) mais sans perdre de vue la forme et le contenu des rapports sociaux, tels les rapports de force et de pouvoir qui sont des forces motrices de la domination et de l'oppression. On peut donc constater que la signification des marques diffère mais on ne peut pas se laisser dire que le résultat social (et individuel) était tout autre, si oui, on rend nul l'importance et l'étendue d'une analyse historique. Dans le cas des femmes il serait trop difficile de faire le lien entre la domination aujourd'hui et celle il y a deux mille ans. Je ne crois pas que l'on fausse l'analyse en proposant que l'effet de la désignation soit raciale, naturelle, statutaire ou religieuse (des déterminismes qui existaient avant l'arrivée de la pensée mécaniste) n'était pas moins pénibles ou moins supportables qu'aujourd'hui. Il existe, on est d'accord, un contenu spécifique à une domination particulière dans une formation sociale quelconque, mais de dire que l'effet n'était pas similaire, nous amène vers l'attitude ethnocentriste et aussi ahistorique. Une analyse historique qui comprend la matérialité spécifique du cas, c'est-à-dire prend en ligne de compte les effets de la discrimination qui se produisaient dans d'autres lieux géographiques et espaces historiques, ne peut que fournir un lien analytique qui rendra l'explication plus valable. On verra que ces autres expériences ne sont pas si éloignées de l'expérience sociale contemporaine.

J'ai déjà dit que je ne voulais pas tomber dans le piège du discours naturaliste, qui prétend que la domination est innée, que cela

fait partie de la "nature humaine". Mais en même temps je ne veux pas qu'on s'éloigne du passé, en le mettant dans une autre dimension analytique, puisque "notre tâche sociologique" existe toujours: celle de trouver une explication des rapports de pouvoir et de force qui produisent la domination, l'oppression et l'aliénation, vécues.

Une analyse historique n'est pas complète si elle ne fait que raconter ce qui s'est passé, elle doit toujours "tâcher" de faire le lien avec ce qui se passe dans le présent, si elle prétend à un soupçon d'explication.

Le système judiciaire a joué un très grand rôle dans le processus de l'institutionnalisation d'une constante dite "scientifique" naturelle. On voit naître une catégorie légale de ce qui est naturel, par exemple, la race deviendra une désignation légale de l'individu et du groupe, la religion deviendra aussi une catégorie, le mariage (les lois) définira le rôle des femmes dans la société. Le juridique est un des mécanismes qui assure dans le réel une domination et donne une légitimité aux idéologies racistes et sexistes dans une société. Le système judiciaire est un facteur qu'on évoque ici pour mieux démontrer les problèmes dans les analyses historiques (ou plutôt celles qui sont partielles). On a tendance à voir la catégorisation légale de race comme un phénomène qui date du 19e siècle avec l'arrivée de cette structure politico-sociale, l'état-nation. Ainsi le juridique légitimise une catégorisation qui justifie une domination quelconque, l'idéologie raciste est un phénomène récent basé sur l'idée déterministe de race, mais il faut souligner que même dans l'Antiquité (Grecque, Romaine et Egyptienne) il y avait des systèmes judiciaires qui incluaient des catégorisations tels, esclaves, qui justifiaient leur domination. C'est à voir si cette catégorisation était basée, que, sur une conception

"biologique" (provenant de la visibilité de certaines différences), car il y avait des esclaves qui étaient autres que noirs, mais il faut dire que la domination existait et était légitimisée par un système judiciaire qui comprenait des catégorisations, telles les groupes ethniques, religieux et aussi "raciaux" (au sens large du terme). Il n'y avait pas une idéologie raciste telle qu'on l'entend aujourd'hui, mais il existait une conceptualisation bien réfléchie quand même, qui promouvait les divisions, les ségrégations entre groupes, afin de perpétuer une domination dans l'intérêt du groupe ou "classe" dominante.

Nos ancêtres n'employaient peut-être pas les mêmes termes, mais la réalité de la domination existait; les rapports de force et de pouvoir n'étaient basés que sur ces réalités, qui comprenaient des différences d'ordres ethniques, religieux, "raciaux" (couleur, physionomie différentes qui équivalent à des traits visibles) et sexuelles.

Nous avons vu que le terme "racisme" est très mal compris, qu'il a été mal conçu et est toujours mal utilisé, il y avait surtout de maintes façons de le définir. Le travail de MAXIME RODINSON sur l'utilisation du terme "ethnisme" pour remplacer cette fausse appellation "racisme" est un des premiers éclaircissements apportés, car le terme ethnisme cerne avec plus de précision la nature de la plupart des conflits de ce genre entre groupes. (Rodinson, 1975). Nous avons vu que la notion biologique de race (auparavant réservée au domaine des espèces animales) a eu d'importantes conséquences sur la formation de l'idéologie raciste contemporaine bien que "la visibilité" des différences et son utilisation ont toujours été un facteur décisif de la division sociale entre le groupe qui détient le pouvoir et celui qui est dépourvu de moyens.

Certain(e)s auteur(e)s qui perçoivent le "racisme" comme élément justificateur de la domination, (voir Fanon, 1952) c'est-à-dire un

élément concret qui permet de légitimiser l'accaparement du pouvoir et, d'autres qui le voit comme étant un système social en lui-même. (Fanon, 1952). (Voir Guillaumin, 1970-1977).

Notre tâche ici n'est pas de faire état de tout ce qui a été écrit sur le racisme, ni de se lancer dans un débat théorique sur les "véritables" racines du racisme, mais de voir plutôt quel était le rôle de "l'idéologie raciste" et les pratiques "racistes" par rapport à la perpétuation des divisions perçues comme étant naturelles entre groupes sociaux. On voudrait comprendre comment, ce qu'on appelle couramment le racisme, est utilisé par un groupe afin de justifier leur prise de pouvoir; c'est là justement dans ce rapport, l'origine de l'existence de l'ethnisme (terme emprunté de RODINSON). Pour moi "le racisme" comprend beaucoup plus que l'oppression basée sur la désignation biologique, car à mon avis, se limiter à cette vision nous éloigne d'une compréhension approfondie de ce processus tellement complexe, qui est celui de l'assujettissement de l'autre. Le mot racisme est de nos jours un qualificatif incorrect, qu'il s'agisse du sens populaire, littéraire et même théorique, le phénomène lui-même est beaucoup plus généralisé. C'est pour cette raison que l'on avait fait un survol de la signification du terme "race", afin de montrer que - oui - les vestiges de cette désignation demeurent mais qu'en effet, il ne s'agit pas d'un fait "idéel", (la désignation biologique) mais d'un fait réel. Des réalités de domination, de chosification et d'oppression qui ne peuvent être détachées de l'Histoire. Ce sont des réalités qui changent tout le temps. On ne conçoit pas l'ethnisme comme un phénomène statique, coupé à chaque moment historique de ses antécédents, mais en tant qu'élément qui favorise la perpétuation des rapports de pouvoir et de force, qui sont fermement ancrés dans la réalité sociale. On ne doit jamais oublier

qu'il y a spécificité de cas, ceci dit, ces particularismes ne sont pas importants en soi, mais ils ne deviennent compréhensibles qu'en établissant le rapport entre eux. On ne peut pas faire une règle sociale d'un phénomène aberrant, mais lorsqu'il y aura plusieurs manifestations du même genre, il faudra essayer d'expliquer les pourquoi, sans pour autant établir une règle sociale qui est, elle, statique et immuable.

Dans la discussion sur l'antisémitisme, on verra les conséquences d'une optique qui se borne à regarder le "nombril" pour faire de cas particuliers et différenciés une règle sociale statique - celle de l'éternel antisémitisme, un "racisme" contre les juifs qui existe toujours et existera toujours. On verra les limites de la conceptualisation strictement biologique de race et racisme, ainsi que les conséquences néfastes de l'utilisation de l'idéologie proprement "raciste" (ethnocentriste) qui a comme but la justification d'une prise de pouvoir absolu.

De nos jours, les gens sont très avisés du racisme et tout le monde fuit l'étiquette "raciste", ce terme est devenu dans la conscience collective un terme qui désigne des actes exceptionnels, qui a comme conséquence la neutralisation de la plupart des actes et même des idées racistes. Ceci est dû en partie à la conscientisation face au terme racisme, que l'on perçoit avec tellement de répugnance. Et, si on s'en tenait à nos buts professés, ceux d'humanisme, et d'égalité sociale? Il est temps qu'on "tourne le dos" à notre aveuglement théorique et idéologique pour enfin voir que le problème n'est pas "le racisme" (au sens courant du terme) mais une question d'inégalité sociale, qui a de racines toutes autres.

11) L'ANTISEMITISME: UNE EXPERIENCE EXCEPTIONNELLE?

Combien de fois, au sein de la communauté juive a-t-on entendu de nos parents, des voisins, des enseignants; faites-attention il existe partout l'antisémitisme, soyez toujours vigilant(e)s à l'égard de ce racisme qui ne touche que vous. Etant jeunes, beaucoup de juifs/juives ont passé par cette expérience d'avoir envie de jeter des coups d'oeil partout, tellement nous avions peur de nous faire persécuter, tellement nos parents avaient peur pour nous. Pour la plupart des juifs/juives, il ne s'agit pas simplement d'un terme, il s'agit d'une façon de vivre, si bien les parents ont fait comprendre à leurs enfants, à nous, que la "haine naturelle et perpétuelle" était toujours présente autour et qu'en sortant dans le monde des "goyim" on risquait de se faire attaquer. Pour les non-juifs, depuis la deuxième guerre mondiale, il existe une peur corollaire, celle de se faire appeler un/e: antisémite.

Mais qu'est-ce que tout cela veut bien dire? Hélas, il est trop difficile aujourd'hui d'échapper à l'ombre de l'antisémitisme, tellement on a abusé de ce terme, tellement il est omniprésent, mais reste-t-il, que juif ou non, c'est un phénomène qui est très mal compris, pour ne pas dire, occulté, mythifié et mystifié, c'est donc une tâche difficile et délicate de le décortiquer et de l'analyser de façon honnête.

Quand nous examinons le sujet de l'antisémitisme on fait allusion à la façon dont les non-juifs regardent les juifs; mais une analyse historique nous montre qu'il s'agit d'un autre élément très important, celui de la conception juive, de son histoire et de son rôle social dans le monde. Cette dernière sera discutée plus tard; afin de compléter le tableau, du moins analytique, de ce "racisme", de cette idéologie "raciste". C'est un tableau des conséquences historiques,

politiques et sociales, vécues non seulement par les communautés juives mais aussi par les sociétés modernes de l'occident, (pour se limiter dans le temps et l'espace récent, qui n'oublie nullement les conséquences réelles sur le proche-orient avec l'établissement du foyer national juif en Palestine).

Comprendre "l'antisémitisme" (on utilise ce terme sans pour autant accepter les présupposés de base, qui seront remis en question au cours de la discussion) nécessite une explication de la catégorie "ethnico-religieuse" juive.

Contrairement aux autres groupes ethniques qui ont été plus ou moins stables, c'est-à-dire qui ont eu un territoire, une langue, une histoire et culture communes; les "juifs" sont devenus une catégorie sociale "qui s'est définie au cours des millénaires par des critères constamment différents". (Rodinson, 1981: 78). Les critères d'analyse d'une nation, d'un peuple ou d'une ethnie varient déjà énormément, il n'y a pas de consensus sur le contenu de ces concepts et cette situation est aggravée dans le cas des juifs, car souvent les bases matérielles semblent manquer, donnant libre cours aux analyses idéalistes. Beaucoup d'historien(ne)s sont tombés dans le piège analytique, de voir, dans le cas de la non dissolution du groupe "juifs", une espèce de volonté, ou obligation morale "extra-historique". Ce sont des conceptions sacrées et théoriques ou spiritualistes qui réduisent l'histoire juive, soit de la sphère de la création intellectuelle soit à une série de persécutions.

Ce n'est pas notre objectif de faire une recherche exhaustive de chaque communauté juive à chaque moment historique, afin de montrer d'une manière concluante comment le contexte politico-social, autour d'une communauté juive quelconque, influençait les rapports entre les deux groupes (juifs et non-juifs). On estime que le travail a déjà été

bien entamé (sans pour autant très reconnu) et peut servir de guide sérieux et valable.

(A) QUELLE EST L'HISTOIRE DES RAPPORTS ENTRE LES GROUPEMENTS
JUIFS ET LES ETHNIES NON-JUIVES: SURVOL.

Durant les périodes Hellénistiques et Romaines, le socio-historien juif S. DOUBNOV (Doubnov, 1973) a pu montrer, grâce à son rejet des analyses réductionnistes, que les communautés juives de l'époque étaient très divisées. Il y a eu durant cette période des clivages autour des questions théologiques, et aussi autour des conceptions politico-religieuses différentes, surtout en ce qui a trait à la manière de concevoir la résolution des problèmes politico-sociaux. (Il y avait aussi des divergences d'ordre idéologique) à l'époque. Selon Doubnov, il existait un groupe social qui était actif et non, comme soutenait certains auteurs, passif, ethno-centriste et vivant de la poursuite intellectuelle.

L'approche d'Abraham Léon et d'autres matérialistes (du courant marxiste)

"consiste en plaçant les juifs dans leur contexte historique. Ils voient que les juifs ont à un moment donné historique formé des catégories spécifiques, mais que ces groupements ne sont nullement exceptionnels en ce qui a trait aux lois générales qui régissent l'histoire des groupes humains." (Rodinson, 1981: 84).

Pour eux, l'influence du judaïsme sur les juifs est un fait établi, mais nous ne pouvons pas par extrapolation déduire que seul "l'esprit ou l'essence judaïque" guidait les juifs, en dépit des circonstances environnantes. Souvent ce qu'oublie ces théoriciens "essentialistes", est le fait que le judaïsme est une religion comme toute autre, qui

change au cours de l'histoire. Elle n'a peut-être pas changé foncièrement de forme mais son contenu varie toujours selon les lieux et le temps.

La naissance de la phase qui est appelée proprement judaïque n'est venue qu'après 587 avant J.C. et il s'agissait même à cette époque "d'un ensemble de multiples communautés locales, unies par le culte commun d'un dieu unique à sa vocation universelle ainsi que par une même origine ethnique supposée". (Rodinson, 1981: 280). En effet il s'agissait de communautés minoritaires qui subissaient toutes les mêmes conséquences de ce statut minoritaire et l'hostilité que pouvaient rencontrer les juifs était une variante de celle que rencontraient habituellement les minorités, les dissidents et aussi les étrangers. Durant la période de l'empire romain, les syriens, comme les juifs, ont été des groupes opprimés et les traditions et coutumes des gaulois et des égyptiens, furent aussi méprisés par la société dominante.

Le judaïsme à cette époque devenait un culte de plus en plus universaliste mais aussi très exclusif et extrêmement intra-national. On verra au cours de l'histoire les conséquences qu'avaient ce type de formation sociale confessionnelle.

Il ne s'agit pas, (comme le prétendent la majorité de chercheur(e)s qui travaillent sur la question des juifs) d'un phénomène statique et déterminé, car une idéologie religieuse est fortement influencée par les mouvements sociaux (d'ailleurs toute idéologie d'une manière ou d'une autre reflète la société environnante. On peut donc voir l'importance de l'analyse de Marx qui affirmait que "le judaïsme s'est conservé non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire". (Rodinson, 1981: 86). C'est un cadre conceptuel qui a été repris par Léon et ces deux formes analytiques renvoyaient à cette exigence théorique, qui est celle

d'expliquer l'histoire juive utilisant les critères sociaux, politiques et historiques propres à toute autre analyse des groupes humains. Il ne faudrait pas essayer d'expliquer la vie concrète juive par "des phénomènes idéaux inconditionnés". (Rodinson, 1981: 86). Il est pourtant, à mon avis, difficile de soutenir une analyse qui construit son explication autour des facteurs économiques exclusivement. Léon et Weinstock ont tenté des analyses un peu trop schématisées et "économistes". Je ne nie pas le grand apport qu'ont eu ces thèses, mais des erreurs ont été commises, comme celles qui consistent à vouloir transposer à différentes époques historiques des éléments de cette vie juive d'une manière généralisée et non cohérente. Les communautés juives dans l'antiquité présentaient des caractéristiques "nationales" (bien que la définition de nation ne soit apparue que très récemment avec d'énormes ambiguïtés et sujette, comme en témoigne la littérature sociologique, à de maintes "interprétations" qui varient selon le contexte dans lequel la recherche fut entreprise.

La réduction de l'importance de ces communautés après Pompei en 63 avant J.C. (destruction de l'état juif et durant les répressions et révoltes juives de 66-70 et 132-135 avant J.C.), n'a pas eu comme effet, malgré les prétentions de certaines descriptions historiques, l'annihilation de cette communauté. Le "YISHOUV" (établissement en hébreu) palestinien avait de moins en moins d'importance, donc il y a eu à cette époque un processus graduel d'assimilation et d'émigration en raison de facteurs économiques qui ont touché toutes les ethnies.

Abraham Léon, Max Weber, Karl Marx, Nathan Weinstock, comme on avait dit auparavant, ont tous fait allusion à une catégorisation de juifs en "peuple-classe". Le problème avec cette conceptualisation est qu'il n'est pas possible d'établir avec certitude qu'une telle

catégorisation, basé sur des critères et fonctions économiques, existait à travers toutes les époques historiques. Souvent ces historiens ont transposé du passé, les caractéristiques qui semblaient exister après les croisades en Europe.

Ces analyses ont une chose en commun, la proposition implicite que les juifs dans l'Antiquité et dans la diaspora ont un caractère "ethnique" propre au groupe, qui les prédispose à une vocation dans le commerce, ceci est tout simplement une généralisation et une transposition de faits intenable.

En Egypte (à la lumière des recherches faites par Flavius Josèphe, voir S. Doubnov), les juifs n'étaient pas restreints à des fonctions précises. Ils (elles) étaient aussi bien des mendiants et sorciers que des fermiers, marins, banquiers et commerçants. Au premier siècle ils étaient des agriculteurs en Europe occidentale et ils ne vivaient pas en ségrégation. En ce qui concerne le monde musulman, la seule distinction qui a existé fut celle des traits culturels liés à la religion.

En Europe pré-étatique, il existait des types de pré-nations avec des sortes de pré-classes et comme on a vu dans l'analyse de "race et racisme", on ne peut pas limiter notre compréhension d'un phénomène en excluant des ères historiques, simplement parce que la définition moderne se limite à un temps et contexte spécifique - il n'y a pas d'absolu dans la notion de "nation". La genèse des nations impliquait une transformation structurelle qui formait à un moment donné des sortes de pré-nations. Il y a eu le développement des liens étroits entre l'individu et un état et la structuration des communautés précises à l'intérieur du cadre "national" (terme employé avec délicatesse). Ces communautés, comme par exemple dans le cas des juifs en Europe orientale; les chéttes (Russie,

Pologne et Allemagne) étaient responsables de leurs propres intérêts:

protéger la vie de leurs "citoyens" et toute activité économique ou autre était déterminée par les dirigeants de ces mêmes communautés. Cette organisation communautaire a eu (avec l'arrivée de la structure étatique et la conception de citoyenneté qui comprenait des allégeances à l'état, peu importe l'origine ethnique ou l'affiliation religieuse) d'importantes conséquences sur les juifs. Petit à petit il y a eu la dissolution d'une formation sociale qui était très autoritaire et qui définissait non seulement les rapports de juifs entre eux, mais aussi la qualité et la quantité des rapports admissibles entre juifs et "gentils".

A la fin du 19ième siècle, avec le processus de la laïcisation bien entamé en Europe Occidentale, ce qui demeurait spécifique aux groupes sociaux était la religion et les traits culturels liés à cette religion. Cette ouverture ne laissait peu de place aux rites religieux, car ils devenaient encombrants dans une formation sociale vouée à une égalité entre tous/toutes.

"L'ensemble des caractéristiques intellectuelles et culturelles que les occidentaux identifient avec la judaïté (j'ajouterai à l'intermédiaire de l'idéologie judéophobe et l'utilisation sioniste de ces mythes) est considéré comme la définition de l'être juif - tels humaniste, critique, libéraliste, cosmopolite. Ils font tous partie de la culture de cette crise (la crise amenée par une transformation sociale rapide de juifs des ghettos à une forme de citoyenneté moderne) et non d'une présumé "culture juive traditionnelle". (Shahak, 1981: 31).

Il est souvent dit que le judaïsme à cette époque fut guidé que par l'antisémitisme et par le sionisme politique; c'est une vue très partielle des choses. De nos jours avec l'ampleur qu'a pris le sionisme politique au sein des communautés juives mondiales, le sionisme et le judaïsme sont devenus "un tout" elles sont deux idéologies qui sont

superposées l'une sur l'autre, surtout depuis la création de l'état d'Israël.

Il faut tenir compte que le développement capitaliste en Europe occidentale qui rendait les juifs beaucoup moins "utiles" était accompagné de tendances nationalistes qui prédominaient (c'est-à-dire l'unification qui impliquait le développement des idéologies unificatrices) et les juifs comme beaucoup d'autres groupes ont subi des expulsions et des persécutions. Les juifs ont difficilement voulu accepter la disparition de ces particularismes, auparavant le modus vivendi de la grande majorité des juifs. Je fais allusion ici à toute une histoire qui date avant le Moyen-Age; en Espagne, en Italie, dans le monde musulman et en Europe occidentale, une histoire qui a vu des juifs prendre des places spécifiques dans les affaires économiques. Ils étaient souvent protégés et privilégiés dans les cours royales et par l'aristocratie, car ils avaient la tâche de jouer l'intermédiaire en devoir de prêts, de financement à l'intérieur d'un pays et par rapport à d'autres pays.

Ceci n'a pas du tout aidé à se faire accepter par les autres communautés, et en temps de crise politique et/ou économique, les masses qui se voyaient démunies et à la merci des pouvoirs, trouvaient facilement le bouc-émissaire qui avait les attributs d'une différence en terme de traditions et coutumes souvent visibles et un statut privilégié, en tant que bras "droit" des nobles. Ceci ne servait qu'à renforcer leur oppression.

Les juifs ont paru comme les bouc-émissaires et c'est là l'image classique que véhicule la véritable judéophobie (l'antisémitisme). Entre le XVI et XIX siècles, les juifs se préoccupaient très souvent des affaires artisanales et commerciales, ils constituaient par conséquence une grande concurrence à la petite-bourgeoisie européenne. Selon

Abraham Léon dans l'imagination collective, "le juif demeure le représentant traditionnel des puissances d'argent, le capitalisme juif peut représenter le mieux le mythe du mauvais capitalisme", (Léon, 1968: 155), la haine des petits-bourgeois contre les éléments "étrangers" sur le marché intérieur, expliquera beaucoup la montée d'une idéologie anti-juive.

Les nationalistes juifs ont su transférer cette idée de bouc-émissaire d'une manière abusive à tous les conflits impliquant les juifs depuis le début de l'histoire, même aux conflits qui se produisent et ceux qui se produisaient à l'avenir. On peut tenter, maintenant à délimiter le cadre d'une définition d'antisémitisme (le judéophobie, selon RODINSON, un terme non sans mérite) en prêtant une phrase d'ILAN HALEVI qui dit: "Il s'agit de la prétention de voir dans les juifs une race au sens que les théoricien(ne)s racistes de l'Europe du 19e siècle confèrent à ce mot". (Halevi, 1981: 155). Le terme antisémitisme est un terme qui a vu le jour (c'est-à-dire dans le cadre d'un concept utilisé à des fins idéologiques) en Allemagne. Grosso modo, le terme naquit alors que l'Europe regardait le monde non-européen en termes raciaux, il ne faut pas ignorer qu'il ait eu "une forte dose" de préjugés chrétiens qui jugeaient à l'époque toute critique et toute tradition non-chrétienne comme une menace à la survivance de la "vérité de la foi". Il s'agissait de la création d'un concept qui cache la judéophobie des nationalistes allemands dans des termes pseudo-scientifiques selon le modèle biologique. Sémite est proprement une délimitation linguistique qui a été abusivement transposée au domaine biologique pour encadrer par la suite une supposée race "sémite", qui à vrai dire doit indiquer les juifs et les arabes, mais le monde arabe ne figurait pas dans l'imagination européenne

à l'époque puisqu'ils faisaient partie du monde "colonisé", donc très loin, non seulement en termes géographiques mais aussi au point de vue de la conscience et la réalité européenne). L'antisémitisme est devenu donc le domaine privilégié des juifs, et même aujourd'hui, grâce à cette confusion conceptuelle, nos horizons n'ont pas été élargis, afin de comprendre ce que devait être la véritable utilisation d'un tel terme.

La haine qu'attiraient les communautés juives doit être comprise dans son contexte, par exemple les juifs s'occupaient de certaines tâches comme prêteur à gage ou fermier des impôts, des tâches qui souvent créaient de mauvaises relations avec ceux ou celles visé(e)s par ces pratiques. Vers l'âge de l'Emancipation il n'est pas faux de dire que les séquelles de ces activités disparaissaient difficilement. Ces spécialisations n'étaient pas du tout aussi répandues qu'on a souvent prétendu, mais les vestiges (réels ou imaginaires) permettaient aux mouvements réactionnaires de créer l'idée du peuple juif comme bouc-émissaire.

Durant la montée des nationalismes farouches en Europe, il y a eu l'arrivée sur la scène intellectuelle et politique des théorisations naturalistes, qui avaient influencé la propagation des haines (encore réelles ou imaginaires) et les idéologies d'hostilités qui sont devenues la judéophobie. L'aboutissement concret de ces mouvements sociaux fut les massacres des juifs en Europe entre 1939 et 1945.

Un des présupposés de base de l'idéologie judéophobe est la croyance que ce racisme est une "nécessité universelle de l'histoire", (Rodinson, 1981: 285), un thème qui a été par la suite approprié dans les théorisations sionistes. Cette façon de voir le racisme contre les juifs, construit une thèse qui fait en sorte de réduire l'histoire des juifs, en une série de persécutions, voyant chaque incident d'hostilité,

qu'en terme de cette haine "naturelle" des juifs. Un regard sur les faits historiques nous montre que même dans les autres lieux géographiques, tel le monde musulman, on ne peut nullement généraliser de cette manière. Dans le monde musulman, les juifs et les chrétiens furent des groupes dominés, ils furent même dénigrés, humiliés, mais rarement persécutés, et il n'existait pas un harcèlement continu à travers les âges, comme soutenaient par contre beaucoup d'historiens sionistes ou non-juifs "progressistes". Le sort de ces groupes, surtout en ce qui a trait aux juifs, fut meilleur, mais non à cause d'une supériorité éthique de l'ISLAM (une idée avancée par certains courants de pensée dans le monde arabe) ni aux qualités particulières des ethnies musulmanes. Leur statut dans l'état théocrate islamique était défini, ex. le "dhimmi". Il y avait l'imposition de taxes supplémentaires et les minorités ont été protégées mais chaque communauté minoritaire était responsable pour sa propre administration. Souvent de bons rapports ont été établis entre les chefs de ces communautés et les souverains. En général, les minorités ont eu moins de difficultés à cause des conditions historiques ainsi qu'au fait que ces groupes minoritaires furent malgré toutes les différences, indigènes aux pays musulmans. On ne veut pas d'ailleurs peindre qu'un beau tableau, mais il ne s'agissait jamais (pour les communautés juives) d'une situation d'humiliation et d'oppression constante. Par ailleurs, beaucoup de juifs (Europe orientale) sont venus chercher refuge dans les pays musulmans et à part quelques difficultés spécifiques dans un lieu particulier et à un moment donné historique précis, ces groupements juifs ont trouvé un accueil. Durant l'empire Ottoman, qui ne fut pas facile pour aucun peuple touché par sa domination, il ne s'est jamais produit aucune théorisation anti-juive comme celle qui s'est développée en Europe.

Cela nous indique qu'on ne peut pas nier l'existence des hostilités inter-ethniques, mais en même temps on ne peut pas faire de ces conflits spécifiques une règle générale de haine éternelle contre les juifs - qui est l'idée de base de l'antisémitisme. Au risque d'apparaître redondante, je répète que les juifs s'expliquent non en dehors de l'histoire, mais à travers l'histoire. Cette affirmation (soutenue par des faits concrets) est la seule manière selon laquelle on puisse comprendre et expliquer pourquoi il y a eu une doctrine anti-juive ou comment cette idéologie (faussement prise comme constante historique) a été utilisée par les sionistes politiques (même parmi les messianiques). La discussion suivante portera sur les conséquences de cette idéalisation de l'histoire juive sur la réalité juive aujourd'hui en Israël et à l'extérieur.

B) LES PERCEPTIONS JUIVES DES GROUPES NON-JUIFS:

Le processus de la propagation des préjugés dépend beaucoup dans ce cas de la violence et de l'agressivité de l'idéologie judéophobe, c'est-à-dire sur la capacité de la part des propagandistes anti-juifs de véhiculer avec efficacité leurs idées parmi le peuple. Cependant il y a un autre facteur qui semble être souvent ignoré, celui des perceptions juives, de non seulement les non-juifs mais aussi de leur propre groupe. Sans une analyse de ce facteur clef, il est beaucoup moins possible d'expliquer pourquoi l'idéologie sioniste (qui rejoint l'idéologie "antisémite") a eu une telle réussite dans sa persuasion. Les deux conceptions idéologiques acceptent sans réserve les idées telles la cohérence juive, l'unité juive, race juive et l'essence juive;

les sionistes et les progressistes* acceptent l'ethnocentrisme juif.

L'hostilité existait contre les juifs dans des lieux et des temps précis, mais cette hostilité a été projetée pour inclure le passé, le présent, le futur et montrer le caractère essentialiste de cette forme d'hostilité.

Les propos de SALO W. BARON (Weinstock, 1969) éclairent en partie un aspect de cette tendance qu'il appelle "une conception lacrymatoire" de l'histoire juive, car il explique que le judaïsme se servait de cet outil comme une des méthodes de contrôle sur les communautés juives. Les rabbins, les anciens et modernes, ont véhiculé une conception de l'entité ethnique juive, comme étant une espèce de lien presque tribal. Le rejet de cette conceptualisation de la part des juifs aurait servi et pourrait toujours servir à affaiblir l'autorité des dirigeants communautaires juifs. Il faut préciser que le type d'autorité qu'exerçaient les dirigeants communautaires juifs à l'époque de Mendelssohn (réformiste-juif-hollandais, qui fut expulsé de sa communauté à cause de sa conception du judaïsme; une religion qui avait ses adhérents mais faisait partie de l'état séculier) n'existe plus avec la même sévérité. Reste-t-il que des rabbins qui sont anti-sionistes aujourd'hui sont encore expulsés de leurs communautés (ex. Rabbim Slonim

*Progressiste: ceux/celles qui ne sont pas d'origine juive mais qui se sentent dans l'obligation de "corriger" les erreurs de "l'antisémitisme" des non-juifs. Dans de tels écrits on témoigne donc d'une reprise des thèses sionistes afin de veiller à l'objectivité. Par exemple, les fondamentalistes chrétiens reprennent souvent des propos sionistes qu'ils justifient avec leur interprétation de l'Ancien Testament; afin de montrer la justesse des tenants sionistes en ce qui concerne Israël. Ceci dit il s'agit dans ce cas de motifs politiques et idéologiques spécifiques.

à Toronto, et Rabbin Elmer Berger à New York, pour ne citer que deux exemples).

C'était surtout en Europe orientale qu'il y ait eu de la part des juifs une revendication de l'idée d'une appartenance à une "race juive", une conception qui n'a pas pour autant changé parmi les juifs fondamentalistes contemporains. A l'époque du Moyen-Age, parmi certains courants judaïques, l'hostilité contre le peuple d'Israël s'expliquait d'une manière très simple (et logique pour eux) - Israël avait été choisi de Dieu.

L'attitude juive envers les gentils et la société des gentils a été un sujet vivement discuté tout le long de l'histoire, mais elle était devenue une question d'haute signification lors de l'Emancipation en France en 1807. Depuis le temps de Mendelssohn (rabbin réformiste du 18e siècle) un changement d'attitude fut revendiqué, mais non pas par la grande majorité des juifs, ceci est certainement vrai en ce qui concerne les juifs en Europe orientale et parmi les secteurs juifs les plus conservateurs. Une ouverture de l'esprit judaïque (au niveau religieux) n'était pas une idée accueillie avec un grand enthousiasme surtout pour ce que celle-ci aurait impliqué au niveau des vécus juifs. Une telle idée impliquait un changement radical des présupposés de base des relations entre juifs et non-juifs, qui aurait remis en question les rapports de pouvoir entre les dirigeants religieux et leurs communautés.

Lors de la grande "sécularisation" en France, Napoléon fut obligé de demander aux juifs qu'elles étaient leurs opinions vis-à-vis le rôle "juif" dans la société en général. Le grand Sanhédrin fut convoqué, afin de répondre aux questions demandées par les autorités françaises. Ce cas est relevé puisqu'il indique très clairement les divergences qui existaient au sein des communautés juives, on constate, contrairement à

ce qui est avancé par beaucoup de théoricien(ne)s et historien(ne)s, qu'il ne s'agissait pas dans l'histoire juive d'une voix juive. (Il est à noter qu'il s'agit ici d'un exemple et qu'il ne faudrait pas faire de grosses généralisations sur tous les groupements juifs). Le Sanhédrin était composé de représentants italiens, français et allemands: parmi ces rabbins les courants de pensée variaient entre "le réformisme du genre Mendelssohn", c'est-à-dire ceux qui ne remettaient en question la Bible, mais n'acceptaient pas la tradition juive; il y avait aussi des rabbins allemands très conservateurs, qui n'étaient nullement influencés par le réformisme et qui interprétaient la Bible au pied de la lettre et il y avait aussi ceux qui se trouvaient au centre. Les questions posées touchaient surtout les attitudes qu'avaient les juifs par rapport à leur concitoyen(ne)s français; par ex. comment la religion et ses pratiques dictaient les rapports éventuels entre juifs et non-juifs, et pouvait-il exister pour les juifs une place pour un sentiment nationaliste français? (On peut comprendre à la lumière de cet exemple, jusqu'à quel point les deux communautés vivaient en ségrégation, une situation d'ailleurs qui ne se limitait pas qu'à la France. Cependant l'idée que les juifs n'ont pas joué un rôle dans cette ségrégation n'est pas admissible, car il n'y'a jamais eu dans l'histoire un peuple qui est complètement sans responsabilité pour son sort. Je ne mets aucunement la "faute" que chez les juifs, mais en même temps il faudra chasser les mythes abondants, qui font du peuple juif un peuple idéal qui vit que dans son rôle de "victime maximale" (terme utilisé par DOUBNOV). Un groupe ethnique ne vit pas complètement isolé des autres groupes qui l'entourent, il y a toujours une relation établie entre eux; pour les juifs dans plusieurs circonstances ils vivaient des situations de statut minoritaire, mais non une situation de domination continuelle. Chaque groupe dans une société

joue un rôle dans la formation (voir les bases idéologiques et matérielles) des rapports avec un autre groupe; pour les juifs en Europe orientale et occidentale, leur religion et leur vision d'eux-mêmes ont contribué à bâtir autour d'eux des murs souvent impénétrables.

Les questions demandées du Sanhédrin n'ont pas posé beaucoup de problèmes aux dirigeants juifs, il semble y avoir eu consensus à la fin, mais ce qui est important est le fait que les réponses ont été tirées de plusieurs sources: de la Bible pour certains, il s'agissait des extraits qui exigeaient de bons rapports dans la mesure du possible, tandis que pour d'autres les interprétations talmudiques basées sur la Bible étaient à remettre en question. C'est-à-dire que dans la Bible les prescriptions "des bons rapports à l'autrui" sont bien indiqués, mais plusieurs de ces penseurs juifs reconnaissaient qu'en réalité les maintes interprétations religieuses ne comblaient nullement cette "exigence". Au contraire il existait un "double standard" et ce n'est qu'à partir de l'Emancipation que la voie vers une conceptualisation autre que celle qui juxtaposait les "juifs" et les "chrétiens", ou autrement dit "nous" et "eux", pouvait s'ouvrir. La majorité des juifs à l'époque vivaient encore sous (en Europe orientale et en Allemagne) les prescriptions extrêmement intra-nationales de la religion juive, cette ouverture a pris du temps avant de les toucher et on peut même dire qu'aujourd'hui avec la montée du sionisme politique, la longue marche vers la disparition de cet ethnocentrisme est loin d'être commencée. On verra plus tard comment en Israël, aujourd'hui (même en diaspora) ces attitudes de "nous" versus "eux" existent toujours, avec des conséquences néfastes.

Sans vouloir ici alourdir le travail d'appréciation historique exhaustive, il est jugé important de comprendre dans les grandes lignes la genèse de ce phénomène; il s'agit du contexte historique qui a

permis aux juifs du judaïsme classique (né après le départ des juifs de la Palestine) de développer cet ethnocentrisme et attitude méprisante envers les autres traditions religieuses et culturelles.

Dans l'Antiquité, Israël a éprouvé une hostilité envers les autres ethnies (Moabites et Ammon surtout) une hostilité qui était apparemment perçue comme un phénomène social tout à fait "naturel" et normal, d'ailleurs ceci fut l'attitude des autres groupes ethniques envers Israël. Chaque royaume ou chaque état avaient tendance à se voir comme le centre du monde, Israël n'échappait pas à cette tendance. Avec le développement du judaïsme dans son sens universaliste (durant la période hellénistique et l'empire romain) en même temps qu'il y eu la dispersion des juif(ve)s par émigration massive (un phénomène qui selon M. RODINSON était spontané, quoi qu'on en dise) accompagné de la perte d'indépendance nationale de la communauté, il y a eu tendance à renforcer la vision d'Israël dans sa spécificité, "comme victime privilégiée de l'hostilité des nations". (Rodinson, 1981: 298). Cette perception d'une hostilité "éternelle", a pu se développer grâce à l'idéologie religieuse. "Il faut dire que presque toutes les supposées études juives du judaïsme, depuis très longtemps et même aujourd'hui, sont des polémiques qui visent un ennemi externe, plutôt que d'entamer un débat au sein de la communauté juive". (Shahak, 1981: 34). Cependant cette situation n'est pas sans précédent dans les sociétés non-juives; l'histoire nous montre que les écrits historico-nationalistes ont tous tendances à critiquer et attaquer ceux de l'extérieur, il existe depuis fort longtemps cette vulgarité chauvine qui engendre ce type d'aveuglement ethnocentriste. C'est exactement ce qu'essaient de dire beaucoup de théoriciens critiques (par rapport à l'histoire juive et le sionisme). Pour eux le temps est venu pour critiquer non seulement "les

autres", mais leur propre groupe aussi, car une telle ouverture vers l'humanisme est un des plus grands outils à notre disposition collective, afin d'éduquer nos compatriotes vers l'acceptation des autres. Ceci est d'ailleurs une des raisons fondamentales pour laquelle dans des sociétés fermées ou totalitaires, les histoires écrites ignorent toujours certains faits saillants. Les sociétés juives dans toutes leurs formes n'échappaient et n'échapperont nullement à ce phénomène "de clôture".

Dans la plupart des écrits (contemporains ou anciens) les auteur(e)s ne font pas état de ce qu'a été la réalité de la société juive, les apologistes juifs ignorent les faits; nulle part mentionnent-ils (elles) comment étaient totalitaires les communautés juives, ils/elles ne mentionnent que rarement les conséquences, par exemple du mysticisme juif, qui ont été néfastes sur les rapports entre juifs et non-juifs.

L'arrivée du christianisme au pouvoir en Europe médiévale avait produit des écrits chrétiens qui attaquaient vivement le judaïsme et ses prescriptions sans pour autant connaître le Talmud. Mais, la réponse des juifs n'a commencé que vers le XIII^e siècle, en raison surtout du nombre croissant de conversions des juifs au christianisme. Les critiques du monde chrétien furent farouches, surtout parce que c'était une des seules activités "intellectuelles" qui était ouverte aux juifs. En fait, à cette époque beaucoup de domaines de recherche et de lecture ont été interdits par les rabbins. Il n'y avait pas du tout ce présumé "soif" d'éducation qui est souvent évoqué comme un attribut essentiel des juifs. Avant l'arrivée du libéralisme en Europe, toute instruction à part le Talmud (et même beaucoup d'interprétations jugées suspectes ou dangereuses furent interdites) ou le mysticisme juif était sévèrement

prohibé. (Dans le monde arabe ce phénomène était beaucoup moins répandu). L'enseignement du Talmud n'a pas du tout amélioré les rapports entre juifs et non-juifs, car il existe dans le Talmud beaucoup de passages écrits contre les gentils en général et d'autres qui visent les chrétiens plus particulièrement; ces écrits sont toujours étudiés et ont eu même très récemment des conséquences "racistes" désastreuses. En Israël, à Jérusalem, le 23 mars 1980, des centaines de copies du Nouveau Testament ont été brûlées publiquement lors d'une cérémonie parainée par le YAD LE'AKHIM, un organisme religieux subventionné par le Ministère des Religions d'Israël. (Shahak, collection 1977-1983). Il est à noter que la lecture du Nouveau Testament par les juifs a longtemps été sévèrement prohibée et même sujette à punition en Europe. Il est vrai que la même situation n'existe que rarement, surtout parmi les minorités fondamentalistes aujourd'hui; mais cette longue histoire juive européenne (qui n'était pas partout pareille) qui était une histoire de censure sévère par rapport à des idées et influences nouvelles a laissé ses séquelles, il ne peut pas être autrement. Cette situation a facilité du moins une conceptualisation de deux mondes, leur monde et notre monde, qui retrouve aujourd'hui beaucoup d'adhérents. Il y a parmi des secteurs de la population juive, une nostalgie "des bons vieux temps", qui à cause de la mystification du passé véhiculée par les historiens apologistes, est une nostalgie qui repose peu sur la réalité. Cette réalité, bien sûr, incluait des progrès, mais elle inclut aussi l'aspect totalitaire et fermé de ces communautés - je me demande si tous/toutes les juifs/ves qui font appel au passé pourraient y vivre; car pour la plupart ils/elles ont grandi(e)s dans un monde ouvert (ouvert par rapport à ce que cela était).

L'arrivée du libéralisme a créé une atmosphère qui est pour

l'histoire juive presque sans précédent, pour la première fois un juif (non les juives) était libre d'agir beaucoup plus comme il voulait, de lire les livres qu'il voulait (même les livres en hébreu, qui furent interdits auparavant en raison de leur contenu souvent trop critique). Il était même libre de penser, car auparavant (surtout en Europe orientale et même dans certaines régions en Europe centrale) "les mauvaises pensées" étaient vues comme un des plus grands péchés, sujet à punition. Ils étaient libérés aussi des maintes contraintes, voir les tabous sexuels et les règles sévères sur la façon de se comporter et mener sa vie, imposés par l'interprétation talmudique au cours des années. Ces libertés prenaient de plus en plus d'importance, même dans un environnement oppressif; pour la première fois depuis deux mille ans, les juifs pouvaient "sortir" de leurs communautés afin de savoir un peu ce qui se passait ailleurs dans le monde.

Les idées stéréotypées qu'on peut avoir des juifs, c'est-à-dire ayant un esprit critique, un sens développé de l'humain, la soif de l'éducation n'existaient en fait que très rarement avant le 19e siècle, où même les plaisanteries étaient interdites, sauf dans le cas des blagues visant les autres religions. A part quelques moments dans l'histoire juive, quand la bourgeoisie juive fut très puissante et pouvait se libérer des contraintes imposées par les rabbins et les rabbinats, il existait pour la plupart des communautés juives une situation de tyrannie imposés par les rabbins.

La libération de ces contraintes n'est pas venue de la communauté juive mais de l'extérieur: l'humanisme attribué d'une manière idéale aux juifs est loin d'être une constante culturelle, et plus important encore ne faisait pas plus partie de la conception juive du monde que pour celle des autres groupes.

C'est un fait social que le terme "humanisme" est un concept très abusé; l'humanisme est plus chèrement revendiqué pour les intérêts de notre propre groupe que pour le bénéfice des autres. Les juifs, malgré tout ce qu'on dit, ne sont pas une exception, car même en Israël aujourd'hui, les israéliens vont "vites" évoquer l'humanisme afin de protéger leurs propres intérêts, mais l'humanisme au sein de la communauté palestinienne n'est pas admis.

La structure juridique du judaïsme, le Talmud, a eu de très grandes conséquences sur la forme et le contenu des rapports entre juifs et non-juifs. En somme on peut dire que l'attitude sous-jacente à la structure légale fut celle de faire aux non-juifs ce qui serait interdit aux juifs (par exemple d'extraire des gentils le maximum d'intérêts aux prêts, une pratique qui visait bien sûr les juifs, mais avec moins de virulence, certes il y avait des escrocs juifs). C'est une conceptualisation qui ne se limite nullement aux juifs, mais elle n'est que rarement mentionnée dans les histoires et analyses réalistes des cultures, traditions, moeurs juives. On avait dit dès le début qu'il fallait réinsérer les juifs parmi les autres groupements humains et ceci implique un constat, des erreurs, des pratiques et des pensées disgracieuses. Ce n'est pas un crime contre les juifs, on espère plutôt qu'en tant que juif on réalise jusqu'à quel point on est "humain" et qu'on ne peut pas continuer à vouloir avoir un statut "normal" tout en évoquant en même temps une histoire, une tradition, une culture et une vie exceptionnelles!

La conceptualisation de "nous" versus les "autres" est un facteur qui a toujours favorisé le développement de l'ethnocentrisme juif, pour ne pas dire racisme (racisme évoque malheureusement, une situation poussée à l'extrême, tandis que l'ethnocentrisme semble neutraliser en effet ce

qui n'est rien d'autre que la chosification et/ou l'aliénation de l'autre, néanmoins j'utilise ce terme sachant qu'il évoque plus fortement l'attitude qui existe), sans pour autant oublier que cette attitude a touché même les rapports intra-ethniques juifs. A l'époque des immigrations juives en Amérique du Nord, les juifs allemands jugeaient les juifs russes comme des paysans, des arriérés et en général les méprisaient (il est intéressant de noter que les "allemands" se définissaient comme allemands, des juifs mais de l'Allemagne) et il n'y avait pas cette fraternité qui est censée exister parmi tous les juifs. Les juifs allemands ont réussi au début à stopper beaucoup de l'aide en faveur des immigrés russes, tous les deux ashkenazes. A-t-on crié antisémite? Non, mais un juif, qu'il soit non-sioniste ou anti-sioniste, entend souvent ce cri en arrière de lui aujourd'hui.

Tout cela indique que ces attitudes ethnocentriques n'empêchent nullement la formation des préjugés envers des ethnies différentes de la même communauté "culturelle". Il n'est pas certain qu'il s'agit de la même communauté "culturelle", car la culture des russes différait de celle des allemands, mais il y avait des ressemblances liées à la religion. Ceci est un phénomène oublié par la majorité d'historiens et sociologues juifs/juives.

La manière dans laquelle (est le fait de) cette libération s'est effectuée, nous montre très clairement que les communautés juives, et la judaïté n'existent pas en dehors de l'histoire ou distancées des mouvements sociaux, au contraire le judaïsme a évolué au cours des âges (il n'est pas un phénomène statique). Il s'agit d'un "peuple" qui avait été, contrairement aux thèses de l'antisémitisme éternel et les propos sionistes, très touché et beaucoup influencé par les changements sociaux, les mouvements politiques et les particularismes économiques

qui se présentaient dans tous les lieux géographiques et dans toutes les espaces historiques, des facteurs qui avaient influencé toutes les ethnies.

Les historiens et sociologues juifs/juives, les apologistes, n'ont pas été "objectifs" pour dire la moindre des évidences, en ce qui concerne l'histoire juive, par conséquent beaucoup de juifs/juives expriment une nostalgie pour cet ancien mode d'existence, sans le connaître dans tous ses aspects. Le mouvement sioniste n'a fait que renforcer cette nostalgie basée sur des images fausses de l'existence juive. Le sionisme renforce chez les juifs cette image des juifs en tant que "nation religieuse", une idée qui a vu jour au 19e siècle, avec la phrase du rabbin Sa'adia Haagg, notre peuple est un peuple seulement à cause du Torah (prescription de loi religieuse), une idée qui s'est propagée d'une manière extrêmement ethnocentrique et a en effet créé d'énormes barrières face (comme disait l'historien israélien Jacob Katz) à l'acceptation ou la tolérance des autres. (Katz, 1961).

Le développement des nationalismes en Europe (avec des composantes racistes) dans un environnement de sécularisation, avait fait en sorte que les particularismes culturels des communautés juives s'effaçaient et le quotidien juif devenait de plus en plus semblable à celui des autres groupes ethniques. L'influence de l'idéologie de l'hostilité universelle donnait aux juifs un dernier moyen par lequel ils pouvaient garder une attache viable et à la religion et à une supposée histoire commune. Ces facteurs servaient à renforcer cette attache de la part des juifs pratiquants mais toutefois liés à leur communauté culturelle. C'est devenu une obligation d'ordre moral envers ses origines (à ses ancêtres) de défendre les agressions contre sa communauté d'appartenance; ceci est la base sur laquelle le sionisme s'est appuyé

pour se développer.

Les autres groupes percevaient les juifs avec les mêmes attitudes ethnocentristes, c'est-à-dire qu'il y eu des purges, des manifestations réelles sous forme de persécutions (les pogroms en Russie et en Pologne) et la formulation d'observations sur des supposés traits de caractère exagérés ou imaginaires.

Ce sont des manifestations sociales d'ethnocentrisme qui se répètent sans cesse et sont très généralisées; combien de fois "l'avarice des écossais, la bilicité des français, la légèreté des italiens" (Rodinson, 1981: 286) ont été évoquées. Mais pourquoi persistons-nous à penser que les juifs échapperont à ces tendances aussi généralisées?

Les manifestations ethnocentristes sont très souvent temporaires, on peut et on doit les critiquer et en prendre conscience mais c'est un processus dangereux de leur donner un caractère supposé éternel. Il est primordial de les remettre dans leur contexte pour comprendre leurs raisons d'être et leurs importances politico-idéologiques. Il existe depuis très longtemps des critiques religieuses du judaïsme qui peuvent, il est vrai, masquer une attitude ethnocentriste ou judéophobe, mais ceci n'est tout simplement pas toujours le cas. Il ne faut pas étiqueter chaque critique anti-cléricale de la religion juive comme une autre manifestation "antisémite". Toutes ces idées doivent être soigneusement étudiées et comparées avec les attitudes et idées qui visent les autres groupes ethniques non-juifs, avant qu'on puisse les inclure dans un processus nommé éternel.

On se doit de contester chaque statut d'infériorité qu'il s'agit de juifs/juives, de palestinien(ne)s, d'immigré(e)s, de femmes, mais non par un processus qui en fait une exception, un cas spécial d'un groupe.

Maxime Rodinson nous fait part d'une question très à jour et très perspicace qu'il s'est posé après avoir fait une critique de la démarche Poliakovienne (une démarche soucieuse mais qui ne remet nullement en question le rôle des juifs, (un rôle idéalisé) comme victime maximale au cours de l'histoire).

"Comment devraient réagir des individus ou des groupes à qui des juifs ont causé un tort immérité, réel, pour ne pas être classés par lui-même dans la catégorie d'antisémite?" (Rodinson, 1981: 320).

III LE SIONISME: "POURQUOI PLEURE-T-ON?"

Israël existe aujourd'hui, un fait non un rêve, est non pas un état qu'on puisse ignorer. On ne peut peut-être pas le reconnaître d'une manière officielle, mais reste-t-il que le monde est devant une de ces créations réelles, un état juif. Cependant ce n'est pas une formation sociale qui est au dessus de toute critique et toute remise en question des pratiques injustes, dominatrices et oppressives.

Comprendre cette toute nouvelle formation sociale n'est pas une chose simple, non pas parce que l'histoire est complexe, mais surtout à cause de toutes les inhibitions qui existent face à ce sujet. Nous pouvons parler de l'Afrique du Sud, de l'Iran et de l'Argentine avec une conscience libre, "pleine" de tous nos bons sentiments humanitaires - mais discuter d'Israël et le processus de sa création est un problème d'un tout autre ordre- apparemment.

Comment cela se fait-il?

Je fais à ce moment-ci un petit à côté; avant d'entamer ce travail de recherche on m'avait communiqué une suggestion, c'est-à-dire qu'une hésitation avait été exprimée devant la possibilité que je fasse

une équation linéaire qui aurait été jugée un peu trop concluante (c'est-à-dire ne laissant pas de porte de sortie). Il s'agit de l'équation sionisme - racisme et sexisme. Il est vrai que je pose la question à savoir si le sionisme, un mouvement nationaliste de caractère juif peut avoir un caractère racisant (ethnocentriste et exclusif) et sexiste, ceci dit on ne fait nullement une équation causale qui en effet renverrait aux affirmations essentialistes (que par essence il soit raciste et sexiste) déjà réfutées. Nous ne nions pas que ce mouvement politique et nationaliste soit en effet ethnocentriste et sexiste, cependant il n'est pas le seul mouvement nationaliste ayant ce caractère. Il s'agit d'attitudes, tendances et pratiques qui sont exclusives, ethnocentristes et sexistes. Rodinson met le point sur les "i" en disant que "le nationalisme est une maladie mentale, peut-être nécessaire dans certaines situations, mais dont il faut ensuite se débarrasser au plus vite". (Rodinson, 1981: 10).

Le sionisme est un nationalisme qui existe toujours en tant que force mobilisatrice et véhicule justificateur, non seulement dans les communautés juives mondiales mais aussi parmi ceux et celles qui pensent bien faire en appuyant sans critique ce mouvement. Critiquer ne veut pas toujours dire déprécier, attaquer ou mépriser; cela implique une remise en question - on pose une question. Il est malheureux de constater que le simple fait de poser une question dans certains contextes n'est pas admis.

Il est très possible et très important de critiquer le sionisme, malgré tout ce qu'on puisse se faire dire; dire qu'il y a des composants ethnocentristes (pour ne pas dire racistes) et sexistes dans le sionisme n'est pas un crime contre les juifs. Aussi longtemps que nous appuyons le sionisme comme processus social qui va résoudre le supposé "problème

juif", on s'induit en grave erreur et on restera aveugle devant les faits:

"Le sionisme rejoignait l'antisémitisme dans son analyse des juifs comme nation particulière, étrangère, établit par malheur au milieu d'autres nations et qui devait rompre avec ces étrangers pour rejoindre son ancienne et nouvelle patrie, le sionisme et l'état d'Israël ne sont pas par nature socialistes, ils n'offrent pas aux juifs du monde une solution miracle à leurs maux n'imposent un coup d'arrêt à la diffusion de l'antisémitisme". (Rodinson, 1981, p. 49).

Il est intéressant de noter qu'on exige pour quiconque entame une critique du sionisme, l'exigence de l'objectivité, une objectivité qui d'ailleurs ne figure nulle part dans l'interprétation sioniste de l'histoire et des faits sociaux contemporains. Je ne suis nullement contre le travail méticuleux et sérieux mais "qu'on ne vienne pas dire" qu'il n'est pas objectif (voir antisémite) parce qu'on remet en question l'analyse sioniste.

La route analytique qui mène vers une compréhension de la société israélienne est longue et sinueuse, car il y a tellement d'arrêts qui s'imposent; le sionisme en est un. Je m'arrête au sionisme afin de comprendre un des plus grands facteurs politiques, économiques et idéologiques qui a abouti à la création de l'état d'Israël, il sera impossible d'analyser la société israélienne sans avoir compris et expliqué le nationalisme juif. On avait analysé la judéophobie (antisémitisme) car il n'était pas possible d'encadrer une analyse du sionisme en termes économiques ou politiques uniquement. Le facteur idéologique, c'est-à-dire la judéophobie comme base de l'idéologie sioniste (qui présuppose qu'il n'y a pas de place pour les juifs dans la société non-juive) devient clef. On avait dit que "l'antisémitisme" était une forme de racisme (ethnisme) une conséquence des rapports de pouvoir

qui a comme résultat l'établissement d'une division humaine entre dominant et dominé. Notre analyse du sionisme sera faite à la lumière de l'explication des raisons socio-économiques par lesquelles un groupe promeut l'action de domination. En Israël le groupe juif est devenu dominant et les groupes non-juifs, les dominés. Les facteurs idéologiques ne sont pas moins importants car l'idéologie élabore la stratégie de justification et mystification des véritables buts d'un mouvement quelconque.

L'histoire du sionisme politique a déjà été amplement discutée par un très grand nombre d'experts, notre but n'est pas d'ajouter à cette histoire mais de l'analyser en vue de comprendre le caractère du mouvement. Il faudrait essayer de comprendre comment ce nationalisme a abouti dans une forme de colonialisme assez spécifique qui est celle de remplacer les indigènes du pays par des colons étrangers (les juifs). C'est un mouvement qui se veut une solution à un problème. Quel était le problème? Est-il résolu?

C'est un mouvement qui se dit humanitaire, qui a sauvé des vies, qui a créé un foyer sûr pour les juifs qui vivaient en "menace perpétuelle"; comment peut-on décrire et expliquer un mouvement qui avait le présumé but de rendre justice à "un peuple peiné" en utilisant tous les moyens disponibles tels; l'expulsion du peuple indigène, l'accaparement des terres et finalement la création d'un état à caractère ethnocentriste et monothéiste qui privilégie un peuple et une religion. Comment définit-on ce mouvement?

Pour ceux et celles qui persistent à dire que voir ce mouvement de cette manière est anti-juif et raciste, je vous dis que la plus grande peine qu'on peut ressentir est celle d'être un témoin démuné devant le déchirement émotionnel et intellectuel de ses ami(e)s. Cela se produit

trop souvent parmi mes ami(e)s juifs/juives et israélien(ne)s. Pourquoi? Tout simplement parce qu'on leur demande de supporter sans équivoque une contradiction insoutenable: d'être un peuple, des individu(e)s obligé(e)s d'occuper, d'humilier et d'opprimer un autre peuple au nom d'une souffrance éternelle, au nom de la justice, au nom de l'égalité, au nom de ceux et celles qui sont morts dans des fours à gaz dans les camps de concentration. Ils/elles ne reviendront pas mais est-ce que c'est pour leur rendre hommage, également pour ne pas oublier ceux et celles qui survivent aujourd'hui avec des numéros tatoués sur leurs bras, que les soldats israéliens mettent des croix blanches d'identification sur le dos des palestiniens au Liban, qu'ils démolissent des maisons palestiniennes (Globe & Mail, 24-7-1982: 9) qu'ils brûlent les dos des étudiants universitaires en Cisjordanie avec des cigarettes, est-ce pour cela que les soldats israéliens tirent à balles dans une école primaire (occupée) au Gaza?

Tout le monde pleure sans savoir pourquoi ils pleurent; moi je veux qu'on sache pourquoi et comment il se fait qu'on pleure, cela fait partie du travail d'un/une sociologue. On pourrait le formuler autrement; dire qu'on voudra expliquer et décrire les facteurs sociaux qui engendrent l'injustice, l'oppression et la domination dans une formation sociale quelconque, ou on peut dire qu'on veut savoir pourquoi les gens haïssent, pourquoi ils pleurent.

Ce que j'essaie de souligner ici n'est pas qu'une question de style, mais plutôt que notre façon de poser la question est en effet importante, car d'un côté on peut la poser d'une manière intellectuelle, "divorcée" des réalités englobantes ou on peut la poser tout en tenant compte de la signification de cette réalité, que j'appellerais le vécu. Les deux pourraient se compléter si on leur

permettait, car il est indispensable dans l'analyse de se distancier afin de se rendre compte de tous les facteurs en jeu. Cependant, il faudrait apprendre à préserver "le goût" et "l'odeur" du phénomène dans toute son humanité afin de rendre un minimum de justice. Ceci est notre éternel dilemme - je le sais - mais le cas du sionisme en Israël est un problème qui nous montre justement à quel point il faudra essayer de le travailler. Le sionisme décrit par les sionistes a une tout autre allure que les explications et descriptions anti-sionistes, tous les deux sont compréhensibles, mais à un moment donné celui ou celle qui fait l'analyse doit rendre justice - doit se définir non pour des raisons de propagande politique mais pour aller au-delà des besoins et sentiments immédiats des intéressés (ou même des désintéressés-impliqués) afin de voir plus loin.

Je veux pouvoir comprendre la mère israélienne qui sanglote pour son fils qui part au Liban, je me dois de comprendre qu'elle est "victime" d'une idéologie et système social qui l'oblige de ne penser qu'en terme de sa famille et son mari, comme je me dois de comprendre la femme dans un camp de réfugiés palestiniens qui me tend son enfant dans un geste de défi - que moi en tant qu'occidentale, faisant partie de la force qui sanctionne son oppression, sa pauvreté, sa vie d'enfer, aurais le courage de prendre un enfant palestinien dans mes bras. Je dois en fait faire quelque chose qui à première vue semble inhumain, aller au-delà de ces souffrances pour peindre un tableau analytique, je le ferais mais non sans intégrer l'élément vrai de cette histoire, le plus possible, dans l'espoir d'accéder à une vision plus claire et plus juste.

A) MOUVEMENT NATIONALISTE JUIF:

C'est une tâche encombrée d'obstacles de vouloir cerner ce phénomène social; le sionisme dans sa globalité. Comme tout mouvement social le sionisme n'est pas statique. Il y a eu une évolution depuis sa naissance jusqu'à son apparition sur la scène politique en Europe qui a abouti à la création de l'état juif (un de ses objectifs primaires). Le sionisme n'a pas du tout la même allure en Israël aujourd'hui qu'il avait durant ses années formatives. Il y a plusieurs courants idéologiques avec des interprétations qui varient et se heurtent toujours. Il faut dire d'ailleurs que le sionisme n'est pas vécu en Israël de la même façon qu'il est vécu parmi les juifs éparpillés dans le monde; le juif/juive français/e ne vit pas nécessairement son sionisme de la même façon que le juif/juive américain/e ou sud-américain/e ou italien/ne, ce n'est pas malgré tout ce qu'on professe un mouvement unifié.

Notre travail n'est pas de vous faire part de tous les éléments historiques ou de vous détailler toutes les spécificités idéologiques sionistes, on voudrait tenter une analyse de ces éléments clefs qui donnent naissance à un type de société dans laquelle deux formes de négation, le racisme et le sexisme, se conjugent avec tenacité. On avait identifié certains éléments de l'idéologie sioniste qui pourraient nous éclaircir sur le rôle qu'elle a joué dans le maintien de la division entre les juifs et les non-juifs. Cette façon de conceptualiser le monde ne peut qu'entraîner l'ethnocentrisme et l'aveuglement. Les facteurs tels: la mythification religieuse des véritables buts sionistes, l'utilisation du "holocauste" qui a su créer une situation de culpabilité et chez les juifs et les non-juifs, la présumée exclusivité de

l'expérience juive accompagnée de la mystification de la réalité judéophobe, sont tous des facteurs importants à la survie du sionisme, à la perpétuation de la ségrégation entre juifs et non-juifs; "nous" et "les autres". Il ne s'agit pas d'un choix arbitraire fait en fonction des fins de propagande politique mais plutôt d'une analyse des éléments de ce mouvement socio-politique qui ont favorisé le développement d'une société colonialiste à caractère exclusif.

Notre reconnaissance du fait qu'il ait eu une évolution dans le sionisme se reflète dans notre approche analytique; je voudrais dans un premier temps discuter la naissance du mouvement, c'est-à-dire le stade pré-Israël et ensuite dans le chapitre qui traitera la société israélienne on verra de plus près les effets sociaux de la conceptualisation sioniste - sur le monde et sur Israël.

Le terme sionisme apparaît à la fin du 19^e siècle, il fait référence à un ensemble de groupements qui avaient comme projet ou objectif communs "de donner aux juifs du monde un centre spirituel, territorial ou étatique, en général localisé en Palestine". (Rodinson, 1981: 135). Ceci dit le processus par lequel ces objectifs furent concrétisés ne peut être compris que par rapport au contexte politico-historique que vivaient les juifs en Europe occidentale et orientale. Nous pouvons dire que les communautés juives en "diaspora" conservaient depuis la destruction du Temple en 70 avant J.C. en Palestine, un lien avec Jérusalem. Ils s'agissaient des communautés religieuses qui ont exprimé des orientations idéologiques et théologiques très diversifiées et complexes, mais l'idée de la restauration en Palestine fut symboliquement renouvelée chaque année par les paroles "L'année prochaine à Jérusalem". Cependant, avant la fin du 19^e siècle il n'y avait jamais eu de projet politique réussi (Shabbatai Zevi s'est

proclamé le messie au 7^e siècle mais son retour au Sion n'avait pas réussi). Les plus religieux des juifs ont fait des pèlerinages et quelques tentatives afin d'établir des communautés religieuses en Palestine, où ils vivaient en raison de leur foi religieuse. Pour eux l'importance de ces actions était le maintien du centre spirituel juif. Il faudrait dire d'ailleurs que l'idée du retour au Sion n'est pas une simple revendication d'un territoire, mais une idée étroitement liée à la religion, au judaïsme. Sion signifiait "vivre selon les paroles de Dieu", un fardeau lourd à porter et c'est là, le fil conducteur conceptuel (symbolique) qui exigeait que les juifs ne s'éloignent pas de cette lourde mais importante tâche religieuse; il ne fallait pas négliger ou oublier le judaïsme.

Le sionisme politique qui utilise la religion et ses traditions (et ses espoirs) comme élément justificateur de son projet de retour, n'a réussi que "grâce" à la sécularisation des juifs en Europe occidentale et la laïcisation des états-nations. Cette libéralisation ne laissait peu de place en Europe orientale aux vieilles conceptions communautaires, qui jusque là avaient dirigé la vie quotidienne juive, submergée dans la tradition orthodoxe. Durant les périodes prospères, où les juifs vivaient en relative liberté, les aspirations "palestinocentristes" avaient beaucoup moins d'importance, mais lorsqu'il y avait misère et persécution cette tendance prenait de l'ampleur. Il est à noter que c'était durant les périodes les plus difficiles que la notion théologique de l'exil (en hébreu le galût) est apparue. C'est devenu d'ailleurs une idée chère aux idéologues sionistes qui persistent à parler d'un diaspora qui implique que, peu importe les vraies conditions des juifs dans le monde, ils/elles sont en exil, éparpillés sans véritables racines.

Le sionisme est un nationalisme ainsi qu'une idéologie nationaliste qui a voulu faire d'une communauté liée à une religion par traditions et coutumes très diverses: un peuple, une nation. Ceci est un processus tout à fait compréhensible étant donné que tout nationalisme doit mettre son groupe dans un cadre structurel qui lui permet de se voir comme une fin en soi-même. Le sionisme a du faire des juifs une entité close avec des périmètres bien définis, ce qui fait en sorte que "la nation juive", comme toute nation, deviendra l'entité suprême. Ceci produira nécessairement un aveuglement devant l'existence (l'importance de leur existence) d'autres peuples aux groupes à l'extérieur. Selon Martin Buber, un philosophe juif, "l'erreur du nationalisme juif est qu'il est devenu l'idole du peuple". (Smith, 1934: 56). Tout nationalisme pose les intérêts de son groupe comme but ultime, sans pour autant voir qu'il pourrait exister une unité plus globale - celle de l'humanité. Ceci n'est d'ailleurs pas une faiblesse spécifique au nationalisme juif, il est un élément régressif de tout nationalisme farouche. Le sionisme fait en sorte que le judaïsme des communautés de foi extrêmement diversifiées soit restreint à un concept statique - celui de nation. Le nationalisme qui sanctionne l'égoïsme du groupe et qui devient trop facilement le désir sans réserve du pouvoir, ne trouve dans sa variante sioniste aucune exception; le judaïsme n'est plus lié à la foi mais à une entité politique close.

La contradiction fondamentale se pose ainsi, le sionisme politique se présente comme la seule façon de résoudre un présumé problème juif - mais ce problème juif pouvait-il être résolu en se posant comme groupe à part des autres? Cette question doit être comprise aussi à la lumière du fait que les racistes anti-juifs voyaient les juifs de cette même façon - à part des autres; une aberration due à une

supposée "nature" différente chez les juifs.

Ce nationalisme juif tout en réclamant son caractère exclusif, a employé sans réserve les techniques adoptées par tout autre groupe ayant des objectifs nationalistes, des politiques et stratégies qui nécessairement distancient ce groupe de l'existence des autres. Ainsi, des frontières artificielles sont érigées entre groupements humains qui n'ont rien à voir avec une simple revendication des droits, mais plutôt avec un désir de pouvoir qui n'est même pas à la portée de tous les individu(e)s de ce groupe en question. "La nation juive", selon la conception sioniste, n'a pas pris en compte les différences qui existent entre juifs venant de différents lieux géographiques, ayant des caractéristiques culturelles non similaires, parce que le sionisme politique est un phénomène européen, limité au début (avant les pogroms russes) aux juifs d'Europe occidentale, aux juifs les plus sécularisés et aux juifs les plus aisés. Ceci est une des raisons d'être de l'étroitesse de la vision sioniste, qui, comme toute l'Europe à l'époque, voyait les territoires dans le monde non-européen, ou mieux, comme arriérés ou primitifs et au pire comme vides et colonisables. Les noirs existaient dans la vue globale des mondains européens mais le monde arabe était trop lointain, trop mystifié en raison de la mythification des "orientalistes" de l'époque.

B) LE ROLE DE LA RELIGION:

Les communautés juives à travers les siècles ont toujours gardé un lien avec leur centre spirituel, Jérusalem. Il s'agissait des communautés religieuses qui conservaient ces traits culturels liés à la pratique religieuse, non sans beaucoup de différences, malgré que ces

communautés ont été presque toujours minoritaires. Le nationalisme séculier s'est développé vers le milieu du 19e siècle mais il n'avait pas beaucoup influencé la majorité des juifs (surtout pas la majorité des ashkenazes et très très peu des sépharades). Cependant, à cause de la misère et la dureté de l'oppression vécue par les communautés juives en Europe orientale, ce fut la première communauté à promouvoir l'émigration en Palestine. Ces émigrations furent faibles et de caractère messianique, c'est-à-dire qu'il y avait surtout l'espoir de regagner le centre spirituel et intellectuel juif en Palestine. Cette vague d'émigration juive, bien qu'entreprise en raison de la survie (une vague qui se dirigeait pour la plupart vers l'Amérique ou l'Europe occidentale) n'a pas eu de véritable "direction" idéologique avant l'intervention des intellectuels sionistes d'Europe occidentale. C'était pour la plupart des juifs de la classe moyenne qui avaient trouvé les fonds nécessaires auprès des juifs de la haute bourgeoisie en Amérique et en Europe occidentale. Ce n'était pas qu'un sentiment purement philanthropique qui avait motivé ces juifs fortunés, car il existait aussi le désir de détourner les masses d'émigrants qui arrivaient de la Russie et de la Pologne. Les masses juives étaient perçues comme "une menace" en devenir par leurs compatriotes juifs, non seulement à cause de leurs idées révolutionnaires et non-assimilationnistes, mais aussi parce qu'ils représentaient une main-d'oeuvre peu qualifiée, souvent analphabète, c'est-à-dire un lourd fardeau pour la société d'accueil. Il est très important de comprendre que les différences de classes économiques entre juifs étaient vécues péniblement par ceux sans moyens; en somme la classe juive aisée avait très peu en commun avec les autres qui n'étaient pas connus et souvent méprisés. La judaïté ne servait pas de lien unificateur.

Le judaïsme servait et sert toujours d'élément justificateur pour les actions entreprises au nom du nationalisme juif. Il fallait un fil conducteur et un cadre "juridico-éthique" qui pouvaient en premier lieu rassembler tous les individus et groupements juifs, qui, malgré leur diversité, pouvaient se sentir liés à la religion et en deuxième lieu tenter une conceptualisation non idéaliste mais pragmatique d'une identité englobante. C'est là un des grands "succès" du sionisme, le fait qu'il ait pu "marier" les deux concepts sionisme et judaïsme afin de créer une nouvelle entité symbolique (ceci dit, le sionisme n'a jamais eu comme objectif de renforcer la religiosité des juifs; il existe toujours parmi les juifs orthodoxes en Israël et partout dans le monde une contestation de la validité de ce territoire juridique - l'état juif). Surtout depuis la création de l'état d'Israël, le judaïsme se voit contraint d'exister dorénavant à l'intérieur d'un cadre politique - la nation. Son rôle est donc limité par cette structure à la fonction idéologique qui est celle de la préservation de la judaïté de l'état. La fonction de l'établissement de l'état juif selon le sionisme est de résoudre le problème juif - mais en réalité on ne résoud aucun problème, car on vide le judaïsme (la base de la judaïté) de son sens. Le judaïsme doit vivre et exister en relation aux besoins et intérêts de l'état-nation, qui existe selon son idéologie pour préserver ce caractère judaïque de disparition.

Le nationalisme juif voulait la création d'un état juif, assuré et indépendant. Le choix d'un territoire n'a pas été limité exclusivement à la Palestine, car il a été question de choisir d'autres lieux, tels l'Argentine ou l'Ouganda, mais l'influence des traditions (surtout à cause des juifs religieux qui ont participé à la conférence de Bâle) a pu gagner sur les autres propositions. Il s'agissait en somme de l'idée

attrayante du retour à ses origines qui avait plus d'importance que les suggestions pragmatiques-politiques de ces juifs pour lesquels la question d'un foyer national juif n'était liée qu'à une résolution politique du problème. Cela peut se comprendre, car "les sionismes" regroupaient un ensemble de juifs très diversifiés: des juifs religieux, des juifs non-religieux, mais qui voulaient garder un lien avec "une identité juive", ainsi que des juifs assimilés qui n'avaient aucun intérêt dans le judaïsme ou la judaïté, mais qui étaient vus comme étant juifs par les autres, ainsi que des juifs de toutes tendances politiques. Ceci n'est qu'un bref aperçu de la complexité de la question de l'adhésion à une communauté quelconque, une situation qui s'est aggravée avec l'arrivée du sionisme politique qui propose implicitement que la judaïté de l'individu et du groupe n'est plus qu'une question de lien à la religion juive. Aujourd'hui il est devenu presque impossible, surtout à cause de l'utilisation des justifications bibliques et religieuses pour la création d'Israël, de pouvoir pratiquer une foi religieuse sans souffrir de culpabilité si cette foi n'est pas exprimée en termes d'un appui de l'idéologie et des pratiques sionistes. Dans le judaïsme il n'est pas censé avoir d'intermédiaire entre l'individu/e et Dieu, mais puis-je faire remarquer qu'aujourd'hui il existe un intermédiaire intransigeant, c'est Israël, une entité politique qui peut rendre jugement, une création humaine qui peut malgré tout encadrer une façon de croire - je ne suis pas religieuse mais je me permets de faire remarquer l'ironie de cette situation.

Le sionisme a pu rassembler les juifs qui auparavant étaient liés à leur religion mais qui désiraient s'assimiler à tous les autres niveaux. Le judaïsme a pu se rallier à ce mouvement voyant qu'avec Israël, avec le sionisme, il y aurait un retour "aux éléments ethniques

de la vieille religion juive écartant celle-ci des tendances universalistes". (Rodinson, 1981: 150). Ceci est étroitement lié à la question de pouvoir redresser la baisse de l'influence qu'avaient vécu, à l'époque du libéralisme en Europe, les rabbins et les dirigeants des communautés juives. Le sionisme, qui au début du 20e siècle avait besoin de tous les alliés possibles, a dû intégrer les religieux dans le mouvement, une situation qui jusqu'à présent en Israël crée d'énormes problèmes, car l'idéologie religieuse et la politique doivent toujours trouver un équilibre entre les forces traditionnelles et celles des séculiers.

En somme, la religion dans le sionisme politique se résume à un rôle idéologique, qui sert de base justificatrice pour toutes les politiques sionistes. La Bible et les exemples bibliques d'exterminations (tels Caaninites et Amalites) servent trop souvent de base dangereuse pour la justification de ce genre d'actions dans le futur. Aujourd'hui parmi les fondamentalistes chrétiens et israéliens ces exemples bibliques sont transposés dans le présent - souvent pour décrire la solution au "problème palestinien" - les caaninites et amalites de l'heure actuelle. Le fait de se servir de l'argumentation biblique, accompagné de tous les autres facteurs telle la croyance en l'existence de "nous" et "les autres" (notre droit - votre refus) laisse à désirer sur l'avenir non seulement en Israël mais pour tous/toutes les juifs/juives au monde.

C) DEUX MONDES: "NOUS" ET "EUX"

Il y a "nous" (les Davids) et "eux" (les Goliaths); c'est une division socio-conceptuelle qui est à la base de l'utilisation sioniste des

mythes sociaux, tel l'antisémitisme éternel. Cette conceptualisation trouve ses racines dans une réalité historique mais ceci dit, une réalité qui est non concluante, ni constante (peu importe ce qu'on en dise) de l'oppression vécue par diverses communautés juives. La situation dégradante en Russie à la fin du 19e siècle a certainement motivé la création du mythe d'une hostilité innée de la part des non-juifs envers les juifs. Le meurtre de millions de juifs en Europe durant la Deuxième Guerre Mondiale ne cesse pas de servir comme une autre preuve de la qualité éternelle de la haine contre les juifs; une preuve pour les sionistes et judéophobes également.

En Palestine au début du 20e siècle, ce mythe avait beaucoup inspiré les groupements juifs dans cette région, qui se voyaient entourés par un monde hostile et qui étaient eux-mêmes divisés de l'intérieur. Les deux grands courants sionistes, les revisionnistes et les socialistes, (Ben Gurion, à la tête des socialistes, et Jobotisky dirigeant des revisionnistes) bien qu'opposés idéologiquement, adhéraient et propageaient cette vision du monde. On verra plus tard dans l'analyse de la société israélienne jusqu'à quel point le discours politique a su faire de cette division un véritable fétiche - une peur qu'il devient difficile de dissiper, même aujourd'hui. Il faut noter aussi un autre effet de cette conceptualisation, qui est celui d'une ségrégation entre juifs ashkenazes et juifs sépharades (qui inclut aussi orientaux et falachas). Les causes de cette situation se trouvent dans le fait que cette vision du monde est tout à fait occidentale; tout ce qui n'est pas européen ou blanc n'est pas de "notre" monde. Les fondateurs juifs du sionisme furent non seulement européens, mais aussi des européens de la classe moyenne et de la bourgeoisie. Il est facile de promouvoir parmi une classe dominante l'idée de "cette séparation naturelle", car il est

dans son intérêt de veiller à ce que son pouvoir soit justifié et protégé. Il faisait partie de la réalité des européens démunis du pouvoir, de voir et de traiter celui/celle qui venait d'ailleurs et qui était différent, d'une manière abjecte, afin de sauvegarder "sa place" dans le marché du travail, et la "valeur" de son statut d'européen, malgré les circonstances de sa vie. Avant la colonisation de la Palestine, les juifs européens n'ont guère réfléchi sur l'existence des juifs d'ailleurs et comme l'histoire en témoigne l'effet de cet aveuglement se fait toujours ressentir en Israël.

La création d'un foyer national juif était entreprise afin de résoudre le problème juif (selon les principes sionistes) mais quel est ce problème? Chez certains il s'agit du problème de l'éternelle haine contre les juifs, l'impossibilité de la coexistence entre juifs et non-juifs. Pour d'autres il s'agit d'un problème de peuple-classe, une question d'actualité économique venue avec la décadence du capitalisme, pour d'autres de murs érigés autour de la communauté en raison d'une tradition religieuse incompatible avec le christianisme. Il existe beaucoup d'interprétations et je peux dire que dans chaque interprétation quelque part dans "le fond du bassin explicatif" il existe des raisons valables, quand elles ne sont pas exagérées ou mythifiées. Reste-t-il que la réponse à cette question n'a pas été encore avancée. Il est peut-être impossible d'y répondre, car il s'agit en effet de ce qu'on appellera "un faux problème" (analytique par rapport au réel) - le problème n'est pas juif, le problème est humain, il est historique, il est une question de pouvoir, de situations spécifiques d'oppression, une question de barrière ethnique - il est tout sauf juif! On essaie toujours de combattre la présence des stéréotypes, aussi bien qu'on rejette l'existence d'un problème juif - un problème qui est censé

exister peu importe le lieu, peu importe l'époque - un problème en dehors de toute intervention. Le sionisme a trouvé avec raison qu'il est très utile de perpétuer le mythe que le problème soit juif, car ceci crée une paranoïa parmi les juifs vis-à-vis les non-juifs et garantit l'existence du fossé qui existe entre ces deux mondes. Ceci a été réussi non seulement par la mystification religieuse mais aussi par la manipulation de l'expérience juive durant la deuxième guerre mondiale sous le nazisme.

L'utilisation ahistorique de "l'holocauste" dans les rapports avec le monde non-juif (même dans les rapports entre juifs) a eu des conséquences néfastes. Le terme holocauste est devenu clef de rhétorique juif, car ce terme enlève l'expérience de son contexte historico-social. C'est devenu un terme juif utilisé de cette manière afin de le rendre pseudo-religieux ou même mystique. (Il est à noter comment il est difficile d'utiliser ce terme pour décrire des massacres d'autres peuples - son usage aujourd'hui est réservé presque exclusivement à l'expérience juive). On pourrait dire "le meurtre des juifs" mais une telle phrase demande d'une manière implicite qu'on explique le contexte soit politique ou social d'un tel acte. Le terme "holocauste" présume que la politique nazie visait exclusivement les juifs, cependant il est vrai que les juifs/juives étaient les victimes visées en premier par ce fascisme mais la politique raciste de l'Allemagne nazie entendait et visait d'autres groupes non aryens, qui eux aussi ont été massacrés. La politique nazie d'extermination sert de preuve aux thèses sionistes que les juifs ne peuvent pas survivre dispersés sans leurs propres territoires avec leurs propres moyens de défense. Par contre une analyse historique nous montre que l'extermination des juifs n'était qu'une première ébauche vers l'acceptation d'une politique de génocide;

genocide de ces peuples méprisés, haïs ou étrangers. Il ne s'agit pas d'un événement typique et exclusif à l'histoire juive.

L'argument central du sionisme qui présume qu'on puisse combattre les idéologies racistes en établissant un pays souverain avec une force armée est faux, car il fait en sorte d'enlever un groupe d'humains du reste de l'humanité et ne fait qu'accroître le fossé et les barrières qui existent entre peuples. Cette séparation des juifs de leurs voisins non-juifs est basée sur une croyance en la différence naturelle entre les groupes qui rejoint malheureusement les thèses dites "antisémites". "La résurgence du concept du peuple élu, détaché de son contexte archaïque d'origine n'est que l'envers des mythes du juif errant et du peuple décidé". (Weinstock, 1969: 56). Cette coupure conceptuelle nous amène plus près de l'hypothèse que lorsque les juifs auront atteint un pouvoir (on parle ici des juifs en tant que groupe qui se met à part, jouissant d'une exclusivité historique) cela pourrait donner libre cours au mépris et "racisme" envers les groupes non-juifs. D'ailleurs pour les non-juifs, le fait de faire une équation entre "antisémitisme" et nazisme (qui ne visait que les juifs) neutralise en effet les véritables dangers du fascisme, car le nazisme n'est vu que par rapport aux juifs, donc la politique profondément "raciste" du nazisme est occultée et devient donc une "extension" du problème juif et non du facisme avec des politiques et pratiques précises qui visent la sélection et éventuellement l'extermination de certains groupes. Cette conscience de "l'holocauste" s'est développée surtout après le procès d'Eichmann (Arendt, 1963) à Jérusalem, où l'on verra naître le rapport de culpabilité qui est toujours un outil efficace utilisé par les polemistes juifs et israéliens. Ce rapport de culpabilité demeure une des importantes forces motrices dans les rapports entre Israël et le monde occidental, entre

les juifs du monde et leurs compatriotes non-juifs et entre les juifs en dehors d'Israël et les juifs israéliens. Pour les juifs vivant à l'extérieur d'Israël, leur appui provient d'un sentiment de culpabilité étroitement lié aux obligations et droits envers Eretz Israël. Pour eux, le peuple juif a tant souffert et il faut qu'ils fassent leur part pour Israël surtout qu'ils n'ont pas voulu y habiter. Il y a ici une question d'un manque de points de références religieuses, car pour les juifs en dehors d'Israël, leur identité qui auparavant a pu se concrétiser par leur adhésion à une communauté culturelle étroitement liée à la pratique religieuse, se trouve aujourd'hui remplacée par Israël - le devoir est devant Eretz Israël (osons-nous le dire) et non plus devant "YAHWEH"!

Ce rapport de culpabilité est complexe incluant plusieurs facettes. La contradiction qu'Israël continue à manier devient de plus en plus difficile à soutenir: car lorsqu'on veut faire sentir chez un groupe la culpabilité on ne peut pas la faire durer trop longtemps sans provoquer une réaction qui provient (dans ce cas) du fait que l'histoire continue malgré tous nos efforts pour faire arrêter le temps. Israël est né avec l'aide de la politique et les puissances internationales et non seulement avec l'appui des juifs du monde. Les sionistes contemporains en Israël croient qu'on peut toujours être indépendant et autonome malgré la réalité qui est celle d'une énorme dépendance politique envers les Etats-Unis et l'Europe. La dichotomie conçue et bien travaillée par les sionistes d'un monde divisé entre "nous" et "eux" alimente cette croyance. Mais l'effet réel de ceci fait en sorte qu'Israël doit pour ainsi dire mendier, elle doit demander des privilèges d'ordre économique, politique et militaire et même diplomatique à ses "amis" ou plutôt protecteurs.

Israël ne veut pas se voir comme un pays moyen-oriental, ce n'est pas dans son intérêt; il y a "nous" les juifs et "eux" les arabes beaucoup moins "civilisés" et moins "avancés". On n'écouterà jamais la parole d'un arabe, mais en même temps, on peut tenir sur "une laisse de culpabilité" des puissances occidentales pour qu'elles agissent en notre faveur contre ces masses barbares qui ne veulent que "nous mettre à l'eau". Cette façon de penser s'approche tragiquement de la situation préférentielle qu'avait déterminé les vies des communautés juives durant l'empire romain entre autre, par exemple - les juifs en Espagne, aussi, jouissaient d'un statut de privilégiés par rapport aux autres groupes ethniques minoritaires. L'effet d'un statut privilégié qui n'est basé que sur une supposée spécificité qui, dans certains endroits au Moyen-Age était celle d'une spécificité économique, n'aidait nullement les rapports entre juifs et non-juifs. Aujourd'hui, à cause d'une spécificité basée seulement sur l'occultation de l'expérience de persécution (non réservée aux juifs) la possibilité d'un même effet néfaste n'est pas à négliger. L'emphase qui est mise sur "l'holocauste", "l'antisémitisme" et "la haine éternelle" accompagné d'une interprétation et justification religieuse très étroite, fait en sorte de créer un aveuglement éthique. Les standards "moraux" qui s'appliquent aux autres groupements humains ne sont plus les mêmes par lesquels on peut mesurer et "juger" des comportements juifs. Les juifs se voient exemptés des règles sociales qui encadrent tout comportement humain. Est-ce pour cette raison qu'Israël établit des relations économiques et militaires avec les régimes les plus répressifs, comme l'Iran, le Chili, l'Argentine des junte militaires, El Salvador, les contras à Nicaragua et l'Afrique du Sud? Comment se fait-il que les israéliens n'éprouvent pas de remords devant l'oppression des arabes-palestiniens en Israël et surtout qu'ils n'accordent aucun droit

de réaction aux palestiniens? S'il s'agissait des juifs, la conception de droit serait tout autre, mais précisément parce qu'il s'agit du territoire juif, de main-d'œuvre juive et des rêves juifs, les actions entreprises par les Israéliens sont hors reproche.

En Israël, la bataille continue entre les forces religieuses et le secteur séculier, une lutte qui, dépendant de sa conclusion, pourrait un jour, une fois pour toute, bannir cette grande contradiction de la société israélienne: qui est celle de la possibilité de l'existence d'une démocratie parlementaire contrainte "de marcher" à l'intérieur de périmètres de la loi de la Torah. Les effets sociaux, c'est-à-dire la possibilité d'une coexistence des deux grandes délimitations "ethniques", les juifs et les non-juifs, dans un respect mutuel des droits, dans un état théocrate seront discutés plus tard.

D) SIONISME: MOUVEMENT A CARACTERE COLONIAL?

Tout phénomène social a plusieurs composants et il peut être plusieurs choses à la fois; le sionisme politique est passé par l'évolution socio-historique nécessaire à la survie de tout mouvement. Il a son aspect intellectuel, son aspect ouvrier, son aspect religieux mais afin d'assurer sa "viabilité" ce mouvement diversifié se devait de mettre en place une solution aux problèmes vécus par les masses juives dépourvues d'alternatives concrètes, à un moment précis dans l'histoire. Afin de répondre à cette revendication, il avait fallu une solution politique et pragmatique, un projet politique qui allait au delà (contraire aux thèses avancées par les sionistes) de la nécessité de préserver la vie juive. Il a fallu la constitution d'un état autonome.

Il y a peu de place dans le domaine des enjeux politiques pour les sentiments strictement nationalistes (on n'ignore pas la nécessité de la propagande nationaliste indispensable à un rassemblement de soutien).

La constitution de cet état était non seulement favorisée par les racistes anti-juifs mais aussi par les grands commerçants et financiers juifs en Amérique et l'Europe occidentale. On ne peut pas prétendre que l'appui financier juif provenait de l'amour de son peuple; par exemple l'arrivée des "masses juives" de la Russie et de l'Europe orientale n'était pas toujours dans les intérêts des capitalistes juifs, pour ne pas parler aussi de la peur qu'avaient les juifs déjà établis, que l'arrivée massive des juifs avec peu de moyens puisse augmenter "l'antisémitisme".

Les sionistes ont très bien compris l'importance de ce "talon d'Achille" chez les juifs capitalistes et/ou assimilationnistes déjà bien intégrés à la société non-juive environnante. Ces juifs n'avaient aucune raison et aucune intention de partir pour "un foyer national juif" mais l'appuyer, était tout à fait autre chose. Un refuge pour les juifs semblait une bonne façon de tenter une solution et l'appui financier pouvait servir d'alternative à une implication concrète. Pour les judéophobes, mettre les juifs ailleurs dans leur propre territoire ne pouvait que résoudre la question d'une incompatibilité "innée".

Étant donné cette réalité politique et idéologique du sionisme, la question de la relation entre les deux groupes impliqués se pose. En effet, un groupe de juifs véhicule l'idée qu'il est impossible de vivre dans la société non-juive, ils se définissent à part, comme étrangers. Les non-juifs "racistes" qui ont déjà développé leurs thèses "racistes" utilisant l'attitude des juifs comme preuve de leurs thèses judéophobes. Il est important de comprendre comment la relation entre les deux groupes est dialectique surtout que le caractère de cette relation est déterminé.

par les deux groupes; chacun est responsable. Il est difficile de dire ceci, car cela donne l'impression qu'on ne prend pas en compte le contexte de la victime du racisme, qu'en effet en disant ceci on met la responsabilité sur le dos de la victime. Ce n'est nullement notre objectif, ni notre façon de concevoir le "racisme", mais les rapports existants entre groupes sont en quelque sorte déterminés par non seulement les rapports de force et de pouvoir, mais aussi par les motifs idéologiques et/ou politiques qui peuvent soit les défendre ou les perpétuer. Le sionisme, malgré son évolution, continue à mettre l'emphasis dans son argumentation idéologique sur la spécificité, l'exclusivité de l'expérience juive une expérience qui n'est souvent mesurée qu'en termes de souffrances. L'idéologie sioniste accepte explicitement le jugement des judéophobes quant à l'incompatibilité innée (éternelle) et l'utilise comme présupposé de base explicative, comme facteur émotionnel dans les négociations politico-économiques entre juifs et aussi entre juifs et non-juifs (ceci implique toujours un rapport de pouvoir). C'est donc le facteur "ethniste" qui détermine le caractère des relations possibles entre les deux groupes; le plus grand malheur est le fait que chaque groupe ne se définit qu'en termes "racisants". Les juifs se définissent, avant même de parler de jeux de pouvoir, comme à part, non pas comme à part égale!

Je veux bien qu'on soit fier de soi-même, qu'on ait le droit de vivre dans des conditions qui nous permettront de se respecter mutuellement, mais comment peut-on faire de l'exclusivité, de l'étrangeté, une fierté, une arme de pouvoir autre que maladive? Dans les conditions politico-sociales du sionisme, les juifs sont devenus l'objet du pouvoir, ils acceptent de se servir de ces définitions de leur étrangeté "naturel", tout en proposant et en croyant à leur droit à

l'indépendance, à l'autonomie, à une existence qui va de pair avec tous les autres groupes du monde. Je dirais que les juifs, dans l'immédiat, ont en effet éliminé la possibilité de se poser en sujet, ils ne deviennent qu'une pièce dans le jeu. Selon les règles de la politique sociale telle qu'on connaît le processus aujourd'hui, si on revendique une place à part, une place spéciale, on doit "mendier" pour une telle position. Pour les juifs, leur pièce d'échange, telle qu'elle est définie par le sionisme politique, n'est que sa spécificité, son exclusivité et ses souffrances, sa place à part les autres groupements humains. Le pouvoir est un phénomène humain mais pas du tout humanitaire. L'Angleterre, la France, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. et finalement les Nations-Unis se sont tous impliqués, chacun à leur tour, dans la création du foyer national juif mais, comme on verra, "le sort" des juifs (bien que les sentiments humanitaires font des bonnes manchettes) n'était pas du tout la raison pour laquelle ces pays se sont "voués" à la création de l'état d'Israël.

Le sionisme est un moyen et non une fin, quelle est cette fin? Certains prétendent qu'elle est la sécurité et l'indépendance des juifs, pour d'autres il s'agit d'une solution au "problème juif". Certains le voit en terme d'un raffermissement des liens entre les juifs, une fin à l'éternelle recherche d'une identité stable et reconnue; mais peu importe ces prétentions, on ne peut se prononcer aujourd'hui sur la configuration de cette fin. Il est douteux que même les sionistes, qu'ils soient travaillistes, socialisants, révisionnistes ou messianiques, ont songé à cette fin, car les problèmes actuels importent.

(I) LES DEBUTS: VERS UN REGARD COLONIALISTE.

Au début du 20e siècle, la Palestine était une province arabe de l'empire Ottoman. "En 1880, il n'existaient que de petites colonies juives qui comptaient 24,000 personnes parmi les 500,000 habitants". (Rodinson, 1968:13). C'était loin de l'Europe, loin de la "civilisation", comme en témoigne l'attitude de Theodore Herzl qui écrivait "que pour l'Europe nous constituerons là-bas un morceau de rempart contre l'Asie, mais serons la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie". (Rodinson, 1968: 13). Il s'agit dans ces paroles d'un reflet de l'attitude colonialiste qui constituait à l'époque la norme, car il n'y avait rien de dégradant à la notion de colonialisme (c'est-à-dire pour les colonisateurs). Les pionniers du sionisme politique n'éprouvaient aucune hésitation devant l'utilisation de termes tels: colonisation, colonie ou colons. Tout cela était normal, il était normal aussi que la possibilité de coloniser la terre palestinienne ignorait l'existence des indigènes du pays. Il est important de mettre l'accent sur le composant européen de cette solution, car il était normal qu'un tel projet "d'avancement" dans les territoires "arriérés" soit conçu selon la stratégie politico-économique des grandes puissances du jour, ceci était conforme au caractère du colonialisme européen. Mais ce qui, jusque là, n'a pas été conforme au modèle du colonialisme européen, c'était l'idée de remplacer les indigènes par des colons étrangers, dans ce cas des juifs. (La colonisation de l'Amérique du Nord ne s'est pas produite à la lumière d'une doctrine élaborée qui préconisait la création d'un pays exclus. Ceci dit, nous pourrions discuter des conséquences similaires dans les deux cas.) C'est ici que l'on peut commencer à comprendre l'apport du colonialisme sioniste. Le colonialisme sioniste a accepté

les présupposés de base de ses prédécesseurs en ajoutant un élément nouveau: qu'il ne s'agissait pas simplement de tirer profit de son intervention, mais il fallait à tout prix que ce soit un projet juif de préservation de la judaïté. Comme disait si bien le premier Premier Ministre d'Israël, David Ben-Gurion, "Leur rêve n'était pas de créer pour tous les hommes une société plus juste ou plus libre. C'était de régénérer le peuple juif dans son état qui fut le sien". (Rodinson, 1968: 41). Depuis les débuts de ce projet politique il est clair qu'il existe un caractère ethnocentriste au mouvement sioniste, qui, malgré les divergences idéologiques, se base sur le principe de favoriser un groupe - les juifs.

Beaucoup vont dire qu'il ne s'agit pas de "racisme" mais de la survie, mais ne peut-on pas délimiter clairement dans la réalité de la coexistence inter-éthique, là, où la conception de traitement référentiel d'un groupe devient nécessairement l'exclusion de l'autre. Banale, au niveau analytique, le fait d'exclure n'équivaut pas au "racisme", mais c'est tout autre chose quand il s'agit d'une doctrine d'exclusion, qui a eu comme effet la création de pratiques juridico-sociales vouées à la ségrégation de deux populations - les juifs et les non-juifs.

"L'idéologie sioniste laisse prévoir toutes les caractéristiques futures de la colonisation de la Palestine. Le projet de fonder un état juif dans une Palestine arabe sous la protection d'une puissance impérialiste préfigure l'alliance des dirigeants sionistes avec la Grande-Bretagne et la spoliation ou le déplacement du peuple indigène". (Weinstock, 1969: 57).

Selon Weinstock, le colonialisme sioniste, contraire aux formes de colonialisme antérieure, n'est venu que tardivement avec le déclin du capitalisme - c'est en effet le produit de l'ère impérialiste.

Il n'y a rien de surprenant dans cette idée de pouvoir coloniser la Palestine, car dès le début, le premier théoricien sioniste, Moses Hess, avec l'apparition de son oeuvre "Rome et Jérusalem" en 1862 et aussi dans "Projet de Colonisation de la Terre Sainte" en 1867, avait montré qu'il acceptait, sans réserve, de concevoir une alliance entre les juifs et les ~~impérialistes~~ français au Proche Orient. Les oeuvres de Hess restaient quasi inconnues et n'ont pas eu d'effet sur la majorité des juifs, qui n'étaient pas encore influencés par les théories sionistes, encore que le Bund (le parti de travailleurs juifs en Russie) n'appuyait pas le caractère nationaliste du sionisme. Pour le Bund, un nationalisme juif ne pouvait que servir aux intérêts des capitalistes et bourgeois juifs et non-juifs, qui tous les deux étaient responsables de l'oppression des travailleurs juifs en Russie et en Europe. Le mouvement sioniste ne pouvait que détourner les travailleurs juifs de leur véritable lutte - celle de la lutte des classes, mais en 1903 le Bund avait finalement, lui aussi, admis le concept de nationalité. Malgré les divergences qui existaient parmi les différents groupements juifs, nous pouvons dire qu'une fois la notion de "nation" ou "peuple" juif admise, le retour au Sion est devenu une partie intégrale du colonialisme européen en Asie Mineure.

Leo Pinsker, dans son livre "Auto-Emancipation", écrivait que "la seule solution au problème est le regroupement des juifs sur un territoire national, un asile permanent". (Weinstock, 1969: 49). C'est à Théodore Herzl que l'on doit reconnaître l'influence de son livre "l'Etat Juif" (Herzl, 1969) qui a pu galvaniser les masses juives. Sa thèse était simple et séduisante, en somme l'antisémitisme ne sera éliminé qu'en établissant un territoire autonome et indépendant. En d'autres termes, c'est celui qui est victime (car on doit reconnaître l'étendue des pogroms russes et polonais à l'époque) qui doit partir

afin de régler le problème - sa disparition laissant l'opresseur tranquille. En 1901, il y a eu la création du "Fonds National Juif" à qui revenait la tâche d'acheter et de coloniser la terre (et revient toujours), "des acquisitions seront la propriété inaliénable du peuple juif". (Weinstock, 1969: 52). Peu à peu, malgré les dissensions au sein du mouvement et surtout après la mort de Herzl en 1904, on voit se mettre en place toutes les structures nécessaires pour la création d'un état; il y avait le choix d'un territoire, des organes financiers et économiques mais il restait toujours la question de la charte, ce qui donnerait aux puissances, telles l'Angleterre et l'Amérique, l'opportunité de s'impliquer concrètement.

Etant donné que "le retour au Sion" était devenu une fin à laquelle tous les moyens s'appliqueraient, il n'y a rien de surprenant au fait que le caractère racisant (exclusif et ethnocentriste) se soit développé en caractère colonial. L'argument du retour est toujours évoqué par les sionistes mais il faut regarder la logique de cet argument; qui présume qu'il est juste de faire de "nos propres" préoccupations une loi qu'on impose sur un autre groupe. Dans la réalité des faits historiques, le résultat fut l'imposition d'un élément étranger au détriment du groupe indigène, il ne s'est pas agit d'une simple retrouvaille de pays. L'imposition est un élément de la domination et la sélection en est un autre. On avait dit que le retour était devenu une fin et que tous les moyens étaient bons, dans le cas sioniste la sélection, c'est-à-dire un choix parmi "le peuple élu", est devenu très tôt une doctrine, car il a fallu choisir parmi ces juifs, ayant la possibilité de réussir l'objectif. Il est peut-être difficile de voir le lien entre la possibilité d'imposer et celle de sélectionner les meilleures "pièces" pour faire jouer le jeu; je propose qu'il y a un lien car dans les deux

cas il y a chosification. Afin d'imposer il faut nier la qualité d'humain à celui/celle qui est l'objet de l'imposition et puisque c'est la négation d'autrui qui importe, il est donc compréhensible que ceux qui l'effectuent doivent aussi éliminer une partie de leur ressemblance à l'autre, qui est celle de sa qualité d'humain.

L'Organisation Mondiale du Sionisme a évolué vers une politique de sélection parmi les candidats juifs à l'émigration. Ceci s'est avéré préférable, (malgré la propagande sioniste qui disait qu'au contraire il voulait servir les masses juives - que tout juif avait le droit de retour au Sion) puisque l'expérience initiale en Palestine avait vu l'établissement de petits groupements juifs (surtout polonais) d'artisans et petits commerçants avec peu de possibilités d'assurer une base économique solide, une base qui était indispensable à l'acquisition de plus en plus de terres arabes afin d'assurer la stabilité de l'implantation juive.

Chaim Weizman dénonçait même en 1924 ces "colons qui ne faisaient que reproduire l'atmosphère du ghetto". (Brenner, 1983: 143). Cette politique qui rejetait cette ancienne forme de vie communautaire juive avait réussi à écarter beaucoup de juifs du sionisme, car le sionisme n'avait pas en effet de solution au problème de ces juifs dépourvus de ces "qualités" requises. A un moment donné durant les années vingt, l'Organisation Mondiale du Sionisme a décidé d'encourager les juifs déjà en Palestine (mais qui étaient en chômage) à re-émigrer afin de réduire le coût de l'assurance-chômage.

En 1933, après l'arrivée des Nazis au pouvoir en Allemagne, la situation des juifs s'était aggravée sérieusement, mais malgré cette réalité les sionistes indiquaient clairement les critères pour l'émigration,

"...c'est peut-être cruel...mais laissez les jeunes partir parce que même s'ils souffrent moins que les vieux, ils sont mieux équipés pour la tâche en Palestine. Les enfants peuvent emmener leurs parents plus tard, mais non l'inverse". (Brenner, 1983, 144).

Les critères pour l'émigration allemande furent établis par Weizman en 1934.

"Ceux qui n'ont plus que 30 ans, n'ont pas de capital et sont sans qualifications, ne peuvent pas être absorbés en Palestine, à moins qu'il n'y ait des ouvertures particulières pour le travail que ces gens faisaient en Allemagne". (Brenner, 1983, 144).

Par la suite M. Weizman a explicité que les anciens commerçants, les commis voyageurs, les artistes et les musiciens seront exclus de l'émigration. En 1933, le journal palestinien DAVAR faisait ce commentaire, "nous savons qu'il serait impossible de transférer tous les juifs allemands et que nous serions obligés de choisir selon "les critères cruels" du sionisme". (Brenner, 1983: 144). Cruel? Qu'est-ce qui est le plus cruel - la déception, le mensonge, le fait d'avoir en réalité aucun moyen d'assurer aux juifs ce que le sionisme leur avait promis? Les exemples de sélection ne s'arrêtent pas avec Weizman, car il y a eu d'ententes conclues avec les nazis hongrois, les russes, etc., afin de permettre aux meilleurs juifs (les jeunes, les fortunés, ceux avec métiers) de partir pour la Palestine en échange d'une obéissance aux ordres nazis. Ceci a vu par la suite le départ et la déportation des milliers de juifs aux camps de travaux forcés, et camps de concentration. L'Histoire n'est pas comme elle est souvent peinte, cette histoire n'offre aucune exception aux horreurs "du pragmatisme politique", dans ce cas sioniste. Que faut-il faire avec la persistance des thèses sionistes, qui prétendent toujours que les juifs existent en dehors de l'histoire, au contraire les juifs, comme tout autre groupe, sont sujets

aux règles sociales qui gèrent la société environnante à un moment historique précis.

La collaboration entre sionistes et "antisémites" est bien documentée et on fait référence à cette partie de l'histoire politique du sionisme afin de montrer que le sionisme est plus qu'un autre mouvement politique, prêt à entrer en rapport avec n'importe qui, même avec son présumé ennemi, afin d'arriver à son objectif. Ceci est important à noter dans la mesure où l'on peut se faire dire que, parce que le sionisme est juif il a un caractère autre. (En Israël par exemple, même aujourd'hui, on entend dire que l'armée israélienne est moral, "propre" et éthique en raison de son caractère juif, cette notion est d'autant plus importante étant donné que les Juifs et les Israéliens expriment souvent le désir d'être perçus comme tous les autres groupes ou nations du monde, tout en revendiquant cette spécificité, le caractère "autre", des juifs. Voici quelques exemples tirés de cette période historique; Théodore Herzl avait rencontré l'auteur russe des massacres juifs, tel celui de KISHNEV en 1904, car il croyait qu'ils avaient tous les deux les mêmes objectifs - l'expulsion des juifs russes, bien que pour des raisons différentes. Avant la 2e guerre mondiale, les organismes juifs en Allemagne avaient lancé un appel pour un "boycott" économique de l'Allemagne nazie, mais le congrès sioniste réuni à Prague en 1933 avait conclu un accord économique avec Hitler (HAAVARA AGREEMENT) selon lequel il serait permis de transférer les capitaux juifs-allemands en Palestine en échange de l'achat des produits allemands (nazis) par les communautés juives en Palestine. Rudolph Katsner, le dirigeant des sionistes hongrois, a conclu un accord avec le S.S. NAZI, selon lequel certains juifs choisis par les sionistes pour émigrer en Palestine pouvaient partir en échange de l'obéissance des

juifs non-choisis de se rendre tous à Auschwitz. Jabotinsky avait négocié avec le Général Petluyra (un "antisémite" russe, farouche, responsable des pogroms ukraniens, qui dirigeait aussi une force armée contre les bolsheviks), un accord afin d'établir l'unité juive pour aider la lutte contre la révolution russe - une révolution qui au début avait reconnu l'existence de la judéophobie et avait pris des mesures en conséquence. Plus récemment, l'affaire iraquienne est reconnue pour son efficacité; en 1966 le journal israélien HA'OLEM HAZE a révélé un scandale qui datait déjà de quinze ans. En 1950, le gouvernement iraquien et l'état d'Israël ont conclu un traité par lequel les juifs irakiens auraient été "encouragés" à partir. A l'époque les juifs irakiens n'avaient pas manifestés le désir de partir pour Israël, mais après avoir subi les bombardements israéliens il y a eu l'émigration en masse des juifs effrayés. L'état iraquien a profité de l'acquisition des biens matériels laissés par les juifs et l'état d'Israël a obtenu de nouveaux immigrants - de la main-d'oeuvre agricole et industrielle qui lui manquaient.

Ce pragmatisme qui a nécessité un choix entre des juifs montre le caractère odieux de l'entreprise politique qui n'a rien à voir avec les aspirations les plus utopistes, qu'on aurait pu voir tout le long de l'histoire de la création de l'état d'Israël. Il montre encore jusqu'à quel point les règles du jeu socio-politique de la société actuelle ne changent rien à la réalité - qu'il n'y a jamais eu de VIE SAUVEE sans qu'une vie soit niée ou délaissée. Pourquoi prétendre le contraire?

Les masses juives ont été délaissées par le sionisme; si le mouvement est capable de s'y faire au pragmatisme nécessité par ces besoins politiques et économiques, donc capable d'agir ainsi avec les siens qu'il prétend défendre, est-il tellement inconcevable que cette

attitude ne soit pas la même quant au sort, de ceux/celles que le sionisme percevait comme obstacle à ses objectifs?

(2) 1945-1948: LA POLITIQUE CRUE.

En 1946 lors du congrès de Bâle, le caractère des divisions qui existaient au sein du mouvement sioniste était clairement établi. L'extrême droite demandait l'indépendance immédiate sous l'égide de la minorité juive; au centre, l'idée de la partition du pays importait, tandis qu'à l'extrême gauche l'indépendance devait attendre que les juifs deviennent majoritaires en Palestine. Malgré les divergeances, l'effet de la conception d'un état juif serait le même: la perpétuation d'une division nette entre les juifs et les palestiniens-arabes. "Les divergences entre partis sionistes ne concernent que la tactique". (Weinstock, 1969: 256). Il fallait créer cet état peu importe le prix humain.

Les deux grands leaders du mouvement sioniste durant ces années, (Weizman qui deviendra le premier Président et Ben Gurion, qui lui deviendra le premier Premier Ministre) personnifiaient dans une certaine mesure le caractère de la politique étrangère sioniste. Pour Weizman, l'Angleterre représentait le protecteur indispensable du sionisme, tandis que Ben Gurion portait son regard vers Washington. A cette époque, Weizman représentait "l'ancienne garde" du sionisme qui n'avait pas encore ses racines "implantées" dans la terre palestinienne, il gardait toujours sa nationalité britannique, qui n'est signifiant qu'en termes symboliques de la différence d'approche entre les deux hommes. Ben Gurion s'imposait comme leader des juifs palestiniens, "le symbole d'un YICHOV en révolte" (Weinstock, 1969: 246), il ne refusait aucunement l'affrontement brutal

avec les arabes, surtout du fait de l'importance du Hagana (la force armée juive en Palestine) qui a désormais tourné le regard des sionistes vers l'Etats-Unis.

Entre 1943-45, les relations entre le YICHOUV et les britanniques se sont détériorées, pendant les négociations à Londres entre les sionistes et les anglais, le Hagana avait conclu un accord de collaboration avec deux autres forces armées juives, le STERN et l'IRGOUN, un accord qui prédisait le caractère futur des relations entre juifs et arabes. Il faut dire que les américains étaient très favorables à l'idée de pouvoir remplacer les anglais au Proche Orient, il n'est pas surprenant qu'ils aient appuyé les projets sionistes (la forte pression des sionistes américains n'était pas une force négligeable même à cette époque). Le Président Truman en 1946, qui était pro-sioniste, avait déclaré comme objectif l'implantation de 100,000 juifs sur la terre palestinienne, mais les "lobbies" de l'aviation et du pétrole, qui eux ont été très attentifs aux sentiments et opinions nationalistes arabes, ont fait en sorte que Truman se trouva dans l'impossibilité de trancher la question. En dépit de cela, en février 1948, (l'état d'Israël est né en mai 1948), les Etats-Unis se prononçaient favorablement à l'idée de la constitution d'un état juif, sous la tutelle des américains (disons une position modérée) mais l'importance de l'électorat sioniste de New York a fait en sorte qu'un gouvernement face aux élections à venir, s'est déclaré finalement à soutenir le projet d'un Etat Juif.

Avant 1947, les Soviétiques se sont intéressés à peine aux projets sionistes (à l'intérieur de leurs propres frontières, ils devaient faire face, non seulement à la question du racisme anti-juif, mais aussi aux travailleurs juifs et leurs syndicats; l'histoire entre les juifs et

la Russie Tsariste et/ou Communiste est malheureusement trop vaste et complexe pour figurer dans cette étude, cependant elle est une histoire révélatrice souvent insolite, contraire aux prétentions souvent véhiculées en dehors de l'Union Soviétique), qu'ils dénonçaient en raison du lien entre les sionistes et l'impérialisme anglais. Aux Nations-Unis, l'Union Soviétique avait proposé un état bi-national juif et arabe, une proposition qui a été acceptée par l'assemblée générale de l'O.N.U. le 29 novembre 1947. Malgré la distance qui existait auparavant entre les russes et les sionistes, M. Gromyko a dit: "Il serait injuste de ne pas tenir compte de ce fait (l'aspiration des juifs)* et de refuser au peuple juif le droit de réaliser de semblables aspirations". (Weinstock, 1969: 161). Il y a eu donc la caution implicite de la part de l'Union Soviétique, de la justesse des motivations sionistes. L'U.R.S.S. d'ailleurs a été la première grande puissance à reconnaître Israël, surtout qu'elle lui livrait des armes tchèques et qu'elle avait envoyé des experts militaires en plus de son appui diplomatique.

L'intérêt qu'éprouvait les russes ne venait pas de sentiments altruistes (qui n'est d'ailleurs pas la raison non plus pour l'intérêt et l'appui américain, etc.) mais plutôt du désir de renvoyer les britanniques du Proche-Orient. Cela est clair car en même temps les Russes envoyaient aussi des armes en Syrie, qui combattait Israël à l'époque. Il s'agissait d'opportunisme politique, qui, malgré tout, a sous-estimé le caractère du lien qui existait entre les dirigeants sionistes d'Israël et les Etats-Unis.

En somme, les grandes puissances ont une très grande responsabilité dans l'évolution de l'affaire palestinienne, mais il y a

* Ajouté par moi

plus que ça, car c'est grâce aux intérêts des "grands" que le problème n'est plus une question de que faire avec les palestiniens (oubliés depuis le temps) mais un problème du conflit ISRAËLO-ARAB: le fossé est devenu formidable, une division qui ne cesse de s'aggraver et qui assure la "nécessité" de l'intervention hégémonique des grandes puissances au Proche-Orient.

3) LECON HISTORIQUE:

Que peut-on tirer du fait qu'un groupe puisse "faire prédominer" les aspirations et les intérêts de son groupe sur ceux du groupe voisin et de justifier ceci par des arguments les plus idéaux"? (Rodinson, 1976: 74). Faire "prédominer" ne nous donne qu'un avant goût de l'étendue de cette situation de colonisation, en d'autres termes la domination de la Palestine arabe.

Les juifs ont prédominé, et le juif conquérant tâche de faire comprendre ses actions par rapport aux indigènes nécessaires. Les indigènes ne peuvent que bénéficier de cette soumission ou selon le vocabulaire du colonisateur " de l'apport" des civilisés. Ce fut la même attitude qui courait parmi les français par rapport aux algériens et tonkais, on propose le bonheur du peuple en question.

La même attitude existe aujourd'hui en Israël, le langage a évolué mais le sens du message ne change pas, comme m'avait dit Mme Sara Daron, ancienne présidente du LIKUD en mars 1983*, "il ne s'agit pas de territoires occupés mais de territoires libérés et il ne faudra plus jamais s'y référer dans d'autres termes, c'est compris". Oui, c'est

* Lors d'une entrevue à la KNESSET

compris - que le territoire est vu comme étant libéré par les juifs de l'occupant arabe (qui l'occupe d'ailleurs pour bientôt 2,000 ans) pour enfin revenir à ses propres maîtres, il est compris qu'on amène avec "nous" le progrès du 20e siècle.

Leçon historique, rien n'a été appris.

IV) SIONISME COLONIALISTE; "L'ODEUR REELLE DE L'ANALYSE THEORIQUE"

Le travail analytique ne doit pas fuir la réalité; le sionisme politique est devenu "un fait colonial" avec la création de l'Etat d'Israël. Il y a eu imposition, occupation, accaparement de terres, domination, inégalité juridique, c'est-à-dire qu'en Israël, bien qu'il peut y avoir une égalité politique formelle, la face cachée révèle des situations de subordination concrètes de part la force de l'imposition d'une entité économique précise accompagnée de la force des pressions sociales. Il est difficile de montrer la face coloniale du sionisme sans tout de suite entrer dans une analyse de l'état lui-même, cependant il est jugé important, à ce moment dans la recherche, de donner une image plus claire de l'ampleur de ces attitudes et comportements dominateurs et "racistes" déjà mentionnés. Il est extrêmement compliqué dans un travail de ce genre de rendre le sujet crédible - non au niveau théorique, car on admet tous/toutes l'existence de la domination, mais savoir que quelque chose existe ne veut pas dire qu'on puisse la comprendre.

Je vous offre les paroles d'un homme. Ceci n'a rien d'exceptionnel, car nous avons tous/toutes l'habitude de citer dans un travail et d'extraire les paroles d'individus. Cependant citer et proposer qu'on puisse voir à travers les paroles d'un individu la réalisation de ce qui a été analysé théoriquement, est loin d'être admis pour beaucoup

d'intellectuel(le)s, car cette démarche est jugée réductionniste et tellement généralisatrice et en fin de compte peu valable. Tout cela est vrai, mais l'intention n'est pas d'extrapoler des lois ou des règles sociales, mais, si vous permettez, celle de montrer la face cachée du vécu oppressif, un vécu qui, de part sa nature, se doit de nier, de justifier et par conséquence d'ignorer l'horreur.

A) "NON JE N'AI JAMAIS VOULU ENTRER DANS BEYROUTH - ARIEL SHARON"
(Fallaci, 1982).

Ariel Sharon, ancien ministre de défense de l'état d'Israël, est le général israélien qui avait orchestré entre autres l'opération militaire "La Paix en Galilée" (connue aussi sous le nom d'Invasion du Liban) en Juin 1982, une invasion qui est devenue une occupation israélienne du Sud du Liban.

La domination comprend entre autres l'imposition par la force, souvent cette force prend la forme guerrière et la guerre comme la violence en général nécessite une formation assez particulière de l'esprit. Cet état d'esprit s'exprime d'une manière précise car le langage, ce véhicule tellement direct de nos pensées et de nos désirs, est primordial à la communication, (on n'a pas l'intention de faire ici une analyse psychologisante des paroles présentées). On voudrait que les paroles parlent seules ou très peu commentées. Celui qui donne ou entreprend une action concrète de domination s'exprime différemment de celui qui est l'objet de l'action - l'importance est de comprendre celle-ci et de la voir pour ce qu'elle est.

"Le départ des américains du Viêt Nam était humiliant et j'ai mal supporté cette humiliation. Je l'ai imposé à mon ennemi".
(Fallaci, 1982: 82).

"Je n'aime pas le mot invasion, je préfère le mot opération".
(Fallaci, 1982: 84).

Les Israéliens et les Juifs du monde tiennent à utiliser les termes, tels "antisémitisme" et "holocauste" en dehors de leurs contextes historiques, à des fins précises pour que le monde non-juif ne s'éloigne pas de sa responsabilité des massacres: mais leur situation en Israël leur permet aussi de dire de l'invasion du Liban qu'il s'agissait d'une opération en guise d'assurer une sécurité frontalière. Il est aussi possible de dire de l'occupation qu'il s'agit en fait d'une libération, comme c'était possible de dire avant la création de l'état juif qu'il existait "une terre sans peuple pour un peuple sans terres".*

Nous avons parlé de l'utilisation de la religion afin de justifier les actions entreprises, voici un exemple de raisonnement individuel, une façon de concevoir "l'ennemi" qui neutralise les effets de la violence. En réponse à la question d'Oriana Fallaci, de ce qu'il aurait pu ressentir en regardant Beyrouth avant d'y entrer, Sharon avait répondu:

"Non, j'ai ressenti ce que prescrit la Bible:
"Ne te réjouis pas quand ton ennemi tombe".
Car même si c'étaient des meurtriers et ce sont des meurtriers, même si c'étaient des violeurs, et.....Ne m'interrompez pas! Laissez-moi répondre ce que je veux! Même si c'étaient des violeurs disais-je, de sales violeurs, c'étaient des êtres humains". (Fallaci, 1982: 86)

C'est précisément cette qualité d'humain qui se voit trop souvent victime de mesure à double standard; quand on détient le pouvoir et qu'un groupe ou des individus assujettis par ce pouvoir décident de réagir, leurs actions sont appelées barbares ou meurtrières. Les actions entreprises par le dominant, afin d'assurer son pouvoir, ne sont pas jugées sur la même balance.

* Paroles de Golda Meir.

ORIANA FALLACI: "L'Irgoun, le Stern, la Hagana, est-ce que ce n'étaient pas des organisations terroristes?".
(Fallaci, 1982: 82).

ARIEL SHARON : "Nous n'étions pas des terroristes, nous étions des combattants de liberté et nous combattions l'occupation Britannique".
(Fallaci, 1982: 82).

Les forces armées juives combattaient par rapport à leurs objectifs, l'établissement de l'état d'Israël, mais où est la liberté aujourd'hui (ou même tout au début), qui peut exister en opprimant une autre personne? Telle est la situation aujourd'hui en Cisjordanie et au Gaza - une colonisation justifiée par des motifs religieux dans une première instance et dans une deuxième instance par un droit à l'existence en raison de l'histoire et la spécificité juive.

A propos des territoires occupés; la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

"Les rendre? Vous plaisantez. On ne peut rendre que ce qui ne nous appartient pas. La Judée et la Samarie nous appartiennent. Depuis des milliers et des milliers d'années. Depuis toujours. La Judée et la Samarie, c'est Israël. Et Gaza aussi. Et même s'y il n'y avait pas la Bible, s'il n'y avait pas notre attachement il y aurait tout de même notre sécurité! Notre survie. C'est essentiel parce que les deux tiers de la population israélienne vivent dans la région et sans la Judée et la Samarie, nous en serions immédiatement chassés. Je vous le dis, pour la dernière fois, nous ne permettrons jamais que soit créé une seconde Palestine à cet endroit. Jamais".
(Fallaci, 1982: 91).

La force, la violence, le besoin d'assurer son pouvoir (Israël, non Sharon en tant d'individu) nous fait respecter notre ennemi, dans le cas du général Sharon il respecte (peut-être par coïncidence) tous les gens qui ont été abattus durant les guerres - seuls les Palestiniens posent un problème.

"Je respecte les Egyptiens parce qu'ils se sont bien battus contre nous, je respecte les Jordaniens

parce qu'ils nous ont donné du fil à retordre à Jérusalem, je respecte les Syriens pour la manière dont ils nous ont fait face pendant cette guerre, mais je ne respecte pas les lâches d'Arafat, parce que ce sont des lâches".

(Fallaci, 1982: 83)

A Beyrouth durant l'invasion, l'accord pour le départ des palestiniens avait été conclu, mais malgré ceci Sharon avait continué de bombarder - ce bombardement s'est avéré le plus féroce de la guerre. Pourquoi?

"Parce qu'Arafat continuait à jouer, à tricher, à mentir. Parce qu'il se moquait de nous, ce menteur. On ne peut jamais lui faire confiance, on ne peut jamais leur faire confiance. Ils vivent de ruses, ils tiennent jamais parole, ils ne respectent pas leurs engagements. Même pendant l'expulsion, ils ont continué à tricher....Alors, je les ai bombardé, oui ET comment....Mais ça a marché".

(Fallaci, 1982: 84)

Cette façon de parler n'a rien d'exceptionnel en Israël aujourd'hui et il est malheureux de voir que "la peur de persécutions" qu'auraient pu ressentir les juifs à des moments dans leur histoire soit remplacée par la peur de perdre le pouvoir.

Lorsque Oriana Fallaci avait demandé pourquoi cette guerre a été nécessaire, surtout qu'il n'y avait aucune menace immédiate, la réponse de Sharon met en évidence l'importance de la division faite entre juif et non-juif.

"Vous parlez comme Alexander Haig, quand il a dit: "Contenez-vous, ne répondez pas aux provocations! "ou" il faudrait une provocation précise". Un jour j'ai perdu patience et j'ai demandé à Habib ce que je vous demande aujourd'hui. Qu'est-ce que c'est qu'une provocation précise quand il s'agit des juifs? Est-ce que l'assassinat d'un juif dans un champ ou une rue est une provocation suffisante. Ou peut-être vous en faut-il deux?* Deux ne suffisent pas non? Alors combien? Trois, dix, quinze? si un perdait que ses jambes ou ses yeux ça ne suffirait pas? Dites-moi ce qui est suffisant!".

(Fallaci, 1982: 86)

* Souligné par moi

"Israël est un pays très spécial à cause des raisons spécifiques qui se résument dans le mot persécution et nous devons faire face aux problèmes globaux de notre sécurité en général". (Fallaci, 1982: 87).

"Quand il s'agit de notre sécurité, de notre existence, aucun doute. Il n'y a ni faucons, ni colombes, il y a des juifs. Il n'y a ni travailleurs, ni membres du Likud, il y a des juifs. C'est ma réponse. (Fallaci, 1982: 87)).

Le monde est non seulement divisé en deux, mais Israël lui-même devient sacro-saint en raison de la spécificité des juifs. Cette croyance ne laisse pas de place à une reconnaissance des juifs en tant qu'êtres comme tout autre être, parmi lesquels existent d'énormes différences, de tout ordre. Le mythe de la solidarité des juifs existe depuis très longtemps, historiquement la notion de l'unité juive est non valable, mais c'est une idée très utile qui peut justifier toute action entreprise. Ceci est l'apport du sionisme, de l'idéologie sioniste qui n'a d'ailleurs rien à voir avec la réalité socio-politique en Israël.

Allons maintenant à la réaction d'Ariel Sharon à une photo de guerre que Fallaci l'avait en quelque sorte incité à regarder. La photographie nous montre un groupe d'enfants morts.

"Leurs âges environ un, deux, quatre, six ans. Mais ce qu'il y a de plus horrible n'est pas qu'ils soient si petits et morts: c'est qu'ils sont littéralement hachés en morceaux. Ici il y a un petit pied qui n'est plus sur le corps du plus petit, là un petit bras qui manque au corps du plus grand, là une petite main ouverte comme pour demander pitié". (Nouv. Obs., Ibid., p. 83).

Ariel Sharon avait répondu:

"Je...suis désolé. Très...très désolé. Vraiment si désolé que je n'ai presque plus envie de vous dire que cette photo ressemble beaucoup à celle de nos enfants qui ont été tués dans les Kibboutzim, par les terroristes d'Arafat. Pourtant où elle se produit, chaque mort est une tragédie, et la mort

d'un enfant est une tragédie insoutenable. Mais vous devez me croire quand je dis que nous n'avons pas fait ces choses intentionnellement, que nous avons essayé très fort de l'éviter. Personne n'a autant essayé dans les autres guerres. Ni les Anglais, ni les Français, ni les Allemands, ni les Soviétiques, ni les Américains.....Le fait est que nous devons convaincre les terroristes de quitter Beyrouth et que la seule façon d'atteindre ce but était de bombarder!".

(Fallaci, 1982: 84).

Le sionisme comme tout mouvement qui "doit" conquérir, qui "doit" dominer d'autres peuples n'a que peu de choix à part la violence, l'intimidation et la tuerie de ces personnes, qu'il croit font obstacle à son objectif.

Le sionisme n'est pas plus humanitaire parce que c'est un mouvement juif

- voici un grand mythe qui court toujours en Israël. Une invasion,

quoique puissent dire les dirigeants, nécessite la force comme pour

l'occupation qui ne peut être efficace que s'il y a l'imposition de la

force sous forme de contrôle militaire, d'intimidation, de sévices

sévères - ce n'est pas une question d'intention. Comment ne pas faire

mal, comment ne pas tuer quand l'objectif est la dispersion du peuple

indigène d'un territoire afin de les remplacer par des colons étrangers?

Ce fut le cas pour la création de l'état d'Israël, qui était le but du

sionisme politique-colonialiste et l'invasion du Liban en est une

conséquence, non linéaire, mais tout de même cohérente, étant donné la

fidélité aux présupposés et principes sionistes.

Sharon, bien qu'il ne parle que de l'invasion, illustre dans cette prochaine phrase la contradiction qui existe entre occuper et faire la guerre et ne pas vouloir faire du mal.

"je sais que nous avons jamais bombardé les civils exprès. La plupart des bombardements et je dis la plupart parce que la guerre c'est la guerre, ont eu lieu là où les terroristes avaient leurs bases et leurs quartiers généraux".

(Fallaci, 1982: 83).

Sur le coup on dirait oui, la guerre c'est la guerre, cependant ce qui importe de souligner c'est qu'elle est la conséquence d'un processus politico-historique - qu'une fois l'acte de conquérir est entamé, il est trop difficile d'éviter les horreurs de la domination humaine. C'est ici l'importance de ces mots du général Sharon. La fondation d'un état juif ne peut admettre le droit à l'existence des non-juifs, tel les palestiniens en raison de l'existence de l'idéologie ethnocentriste et colonialiste.

"Nous préférons sincèrement une solution pacifique. Pourquoi faudrait-il toujours avoir recours à la guerre pour résoudre les problèmes?".
(Fallaci, 1982: 89).

Les sionistes, dès le départ, ont eu à conclure des ententes et des accords avec les puissances mondiales. Aujourd'hui la question du rôle de ces enjeux politico-financiers est la clef de la survie de cette formation sociale telle qu'elle existe. L'état juif selon l'idéologie sioniste, selon les vœux des dirigeants sionistes que cela soit de Herzl, Weizman, Meir ou Begin, s'expriment pour un état juif indépendant et autonome. La réalité est toute autre et ceci pose un problème aux israéliens aujourd'hui - comment faire vivre le désir d'indépendance avec une réalité qui montre une dépendance totale.

"Nous n'avons besoin d'aucune autorisation pour entrer au Liban et mener cette guerre; autorisation américaine incluse. Leur avons-nous demandé la permission d'instaurer l'état d'Israël, de faire de Jérusalem la capitale d'Israël, d'y installer le gouvernement et le parlement? Leur avons-nous demandé la permission de traverser le canal de Suez, de faire le raid d'Entebbe, de bombarder le réacteur nucléaire de Bagdad? Nous sommes un pays indépendant, et nous avons des alliés, pas de protecteurs. Nous n'aimons pas recevoir des ordres".
(Fallaci, 1982: 83)

"Notre alliance avec eux (les américains) est fondée sur des intérêts réciproques et ils le savent.

Israël a contribué à la sécurité des Etats-Unis
autant que les Etats-Unis à la sécurité d'Israël.
Il y a des querelles qui ne comptent pas".
(Fallaci, 1982: 84).

Ce qui peut compter sont des faits historiques qui démentent cette
dernière réponse de Sharon. Ceci est vrai aussi pour la question de la
durée de l'occupation; l'histoire nous montre que le Golan a été annexé
en 1980 après une occupation de 13 ans, que le Gaza et la Cisjordanie
sont toujours sous occupation, que le Sinaï est rendu pour le moment et
que les forces armées d'Israël ont toujours le contrôle du Sud du
Liban. Quant à la durée de leur présence au Liban, cette réponse parle
toute seule.

"Je vous répondrai dans le style mini-jupe.*
C'est-à-dire assez longuement pour couvrir le
sujet et assez brièvement pour ne pas devenir
ennuyeux. Nous n'avons aucune envie d'intervenir
dans les affaires intérieures du Liban, mais il
serait hypocrite de prétendre que nous accepterons
de voir s'y installer un gouvernement qui serait
prêt à accueillir de nouveau les syriens et les
terroristes".
(Fallaci, 1982: 89).

Le sionisme colonialiste exclusif: idéologie et mouvement nationalistes
ont abouti à la création d'un état juif. Ces dernières pages
illustrent la complexité du sionisme mais aussi la clarté de la
contradiction fondamentale - la sécurité et le droit à une existence aux
dépens d'autres humains, ne peut qu'échouer.

L'analyse proprement théorique viendra, mais j'avais voulu vous
donner un avant goût du colonialisme juif - non pas pour qu'on puisse
le constater et décortiquer mais espérant qu'on puisse le croire.

* On parlera dans le prochain chapitre sur le langage raciste et sexiste

Ben Gurion avait dit:

"Ceci n'est pas simplement un état juif, où la majorité d'habitants sont des juifs, mais un état pour tous les juifs où qu'ils se trouvent et pour tout juif qui désire être ici...Ce droit est inhérent dans le fait d'être juif....ce droit est enraciné dans l'histoire qui n'a jamais séparé le peuple de sa patrie."

(Weinstock, 1969, p. 314)

CHAPITRE .11

SEXISME

1) L'ANALYSE FÉMINISTE: VERS UN DISCOURS DES MINORITAIRES*:

INTRODUCTION:

Peu de gens aujourd'hui ignore l'existence du terme sexisme, cependant la notion demeure éloignée de la réalité de cette forme de discrimination. Sexisme n'est pas féminisme; il est plutôt le sujet d'étude et de contestations des féminismes.** Le sexisme réfère (notion conceptuelle et vécue) à une situation d'oppression et de domination perpétuée par des structures et institutions culturelles, économiques, idéologiques et juridico-éthiques qui divisent l'espèce humaine en deux, selon des critères de marque biologique de sexe. Il y a division entre le dominateur et la dominée, basée sur une identification sexuée. Cette définition sert de brève introduction aux présupposés de bases fondamentaux du sexisme.

Puisque notre but dans ce travail de thèse est de tenter une articulation explicative du rapport qui existe entre "racisme" (ethnisme) et sexisme, je dis explicative car jusqu'à présent beaucoup d'œuvres ont soulevé le rapport analogique entre les deux "ismes, mais il importe de creuser un peu plus en profondeur pour comprendre les raisons d'une telle relation. On voudrait dans ce chapitre, à la lumière de l'analyse féministe de l'oppression, voir que peuvent être les causes d'un tel rapport social.

Je voudrais ici amener quelques mises au point que j'estime importantes, mais peut être non pas essentielles à ce débat.

* Phrase de Danielle Juteau-Lee - voir l'article "Visions partielles-partiales".

** Lors de la discussion de ce sujet nous entendons par féminisme, sauf si indiqué autrement, l'existence de diverses théorisations et revendications politiques féministes.

Certaines chercheuses féministes ont voulu reconnaître dans le sexisme une primauté historique. Shulamith Firestone avait écrit que "le racisme est l'extension du sexisme en raison de l'inégalité de la distribution du pouvoir". (Firestone, 1972: 122). Il est peut être difficile de vérifier l'origine réelle avec certitude mais elle met avec justesse un doigt dessus un des composants de la relation - le pouvoir. Notre tâche est de comprendre et expliquer les modalités de l'exercice de pouvoir dans ce rapport afin de savoir si lui tout seul peut en effet offrir la base de l'articulation entre les deux. L'ordre chronologique n'est pas à mon avis central à notre recherche. Même si on pouvait dire qu'effectivement la domination des femmes a été l'expérience/la pratique qui a permis aux hommes (dominants) de faire preuve de la réussite de la domination, cela ne changera rien, ni au niveau des contestations politiques ni au niveau théorique. Il est évident que depuis nos plus anciens souvenirs, la situation des femmes n'a été que secondaire à celle des hommes et il y a eu peu d'exceptions à cette histoire et c'est très important que l'analyse féministe demeure historique, car toute forme d'oppression relève de son contexte socio-matériel. Cependant notre regard historique ne doit pas pour autant occulter nos analyses et explications actuelles qui peuvent amener à l'action.

La servitude des femmes, comme pour les servitudes d'ordre "ethnique", implique un manque de pouvoir qui peut varier selon la classe ou la couche sociale ainsi que selon l'ethnicité ou même l'appartenance nationale. A l'intérieur de chaque oppression de classe ou couche sociale, de chaque domination ethnico-nationale est présent à chaque instant l'oppression des femmes. D'ailleurs l'oppression d'ordre ethnique a des conséquences encore plus néfastes sur les femmes de

l'ethnie dominée.

La conception mâle de "L'HOMME" et de "LA FEMME" existe dans chaque culture, ethnie et tradition. C'est une conception qui jusqu'à présent prédomine. Cette façon de penser et d'agir a déterminé le rôle économique, social et sexuel de chaque homme et de chaque femme dans chaque société, chaque région ou quartier. Mais il faut aller plus loin encore afin de comprendre que notre façon de penser a été élaborée par les hommes, ainsi les cadres logiques, le rationnel, l'émotionnel, tout a été défini par la pensée mâle. Je dirais même que nos efforts vers l'explication de la domination ethniste et/ou sexiste sont limités aussi par le cadre conceptuel de cette pensée, on peut même se demander si les termes "racisme" et "sexisme" devraient être employés puisqu'ils occultent la véritable lutte contre ces formes d'oppressions étant donné leur tendance à perpétuer les divisions: hommes/femmes, nous/les autres? Je comprends qu'au niveau pragmatique la lutte contre ces formes d'oppressions n'aurait jamais pu évoluer, si il n'y avait pas eu la possibilité de souligner ces présupposés de bases, d'autant plus que le terme sexisme et l'articulation de l'oppression des femmes ne sont venus qu'avec l'analyse et l'action féministe (non pas de la part des hommes - à part quelques exceptions). Cependant à un moment donné ne faudrait-il pas regarder au-delà de cette délimitation extrêmement limitée qui ne fait que renforcer au niveau de la pensée, l'idée de l'inadmissibilité des différences?

Je ne demande pas que le féminisme abandonne sa lutte en faveur d'un humanisme banal, puisque sans changements fondamentaux il n'y aura qu'une récupération totale de notre lutte contre l'oppression des femmes. Sans un changement, tel, celui au niveau linguistique qui remet en question et refuse "L'HOMME" au sens générique du terme, pour utiliser

"être humain", changements qui peuvent sembler superficiels, comment peuvent-elles, les femmes, faire partie intégrale du social? La complexité de la situation réelle de l'oppression exige qu'on s'éloigne de cette notion où le dominant demeure le référent de base, comme en témoignent les préjugés linguistiques, car le dominant se sert de la différence pour opprimer. Ainsi, au niveau purement théorique, à première vue le lien entre les deux "ismes" semble celui d'un manque de pouvoir, basé sur la nécessaire distinction entre les uns (dominants) et les autres (dominés). En fait, le racisme et le sexisme servent aux intérêts de l'oppression, car ils maintiennent l'écart entre l'opprimé et l'opprimeur, peu importe le sexe, la couleur, l'ethnie ou l'appartenance nationale. Ceci dit, l'opprimeur "blanc mâle" peut par exemple avec le maintien d'une domination sexiste promouvoir chez les hommes dominés l'acceptation de ce modèle mâle de domination - il est donc possible que les hommes dominés agissent en dominant par rapport à "leurs femmes". C'est-à-dire, que malgré tout, l'homme dominé peut se poser en sujet par rapport aux femmes, il garde la possibilité de réagir au nom du respect de l'être humain. De cette manière il peut jouir d'une certaine "fierté" malgré la situation, une fierté malade tout de même, mais qui fait en sorte de le préoccuper du maintien de son petit pouvoir.

Le féministe où se place-t-il par rapport à cette réalité complexe de l'oppression en général? C'est une question importante puisque être féministe ne veut pas dire "ipso facto" qu'on ne serait pas raciste. Il faudrait que le féminisme arrive à comprendre que le mot FEMME veut aussi dire "FEMME BLANCHE", surtout chez les féminismes occidentaux qui ont tendance à revendiquer en fonction de leurs propres besoins; tout comme le terme "HOMME" avec un H majuscule n'a rien à voir

avec l'humanité en général mais avec le mâle en particulier. Nous avons témoigné jusqu'à présent de l'effet des chauvinismes mâles qui perpétuent l'idée que l'HOMME veut dire en réalité "race blanche" et/ou colonisateur et impérialiste (celui qui est dominant). C'est pour cette raison que les féminismes prennent position face aux autres dominations ethnistes, nationalistes et/ou culturelles. Cette prise de position est très pertinente, puisque le féminisme à l'occidental ou "à la blanche" est loin d'être le modèle accueilli avec enthousiasme parmi celles qui vivent sous la colonisation, l'occupation ou la domination en raison de leurs appartenances ethniques. Cette situation existe parce que dans un sens plus large les femmes qui appartiennent aux classes, couches ou ethnies dominantes sont perçues, par leurs consœurs dominées, comme étant une extension de cette domination et les féminismes occidentaux n'offrent que peu de preuves du contraire et souvent peu d'alternatives. Etant nous-mêmes des femmes d'ethnies dominantes, nous pouvons quoi qu'on puisse dire, espérer nous trouver sur un pied d'égalité avec nos confrères dominants, mais pour les femmes d'ethnies dominées et/ou colonisées et/ou occupées, est-ce une libération quand on est limité à l'espoir d'une égalité qui demeure encadrée par la domination? Ceci fait en sorte de créer peu de respect pour les féminismes "dominants" qui sont perçus malgré tout liés à la domination ethniste. Nous les féministes d'ethnies dominantes, partout dans le monde devons traiter la question de notre participation à la domination humaine, il faut aussi lutter contre le lien ethniste qui peut nous lier aux hommes dominateurs. Il existe effectivement, comme on a pu voir précédemment, des formes de domination qui sont extrêmement proches l'une de l'autre. Sans pour autant vouloir être redondante, l'une accompagne l'autre, car pour que l'homme dominant arrive à maintenir l'oppression ethniste, "le contrôle

et la domination (par exemple la peur de la disparition de la race si nous les femmes ne produisons pas ASSEZ d'enfants)* des femmes de l'ethnie dominante sont essentiels". (Frye, 1983: 125).

Cependant nos analyses féministes nous ont fait comprendre que les femmes du dominé et les femmes du dominant sont dans les deux cas la propriété des hommes, c'est-à-dire qu'il y a un vécu de dominé chez les femmes qui "ne respecte" aucune barrière, qu'elle soit conceptuelle, culturelle, ethnique, nationaliste, économique ou politique. C'est vrai que l'analyse sociologique a beaucoup évolué depuis sa naissance, elle est passée par beaucoup d'étapes, espérons que l'évolution continuera, mais ceci dit, l'analyse féministe (qui est une analyse sociale quoi qu'on puisse dire) apporte au domaine de la recherche sociale sur l'oppression quelques éclaircissements et de nouvelles pistes à suivre. C'est là, peut être, le seul espoir pour l'évolution/révolution féministe. En premier, il faut souligner qu'il n'y a pas une vérité analytique féministe, il y a celles des féminismes: socialisants, marxisants, libéraux, radicaux, matérialistes, lesbiens-politiques, etc., et elles ont toutes des optiques différentes, mais la constante est que l'oppression des femmes existe. Les analyses féministes sont partiales et partielles. Partielles car elles:

"reconnaissent qu'il existe des limites à notre connaissance objective.....rejetent l'explication unique et singulière de l'ensemble social, ne considèrent a priori aucun domaine de la réalité ou de la connaissance comme extérieur à l'histoire. Partiales car elles reconnaissent l'existence d'un lien entre les représentations des individus et leur place au sein des rapports sociaux, ainsi que l'influence des conditions matérielles, économiques et intellectuelles de recherche sur la production

* (Ajouté par moi)

scientifique..elles refusent toute prétention* à la neutralité".

(Juteau-Lee, 1981: 37)

Cette façon de conceptualiser souligne qu'il n'existe pas de chercheur/e qui soit dépourvu/e d'attaches à son propre vécu et deuxièmement elle se place de point de vue des minoritaires qui est peut-être aujourd'hui la seule façon de combattre les conséquences du pouvoir oppressif. C'est une reconnaissance implicite de l'absence de neutralité dans le domaine du langage, du symbolique, de la pensée et de la recherche, peu importe la tradition ou le courant sociologique qui prétendent tous être objectifs et qui placent cette objectivité au niveau d'une vertu pseudo-morale.

Le féminisme se doit donc de rejeter des idées paternalistes qui ont fait des "ethniques" et des femmes des groupes biologiques et non sociaux. Selon cette optique, il faudra comprendre que "le préjugé a ses racines dans le système de relations économiques et social entre groupes..."

"que...les attitudes ne se comprennent qu'à l'intérieur du contexte organisationnel qui leur donne naissance et servent à légitimiser l'ordre existant.

(Juteau-Lee, 1981: 41)

Par ailleurs, l'explication culturaliste doit être évitée car les différences culturelles ne sont pas à la base de l'inégalité sociale, il s'agit plutôt d'une inégalité en ce qui a trait à l'accès possible aux ressources économiques, politiques, juridiques et sociales. Ce ne sont pas les caractéristiques culturelles d'une société ou d'un groupe qui déterminent leur position et leur situation sociale, mais plutôt les relations de dépendance (rapport de pouvoir) existantes. Il importe

* Souligné par moi.

de souligner que bien que cette vision du monde perpétue le processus qui crée des dichotomies, elle n'est pas statique, car ce qui présuppose cette opposition est en effet une relation sociale du pouvoir qui n'a rien de fixe, qui est en perpétuel changement. La relation entre dominant et dominé change de forme, mais

"tous ont en commun leur forme de rapport à la majorité, l'oppression. L'oppression économique d'abord, oppression légale (ou coutumière) ensuite. Les formes de ce rapport d'oppression économique et sociale sont différentes selon les groupes mais constantes; ces groupes se définissent par leur état de dépendance au groupe majoritaire. "Ils sont au sens propre du terme, en état de minorité. Minorité - être moins".
(Juteau-Lee, 1981: 42)

Il y a ici une distinction importante avec d'autres analyses qui tendent vers une conception plutôt quantitative du minoritaire; notre histoire sociale et les réalités sociales existantes aujourd'hui fournissent beaucoup de preuves de ceci - le cas d'Israël en est un. Ainsi, les juifs étaient minoritaires de par leur nombre mais majoritaires en terme de pouvoir. Les femmes du monde sont loin d'être une minorité démographique mais l'absence de pouvoir des femmes fait en sorte qu'elles sont moindres.

Etre opprimé, être moins que... sont des notions qui sont depuis longtemps des sujets de recherche. Le savoir philosophique, psychologique et sociologique est conscient de cet état de chose mais est-ce que le savoir intellectuel a saisi l'étendue, le fond de cet "état" humain? A mon avis il est là (entre autre) le grand apport de l'analyse féministe, une analyse qui tente de briser les murs du savoir conventionnel (mâle) en partant de l'oppression vécue ou selon la terminologie de Juteau-Lee, d'un discours des minoritaires. Jusqu'ici nous avons étudié ce phénomène social en dehors de son seul contexte

véritable. La réalité spécifique de l'oppression qui a eu comme effet analytique de presque nier la relation qui existe entre l'opprimeur et l'opprimé, c'est-à-dire qu'on étudie soit l'opprimé (qui est le sujet social préféré) ou l'opprimeur (beaucoup moins attirant) chacun dans leur cadre social particulier.

L'analyse féministe reprend le terme rapport et essaie de raffiner l'analyse qui auparavant ne l'avait pas pris en compte:

"puisque dans nos sociétés les deux catégories de sexe couvrent la totalité du champ, il semble logique que toute spécificité de l'autre ne se définisse que dans son rapport à l'autre, une spécificité de l'autre et que l'un comme l'autre ne puissent être étudiés isolément, du moins sans qu'elles n'aient été auparavant pleinement conceptualisées comme éléments d'un même système structurel".
(Mathieu, 1971: 36).

Ceci nous amène à une question qui semble être préoccupante aujourd'hui; nous entendons très souvent dire que, d'accord, il y a une oppression des femmes - mais - les hommes, les oppresseurs, ne sont-ils pas aussi contraints et brimés par cette même structure sociale oppressive? Que faut-il répondre? A première vue nous pourrions conclure que l'opprimeur souffre de cet état de choses - mais il y a une grande différence entre l'oppression et la souffrance. Nous pouvons être misérables sans être opprimés, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de dénier qu'une personne puisse souffrir et avoir des sentiments. Cette distinction, tout à fait banale, demande qu'on analyse l'oppression vécue par rapport à la structure sociale oppressive dans sa globalité. Par exemple, l'inégalité de rémunération entre hommes et femmes semblait peu compréhensible (souvent même justifiée en raison des présumés immuables rôles sociaux que jouent les hommes et les femmes) donc difficile à rectifier, tant que la structure

socio-économique, politique et juridique, c'est-à-dire les raisons de l'oppression n'avaient pas été étudiées. Prenez un autre exemple, les palestiniens vivant en Territoires Occupés par Israël, un groupe qu'on peut percevoir comme n'étant qu'une simple minorité ethnique. Cependant cette constatation simpliste n'explique pas les peines que s'est donné le groupe dominant, les juifs, afin de contrôler cette population, à tous les niveaux: militaire, juridique, économique et éducationnel. On ne peut d'ailleurs sans une telle analyse comprendre les revendications nationalistes des palestinien(ne)s. Cette analyse peut aussi nous laisser comprendre l'importance du contexte historico-social, tel qu'on avait vu dans la discussion sur l'antisémitisme. Prenons l'exemple de la vie israélienne aujourd'hui, qui selon les aveux des juifs/juives vivant au pays, n'est pas du tout facile. On m'avait souvent communiqué le sentiment (je dis bien ici qu'il s'agit d'impressions personnelles), que la partie juive d'Israël était plutôt morne, n'offrant que peu de vitalité, peu de couleur et peu de joie. Ils/elles préférèrent aller du côté arabe, c'est-à-dire aux marchés arabes qui offrent d'abord des prix souvent meilleur où il existe plus de vie, un état d'esprit qui semblait manquer du côté juif. Ceci dit, on me disait que malgré tout cela, le/la juif/juive se sentait mal à l'aise dans le quartier palestinien. Il ou elle n'était pas accueilli/e à bras ouverts, en d'autres termes, ces personnes se sentaient frustrées de ce malaise puisqu'ils/elles ne se trouvaient pas totalement "libres" dans leur propre pays. L'importance de cet exemple montre qu'on ne peut pas en réaction dire que ces juifs/juives sont opprimé(e)s par ces contraintes. Les restrictions qu'ils/elles peuvent rencontrer dans leur pays sont des conséquences directes des pratiques et politiques conçues en vue d'assurer le maintien des privilèges de leur groupe - les juifs. C'est

d'ailleurs un exemple qui peut aussi s'appliquer aux "blancs" en Amérique du Nord, qui se sentent contraints par rapport aux noir(e)s dans les ghettos américains, qui ne les accueillent pas avec "amour".

L'expérience de l'opprimé est celle d'une vie qui est encadrée et contrainte par des forces et des rapports qui sont inter-reliés systématiquement. Ceci fait en sorte de confiner l'individu/e entre et parmi ces rapports afin de le/la pénaliser pour toute action entreprise en vue de combattre sa situation de domination. L'opprimé/e est emprisonné/e, dépourvu/e d'alternatives - une situation imposée par un rapport social. L'analyse féministe souligne la contradiction analytique selon laquelle l'oppression individuelle est perçue comme étant une conséquence logique de la présumée situation "naturelle" du groupe: qu'on soit membre du groupe noir/e, femme, palestinien/ne implique donc qu'on soit sujet de l'oppression. Selon cette manière de voir les choses, les femmes sont un groupe inférieur en raison de leurs différences biologiques (c'est-à-dire leur capacité de procréer). Ainsi pour les palestinien/nes c'est leur état de "sous-développement", "arriérés et de différences culturelles avec les civilisés qui expliquera pourquoi il sera "naturel" que le plus développé dirige.

La pensée sociologique doit faire face à cette contradiction fondamentale de vouloir étudier en termes sociologiques un phénomène qui a été dès le départ défini en termes naturels, c'est-à-dire biologiques. Nous avons discuté de cela dans le premier chapitre sur le "racisme", la catégorisation de sexe est sujette aux mêmes erreurs.

"Les femmes sont opprimées parce que femme. Les membres de certains groupes ethniques et/ou groupes économiques ou classes, aussi bien les hommes que les femmes, sont opprimés en tant que membres de ces groupes ethniques et/ou classes. Cependant les

hommes ne sont pas opprimés parce que HOMME".
(Frye, 1983: 16)

Il n'existe pas, comme avait soulevé Mathieu, une catégorie sociologique spécifique "homme".

"La catégorie femme, telle qu'elle est utilisée, fait en sorte que les femmes n'existent pas par voie de conséquence du système de pensée précédent. Il s'agit d'une oblitération réelle et non d'une présence cachée comme pour les hommes...ou bien les femmes font une apparition en annexe du discours central...ou bien elles existent seules, isolées...".
(Mathieu, 1971: 34)

En réalité il y a deux systèmes explicatifs, celui des hommes enracinés dans le sociologique - le fait social et celui des femmes ancrées dans le biologique, cette différence qui détermine son rôle social. Comme disait Nicole Claude Mathieu, l'homme est "biologiquement culturel et la femme, au contraire, est biologiquement naturelle". (Mathieu, 1973: 108).

George Orwell* nous a laissé une phrase célèbre "tout le monde est égal, cependant il y a ceux qui sont plus égaux que les autres"; l'analyse féministe révèle que malgré tout, la conceptualisation des sexes est enracinée dans le naturel, il semble y avoir des individus qui sont, elles, plus naturelles que les autres: donc dépourvues de tout caractère social significatif.

Les prochaines pages voudraient, à la lumière d'une analyse féministe, rendre plus compréhensible ce qui auparavant ne bénéficiait pas d'un "sens sociologique"; on voudrait expliquer la forme et le contenu du rapport social existant entre les hommes et les femmes. A cette fin, notre discussion portera sur les éléments clefs de l'analyse féministe de l'oppression, la domination et l'aliénation des femmes.

* Voir Orwell G. "La ferme d'animaux" (biblio.)

Les analyses sociales ont tendance à assimiler l'oppression sexiste à celle des êtres en général, il importe cependant de souligner sa singularité. Le rapport ne peut être compris sans une analyse du caractère de sa base matérielle. Il est important donc de faire état de la conception patriarcale de la productivité sociale réelle. Quel est le rapport entre les femmes et la production économique sociale?

La nature singulière de la chosification des femmes sera examinée à la lumière d'une analyse de l'appropriation matérielle de classe de sexe. On ne peut cependant ignorer les moyens pris afin de justifier cet état de chose. Je voudrais donc discuter du rôle qu'a l'idéologie dans l'asservissement des femmes.

Puisque notre recherche porte sur la société israélienne, ce chapitre inclura une discussion du judaïsme et le rôle des femmes selon ses conceptions idéologiques et pratiques sociales qui ont déterminé dès le début la forme qu'allait prendre la société israélienne, donc par conséquent le contenu spécifique de l'oppression et de la domination des femmes juives-israéliennes.

(A) SEXISME: RESPONSABILITE SANS POUVOIR.

Le sexisme est un "isme" qui ne connaît pas de frontières sociales et ne se limite nullement à une société quelconque. C'est pour cette raison que le concept courant du système social qui se réfère au contexte historico-géographique et politique particulier doit dans le cas du sexisme prendre de l'ampleur. Elargir les horizons conceptuels n'est pas facile à entreprendre, ne serait-ce qu'à cause de l'existence d'un pseudo-dieu qu'on appellera la METHODE. La méthode socio-scientifique a

été élaborée par certaines dans des contextes spécifiques de la recherche de la vérité scientifique, qui a, jusqu'à présent, eu l'effet de faire en sorte que le problème social étudié est déterminé par la méthode plutôt que l'inverse; c'est le problème qui détermine la méthode. On fait référence ici au déterminisme qui existe dans les sciences sociales - le déterminisme méthodologique. Cette tyrannie méthodologique empêche de découvrir, elle nous empêche (comme on témoigne chez les femmes, les opprimé(e)s et les minoritaires) de poser les questions qui n'ont jamais auparavant été posées, de penser, réfléchir et éclaircir en dehors des limites déjà fixées. Voilà, entre autre une des raisons de la non-importance de la question de l'oppression des femmes, comme sujet légitime - pauvreté avant femmes, nationalisme avant femmes, relations ethniques avant femmes, la famille même avant femmes (puisque le discours sociologique encadre les femmes autour de la famille, leur place naturelle, sans pour autant questionner le rapport social entre elles et l'institution familiale). Dans les autres domaines sociaux, les femmes sont en effet invisibles, assimilées au monde des hommes sans pour autant y figurer. Que l'assimilation et l'invisibilité sont des erreurs méthodologiques est le moins qu'on puisse dire.

Il y a peu de temps qu'en sociologie comme dans d'autres domaines également, qu'on voit poser la question suivante: Comment se fait-il que peu importe la classe économique, la couche ethnique, l'appartenance nationale ou l'adhésion religieuse, que le rôle des femmes, c'est-à-dire ce que les sociétés diverses attendent d'elles, leurs places sociales, se ressemblent tellement? Elles sont mères de, épouses de, putains de, filles de, respectées par rapport à, jugées en fonction de, plus faibles que, moins intelligentes que, plus émotives que,...d'une manière ou d'une autre, toutes les femmes de toutes sociétés se

ressemblent en raison d'une relation de dépendance qui les encadre et les définit. En d'autres termes elles dépendent de ... et cette dépendance est liée aux rôles qu'elles doivent jouer par rapport à.

Cette expérience réelle des femmes a longtemps été ignorée par les théoriciens des "maux sociaux", il faut dire que même les femmes étaient "aveugles" face à cette expérience sociale qui semblait (et semble toujours) pas si rose malgré tout ce qu'on leur disait ou ce qu'elles se disaient entre-elles.



Le mot "social" est d'une extrême importance, puisque l'expérience des femmes - des vies qui ont été beaucoup moins satisfaisantes qu'elles n'auraient peut-être voulu, produisait des "malaises" qui depuis des années ont été interprétées par les hommes comme ayant un caractère pathologique provenant de l'individu - femme. Plus récemment Betty Freidan (Freidan, 1963) a exposé "ce problème sans nom", qui était relégué au niveau psychologique donc individuel. Les femmes ont mis longtemps (et une énergie qui leur a coûté leurs vies) à combattre ce préjugé, pourtant les autres problèmes, qui eux aussi impliquaient des individus, ont eu l'avantage d'avoir été traités en tant que problème social légitime.

Les femmes forment un groupe social - contrairement à l'idée associative de "la femme". Elles subissent une oppression spécifique en raison de leur "qualité de femme", peu importe la foi religieuse, l'ethnie, la culture ou la classe économique; le sexisme est une forme de discrimination qui a ses racines dans un rapport social de domination propre à un système social patriarcal. Jusqu'à présent, il existe peu de termes dans les théorisations classiques (idées formulées par les penseurs mâles) qui peuvent décrire et expliquer la spécificité du groupe des femmes. Puisque selon la théorisation féministe les femmes ne sont plus

que des possessions n'ayant aucune identité individuelle-sociale c'est-à-dire assimilées aux groupements sociaux déterminés par les rôles, statuts et identités des hommes), les analyses traditionnelles de caste et de classe doivent être remises en question. C'est un processus important, car il faut pouvoir expliciter le rapport social entre les sexes, un rapport qui n'a pas de frontières sociales. Le concept marxiste de classe par exemple est trop restreint, il s'en tient à une identification limitée aux rôles économiques qui sont définis en fonction d'une notion de travail qui est propre aux hommes. La femme du bourgeois est classée comme bourgeoise, malgré qu'elle ne détienne aucunement le pouvoir - la prolétaire puisqu'elle est mariée au "travailleur" se voit catégorisée ainsi, malgré qu'elle ne puisse vendre sa force de travail au même titre que l'homme et que même la notion du travail productif exclut son travail ménager (entre autre). Les deux femmes, bourgeoises et prolétaires, ont quelque chose en commun, malgré leur différence de classe, il s'agit de leur rôle de femme, dans lequel elles sont toutes les deux sujettes à la domination mâle de par le rapport d'appropriation de leur matérialité individuelle physique.* Ceci dit, que faut-il faire de la différence en terme de formes que prennent leurs relations de dépendance - il faut y faire face sans pour autant les occulter. Peu importe la situation économique, elles restent "Femmes" et en tant que telles, elles sont sujettes à la violence sous forme de viol, d'oppressions, harcèlement, elles peuvent être battues, elles sont perçues comme étant déterminées par leur rôle reproductif qui par extension détermine leur place quant à la charge physique des membres de

* Terme de Colette Guillaumin.

leur famille. L'entretien physique et affectif du mari et des enfants, le travail domestique qui peu importe les quelques facilités techniques leur reviennent: c'est le travail invisible. Elles ont toutes beaucoup de responsabilités sans pour autant que cela se traduise au moins en respect et au plus en pouvoir; pouvoir être égal aux autres êtres - les hommes.

Le système patriarcal définit les rapports sociaux qui exploitent, oppriment et dominent les femmes (groupe social et non groupe biologique). Il ne s'agit pas ici de renvoyer aux affirmations naturalistes et déterministes qui ne font que diviser le monde en deux espèces, qui sont présumés être naturellement différentes, plutôt de remettre l'historicité et la matérialité de l'oppression des femmes sur la grille analytique des rapports sociaux. Cette oppression n'existe pas dans l'abstrait ni dans l'imaginaire, mais dans le fait que matériellement les corps des femmes soient totalement appropriés. "Les femmes ne sont pas seulement l'objet du contrôle, mais l'outil manipulé afin de la classifier (son corps est sa nature) elles sont réduites "à l'état de l'objet matériel". (Guillaumin, 1978: 8). Ceci est un processus systématique et institutionnalisé (à tous les niveaux) qui a l'effet de rendre la personne "femme", l'objet ou la chose."

(B) LE SYSTEME SOCIAL PATRIARCAL: NATURE VS.CULTURE.

La définition du patriarcat nous donne une indication quant aux délimitations conceptuelles de la notion; "forme de famille fondée sur la parenté par les mâles (famille agnatique) et sur la puissance paternelle; structure, organisation sociale fondée sur la famille patriarcale." (Dictionnaire Robert). Notre discussion sur le patriarcat

regarderait de près la structure sociale qui est fondée sur cette fameuse "puissance des hommes"; afin de pouvoir éviter le piège analytique d'une simple description, il va falloir concrétiser le concept. Dans un premier temps, je voudrais analyser les rapports de classes de sexe dans le patriarcat et par la suite montrer la face idéologique qui sert jusqu'à nos jours à cacher et à déguiser la ségrégation des femmes, qui est imposée par leurs rôles sexués. Une stratégie politique qui sert à nous diviser et par la suite à nous encourager à nous identifier aux institutions patriarcales (voir classe, ethnie ou nationalité) qui servent aux intérêts des hommes en dépit des femmes. Cette méthode est juste étant donné la base matérielle de toute idéologie - le fait que les idées et la pensée sont des reflets de la structure sociale qui les engendrent. Ceci dit, j'avoue qu'employer cette méthode implique une coupure conceptuelle artificielle, puisque l'idéologie et le système social sont toujours changeants, l'un par rapport à l'autre. Le mouvement proprement dialectique entre les deux est nécessairement trahi par l'imposition de l'analyse "rationnelle et logique". Nous pouvons dire aussi que la pensée dialectique (conçue selon la pensée mâle) n'a pris en compte que la catégorie ou les hommes ou les femmes isolément: ces deux catégories de sexe existent et regroupent tous les membres de l'espèce humaine. Ce qu'on veut dire ici c'est que les femmes, le groupe social, un référent social en lui-même entre en relation avec un autre groupe social - les hommes; la relation conséquente, celle entre classes de sexe, est la base explicative d'un système social appelé patriarcal. Il existe une relation de classes de sexes, de part

* La rationalité et la logique étant des notions extrêmement délicates et relatives.

l'oppression commune des femmes, basée sur le fait d'être femme. C'est là une importante différence entre l'oppression vécue par d'autres groupements humains, car même dans le rapport "raciste" l'homme noir n'est pas opprimé puisqu'homme, mais en raison de son appartenance ethnique, tandis que la femme noire qui subit son oppression "raciste"/ethniste parce que "noire", est soumise et par l'homme "noir" et l'homme "blanc" puisque Femme. Cet état de femme, que vivent "toutes", se base sur l'idée de notre fait biologique, c'est-à-dire que l'idéologie patriarcale a pu faire de notre différence la raison de notre subordination. Cependant, femmes et hommes ne sont pas des simples produits biologiques - on n'est pas née femme on le devient - ceci s'applique d'ailleurs aux hommes aussi, c'est le processus de la socialisation qui nous rend socialement "biologique" ou plutôt socialement naturel. Les sexes sont en réalité le produit social des rapports spécifiques aux catégories de sexes. Cependant, le fait que souvent les explications de la "différence" se basent sur la capacité reproductive différentielle entre hommes et femmes, ne veut nullement dire que la raison est en effet d'ordre biologique. La réduction des catégories de sexes à leur définition biologique présume que les deux groupes auront "naturellement des comportements, des raisonnements différents, des visions différentes de soi et du monde". (Mathieu, 1973: 106). Il est intéressant de noter la contradiction qui apparaît lorsque l'on fait des analyses sociales; nous ne voyons pas d'analyses biologiques quand il s'agit de l'économie, la politique, etc., ce sont des analyses tout à fait sociologiques. C'est pour cette raison que la phrase de Mathieu, "Homme-Culture; Femme-Nature", semble tellement juste, puisque la réalité nous montre que "l'homme est biologiquement culturel tandis que la femme est biologiquement naturel". (Mathieu, 1973: 107).

Les analyses conventionnelles perpétuent la ségrégation entre hommes et femmes; ex. les femmes sont plus émotives que les hommes, donc moins aptes aux rigueurs politiques, etc.. Il est à noter que la capacité reproductive est le seul grand caractère biologique qui est soulevé comme étant la base de notre place dans la société, mais que se passe-t-il avec les autres fonctions et caractères biologiques qui montrent nos similitudes, tels la mort et la vieillesse? La dégradation physique et mentale et la mort sont aussi des grands déterminants biologiques de nos vies communes, qui n'épargnent ni hommes ni femmes.

L'analyse sociologique est biaisée en raison de la structure sociale qui l'a produite et les catégories d'analyses, tels âges et sexes, subissent la contradiction de la pensée mâle qui fait de ces variables de catégorisation biologique des variables sociologiques. Il est là une raison pour laquelle on a besoin en sociologie d'en finir avec cette distortion de la réalité, de comprendre le rapport social qui existe entre des faits sociaux autrement dit entre hommes et femmes. Les analyses de la famille confirment le besoin de corriger ces erreurs méthodologiques, car la famille est un groupe social, qui pour beaucoup de sociologues, représente le rapport biologique institutionnalisé.

L'analyse marxiste a fait un grand pas en avant en signalant le caractère économique de cette institution et le rôle primordial qu'elle joue dans la structure économique capitaliste. Elle est le lieu privilégié de la propriété privée, ceci est compris mais l'analyse féministe matérialiste essaie d'expliquer les raisons de l'existence de cette institution telle qu'elle est vécue. La domination sexiste est toujours et d'abord une pratique sociale et non un simple fait idéologique; l'effet idéologique du sexisme a bien sûr eu un rapport direct sur les pratiques sociales sexistes qui elles ont par la suite eu

un effet matériel sur l'idéologie. Il s'agit donc, afin d'arriver à une analyse matérialiste de l'oppression des femmes, de comprendre comment cette oppression s'articule à l'intérieur des rapports spécifiques à la production et non seulement par rapport à la reproduction. Il nécessite une ouverture analytique afin de voir que l'élevage des enfants et le travail domestique, pour ne pas oublier les obligations sexuelles, sont en effet des tâches productives ou sous-jacentes à ces tâches. La famille a une fonction socio-économique beaucoup plus large que celle proposée par l'analyse marxiste; car la famille est aussi un lieu d'exploitation économique - l'exploitation des femmes, les travaux domestiques et l'élevage des enfants sont des domaines exclusifs aux femmes et sont non rémunérés.

"L'oppression des femmes est vue comme une conséquence secondaire à la lutte des classes ou même dérivé de la lutte des classes; mais l'analyse féministe nous montre que l'abolition des rapports de production capitalistes en soi ne suffit pas à libérer les femmes".
(Delphy, 1970: 157).

Les femmes dans toute société participent en effet aux tâches productives (créer des biens matériels) et aux tâches reproductives (création d'êtres humains), mais leur participation n'est que rarement reconnue. Pensez pour quelques instants aux conséquences d'une grève soit nationale ou même mondiale de la part de toutes les femmes (ou même la majorité) une grève où le matin les époux ne trouveraient plus de chemises, bas et "slips" propres. Ceci pourrait sembler farfelu mais la réalité est telle que l'économie mondiale s'écroulerait si les hommes ne trouvaient personne pour faire ces tâches gratuitement; jugées non productives, elles ont cependant un rôle essentiel dans la structure de l'économie. Il en est de même en ce qui a trait au "pouvoir" reproductif: si jamais la majorité des femmes prenait en main ce

pouvoir, il pourrait jouer d'outil de chantage extrêmement efficace.

(1) RAPPORTS SPECIFIQUES DES FEMMES A LA PRODUCTION:

L'être productif n'a pas été un attribut donné aux femmes, c'est-à-dire que le rôle des femmes dans tout système de production n'a fait état que de la supposée non-participation des femmes à l'économie sociale. Regardons pour quelques instants les termes, tel "individu producteur" qui comme tel n'a pas de référence au sexe, mais dès que le concept est concrétisé en termes de population active et coûts de l'homme*, etc., on ne peut que difficilement nier l'étroitesse de la définition d'activité économique et proposer par la suite en toute franchise la "neutralité" de ces termes. Les enquêtes sociologiques et économiques ont depuis très longtemps constaté l'existence d'une double journée de travail, mais la "journée ménagère" n'est pas intégrée dans la problématique du travail dans sa globalité, elle reste toujours à la périphérie des analyses économiques. En fait, il faut se demander quel est le caractère de ce travail des femmes et les conséquences sociales qui en découlent. Delphy analyse le caractère des biens et services domestiques et par la suite le mode de production de ces mêmes biens et services, afin d'aboutir à une conception plus claire d'une classe de femmes. On verra ensuite lors de l'analyse de l'appropriation des femmes, comment cet élément clef indique la validité de la notion de classe de femmes.

Dans toutes les sociétés aujourd'hui, les services fournis gratuitement (le travail des femmes) tels l'élevage des enfants et le

* Coûts de l'homme au travail n'inclut pas le travail d'entretien quotidien qui est presque toujours fait gratuitement par les femmes.

travail domestique, s'effectuent en majorité à l'intérieur d'un cadre restreint - la relation à un individu - le mari. Ces services par conséquent ne font pas partie du domaine de l'échange, donc n'ont pas une valeur et ne sont pas rémunérés. Il faudrait souligner qu'aujourd'hui puisque certaines de ces tâches sont accomplies dans la sphère publique, elles ont pris une valeur d'échange et sont en conséquence rémunérées. Mais leur véritable valeur économique est très restreinte et toujours périphérique quant au "vrai" moteur économique, c'est-à-dire que ces services bien que rémunérés ne figurent pas comme ayant une "légitime" place dans la survie économique d'une société quelconque. Ces services dans la sphère publique sont accomplis en majorité par des femmes, telles des nourrices, domestiques ou bonnes, qui reçoivent un très bas salaire par rapport à l'importance réelle de leurs fonctions; en quelque sorte puisque c'est toujours le travail des femmes, il n'est que peu valorisé et un secteur économique qui reste toujours à la périphérie comme pour son corollaire privé. Souvent ce travail n'est même pas déclaré et de ce fait les femmes ne peuvent en bénéficier pleinement de tous les droits (pensions, assurance-santé, comme d'autres travailleurs. Ceci ne constitue pas un travail qui est considéré comme ayant une valeur égale, même avec celui des éboueurs, car en tant que domestique ou même ménagère, vous ne pourriez pas, seule, négocier un prêt d'argent à la banque. Les autres domaines tels: préparation des repas, une fois accomplie en dehors de la maison devient en majorité la charge entière de "chefs-hommes" avec une rémunération et un statut tout autre, la lessive devient, dans le domaine public un lieu "d'entrepreneurship" par excellence - avec des propriétaires mâles (puisque ils reçoivent plus facilement de l'argent prêté et ont aussi plus d'accès à un capital liquide au départ) mais regardez un peu

en arrière du comptoir et vous verrez en majorité des femmes et immigrants (hommes et femmes) qui sont tous et toutes mal payé(e)s.

En général, le travail jugé "travail des femmes" qu'il soit fourni gratuitement à la maison ou rémunéré à l'extérieur, n'a que peu de valeur - puisqu'il est toujours perçu comme étant non productif et non essentiel au fonctionnement économique social: n'est-ce pas pour cela qu'il demeure a priori "le travail des femmes"?

Nous pouvons voir que ce n'est pas la nature du travail qui explique le rapport de production, mais plutôt "ce sont les rapports de production qui expliquent que leurs travaux soient exclus (ou aura peu de valeur)* du monde de la valeur". (Delphy, 1970: 159) La production des femmes en réalité fait partie de l'économie globale, mais ce sont les femmes comme groupe qui sont mises à part du marché d'échange, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas des agents proprement économiques. Le travail domestique fournit gratuitement dans la maison constitue le mode de production familial/domestique. L'exploitation par un individu en raison des liens parentaux ou affiliations par le mariage, définit en fait la réalité économique de la famille; cette relation fait en sorte que, et les femmes et les enfants, soient soumises à l'autorité, voir puissance paternelle (qui rejoint la notion de POSSESSION). La production familiale s'accomplit en deux étapes "l'achat des matières premières de la consommation (obtenues qu'avec le travail salarié) et deuxièmement la transformation de ces matières premières en produits directement consommables travail gratuit". (Delphy, 1970: 164). Selon les conceptions économiques classiques, seul le salaire du mari paie pour la consommation, n'incluant pas le travail que font

* Parenthèse - moi.

les femmes, afin de rendre ces matières premières consommables: c'est-à-dire que ce travail ne compte pas, la femme n'a pas "gagné sa vie". La variante moderne du même discours exprime toujours l'idée que les femmes qui travaillent en dehors de la famille (qui premièrement utilisent l'argent pour payer des biens périssables liés aux besoins de la famille et deuxièmement ce sont des personnes qui en général font beaucoup moins d'argent que leurs partenaires, soit parce qu'elles font du mi-temps ou/et le salaire est bas) ne font que du travail secondaire - "qui leur permet des petits luxes, quoi". Ce qui ne figure pas dans ce discours est la nécessité économique de la plupart des familles qui oblige les femmes à travailler et deuxièmement, (un point d'extrême importance) ce discours n'accorde aucun droit en tant que personne aux femmes. Elle n'est pas une personne indépendante et légitime qui a le droit de s'épanouir - elle ne peut faire que ce qui est obligatoire par rapport à sa fonction "légitime de femme" - le maintien du foyer. Ce rapport spécifique de pouvoir fait en sorte que le rapport entre les hommes et les femmes détermine la valeur et le caractère du travail des femmes. Ceci n'enlève absolument rien à la réalité économique divergente entre femmes de classes économiques différentes.

L'ère industrialisée avait amené avec elle l'arrivée des femmes sur le marché du travail en tant que main-d'oeuvre à bon marché - la réserve de main-d'oeuvre primordiale à l'existence du système économique capitaliste. Ceci dit, elles ne disposaient pas librement de leur force du travail. Il a fallu obtenir la permission du mari, même si le salaire de la femme ne lui appartenait pas. C'est-à-dire que la force du travail des femmes était sans équivoque appropriée. En France, par exemple, ce n'est qu'en 1965 où juridiquement le salaire d'une femme lui appartenait en bonne et due forme - ceci dit, la loi a changé, mais

les attitudes sociales changent moins rapidement et il ne faut pas croire, pour la majorité des femmes, que ce problème est résolu, même aujourd'hui. En Amérique du Nord, le salaire des femmes n'est pas considéré totalement comme son salaire, c'est-à-dire que son argent est beaucoup moins souvent placé là où elle peut en bénéficier elle-même (ex. éducation, formation, etc...)

"Non seulement le travail à l'extérieur ne la dispense pas du travail domestique mais il ne doit pas nuire à ce dernier. La femme est donc libre de fournir un double travail, contre une certaine indépendance économique".
(Delphy, 1970: 166).

C'est une situation qui ne suscite que le dédain des hommes et qui n'est prise au sérieux surtout à cause du fait que les analyses traditionnelles (mâles) ne prêtent guère d'attention à l'importance du travail que font les femmes pour le maintien du système économique.

Les conséquences vécues par les femmes, d'un mode de production du type familial et d'une exploitation patriarcale ne peuvent être comprises que si on se rend compte de la spécificité de cette forme d'exploitation - les femmes sont exploitées parce qu'elles sont femmes. L'ouvrier subit l'exploitation de son patron mais non parce que son rôle social - son "essence d'homme" détermine sa place, mais parce qu'il est ouvrier et doit vendre sa force de travail à l'intérieur d'un rapport de production aliénant.

Il est important de voir ce qu'est ce rapport de production lui-même, car le mode de production patriarcal assure des prestations qui ne sont nullement précisées et dépendent entièrement de la volonté du mari, (l'employeur en question), il n'y a pas de barème fixe en ce qui a trait à la rémunération et ce n'est pas le travail que font

* Souligné par moi.

les femmes qui détermine l'instauration du mode de production, mais les possibilités économiques du mari. Dans ce cas, contraire au salaire qui dépend du marché, la femme mariée dépend exclusivement d'un individu et elle donne gratuitement son travail dans un rapport d'exclusivité - entre une femme et un homme.

"En tant que groupe exclusivement soumis à ce rapport du production, elles constituent une classe, en tant que catégories d'êtres humains destinées par naissance à entrer dans cette classe, elles constituent une caste. L'appropriation et l'exploitation de leur travail dans le mariage (80% des femmes à tout moment sont mariées) constituent l'oppression commune à toutes les femmes".
(Delphy, 1970: 168).

Affirmer qu'il existe une classe de femmes provoque d'énormes protestations, car l'appartenance à la classe économique est jugée préminente sur tout autre rapport, mais la réalité de l'exploitation des femmes montre qu'il y existe un composant économique, qui n'a rien à voir avec le concept traditionnel de classe. Cette exploitation particulière des femmes ne connaît aucune frontière. Afin de mieux comprendre, revenons à l'importance de l'idée de la "différence naturelle" des femmes qui les réduisent à un rôle social déterminé par leur entité biologique. Ceci ayant été déjà discuté et réfuté, ce n'est donc pas à revoir ici, mais plutôt à être relevé puisqu'il y a dans cette pratique sociale patriarcale le fil conducteur entre toutes les femmes de toutes les classes, toutes souches ethniques, croyances, idéologiques et nationalités; il s'agit de la réduction de toutes les femmes à un rôle social strictement défini par ce qui est perçu comme un déterminisme biologique.

La notion de classe-caste de femmes fait en sorte de quitter le

cadre analytique qui jusqu'à présent ne révèle qu'une contradiction flagrante: celle de vouloir procéder à une analyse sociale avec un pré-supposé biologique. Il importe donc d'analyser les femmes en tant que sujet social vis-à-vis un rapport spécifique entre la classe des hommes et la classe des femmes. Nous ne voulons pas nier qu'il existe des différences entre femmes - celles de statut économique diversifié, d'origines ethniques différentes, cependant il faudrait poser et répondre à la question qui demande pourquoi malgré les différentes modalités culturelles, etc., partout elles sont réduites à être "FEMME", une situation qui se traduit en impuissance. Il importe donc, afin de répondre à une telle question, d'aller au-delà des simples constatations, (que cela soit au niveau intellectuel, littéraire, sociologique ou psychologique...ou bien dans les milieux dits "populaires"), qu'il existe des injustices et des discriminations. L'analyse féministe explique et ses explications se heurtent aux barrières conceptuelles, ainsi qu'à celles érigées en raison de l'intérêt de classe. Les hommes de toutes classes risquent de perdre beaucoup puisque le système patriarcal est le garant de leurs intérêts de pouvoir masculin; un pouvoir qui nécessite que leurs femmes y soient liées.

Une des critiques de la notion de classe de sexe avance l'idée que les femmes bourgeoises et prolétaires n'ont rien en commun, puisque les bourgeoises peuvent exploiter les prolétaires. Il est souvent dit, par exemple, que les revendications féministes n'ont commencé qu'avec le temps libre des bourgeoises (sous-entendue une liberté obtenue en exploitant les prolétaires). Ceci est vrai en partie, mais la réalité socio-historique est complexe et un regard plus attentif nous montre combien il y avait de revendications des femmes de la classe prolétaire - mais qu'elles ne possédaient ni l'argent et n'occupaient ni une place

social" au même titre que l'homme prolétaire. Leurs accomplissements auparavant ignorés n'ont été relevés qu'avec l'arrivée des femmes comme sujet spécifique dans l'histoire. L'HISTOIRE (de l'homme) qui déjà faisait à peine mention des ouvriers, esclaves, opprimés ethniques, colonisé(e)s, etc., n'avait pas de place pour les femmes. Même les femmes bourgeoises avaient peu de place dans les histoires sociales ou politiques. Au début combien de ces femmes bourgeoises avaient accès au monde lettré - combien d'entre elles utilisaient des noms de plumes afin de faire accepter leurs écrits qu'elles n'ont tout simplement jamais vu la publication de leurs écrits? Il y a une mise au point à faire dans cette histoire, les bourgeoises qui au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle réussissaient à se faire une place dans le monde littéraire, non pas parce qu'elles étaient femmes bourgeoises mais parce que le statut de leur mari ou de leur père leur permettait certains avantages - leurs statuts n'étaient pas à elles en tant que personnes indépendantes.

Le même genre de critique avait été faite du livre de Betty Friedan "La femme mystifiée", à juste titre puisque son travail n'incluait pas des femmes ouvrières, des femmes noires, amérindiennes, hispaniques, etc.. Mais d'une manière ironique cette exclusion nous montre autre chose qui est le vrai apport de son analyse. Comme elle avait si bien montré, la femme de la moyenne-classe en Amérique était insatisfaite et très mal à l'aise - pourquoi, il faudrait se demander, son fameux "problème sans nom" a-t-il choisi d'être aussi visible chez ces femmes - les bourgeoises? Elles avaient après tout un niveau économique qui leur permettait d'être beaucoup plus à l'aise que leurs consœurs prolétaires, qui elles n'avaient pas d'aisance matérielle, car leur lutte était celle de la survie. La "madame-moyenne-classe", elle par contre avait tout son temps libre pour sombrer dans sa situation de

non-existence. Elle était (et elle est toujours) l'exemple par excellence de la réduction totale de son être au néant - c'est-à-dire qu'elle n'avait que peu d'autres activités à part celle d'être "femme" et de faire "femme". C'est l'exemple qui révèle encore aujourd'hui jusqu'à quel point ce rôle de "femme" est vide de toute signification à part celle de garantir le statut quo. Je dis "vide", car être empêché de participation totale et valorisante dans le social (une femme qui n'est valorisée que pour ses accomplissements de "femmes"), n'est que "respecter" quelqu'une parce qu'elle se tient à sa place - ou en d'autres termes on valorise l'opprimé puisqu'il joue son rôle d'opprimé.

Friedan nous avait démontré avec son analyse des femmes de la classe moyenne l'assujettissement du fait de faire que "FEMME"; "l'aisance" a fait éclater son état d'objet en vase clos de la féminité. La "vie aisée" de ces femmes n'a fait que renforcer leur oppression, de les mettre le nez contre le miroir devant la réflexion d'une vie vide; vide malgré qu'elles fournissent tous les services gratuits contre leur entretien dans une situation beaucoup plus plaisante que celle de ses consœurs ouvrières. Le secteur domestique, le foyer et l'élevage des enfants, étaient toujours leurs privilèges exclusifs - elles jouaient les hôtesse par excellence, inondées de suggestions de comment plaire au mari, comment être la meilleure mère et surtout comment assurer sa place parmi les ménagères les plus accomplies - places qu'elles ne pouvaient occuper que si elles savaient faire briller le plancher de la cuisine. Elles faisaient briller ces planchers mais elles ne les possédaient pas: c'est-à-dire que les bourgeoises ne possédaient (une situation qui existe toujours) aucunement les moyens de productions que possédaient leurs maris - la chute économique par laquelle la plupart des femmes passent lors du divorce nous montre qu'elles ne sont pas en

soit des bourgeoises.

Ceci dit, il existe des clivages entre femmes de classes économiques différentes, comme il existe entre femmes d'ethnies dominantes et dominées; ce sont des divisions qui sont perpétuées et par les idéologies de classe et l'idéologie patriarcale, pour ne pas oublier les intérêts concrets que peuvent avoir une classe et/ou ethnie à conserver le statut quo. Nous allons voir ces réalités lors de la discussion sur la société israélienne - les femmes juives ne se sentent pas du tout liées par un lien quelconque aux femmes palestiniennes et vice-versa, mais ce n'est pas à cause de la non existence du lien mais aux réalités sociales et idéologiques qui ne permettent nullement aux femmes de traverser ces frontières. On n'a qu'à voir comment l'idéologie raciste/ethniste propage parmi les femmes de l'ethnie dominante une peur effrayante de la possibilité du viol par les hommes de l'ethnie dominée. Cette pratique se base sur l'idée de la propriété privée, puisque la/les femmes des hommes dominants, de "race" et/ou ethnie "supérieures", ne doivent pas être spoliées. Cette notion ne se limite pas qu'à la classe et/ou ethnie dominante, elle est aussi, sinon plus importante, pour les femmes de statut inférieur qui sont doublement opprimées - donc doublement objectifiées.

En somme nous pouvons dire que selon les critères marxistes de l'analyse de classe; les femmes, qu'elles soient bourgeoises ou prolétaires, sont définies avec des critères non marxistes. Car il s'agit en effet d'une appartenance de classe en ce qui a trait aux femmes, définit en fonction de la classe de leurs maris; est-ce cela un critère marxiste de classe - est-ce que le mariage peut remplacer le mode de production?

L'exploitation que subissent les femmes est une exploitation

patriarcale, elle est commune à toutes les femmes, elle est spécifique aux femmes puisqu'elles ont l'obligation exclusive de servir, c'est-à-dire de fournir des services gratuitement et ceci est central. Même si les femmes travaillent à l'extérieur, ce travail "productif" est encadré par sa tâche première - le service domestique qu'elles doivent assurer peu importe leurs autres activités et c'est cette tâche première qui détermine le caractère du rapport entre les femmes et les hommes dans la société.

(2) UN EXEMPLE DU RAPPORT SPECIFIQUE ENTRE LES FEMMES

ET LA PRODUCTION:

"La domination se manifeste objectivement et les constantes générales régissent la répartition des tâches qui reflètent les rapports de classe entre les deux sexes (sans qu'il soit besoin de recourir aux valeurs idéologiques attachées à ces tâches)... Cette domination se traduit dans la façon même dont il est institué, la division du travail dans les devoirs et les interdits relatifs à la division du travail et aux obligations familiales ainsi que dans la création d'une identité sociologique masculine et féminine d'un "gender identity" d'êtres qui sont biologiquement hommes ou femmes".
(Tabet, 1979: 10)

Cette division sexuelle du travail n'est pas une relation de complémentarité, il s'agit plutôt d'une relation politique entre les sexes et non pas d'une supposée limite naturelle imposée par la nature des femmes. Tabet propose qu'au niveau technologique, c'est-à-dire la différence qualitative et quantitative de la distribution d'outils et d'armes entre les sexes, peut donner une bonne indication quant à la base sociale et non biologique de cette division sexuelle du travail. Ce n'est pas notre objectif ici de revoir d'une manière exhaustive tous les

éléments d'analyse de ce rapport spécifique entre hommes et femmes, mais plutôt de faire état du sous-équipement* des femmes, autrement dit l'écart technologique qui existe entre les deux classes, puisqu'il nous montre par quels moyens concrets (et l'étendue) est institué le rapport de domination entre les deux sexes. La question d'équipement, d'outils est toujours pertinente, car la possibilité ou plus exactement le manque d'accès des femmes à certains milieux (ex. les secteurs non traditionnels du travail) est directement lié à: 1) le succès qu'a eu l'idéologie patriarcale dans la création et justification de domaines spécifiques aux hommes et aux femmes, 2) une socialisation qui soit interdisait ou rendait l'accessibilité à certains outils impossible aux femmes. Au Canada en 1984, la compagnie Canadien-National a été poursuivie en cour, en raison de la discrimination d'embauche que subissaient les femmes: 1% des femmes cols bleus, parmi 50,000 postes de cols bleus. Le Canadien-National avait avancé cet argument afin de justifier cette pratique: "Les femmes et les chemins de fer sont traditionnellement voir même culturellement incompatibles". (Vandelac, 1984: 8). La socialisation et le discours sont en effet inter-reliés car la fille et le garçon apprennent dès la naissance, quelles sont les activités et même les jouets qui sont propres aux deux sexes. Tout cela appuyé par l'idée qu'il existe une différence fondamentale et inhérente entre les sexes, fait en sorte de créer deux différents modèles de socialisation qui sont perpétués, car ces petites filles et petits garçons deviennent des adultes - souvent des pères et des mères. Ceci dit, pourquoi est-il important de perpétuer la socialisation sexiste des enfants? Le contrôle des instruments de la production est

* Terme de Tabet

indispensable au maintien de l'appropriation globale des femmes, et afin d'assurer ce contrôle il faut reproduire avec chaque nouvelle génération de pareils modèles. C'est essentiellement une question de rapport de pouvoir: les hommes ont le contrôle, voir le monopole, des armes et des outils et ce monopole est essentiel à une société dans laquelle la production (l'efficacité et rendement croissants) joue un rôle primordial. Ceci dit, il ne s'agit pas que du contrôle sur les outils de production mais aussi des outils et moyens de reproduction: le contrôle qu'a la médecine telle qu'elle est conçue par les hommes fait en sorte d'éloigner les femmes de toute maîtrise de leur corps. Afin de contrôler l'économie générale il faut aussi avoir assuré le contrôle de la société - les outils doivent être utilisés afin d'assurer du travail régulier, efficace et avec un rendement constant sinon croissant, ceci dans un cadre restreint du travail dit productif. L'efficacité et le rendement croissants sont du domaine du travail productif qui renvoie directement aux activités masculines. Tabet avait découvert, grâce à des recherches ethnologiques, que dans les sociétés de chasse et de cueillette, les armes étaient contrôlées (voir interdites dans plusieurs cas) et monopolisées par les hommes et que ce rapport aux armes/outils avait une conséquence directe sur les rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Il existait une ségrégation nette et claire entre outils masculins et féminins surtout que les armes étaient des outils privilégiés. Aujourd'hui il pourrait sembler tout à fait un sujet "à côté de la plaque", mais ce qu'il faut retenir c'est que tout le long de l'histoire les femmes étaient et sont en majorité arriérées vis-à-vis l'évolution technologique, ce sont elles qui utilisent les outils les plus rudimentaires. Par exemple en Israël, où le service militaire est obligatoire pour les hommes et les femmes, elles ne

passent que quelques heures avec une arme en mains - surtout dans des défilés militaires.

"Si l'on assiste à une masculinisation des activités liées à la machine, cela ne veut pas dire que les femmes en sont toujours exclues: leur énergie, leur travail pourra être "à plein temps" mais étroitement "subordonné" au travail de celui qui possède et utilise techniques et instruments fondamentaux".

(Tabet, 1979: 45)

Il y a une différenciation entre les outils utilisés par les femmes et ceux des hommes; ceci varie selon le secteur économique en question, et c'est trop souvent le cas que les hommes entreprennent une activité auparavant réservée aux femmes, qui désormais mécanisée il devient un domaine masculin. La mécanisation des tâches implique une efficacité plus élevée, un travail moins ardu dans beaucoup de cas, et un travail mieux rémunéré.

Le monopole et le contrôle des armes et d'outils a d'énormes conséquences sur les rapports de force existants entre les classes et sexes. La possibilité de vaincre la nature chez les hommes; les outils et les activités masculines leur permettent d'utiliser tout leur corps, de prendre l'espace qu'il faudra - de bouger et d'agir en liberté, tandis que chez les femmes les tâches et les outils tendent à les confiner à un espace restreint avec peu de possibilités de faire travailler leur corps et leur motricité afin d'employer des outils jugés complexes. Nous essayons de faire valoir un autre élément dans la domination et l'exploitation des femmes - nous allons voir que le corps des femmes ne leur appartient pas, mais ceci ne se limite nullement à l'exploitation sexuelle ou à la reproduction mais "atteint l'intégrité et l'expression corporelle: motricité, contrainte (par le biais de l'éducation, les vêtements, etc.) claustration ou confinement, délimitation de l'espace

et interdiction de voyage, bandage des pieds, engraissement/maigrissement forcé, mutilations sexuelles....(Tabet, 1979: 46).

La division sexuelle du travail fait en sorte que les femmes dépendent des hommes pour les instruments de production - les outils leur sont exclus, ainsi que pour la fabrication et l'utilisation des armes. Le contrôle qu'ont les hommes sur la production et l'emploi des outils nécessaires à la production ainsi qu'à la fabrication et l'utilisation des armes, fait en sorte d'assurer le pouvoir des hommes sur les femmes. Un pouvoir qui est assuré par la force (ou menace de la force) et qui dépend du sous équipement des femmes: ces conditions matérielles de domination révèlent l'étendue de l'appropriation des femmes.

Contemplez l'énorme désavantage qu'ont les femmes à la lumière de cette réalité:

"Un agriculteur sur deux est une agricultrice. Des rizières de l'Asie du Sud-Est jusqu'aux terres dévastées d'Afrique en passant par les fermes du Québec, partout ce sont des femmes qui produisent 60% de vivres consommés au foyer".
(Vandelac, 1984: 12).

Réfléchissez sur une autre réalité: "En Amérique Latine et en Afrique sub-saharienne, les femmes constituent de 50% à 90% de la main-d'oeuvre agricole, mais ne possèdent même pas 1% des terres".
(Vandelac, 1984: 12).

Les femmes ont de lourdes responsabilités, mais pas de pouvoir. Le rapport social est basé entre autre sur l'appropriation. Le deuxième volet de l'exploitation est l'exploitation sexuelle - qui constitue la matérialité absolue de son appropriation; il ne peut y avoir de libération des femmes que "si le système de production et de reproduction patriarcal est détruit". (Delphy, 1970: 171). Le patriarcat est indépendant de point de vue historique de tout autre rapport et/ou

ystème social, qu'il soit socialiste, démocratique, communiste, théocrate, fasciste, etc., c'est-à-dire qu'il existait et existe toujours dans chaque cas. Cependant, la domination patriarcale est aussi inter-reliée puisque tout autre rapport social (et idéologique) utilise le rapport de pouvoir entre hommes et femmes dans son intérêt - afin de maintenir l'ordre existant. On ne fait pas référence à une détermination d'ordre chronologique mais à une interdépendance systémique historique.

(C) L'APPROPRIATION DES FEMMES: "LA NATURE SPECIFIQUE
DE L'OPPRESSION* DES FEMMES.

Il importe de creuser plus loin pour connaître les fondements des rapports de "sexages" qui constituent le système patriarcal et lui fournissent la base concrète de ces pratiques sexistes. Il est impossible de comprendre sans une telle analyse pourquoi, par exemple, l'homme ou les hommes se définissent vis-à-vis leurs rôles sociaux ou leurs statuts sociaux. Il est juge, boulanger, ouvrier, mécanicien, plombier, médecin, professeur, etc/. tandis que "femme" est notre définition sociale, ceci se reflète entre autre au niveau linguistique, puisqu'il faut toujours préciser que l'on est femme-médecin, femme peintre, femme-écrivain surtout en ce qui a trait aux métiers qui ont été presque exclusivement les domaines des hommes. Le fait d'avoir à préciser "femme" renvoie directement à l'invisibilité et l'exclusion des femmes, sauf où il s'agit de "fonctions" féminines - mère, infirmière, nourrice, domestique, bonne, etc.. Guillaumin cite une phrase de Castro

* Terme de Guillaumin.

à propos de Batista (ce n'est qu'une phrase parmi des millions d'autres énoncées partout ailleurs) qui est révélatrice quant à notre exclusion sociale: "Ils ont assassiné des dizaines de milliers d'ouvriers, d'étudiants, de femmes, etc...". (Guillaumin, 1978: 8). Nous avons vu que les rapports entre classe de sexes sont basés sur l'exploitation des femmes, mais le caractère de cette exploitation est spécifique puisque la force du travail, bien qu'elle soit vendue pour les femmes, contraire aux hommes, n'appartient pas aux femmes. Non seulement leur force de travail est accaparée (sans pour autant avoir une valeur qui équivaut à la force de travail "mâle" pour du travail comparable ou équivalent), mais il existe un rapport d'appropriation encore plus direct qui fait que "la femme" est chosifiée, ceci veut dire que le corps, étant la machine de travail, est accaparé directement. Ce type d'appropriation directe a été le cas pour l'esclavage, car l'esclave lui-même ne disposait pas de son corps librement - son corps était l'objet et l'outil de son appropriation, comme pour les femmes.

La réalité quotidienne le reflète puisque le travail fait par les femmes, soit le travail domestique, la production de et l'élevage des enfants et le travail agricole est perçu comme du non-travail (ce n'est pas qu'une simple perception, car puisque ce travail ne compte pas, il n'a pas de valeur économique - il ne figure pas dans le calcul du produit national brut). Pour qu'un groupe, les femmes, soit si "invisible", il faut passer par un processus de négation qui renvoie directement aux rapports de pouvoir et de force existants entre les hommes et les femmes - la concrétisation des rapports de domination se manifeste avec l'appropriation. Les rapports entre les sexes, les rapports de "sexage" révèlent les spécificités de ce rapport d'appropriation qui est "l'appropriation matérielle de la classe des femmes par la classe des

hommes". (Guillaumin, 1978: 22). Le mariage n'est qu'une expression individuelle de ce rapport général qui en effet semblerait contredire le présupposé de l'usage collectif de la matérialité des femmes, car cela réduit l'usage à une femme. Mais il reste que l'appropriation des femmes (de leur matérialité - leur corps et leur force de travail) est un fait matériel profondément accepté, tellement ancré dans "la façon de faire social", qu'il demeure presque invisible. Il faudrait faire donc un bref survol de l'expression réelle de l'appropriation des femmes et ensuite indiquer les moyens par lesquels ce rapport est perpétué.

La question du temps figure hautement dans la problématique de l'appropriation, car contrairement à tout autre "travailleur" une femme mariée (ou même seule, car elles ont aussi les responsabilités familiales puisque femme) n'a aucune limitation à son travail, aucun horaire, il existe une appropriation directe et explicite. Il n'y a aucune évaluation monétaire puisqu'elles font du non-travail. Cette situation ne se limite pas à l'épouse car toutes les femmes dans une famille (toutes membres du groupe "FEMMES") se doivent de remplir et fournir les exigences du travail domestique à défaut de l'épouse-mère. Cela signifie qu'une femme doit et peut remplacer l'autre qui est, soit malade, au travail ou morte, afin d'assurer que le rythme de l'entretien domestique soit le moins possible dérangé. Combien de fois avons-nous entendu de la bouche des femmes "que le travail des femmes ne se termine jamais? C'est dit avec humour mais la signification réelle de ces mots nous échappe. L'étendue du problème du manque de temps chez les femmes est quelque chose à laquelle la majorité des femmes font face et n'ont d'autre choix que de l'ignorer, car y faire face constamment, voir réellement jusqu'à quel point leur temps n'est pas à elles - assomme. Le travail des femmes, on dit aussi faire et élever des enfants, est dans

la majorité des cas (je ne parle pas de la minorité de femmes qui sont libres de choisir) là où se réalise le plus concrètement le présumé rôle biologique des femmes - la reproduction. Il faut que la femme fasse des enfants car où est le choix réel (quoi qu'en disent les hommes ou les femmes qui pensent qu'il existe un choix) lorsqu'une femme entre dans une relation qui est en effet encadrée par l'institution basée entre autre sur la reproduction d'êtres perçus comme garant de la continuation de la ligne? Les femmes mariées subissent d'énormes pressions sociales et familiales pour avoir des enfants (d'en avoir au moins un) et nous subissons ces pressions, à cause d'une perception sociale des femmes comme étant essentiellement un corps procréateur. L'idée de l'instinct maternel, par ex. qu'une femme ne peut être vraiment satisfaite et "totale" qu'en ayant des enfants est plus que jamais très répandue. L'idéologie patriarcale a fait des femmes, dans l'imaginaire social, des "moins que personnes" puisqu'elles seules sont définies par les caractéristiques biologiques. Regardez avec quelle difficulté on soulève la question de la liberté de choix reproductif (avortement ou pas), les barrières qui s'érigent face à cette question. Elles proviennent du fait que le corps d'une femme ne lui appartient pas, elle ne peut pas choisir en ce qui concerne la production de son corps, même pas lorsqu'elle a été violée, un acte qui est une conséquence directe de son statut de non-personne, de son impuissance. Lorsqu'il y a des enfants dans un contexte conjugal il est intéressant de noter que les hommes ne revendiquent pas la charge matérielle - (l'entretien), mais plutôt la possession et la charge se voit confiée aux femmes, soit l'épouse-mère, la grand-mère, les gardiennes, etc. Lorsqu'il y a rupture de mariage les effets de cette façon de faire et de voir les enfants deviennent très claires, car beaucoup d'hommes se sentent

beaucoup moins responsables devant les enfants comme en témoigne le nombre de défauts de paiements des pensions alimentaires. Dans une société patrilénaire la possession des produits du corps des femmes est revendiquée par les hommes, mais la responsabilité pour les élever est, dans la plupart des cas, l'entière responsabilité des mères. Elles sont responsables de la transmission des "valeurs", l'entretien physique et moral, et c'est sur elles que revient (selon l'idéologie patriarcale du rôle maternel) l'entière responsabilité lorsqu'il y a des problèmes avec ces mêmes enfants; c'est une responsabilité sans pouvoir.

L'autorité paternelle qui règne dans la plupart des foyers (où il y a pères) exige un respect du patriarche malgré ce qui peut se produire et le respect du rôle maternel est manquant, surtout que l'autorité paternelle renforce la domination des femmes dans le ménage; une domination qui est camouflée par des actes et paroles superficiels, (surtout de la respecter en tant que mère, non en tant que personne et de faire valoir ses accomplissements de "femme"). C'est une situation délicate pour les femmes, car elles ne sont pas des personnes, donc on admet moins leurs faiblesses, leurs erreurs et défauts, au contraire la qualité superficielle de leur respect, fait en sorte qu'on les condamne si jamais elles ne sont pas à la "hauteur" du rôle maternel. Elles deviennent le bouc-émissaire par excellence si jamais les enfants "ne tournent pas bien", "si le mari n'est pas satisfait et va ailleurs"*, etc.. C'est à elles que revient la responsabilité de l'échec. Je voudrais faire noter ici que les enfants jouissent aussi de la domination paternelle; ils ont un statut de mineurs, sans pouvoir défini (ce statut et ce pouvoir varient pour les garçons et les filles et aussi selon le

* Expressions populaires.

contexte socio-culturel qui renvoie à leur état de propriété tangible). Regardez pour quelques instants les progrès juridiques qui ont fait en sorte d'établir lors du divorce le droit des pères à la garde des enfants. Ces nouvelles propositions ne garantissent nullement aux enfants ce qui devrait être leurs droits - le droit de bénéficier des deux parents; mais conformément à la vision mâle de la progéniture en tant que propriété, on ne fait que multiplier les choix de gardien(ne)s sans pour autant penser aux besoins des enfants. Comment se fait-il que la pratique de la garde conjointe (de la part des deux parents) reçoit si peu d'attention et d'appui. Est-il possible que l'idée d'une répartition égale des tâches et des responsabilités fait frémir ceux qui auront le plus à perdre - le plus à changer?

L'activité procréatrice des femmes est aussi liée à un autre élément du rapport entre hommes et femmes, qui est l'obligation sexuelle ou l'usage physique. Toutes femmes (dans des rapports hétérosexuels) peuvent être sujettes à cette obligation qui prend deux formes habituellement; celle qui fait partie du mariage, donc n'est pas rémunérée et celle qui est directement monnayée, c'est-à-dire la prostitution. La prostitution n'est pas tout à fait au même niveau que le devoir sexuel dans le mariage (ou dans le couple) car contrairement au mariage, l'usage sexuel est directement limité à la vente du service, tandis que dans le mariage - le service n'a pas de limites. Mais elles sont toutefois semblables, car elles ne varient pas en ce qui a trait au contenu de l'activité sexuelle (des demandes faites par des hommes, définies par une sexualité mâle), et une femme mariée aussi bien que la prostituée peuvent subir toutes les deux la violence sous forme de viol, elles peuvent être battues ou tuées. Toutes les deux fournissent ces services contre leur entretien - soit par un mari ou un "macquereau",

toutes les deux sont complètement réduites à la matérialité de leurs corps - toutes les deux, malgré la différence de circonstances, peuvent avec difficulté refuser de rendre leur service. Ceci peut paraître exagéré mais la réalité de la sexualité à la masculine (qui valorise la virilité mâle par opposition à la passivité féminine) laisse peu de place pour l'expression sexuelle de la part des femmes en tant que sujet et non objet. Nous n'allons pas faire ici une longue polémique sur les similitudes entre le mariage et la prostitution - mais il importe de retenir l'importance du devoir sexuel des femmes en ce qui a trait à la perpétuation de son appropriation physique, de sa situation d'opprimée par rapport aux hommes. Nous allons voir plus tard jusqu'à quel point le contrôle de la sexualité des femmes dans un cadre strictement patriarcal (phallocentrique) est primordial afin d'assurer le maintien d'un système social quelconque. Le discours "chauvin" sur les devoirs patriotiques des femmes est très révélateur, quand à leur véritable place dans la société.

Tous/toutes les dominé(e)s subissent un rapport d'oppression qui les chosifient, les femmes le subissent aussi en termes de leur réduction en objet, elles ne deviennent utiles qu'aux autres êtres. Les femmes doivent d'une manière non rémunérée assurer l'entretien corporel, matériel et affectif de l'ensemble des gens autour d'elles. Le rapport d'appropriation se manifeste matériellement puisque celle qui rend service est liée concrètement au corps du dominant et aux corps qui appartiennent ou dépendent de ce dominant. Ceci est une relation qui n'est ni évalué en terme de temps ni en terme économiques.

L'entretien matériel semble un terme trop éloigné de ce que cela représente dans la réalité; grosso modo ceci veut dire qu'une femme (la majorité des femmes) devient entièrement absorbée par d'autres

individus, elle ne pense qu'en terme des besoins des autres, de leurs peines et leurs souffrances. C'est elle qui doit les écouter, mais personne l'écoute, (surtout que, ce qu'a à dire une femme est sujet au mépris et jugé étant peu conséquent). Son espace physique et mental est complètement occupé (il y a les occupations colonialistes mais il y a aussi l'occupation sexiste), il devient souvent trop difficile dans ce contexte de se vouer autrement que pleinement à ces activités. Dans une situation pareille la femme perd d'elle-même, de son autonomie et de son individualité - il n'y a que peu de places pour ses véritables préoccupations (qui sont d'ailleurs autres que des préoccupations naturelles des femmes en fonction de leur rôle social). Elle devient dépossédée mentalement d'elle-même. Beaucoup de gens se plaignent que les femmes n'ont rien d'autre à faire que de se préoccuper des affaires des autres - des bavardes, - elles mettent leur nez là où il ne devrait pas être, ainsi de suite - mais pourquoi est-ce une situation tellement étonnante puisque la plupart des femmes passent leur vie à faire qu'en fonction d'un autre ou d'autres?

Ce manque d'autonomie, de place pour soi, provient d'une situation quotidienne que vivent les femmes (même si elles travaillent à l'extérieure de la maison) d'avoir à courir ici et là durant la journée et de s'occuper des détails du marché, du nettoyage, de la gardienne des enfants, de l'école des enfants, (si un enfant est malade elle doit agir en conséquence (l'homme ne le fait pas)); elles se déplacent beaucoup et toujours en fonction de leur charge familiale, une charge qui peut comprendre aussi la charge et/ou entretien des parents et/ou beaux parents (même la charge des parents du mari revient à la belle-fille plutôt qu'aux frères de son mari). Elles ont beaucoup moins le droit de courir ici et là (sans commentaire du partenaire) pour veiller à

leurs propres préoccupations en tant que personne. Toutes ces heures passées en fonction de la charge matérielle de la famille ne comptent que peu; d'ailleurs le mari a le droit d'exiger à la fin de la journée de travail un temps de repos, de tranquillité puisqu'il vient de "gagner sa vie", mais la femme à la maison, peut-elle s'arrêter pour dire, "je veille à mes choses" - puisque j'ai passé la journée à "gagner ma vie" - pas souvent. Son travail est invisible et il est considéré comme un acquis. La femme qui travaille à l'extérieur doit aussi assumer ses devoirs domestiques puisque son travail est secondaire à sa tâche première de femme.

L'appropriation matérielle n'existe pas seulement à cause du fait que les femmes sont porteuses de leur force de travail, puisque tout groupe dominé est porteur d'une force de travail, mais plutôt parce que les femmes se voient (dans les rapports de sexage) dénier la possibilité de pouvoir échanger leur travail - un travail qui n'a pas de valeur monétaire et n'est pas mesuré. Il ne s'agit pas de vente de la force du travail mais de l'acquisition de sa force de travail.

Il y a de multiples moyens d'assurer l'appropriation: le marché de travail assure un salaire inférieur: elles se voient confinées dans l'espace - la maison ou les endroits spécifiques aux femmes; sujettes à l'emploi de la force, c'est-à-dire la violence physique exercée contre les femmes. Il existe aussi l'imposition des contraintes sexuelles puisque perçu comme étant une femme-objet, une oppression qui la prédispose au viol, provocation et drague. C'est-à-dire qu'il existe des moyens de coercition qui assure la soumission des femmes; il y a aussi de multiples restrictions légales qui font en sorte qu'une société puisse légalement justifier et renforcer les actes, idées et pratiques sexistes. (Guillaumin, 1978, (a): 24-7)

(D) LA FACE DISCOURSIVE DE L'IDEOLOGIE PATRIARCALE:

VIVE LA "DIFFERENCE-NATURELLE"

Nous apprenons à être femme ou à être homme, ceci est un processus de socialisation intégré dans une société basée sur un rapport de pouvoir différentiel entre les hommes et les femmes. Tout système social n'est pas que la simple articulation des rapports de productions et des intérêts de classe qui en découlent; il y a aussi la culture et le mode de pensée qui sont en relation changeante et constante avec la structure économique. Seule, la division sexuelle du travail entre les hommes et les femmes n'explique pas ni la perpétuation de cette division ni comment et pourquoi les femmes et les hommes "s'assimilent à cette structure économique spécifique. Il faut avoir des moyens de justifications du statut quo; des rôles sociaux sexués, ces rôles qui définissent nos corps et nos cerveaux, c'est-à-dire que la féminité et la masculinité ne sont pas "biologiques". "Ils sont des éléments structurels et matériels de comment sont devenus nos corps". (Frye, 1983: 37). Les justifications appartiennent au domaine des idées, qui, dans ce cas, s'inscrivent dans l'idéologie patriarcale qui encadre la culture phallocrate. Il s'agit d'une présomption à la supériorité qui présume des pleins droits, qui seule justifie un mépris et une attitude paternaliste envers l'autre. Une culture globale qui varie selon ces modalités structurelles mais varie peu dans ces messages qui définissent ce que doit être une femme et un homme.

Aujourd'hui on dit avec justesse, que toute société est patriarcale et que l'idéologie de la domination des femmes ne connaît pas de frontières; il importe de faire état du contenu de cette idéologie qui,

accompagnée de sa base structurelle, renforce et perpétue l'asservissement des femmes. "Le fait d'être traité matériellement comme une chose fait que vous êtes aussi dans le domaine mental considéré comme une chose". (Guillaumin, (b), 1978: 5). C'est l'idéologie de la relation d'appropriation qui fait en sorte que, nous, les femmes (des unités matérielles appropriées) devenons des choses dans la pensée même. Ce sont les idées qui propagent la notion, des caractères physiques comme déterminants de la relation de domination - qu'il s'agit d'une "nature" des femmes, (c'est-à-dire que leur matérialité supposée naturelle est spécifique voire concluante).

La pensée phallocentrisme reflète les rapports de classes de sexes; c'est-à-dire qu'au niveau des idées, il y a certains traits énoncés qui indiquent que les dominé(e)s sont des choses "disposé(e)s" à être approprié(e)s. Nous n'avons qu'à explorer un peu le discours phallocrate sur la sexualité et/ou l'intelligence des femmes (qui présuppose qu'il existe chez elles une forme particulière, voire moins développée, qui se résume à l'intuition) pour comprendre le rôle important que joue l'idéologie dans l'asservissement des femmes.

Toute idéologie se doit d'être verbalisée, il est donc important de tenir compte de la relation directe qui existe entre le langage et l'idéologie - surtout que le langage est le système symbolique engagé dans les rapports sociaux. "La langue des hommes peut être un instrument de domination sur les femmes". (Yaguello, 1978: 15). Tout le discours sexiste repose sur une question de différence - une différence réputée naturelle. La différence ne peut exister en soi, ceci dit comment sommes-nous (les femmes) différentes? Pour répondre à cette question il faut comprendre que l'articulation de cette différence dépend d'un autre - les hommes; les femmes sont toujours différentes des hommes,

mais peut-on dire que les hommes sont différents des femmes? Non. Il y a une similarité ici entre le discours raciste et sexiste puisque dans les deux cas le/la dominé/e est différent/e du dominant et non l'inverse. Le fardeau de la différence pèse sur les femmes:

"Si les femmes sont dominées c'est parce qu'elles ne sont pas pareilles, qu'elles sont différentes, délicates, jolies, intuitives, pas raisonnables, matérielles, qu'elles n'ont pas de muscles, qu'elles n'ont pas le tempérament organisateur, qu'elles sont un peu futiles et qu'elles ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Et tout ça arrive parce qu'elles ont évidemment* le cerveau plus petit, l'influx nerveux moins rapide, des hormones pas pareilles qui font des irrégularités, qu'elles pèsent moins lourd, qu'elles ont moins d'acide urique et plus de graisse, qu'elles courent moins vite et qu'elles dorment davantage. Qu'elles ont des chromosomes "X" au lieu, les stupides, d'avoir un X et un Y - ce qui est la façon intéressante d'avoir des chromosomes. / Qu'elles sont "un homme inachevé" OU qu'elles sont l'avenir de l'homme, qu'elles sont "une mosaïque" OU qu'elles sont "le sexe de base", qu'elles sont plus fortes et plus résistantes que les hommes, OU qu'elles sont "le sexe faible". Bref qu'elles sont différentes". (Guillaumin, (b), 1978: 34).

Etre différentes de....indique que les femmes ne sont pas le sujet, les hommes sont les seuls référents, du moins admissibles et valorisés (on verra plus tard comment ceci se concrétise dans le langage).

Le domaine de la sexualité est le lieu jugé louche et perfide, lieu menaçant - le péché aussi bien que le paradis (dépendant des circonstances et interprétations). C'est là que la femme se retrouve comme "référent". La femme est le SEXE, sans pour autant dire qu'elle est valorisée ainsi, surtout que l'homme possède un sexe et il peut en disposer comme bon lui semble, contrairement à la femme qui, puisqu'objet sexuel (en tout son corps) peut être utilisée. Son corps représente la matière brute, voici une autre face cachée de sa

* Souligné par moi.

matérialité, puisqu'elles sont réduites à des objets sans médiation (le sexe dévorant). L'idée de "sexes dévorants" n'est que le revers de la médaille idéologique de ce même rapport d'appropriation qui veut que lorsqu'il y a une expression d'autonomie, cela est perçue comme une menace. Ainsi une femme qui essaie de disposer de son corps et de sa sexualité comme elle le veut bien, en dehors du cadre mâle de la sexualité, qui présume un rôle passif (réceptacle-réceptacle) de la part de la femme, rencontre deux barrières et deux types de jugements qui se ressemblent drôlement d'ailleurs.. D'abord, elle est jugée par l'homme, dévorante, puisqu'elle remet en question sa virilité à lui et le pouvoir qui l'accompagne - elle s'assume, elle est jugée aussi par la société patriarcale qui n'accorde pas aux femmes le même droit de "liberté" sexuelle (si on peut parler d'une libération sexuelle dans un cadre social de sexualité phallogocentrique) dont jouissent les hommes - elle devient "une trainée - une putain".

De plus, la sexualité dominante, celle à la masculine, repose sur une croyance à la virilité et la pré-éminence du phallus, conséquence de la supériorité de l'être qui en possède un. C'est une possession qui peut être une arme dans le viol et la pornographie, où on voit constamment les représentations de la supériorité de l'homme viril qui utilise son objet sexuel (la femme) comme il voudrait bien. L'idéologie mâle de la sexualité enseigne explicitement aux femmes et aux hommes leurs rôles dans le rapport de force entre les classes de sexe. Elles sont les réceptacles, donc passives, et en fin de compte totalement chosifiées. L'homme apprend qu'il peut avoir ce qu'il veut par la force, qu'il doit donc assumer une attitude et un comportement supérieur. Toute relation sexuelle, entre autres, n'existe qu'en fonction de sa

satisfaction, car il apprend qu'il a le droit d'AVOIR ce qu'il croit lui revenir puisque dominant, sans pour autant avoir à penser à l'autre.

Les femmes sont le groupe "AUTRE", puisqu'elles ne sont pas vues comme étant des personnes autonomes ou intègres.

L'idéologie mâle de la sexualité a donné lieu tout le long de l'histoire à la création de mythes et stéréotypes sur le comportement féminin et masculin, il y a eu (il existe toujours) une "obsession" avec la femme étant le sexe. La représentation symbolique des femmes oscille entre deux extrêmes, celle de la MADONNE (la mère, la pureté, la virginité, l'honneur) et celle de la PUTAIN (le sexe dévorant, la contamination, le péché, le lieu de la dégradation de l'HOMME). Il faut signaler que ces deux extrêmes, qui en effet encadrent l'éventail de l'expérience féminine (selon l'idéologie mâle), ne sont nullement, quoi qu'on puisse penser, éloignés du facteur sexuel - c'est-à-dire que la sexualité, puisque l'élément clef de cette "nature" des femmes, est un élément indispensable à l'idéologie phallocentrique dans sa définition des rôles "disponibles" aux femmes dans la société. Nous avons tous/toutes entendus la phrase "les bonnes et les mauvaises filles", cette idée fort répandue a pour effet de jouer comme élément de contrôle des activités féminines. Implicite à cette idée, est le double standard, car seules les bonnes filles vont trouver "le salut" - ou bien un mari (du pareil au même) et celles qui se sont tombées de "grâce", bien que maudites, restent tout de même disponibles à l'usage commun de tous les hommes - qui eux ne souffrent pas du complexe, mauvais ou bon garçon.

Il est nécessaire afin de contrôler la force reproductrice dans toute société patriarcale, de pouvoir aussi contrôler la sexualité. La sexualité masculine dénie aux femmes le droit de s'exprimer comme elles le veulent. Elles sont constamment dans un rapport spécifique de

passivité et d'acquiescement à l'homme et aux hommes (dans le domaine privé c'est le mariage, et dans le domaine public, il s'agit de l'usage sexuel dans la prostitution entre autre), ceci fait en sorte de renforcer la relation de pouvoir entre les classes de sexe, car les moyens de reproduction et les outils de la reproduction sont ainsi inscrits dans un rapport de domination et d'appropriation aux intérêts et privilèges d'une classe dominante - celle des hommes.

Au niveau de l'intelligence, les femmes sont perçues ayant une intelligence spécifique liée à leur "nature". L'idéologie patriarcale fait en sorte de propager et perpétuer ces notions qui sont des conséquences directes de la chosification matérielle des femmes. Notre intelligence est une intelligence de chose, puisqu'il est présumé que nous sommes ancrées dans le réel pratique et non pas dans le monde de l'abstraction.

"Ainsi, les techniques, engins et autres moteurs au sujet desquels la stupidité des femmes est bien connue. L'univers des femmes ce serait les vêtements, les pommes de terre, les parquets et autres, vaisselle et dactylographes, et les formes d'agencement techniques qu'impliquent ces domaines sont ipso-facto déclassées et renvoyées au monde du néant technologique, si ce n'est de l'existence pure et simple".

(Guillaumin, (b), 1978: 8)

Notre intelligence est toute autre, contraire aux hommes qui possèdent une faculté déductive hautement respectée, les femmes ne possèdent aucun caractère vraiment intellectuel - elles sont trop émotives vous savez! - "l'intelligence" des femmes prend un caractère irrationnel, elles sont intuitives. Dans un rapport de domination entre deux groupes ou classes, l'efficacité de la notion d'un manque de conscience chez l'opprimé(e) connaît une importance énorme. Le manque de conscience renvoie au niveau du discours idéologique, à la

persistance et la manipulation de deux notions - celle de la "nature" et celle de la "chose". L'idéologie dominante sexiste ou raciste/ethniste peut ainsi justifier, par exemple, que toutes les femmes sont menteuses, ne savent pas de ce dont elles parlent, ne sont bien que "pour baiser"; les noirs louches et rythmés, (eux par contre ne sont prêts qu'à baiser), les arabes sont ainsi des menteurs, ne tiennent pas leurs paroles, sont trop émotifs, hypocrites et non rationnels... Chez les femmes cette prétention au déterminisme biologique, leur enlève l'accessibilité aux moyens de pouvoir être des individus aussi actifs que les hommes dans une société quelconque. Leur intelligence est futile - "c'est bien d'avoir une carrière ou de travailler à l'extérieur, mais il ne faut pas qu'elles négligent leurs responsabilités". Son travail n'est pas une responsabilité digne de considération - seuls le mari, la maison et les enfants comptent. En somme il ne faut jamais qu'une femme oublie "sa place".

La différenciation entre les sexes en ce qui a trait à l'intelligence est non seulement un fait idéologique mais un effet idéologique; c'est-à-dire que l'idéologie sexiste sert à perpétuer la notion de différence déterminante - une conséquence de la structure et le processus social qui sont basés sur une appropriation de matérialité physique des femmes et aussi la "matérialité mentale" de ces mêmes femmes. Souvent on entend dire que "les hommes, ils ne veulent pas nécessairement être méchants - ils ne veulent pas dominer" mais la réalité concrète de la domination rend cette attitude absurde, car tout dominant, il est certain, ne pense pas 24 heures sur 24 à comment opprimer, cependant le système social de domination lui enlève l'entier fardeau, car le système rend "invisible" au dominant, même dans le quotidien "cette force des choses", telle qu'il l'appelle souvent. Son

statut de privilégié empêche une remise en question, un processus qui s'il était entamé ne serait pas dans son intérêt; les idées propagées justifient le social qui lui permet la continuation de ces mêmes idées justificatrices.

Il n'y a pas d'innocents; comme il n'y a pas de saintes vierges!

Il est souvent difficile pour des gens de croire que quelques idées et quelques mots peuvent avoir une influence sur notre façon de voir le monde: c'est pour cette raison qu'il est important de voir comment le langage permet et perpétue une formation idéologique quelconque. La parole (ou le manque de parole) a un rôle très influant dans l'articulation d'un rapport social dans le concret, ils sont inter-reliés et en interaction constante. La parole et l'idéologie sont étroitement liés car prendre la parole est aussi prendre le pouvoir. "La parole c'est comme les femmes ça se prend ou ça se donne". (Première épître à Timothée) (Yaguello, 1983; 13). Ce ne sont que des mots, nous dit-on trop souvent; mais ils véhiculent trop bien une idée sur ce que sont les femmes, l'idée de l'objet. La question de la parole est très importante pour tous groupes et toutes classes, nous n'avons qu'à constater l'attitude prévalant dans certains milieux des classes économiques dominantes et/ou groupements culturels/ethniques par rapport au langage jugé "populaire" comme le dédain qu'éprouvent beaucoup de membres de ces groupes pour les dialectes et l'argot. Le langage populaire sert de marque sociale (bien qu'elle ne soit pas visible, mais dans ce cas audible) qui désigne ceux et celles qui sont dominant(e)s ou dominé(e)s, évolué(e)s ou arriéré(e)s, ainsi de suite. C'est l'idéologie dominante, qu'elle soit d'une classe, d'une ethnie ou d'un groupe national quelconque, qui utilise la langue comme instrument d'oppression

et d'aliénation. (Regardez à l'université, l'exemple par excellence d'une institution qui impose un langage censé être "propre" à ce niveau d'éducation, qui fait en sorte d'éloigner la majorité des gens, de les priver d'accès à certaines idées et façons de penser)..

Pour les femmes, la parole, "leurs paroles" sont aussi devenues "grâce" au rapport de pouvoir et d'idéologie qui la soutient, une espèce de marque sociale défavorable. Les paroles des femmes (ainsi que leurs sujets de conversations) sont jugées insignifiantes et/ou invisibles - nous savons tous/toutes que les femmes parlent trop et n'ont rien à dire! Voilà quelques exemples de proverbes qui d'ailleurs ne se limitent pas aux frontières nationales en ce qui a trait aux attitudes des femmes et à leurs paroles.

"La femme sage est celle qui a beaucoup à dire, mais garde le silence (PERSAN).

"Les hommes parlent, les femmes jactent". (ESPAGNOL).

"La femme qui se tait vaut mieux que celle qui parle". (LATIN).

"Il y a mille inventions pour faire parler les femmes, mais pas une pour les faire taire".

(FRANCE)

(Yaguello, 1983: 50).

Ces proverbes nous montrent à travers les idées véhiculées comment les femmes devraient parler, le rôle social qu'elles devraient tenir.

C'est dans ce sens qu'on parle de marque "sociale" au niveau de la parole - car les "dires" des femmes les identifient et les différencient...des hommes. Les femmes, contraire aux hommes, abusent de la parole.

"Elles causent, elles causent, c'est tout ce qu'elles savent faire. Elles jacassent, elles jactent, elles bavassent, elles papotent en d'interminables parlotes....pendant qu'ils pérorant, pontifient et discourent, mais quand ils* parlent ce n'est jamais pour rien dire".

(Yaguello, 1983: 51)

* (Souligné par moi).

La verbalisation des femmes est beaucoup moins valorisée mais les raisons pour ceci sont complexes, cependant il y existe un lien avec les rapports concrets d'appropriation et d'oppression. Il est vrai que les femmes utilisent le langage d'une manière différente des hommes, qu'elles sont (en majorité) plus "terre à terre", plus pratiques, polies, etc., et ceci est un effet direct des sphères d'activités qu'occupent la majorité des femmes dans une société. Qu'il s'agisse du foyer, de communauté restreinte, qui impliquent des activités monotones, précises et confinées, ce sont tous des facteurs qui influencent la verbalisation selon les circonstances économiques et sociales (Yaguello souligne que l'expérience des noires américaines qui travaillant plus souvent en rapport direct avec "les blancs" avait fait en sorte qu'elles apprenaient leur langage et utilisaient beaucoup moins le "BLACK ENGLISH"). L'âge, la conscience politique, l'éducation sont aussi des facteurs qui influencent le degré et le contenu de la verbalisation. Mais même ces facteurs sont en quelque sorte indépendants d'une caractéristique linguistique chez les classes de sexes, qui est la conséquence du monopole qu'ont les hommes de la langue. Les femmes apprennent leur rôle social par le "dressage" linguistique ainsi qu'à être polies, à respecter les tabous (tels les jurons et la sexualité, etc.). Les femmes de toutes les classes économiques apprennent à être plus tranquilles voire passives par rapport aux hommes. Elles apprennent à écouter, à parler quand on leur adresse la parole, parler des sujets propres aux femmes, elles doivent s'excuser et se corriger (les pardons et la manie de l'auto correction sont prédominantes chez les femmes). Un homme par contre apprend à s'affirmer quand il parle, il utilise un ton plus autoritaire, il a un éventail de sujets à sa portée (il doit apprendre à faire attention devant les femmes excluant toutefois la sexualité. Ce

sujet, si abordé par les femmes, risque de montrer qu'elles en savent plus qu'elles ne devraient, cependant les hommes doivent faire état de leurs expériences aux "conquêtes" surtout devant les hommes. La division sexuelle du travail entre hommes et femmes fait en sorte de créer aussi des sphères de compétences différenciées. Il n'existe pas entre hommes et femmes un statut d'égalité - il ne faut pas penser que celle qui parle le plus, a le contrôle, au contraire les hommes ne respectent pas le droit à la parole des femmes, les interrompent constamment et leurs coupent la parole sans y réfléchir - ce sont eux qui ont le pouvoir et le contrôle. "Le contrôle par les hommes des macro-institutions dans la société trouve un écho dans le contrôle sinon total du moins partiel des micro-institutions telle la conversation". (Yaguello, 1983: 49). La conceptualisation de ce qu'est FEMME est sans équivoque enracinée dans le rapport de sexage - entre hommes et femmes. Il est pertinent de noter qu'il existe beaucoup plus de termes pour décrire les femmes que pour décrire les hommes le référant, le dominant et celui qui a le pouvoir de nommer et de décrire, cela fait partie "de son pouvoir de dominer".

Voici quelques termes qui décrivent les femmes, des termes qui se limitent au cadre déjà mentionné de mère ou putain.

"Amazone, amie, petite amie, beauté, bête à con, belle-mère, bonne sœur, bonne, créature, concubine, con, chiasse, dame, demoiselle, épouse, garce, garçon manqué, jeune personne, jupon, mère, ménagère, mémé, maîtresse de maison, personne de sexe, sexe, sorcière, poupée, pisseuse, planche, etc..."
(Yaguello, 1983: 152).

Les femmes sont associées à la petitesse tandis que les hommes plutôt aux idées de grandeur, telles que témoigne les idées suivantes suggérées par les mots HOMME et FEMME.

FEMME: "sexe faible, beau sexe, fille, fillette, harem, sérail, vierge, formée, nubile, femmelette, épouse, matronne, beauté, laide, vieille fille, femme du monde, maîtresse.

HOMME: créature humaine, individu, individualité, personnalité, personne, quelqu'un, semblable, humains, mortels; sexe fort, viril, homme fait.....
(Yaguello, 1983: 153).

Il va nécessairement de soit que les rapports d'exploitation et d'oppression contenus dans le racisme/ethnisme et sexisme seront reflétés dans la langue. L'opprimeur en général dispose d'un registre très développé de mépris de l'autre. Les dominants ont des milliers de mots pour désigner l'opprimé(e) mais l'inverse n'est pas le cas, ceci revient à une question de pouvoir. Le langage du mépris est aussi souvent intériorisé par l'opprimé(e), qu'il/elle l'incorpore dans son identité sociale et individuelle. Le linguistique sert aussi à désigner le statut social des femmes - les titres, pré-fixes, les noms maritaux, montrent que les femmes ne sont pas sujets et ne sont pas le groupe référentiel. Elles n'ont pas de nom, pas de statut social indépendant, son rôle dans le social est d'être "femme" de, ou par rapport à. Dans une telle relation de pouvoir elles n'ont pas (ou peu, dépendant du contexte socio-culturel) de voix dans le monde.

II ETRE FEMME ET JUIVE:

INTRODUCTION

Les théories sur le sexisme expliquent comment le vécu de domination dépasse les frontières des catégorisations ethniques, religieuses et nationalistes. Je voudrais donc introduire ici le cas des femmes juives et leur histoire particulière qui a eu comme conséquence aujourd'hui, dans l'état d'Israël, la création d'une situation dans laquelle la moitié de la population juive (l'ethnie dominante) les femmes, vivent en citoyenne de deuxième classe. Et, si c'était aussi simple... ma tâche serait facilitée car je n'aurais que les variables A et B à analyser mais, que voulez-vous, ceci est loin d'être le cas.

Israël n'est pas un pays avec une population à composition homogène. C'est justement cette réalité de diversification sociale qui fait en sorte de clore toute possibilité quant à une équation analytique simpliste telle - "toutes les femmes sont opprimées au même titre". Il existe des juives ashkenazes, qui elles font partie du groupe dominant; les sépharades et orientales (les ethnies juives minoritaires, bien que majoritaires numériquement parlant), qui, elles, sont des opprimées ethniques et dominées puisque femmes; il existe aussi depuis très peu de temps des juives falachas (mais il est trop tôt pour en savoir beaucoup sur leur situation). Il y a aussi des délimitations relatives aux courants religieux particuliers, qui, par exemple dans le cas de l'orthodoxie juive, impose chez les femmes un code de comportement très rigide. Je ne parlerai pas des palestiniennes maintenant puisque cette partie du travail se limite à la "partie juive" d'Israël. J'admets que toute coupure de ce genre soit artificielle et peut mener à des distortions, car en fait la situation d'une ethnie ne peut qu'être

comprise qu'en relation aux autres groupes. Je constate l'importance de l'analyse des relations entre ces groupes et ceci sera effectué dans le troisième chapitre. La réalité socio-économique et politique, soit de la Palestine ou en Israël, divise la population entre juifs/juives et arabes; afin de mieux cerner l'histoire et la situation actuelle de chaque groupe, je vais procéder à une analyse qui d'abord les considèrent séparément et ensuite en interaction inter-communautaires.

Quelle est la véritable situation des femmes étant donné la complexité de ce tableau humain à multiples facettes? Eh bien, voilà tout le problème, puisque les femmes juives, peu importe leurs souches d'origine ethnico-religieuses, ont toujours été membres de la classe ethnique dominante. J'emploie le terme "classe" dans ce cas avec beaucoup de réserve puisque dans cette délimitation de classe ethnique juive il existe ceux/celles qui sont privilégié(e)s, les autres qui sont défavorisé(e)s (dans les personnages des ashkenazes et sépharades-orientaux, respectivement) mais dans son ensemble il existe un autre groupe/classe, les palestinien(ne)s, opprimé(e)s en raison de leur manque de marque ethnique dominante - celle de la judaïte.

Les femmes juives peuvent être de la "classe" dominante de par leur catégorisation ethnique juive, mais en même temps connaître des différences de "classe" entre elles. Elles sont toutefois dominées en ce qui concerne leurs rapports avec les hommes; cela serait raisonner erronément de présumer que ces femmes juives peuvent avoir, de par leur situation de domination en tant que femmes, peu importe les origines ethniques et différence de "classe", une affinité quelconque avec les femmes palestiniennes, qui elles aussi vivent dans une situation d'oppression sexiste.

J'ai parlé dans ce chapitre de l'espoir que peut apporter le

féminisme puisqu'il a saisi l'étendue des similitudes entre pratiques et vécus dominateurs pour tout groupement de femmes. Ceci dit, la complexité de la situation devant nous, me fait souvent penser qu'il s'agit justement de ça, un espoir, pas plus. Je ne suis pas la seule à vouloir utiliser le concept "classe" de femmes, ni la seule à comprendre les similitudes de nos situations de domination mais je pense également qu'il faut être franche et se donner la possibilité de dire aussi qu'il existe d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte qui déterminent leurs situations particulières. Je ne pense pas qu'il faut avoir peur des spécificités, des conditions matérielles changeantes, surtout qu'elles n'enlèvent rien à notre objectif principal, qui est de mettre en relief que les femmes du monde ne vivent pas en situation d'égalité avec leurs confrères humains.

Cette ouverture d'esprit est d'autant plus importante quand on réalise que nos explications féministes sont souvent les fruits de l'expérience et des possibilités d'actions (et explications) qui sont liées au monde occidental, bien sûr aussi faut-il réaliser qu'il s'agit en majorité des femmes de l'ethnie dominante du monde occidental.

Il est intéressant de noter que par rapport à l'énorme quantité de littérature historique qui existe sur la vie juive pré et post-Israël, il existe peu de recherche sur les femmes. Nous sommes loin de comprendre le caractère global de sexisme, si, en tant que féministes nous ne pouvons pas analyser et critiquer les pratiques sexistes qui existent dans toutes les sociétés, dans toutes les conceptions politico-idéologiques, dans tous les systèmes religieux. Est-ce que le féminisme occidental peut donner aux femmes juives la possibilité d'exister en tant que femmes, liées au judaïsme ou est-ce qu'elles n'existent qu'en termes de leur judaïté seulement? Ne sont-elles pas

nées femmes d'abord, devenant des juives par un processus de socialisation et d'éducation par la suite - ou est-ce que dans ce cas particulier nie-t-on une de nos bases de réflexion féministe, qui est celle de l'existence d'une marque biologique qui est utilisée afin de justifier les discriminations sexistes? Sommes-nous prêtes à soutenir une telle contradiction, surtout qu'actuellement toute critique du judaïsme ou des pratiques et pensées sionistes sont jugées comme étant une autre exemple du renouveau "antisémite", par des féministes juives en Amérique du Nord?

Nous sommes cependant obligées de travailler avec les différences ethniques qui existent entre les femmes du monde. Il serait faux de nier le contexte socio-culturel de tous les groupements de femmes. Les femmes qui vivent une double ou triple situation d'oppression parce que leurs groupes sociaux sont sujets à la domination ethniste, doivent y faire face.

Dans le livre Simone de Beauvoir - Entretiens avec Alice Schwarzer, (Schwarzer, 1983) de Beauvoir exprimait son désaccord non seulement avec le processus de récupération que représente la désignation d'une année pour les femmes, surtout qu'elle n'y voyait pas un progrès quelconque. "Ces femmes au Mexique ne sont pas plus que les marionnettes de la politique mâle. Ceci est devenu très clair dans le conflit entre les femmes qui représentaient Israël et celles qui représentaient les pays Arabes". (Schwarzer, 1983: 30). La plus difficile des questions revient donc sur le tapis: peut-on espérer à une émancipation des femmes sans changement de ces systèmes sociaux qui ont engendré et perpétuent leur oppression? L'observation de Simone de Beauvoir sur le conflit entre les israéliennes et les femmes arabes, souligne l'importance que doit avoir la considération du contexte socio-politique (pour ne pas oublier

l'idéologie) dans toute étude sur les femmes. Ceci dit, le problème analytique est loin d'être résolu, car bien qu'il soit valable théoriquement de souligner la subordination de toutes les femmes, de toutes les classes économiques, aux hommes de leurs classes respectives, que fait-on d'une réalité telle la société israélienne (depuis la colonisation de la Palestine) où il existe un vécu dissemblable entre femmes juives et femmes palestiniennes, dans la même société? Je ne peux pas perdre de vue la subordination des juives qui est réelle, mais lorsque intervient l'élément ethniste, je ne peux pas non plus ignorer la division sociale, qui fait que les juifs/juives le groupe dominant, soient privilégiés aux dépens de la société palestinienne. L'oppression des israéliennes demeure et celle des palestiniennes également; mais il existe un cadre superposé à cette subordination sexiste qui est celle des palestinien(ne)s par les israélien(ne)s. La domination ethniste comprend la possibilité qu'ont les hommes du groupe dominant d'utiliser "leurs" femmes (en tant qu'objets à protéger) comme moyen de contrôle, de perpétuation et de justification à leurs pratiques sexistes. Les femmes du groupe dominant doivent devenir conscientes de cette "utilité" spécifique, car afin de dominer il faut quelque chose à protéger de la contamination "étrangère" et dans une société sexiste c'est "la femme" qui incarne la possibilité d'un avenir ethniquement pur. L'existence du "racisme" en fait ne va pas sans le sexisme, il n'y a pas, soit au niveau analytique ni dans la réalité vécue, la possibilité d'une séparation nette et distincte.

(A) LE JUDAISME ET LES FEMMES:

La religion juive comme toute autre religion qui a comme base une image masculine de Dieu, s'appuie nécessairement sur une hiérarchie qui présume la dépendance - d'abord la dépendance des êtres à Dieu, le Père, et ensuite celle des femmes aux hommes. Dans le judaïsme, les femmes doivent respecter et la loi et la tradition; "une loi qui est censée faire des femmes des êtres égaux tout en étant séparées" (Goldenberg, 1979: 7). Selon les prescriptions et les pratiques religieuses, la plus importante interaction est celle qui existe entre le Père (Dieu) et ses fils, les femmes restant toujours à la périphérie.

Le monde juif n'est pas, comme on avait déjà vu, homogène, les pratiques et traditions varient énormément entre les groupements ethniques juifs, cependant les femmes juives de tous courants religieux et de toute origine ethnique vivent essentiellement un rôle subordonné à l'homme juif. Il n'y a qu'aux Etats-Unis, parmi la branche réformiste du judaïsme, qu'on peut attester à une remise en question des pratiques sexistes - mais il s'agit d'une minorité infime, surtout qu'en Israël leur "façon de faire" n'est pas admise.

Tous les organismes de femmes juives-sionistes sont en majorité des organismes aux buts philanthropiques s'occupant d'activités qui ont toujours été réservées aux femmes. C'est à elles qu'on demande d'organiser toutes espèces d'activités qui n'ont pas d'ailleurs un rôle à jouer dans les affaires religieuses, etc., elles n'ont que ce très discuté "pouvoir" d'influence. Elles ne sont ni rabbins, ni cantors ou président(e)s de synagogue.

Comme résume bien le récit d'une femme juive d'origine tunisienne:

"La femme vouée au matériel n'a de rôle que dans la cellule familiale,

comme mère et épouse. Si l'obligation de mariage et la procréation est un devoir pour les deux sexes, il est vécu sur deux modes différents: l'homme décharge des petits tracas et y trouvant un équilibre affectif et sexuel sera plus disponible pour l'étude et la prière, alors que la femme dispensée d'une série de devoirs religieux, aura pour tâche de se consacrer à son foyer. Elles sont physiquement exclues de toute relation à Dieu, reléguées dans les coins obscurs, murées dans leur ignorance". ("Combat pour la Diaspora, 1982: 10).

Dans la prière matinale requise pour tout homme croyant, il prononce trois bénédictions, Talmud Man. 436: "pour remercier Dieu d'avoir fait de lui un juif, de ne l'avoir pas fait naître femme, de ne pas avoir fait de lui un rustre". (Diaspora, 1982: 6). La femme juive dans sa prière corollaire le matin remercie Dieu d'avoir fait d'elle, comme il avait bien voulu". (Diaspora, 1982; 6). Le rôle d'une fille juive se limite au rôle traditionnel tel qu'il a été défini par les hommes, un modèle basé sur sa présumé "nature biologique - épouse, mère, ménagère, membre de l'auxiliaire des femmes, et dans les pratiques religieuses une non participante - elle peut observer". (Shulman, 1974: 143).

La mythologie juive nous offre de très bons exemples d'alternatives qui peuvent exister pour les juives. L'histoire de la première femme d'Adam: Lilith. En somme Adam et Lilith se sont disputés parce que Lilith avait refusé d'assumer la position "missionnaire" durant leurs rapports sexuels. Adam refuse aussi de se retrouver dans une position inférieure à sa femme et lui dit qu'elle était faite pour être en-dessous de lui, et lui pour être au-dessus d'elle. Lilith avait répondu qu'ils étaient des êtres égaux puisqu'ils venaient tous les deux de la terre. La dispute continua et Lilith prononça le nom

de Dieu. Par la suite, elle fuit. Dieu ayant envoyé ses messagers pour lui dire que si elle ne revenait pas à Adam une centaine de ses enfants moureraient par jour. Malgré la menace, Lilith n'est pas retournée. Pendant des siècles, cette histoire a été utilisée pour montrer les conséquences de la rébellion chez les filles. Les rabbins l'ont toujours détestée et l'ont toujours décrite comme étant un monstre qui rendait des visites nocturnes aux hommes afin de les rendre impuissants. Elle était devenue la mère des démons qui tuaient les enfants à la naissance. La reine Vashti a joui du même traitement, elle était l'épouse du roi Ahusuaras, qui lors d'une célébration pour ses semblables, buvait et se vantait avec les autres hommes de la beauté de leurs femmes. Le roi demandait que sa reine se montre afin de constater sa beauté, Vashti ayant refusé, le roi était tellement enragé par son insubordination qu'il a divorcé et l'a déshéritée. Il s'est donc remarié avec Esther, la très belle et soumise cousine de Mordecai. La morale de l'histoire pour toute fille juive est assez claire, si on veut être désobéissante et remettre en question l'autorité il y a tout à perdre, si au contraire l'on reste à sa place, comme l'a fait Esther, il y a tout à gagner. Ces deux histoires servent à montrer l'attitude qu'a la socialisation juive face aux rôles convenables aux femmes.

Les mythes sont une chose mais les lois Talmudiques dans le cadre du judaïsme traditionnel, qui sont à la base de la "culture" juive, une culture fondamentalement patriarcale, décrivent en long et en large la place qui est réservée aux femmes. Puisque la croyance en la différence inhérente entre les sexes importe, les femmes sont toujours à la périphérie des activités ayant un caractère adulte et responsable dans la religion. Les lois talmudiques donnent aux femmes le statut soit "d'un objet bien aimé ou d'un enfant un peu retardé". (Shulman, 1974: 144).

Cette situation persiste puisque juridiquement les femmes ne sont pas des personnes indépendantes, elles n'ont pas de statut légal, elles sont au même niveau que les enfants dans leur situation de mineur et elles ont presque le même statut que celui qui est sourd et muet ou idiot; eux aussi ne peuvent pas servir de témoin dans une cour juive. En plus de l'absence de statut légal, les trois devoirs divins qui désignent le domaine des femmes (les trois Mitzvah) sont des facteurs qui au cours des siècles ont contribué à faire des femmes des citoyennes de deuxième classe. Même au niveau du contrat de mariage ou de sa dissolution, le divorce, il ne s'agit pas d'actes réciproques entre un homme et une femme selon la loi juive.

Comme pour toute autre religion, cette division sociale, qui a sa base des différences biologiques de sexes, (qui fait des femmes des êtres en moins), a été depuis très longtemps investie d'une pseudo importance dans les écrits rabbiniques "afin d'apprécier le rôle qu'ont les femmes dans la dissimulation et la perpétuation d'une atmosphère dans lequel le potentiel spirituel de sa famille peut se réaliser dans toute son ampleur". (Shulman, 1974: 144). Il est important de comprendre que selon cette tradition religieuse, les femmes ne sont pas "investies" des pouvoirs requis car selon le Halaka, les femmes en raison de leurs obligations familiales, sont exclues de la pleine participation aux activités et pratiques religieuses. Elles n'ont pas à s'occuper du domaine spirituel, elles se doivent d'assurer l'organisation matérielle qui peut donc favoriser la recherche spirituelle de ses hommes. Cette réalité avait créé des situations tout à fait paradoxales, par exemple dans les chetets en Europe Orientale les femmes devenaient responsables des activités économiques, vu l'absence des hommes qui étudiaient. Dans la littérature rabbinique, il n'est montré nulle part qu'une fille soit

obligée de faire des études religieuses, au contraire il existe beaucoup plus de commentaires "sages" qui s'y opposent totalement. Il y a peu d'espoir que le fossé existant pour les filles entre le matériel et le spirituel diminuera. C'est un élément très important puisque dans la vie juive l'accès au spirituel est la preuve de l'arrivée au stade adulte. La cérémonie religieuse du "Bar Mitzva" accomplie par les garçons à l'âge de treize ans (dont maintenant dans certaines communautés il existe une piètre version du masculin pour les filles) montre que le garçon a atteint le statut d'adulte dans la vie religieuse juive. La femme demeure "le corps" et l'homme l'esprit.

Les prières citées pour les nouveaux-nés résument bien l'attitude qui demeure au sujet des filles et la Torah. Pour le garçon, la prière insiste sur la révérence, le mariage et les bonnes oeuvres. Une femme ne peut arriver à atteindre un mérite social qu'en faisant pour les autres - elle entreprend d'envoyer son fils à la synagogue, de faciliter la vie de son époux et apprendre à ses filles d'être des bonnes mères et épouses. En tant qu'individu avec ses propres besoins et désirs, elle n'existe pas. Prenons l'exemple du Minyan, le quorum de dix hommes requis pour que toute activité religieuse puisse avoir lieu, même si il y avait cinquante femmes présentes, elles ne pourraient pas se constituer en Minyan; elles ne peuvent pas guider un service religieux, et dans beaucoup de synagogues les hommes et les femmes demeurent séparés. D'ailleurs durant les cérémonies religieuses hebdomadaires (entre autre) à la synagogue les femmes peuvent y assister mais elles n'ont aucune fonction, elles ne peuvent même pas participer. (En Amérique du Nord en 1973, le courant conservateur du judaïsme avait voté pour inclure les femmes dans le Minyan, mais l'efficacité d'une telle décision a été affaiblie puisqu'elle était sujette à l'approbation de chaque communauté

et de chaque rabbin).

Aujourd'hui nous ne pouvons pas dire que tous ces traits existent partout dans la même mesure, mais l'influence qu'a eu cette longue histoire de subordination institutionnalisée est toujours aussi encombrante. Il faut dire qu'avec l'arrivée du sionisme, qu'on soit d'accord avec lui ou non, ce prétendu mouvement de libération juif n'a nullement veillé à l'émancipation de la moitié de sa communauté, au contraire on va voir comment la subordination des femmes a permis au mouvement d'entreprendre avec succès la colonisation de la Palestine.

Revenons aux détails de cette situation de subordination; dans les questions d'héritage, une femme ne reçoit pas une part égale avec les héritiers mâles de la famille. D'ailleurs un époux peut s'accaparer des biens de son épouse mais il ne doit pas cependant les déclarer à son nom. Quelle restriction, car l'homme peut en faire ce qu'il veut, pourvu qu'il ne dise jamais explicitement ce qu'il en fait.

Nous avons parlé de la non réciprocité du mariage; dans le mariage tous les biens d'une femme passent à son mari, ainsi que tout l'argent qu'elle gagne dans le cadre marital. L'homme seul, d'ailleurs, peut demander le divorce (en hébreu le terme qui signifie divorce est "écarter"; en somme une répudiation). En général l'homme, lors du divorce, doit remettre à sa femme sa dot, mais il y a des procédés selon lesquels on peut obtenir le divorce sans la remise de cette dot. Ceci s'applique par exemple dans le cas d'une femme qui est jugée désobéissante, selon la loi mosaïque. Les définitions de désobéissance peuvent varier entre le fait que l'épouse ait offert une nourriture non conforme aux règles alimentaires, ou qu'elle ait eu des rapports sexuels durant les menstruations, ou qu'elle est allée dans la rue sans avoir attaché ses cheveux....AdInfinitum. Pour certains rabbins, seule la non chasteté

d'une femme peut servir de raison acceptable pour un divorce; car selon Deutéronome 24:1 "parce qu'il l'a trouvée manquant de décence dans un aspect quelconque". (Shulman, 1974: 15). Ce quelque chose de non décent peut impliquer par exemple qu'elle cuisinait d'une manière non admissible jusqu'à ...X; il va sans dire qu'une phrase aussi ambiguë laisse la porte ouverte à toutes sortes d'interprétations, qui étant donné la situation d'impuissance de la femme laissera à l'homme "l'embarras de choix des raisons pour le divorce".

La femme doit toujours attendre - elle attend que son mari entame le procès, qui dans le cas d'une désertion ou la disparition de l'époux implique que l'épouse doit toujours attendre la réapparition de son mari pour pouvoir obtenir son divorce. La culture judaïque a été dans la plupart de son histoire très influencée par une attitude favorable à la polygamie et ceci a eu des conséquences sur l'attitude juive au sujet de l'adultère. "Une femme mariée est adultère si elle engage des rapports sexuels avec un homme, cependant un homme marié n'est adultère que si il a eu des rapports sexuels avec la femme d'un autre homme". (Hyman, 1976: 110). Une femme est tout à fait un bien qui appartient à un homme. Selon l'Exode 21:7 une fille peut être vendue (par son père et non par sa mère) pour régler une dette. Bien que rarement pratiquée, ce genre de règle est à l'origine des attitudes et des comportements actuels. Selon les mêmes codes (une situation qui se montre, actuellement très pénible pour des israéliennes) son état d'objet est encore une fois désigné par la règle selon laquelle une femme doit dans le cas du décès de son mari, marier le beau-frère, surtout si elle est sans enfant, afin d'assurer la descendance patrilinéaire.

Il est intéressant de noter ici, une contradiction qui existe entre l'importance de la ligne paternelle et maternelle. Dans le judaïsme,

c'est la mère qui assure la judaïté des enfants. Si la mère est juive les enfants le seront peu importe l'origine du père. C'est un "statut" qui garanti à la fille qui se marie en dehors de sa religion la répudiation par sa famille et sa communauté -- elle devient la fille "morte". Son corps est tout à fait nécessaire à la préservation de la judaïté mais son rôle se limite à cela.

Que les femmes selon le judaïsme représentent le corps, la matérialité est renforcée par une autre série de règles, qui de par leurs caractères ont des conséquences plus néfastes sur la conception qu'une femme peut avoir d'elle-même. Ces règles présupposent l'impureté innée de son corps. Le judaïsme attache une importance énorme à la propreté du corps. Dans le Mishna (la loi orale), il existe douze sous-sections qui décrivent ce que veut dire propre, ainsi que les divers procédés de purification corporelle. Il faut dire que beaucoup de ces lois ne sont plus suivies pour la majorité de juives, mais les lois du Niddah (les règles de propreté qui s'appliquent aux femmes) sont toujours en vigueur et importantes. Le Niddah décrit d'une manière extrêmement détaillée (elles sont décrites d'une façon presque pornographique) toutes les règles en ce qui a trait au comportement à suivre durant les règles (la femme étant séparée des autres). A la base de cette préoccupation de sa propreté de femme est le mépris pour son corps et son être. Ceci n'a rien d'étonnant puisque la femme représente tout ce qui est du péché, de la tentation et du charnel. Le corpus des tabous en ce qui concerne ce qui est émis du corps vise les femmes. Non seulement est-elle impure durant ses règles, mais tout contact avec elle durant cette période "contaminée", qui est décrite comme le temps durant lequel elle est le plus explicitement sale, peut engendrer chez l'homme sa propre impureté et même son impuissance.

(Que Dieu nous préserve).

Même son rôle censé être le plus important, la maternité, ne la met pas à l'abri de l'impureté: l'utérus est très clairement indiqué comme étant le siège de toute cette saleté. Dans le Mishna il est écrit que "toute femme transmet l'impureté (en raison de son sang) dans l'anti-chambre (le vagin) puisqu'il est écrit: que sa progéniture réside en elle de son sang". (Lev. 15; 19) (voir Hyman). Toute interaction sexuelle entre l'homme et la femme est interdite pour une période de quatorze jours. Les raisons données pour cela varient entre la nécessité d'assurer une meilleure hygiène familiale, de meilleurs rapports conjugaux (l'abstinence qui doit alimenter le désir, cela peut, peut-être expliquer pourquoi les hommes orthodoxes en Israël fréquentent plus que les autres hommes les bordels), le respect de la femme et puis, peut aussi, semble-t-il assurer le bonheur familial. Malgré les justifications offertes par les rabbins pour la continuation de telles pratiques, la littérature sur le sujet montre qu'il s'agit beaucoup plus d'une peur des femmes que du respect. Dès la naissance de l'enfant, il est clair qu'il s'agit d'une disposition déterminée par d'anciennes moeurs. Après la naissance d'un garçon, la mère est jugée impure pour une période de sept jours, mais lorsqu'il s'agit d'une fille cette période est doublée à quatorze jours. Toute période d'impureté doit se terminer par un rite de purification de la femme, qui est immergée dans l'eau. La finalité de sa définition matérielle s'étend encore après l'accouchement, car elle ne peut pas toucher d'objet sacré, ni entrer dans aucun lieu saint, lorsque l'on juge que son corps est comme celui qui aurait touché un cadavre.

La littérature a depuis longtemps fait le trait d'union entre les femmes et LE MAL, ce sont les femmes qui peuvent induire un homme en

erreur, peuvent le corrompre, le séduire ou mettre sa vie ou sa virilité en danger. La légende d'Eve est bien le plus bel exemple. Depuis Eve, les femmes assument un double caractère - soit celui de la madonne ou la vierge ou celui de la tentatrice. Les femmes sont les créatures qui possèdent, (si elles ne sont pas contrôlées et/ou confinées), tous les désirs irrépressibles, bref elles sont le corps. Dans la majorité des descriptions bibliques, les hommes ne sont jamais obligés de prendre leurs désirs en main, il importe aux femmes de prendre toute la responsabilité historique de l'abus du désir sexuel. Le Talmud est très explicite sur la question de la tentation et les femmes, il est écrit "qu'un homme ne peut être laissé seul avec deux femmes puisque le danger que représente la tentation est grand; cependant une femme peut être laissée seule avec deux hommes". (Shulman, 1974: 157). Cette citation donne un exemple d'une attitude qui est encore très répandue, celle qui "rend hommage" aux pouvoirs de séduction féminine, sans pour autant considérer le danger que peut représenter une telle situation pour une femme.

Une femme juive est toujours très susceptible d'être jugée par rapport à son comportement social, le degré d'importance varie entre les communautés, mais qu'elle soit américaine, française ou israélienne, le comportement propre à une juive est d'une manière ou une autre utilisé comme un moyen d'assurer un classement social sexiste, surtout que ces communautés ne sont pas si ouvertes que ça. Dans le châtell, comme pour les communautés orthodoxes aujourd'hui, une femme dès son mariage doit faire couper sa chevelure et porter une perruque pour le restant de ses jours, afin de tempérer ses qualités de séduction. La perruque n'est qu'une variation sur le thème de cheveux attachés ou foulards qu'on retrouve partout dans le bassin méditerranéen actuellement.

La liberté que les femmes juives de l'occident sont supposées vivre, qu'elles croient vivre puisqu'en occident on les contraint à la cage de la féminité absolue; ses soeurs orientales par contre ne se font pas d'illusions, elles ne créent pas de paradis mythique.

Les anciennes lois, il est vrai, sont du passé, elles sont les produits d'un autre temps - mais cette histoire malheureusement ne nous quitte pas d'un pas, elle influence la vie de toute femme juive (et il est certain pour tout homme juif aussi), les lois ont encore un énorme pouvoir politique attaché au dit objectif du sionisme - la préservation de la vie juive. Il est là l'ampleur du problème actuel pour les femmes juives. Le judaïsme n'avance pas avec le changement social - le féminisme surtout ne l'a guère touché et la plupart des lois et façons de faire qui définissent cette vie juive, fonctionnent aux dépens des femmes. Elles paient chère cette intransigeance historique mais elles (en majorité) sont prêtes à se faire les "gardiennes de la culture" puisqu'on a tellement bien fait le travail d'endoctrinement qu'elles croient que si elles n'assument pas ces rôles - les juifs disparaîtront du monde. La thèse de la disparition des juifs est tellement omniprésente qu'il devient impossible pour les membres des communautés juives de concevoir une "évolution sociale" telle que la remise en question des principes sexistes propres au judaïsme, puisque pour eux tout changement doit amener avec lui la déchéance morale des juifs, qui seuls sont les garants de la survivance juive.

Qu'il s'agisse de la société israélienne ou des communautés ailleurs dans le monde, on retrouve un autre élément clef à la survivance des juifs, la discrimination systémique et institutionnalisée envers les juives. Elles ne participent dans le social que dans la mesure où leurs activités se limitent au rôle prescrit aux femmes.

Les paroles de Shulamit Aloni, députée à la Knesset, offrent une mise au point sur cette situation actuelle: "Notre tragédie est que trop de femmes sont contentes d'être dépourvues de leurs droits". (Hazelton, 1977: 15).

(B) LE MOUVEMENT SIONISTE ET LES FEMMES: LA GRANDE DECEPTION.

Le sionisme devait amener la libération du "peuple" juif; mais le peuple ne pouvait devenir libre semble-t-il que si les femmes restaient à la maison. Herzl dans son roman *Altneuland* (1902) décrivait une nouvelle société (Sion) où les femmes travailleraient jusqu'au mariage et par la suite deviendraient ménagères et mères à plein temps, son histoire romancée est devenue une réalité.

La position des femmes, telle qu'elle avait été rêvée par celles qui voyaient dans les aspirations sionistes, la création d'une nouvelle société, libre de toute inégalité et la réalité, telle qu'elle s'est présentée une fois arrivée en Palestine, n'est pas du simple folklore historique. Toute discussion de la situation actuelle des femmes en Israël doit d'abord rendre compte de l'importance que jouent les interprétations romancées de cette même histoire dans la fabrication de mythe d'égalité entre les sexes. Un mythe propagé comme un des exemples d'une société progressiste. L'histoire telle qu'elle est racontée donne l'impression que les pionnières avaient en effet fait écrouler les barrières entre les sexes. En 1913 une des pionnières Sara Malchin avait dit "En Europe nous avons planifié et rêvé de notre avenir au Sion; là il n'y allait avoir aucune distinction entre hommes et femmes... nos beaux rêves se sont écroulés à cause de l'environnement

hostile....nous les filles avons été accueillies avec indifférence et mépris partout". (Hazelton, 1977: 17).

Le sionisme, peu importe le courant idéologique, ne pouvait pas par définition s'éloigner d'un principe qui est celui de la perpétuation de la vie juive. L'établissement du foyer national juif devait être le garant de ce caractère juif sans lequel d'ailleurs il est impossible de concevoir un état juif. Ceci est devenu, dès le départ, une des grandes barrières à la participation active des femmes juives dans la réalisation du rêve sioniste. Dès 1897, le manifeste du Comité des Femmes Sionistes avait bien explicité ce que pouvait être le rôle des juives: "que la femme juive doit toujours être consciente que même les femmes (non-juives) qui combattaient pour l'émancipation (féministe) la voit d'abord comme Juive, non simplement comme femme". (Hazelton, 1977: 89). La thèse sioniste de l'incompatibilité innée des communautés juives et non-juives est ici réitérée comme étant une des raisons pour laquelle "la femme juive" doit se distancer d'un mouvement global des femmes. Ce principe influence beaucoup plus les juives puisque ce sont elles, qui de par la descendance sanguine, assurent la continuation de ce qui est présumé être la "race juive". Sans le contrôle des femmes il serait impossible au sionisme d'assurer le caractère juif de l'état juif. Nous voyons ici l'inextricabilité des thèses racistes et sexistes - toute politique raciste est impossible à réaliser si il n'existe pas corollairement des politiques et des pratiques qui réduisent la femme à son pur état d'objet procréateur.

En Europe, à l'exception de la Russie, les femmes sionistes étaient organisées séparément des hommes; celles qui participaient avec les sionistes non socialisants en Europe et en Amérique se sont constituées en groupes qui s'occupaient d'oeuvres

philanthropiques, éducationnels et de ramasser de l'argent. Par contre en Russie, dans les groupements sionistes socialisants, les femmes travaillaient au sein de ces groupes, elles n'avaient pas d'ailleurs de rôles particuliers, mais en général elles s'occupaient des activités culturelles plutôt que politiques. Le mouvement des femmes juives en Palestine, au début du siècle, s'est développé à l'intérieur du mouvement sioniste socialiste, comme en Russie. Malgré l'engagement idéologique, le sionisme socialiste ne se préoccupait nullement des questions soient théoriques ou pratiques en vue de réaliser l'égalité entre les sexes. Pour le sionisme socialiste le problème de l'oppression des femmes était secondaire aux "vrais" problèmes sociaux, qui ne méritaient donc pas de devenir des préoccupations spécifiques. "Malgré un engagement intellectuel à l'émancipation des femmes, l'engagement émotionnel était au rôle traditionnel des femmes". (Hazelton, 1977: 23). La majorité des femmes qui arrivaient en Palestine étaient prêtes à participer pleinement à la vie palestinienne. Elles ne pensaient pas qu'elles avaient à lutter pour une place en tant que femmes, elles croyaient que l'égalité allait de pair avec une nouvelle société sioniste. Ces premières pionnières étaient autant nationalistes qu'idéalistes et leur fidélité au sionisme avait laissé peu de place au développement d'un état d'esprit féministe. Leur remise en question se limitait en quelque sorte à une grande insatisfaction avec le rôle qui leur avait été assigné dans le mouvement sioniste. Il s'est avéré, à la suite de cette première vague d'immigration entre 1904-1914 (la deuxième Aliyah) que d'autres facteurs sont intervenus dans l'histoire pour freiner le mouvement libérateur des juives. Les vagues d'immigration consécutives en Palestine étaient de composition sociale très diversifiée - les femmes ne venaient pas des mêmes couches

sociales, des mêmes cultures et surtout pas des mêmes courants idéologiques (soit politiques ou religieuses). Elles n'ont jamais pu expliciter une conception commune des injustices dont elles souffraient toutes. Les différences de classes, de cultures, linguistiques, politiques, religieuses, etc., ont fait en sorte qu'il n'y a jamais eu de base sur laquelle pouvaient s'organiser toutes les femmes. Ce manque de point de repère ne veut nullement dire qu'il n'existait pas d'injustices mais plutôt que sa réalisation avait été empêchée pour des raisons spécifiques liées au développement sioniste d'un foyer national juif.

Les premières immigrantes, qui arrivaient de la Russie vers 1905, n'étaient pas du tout des femmes ordinaires, ce n'était pas une chose facile pour des femmes à l'époque d'entreprendre un tel voyage. Il s'agissait de personnes tout à fait déterminées à réaliser leurs objectifs. En général elles étaient de la classe moyenne, sans enfant, sans parents, quelque fois c'étaient de jeunes couples, mais plutôt des célibataires, situations qui leur laissaient une certaine marge de liberté, jusque là peu rencontrées dans leur milieu d'origine. Elles pouvaient donc réaliser en Palestine une certaine expérimentation avec de nouveaux rôles, cependant il n'est pas surprenant, étant donné les difficultés rencontrées, (même pour partir de chez elles) que les femmes ne constituaient que 30% de ces premiers immigrants en Palestine. La plupart d'entre elles d'ailleurs allait rejoindre des communautés religieuses déjà établies à Jérusalem; la proportion des femmes qui allaient travailler dans les communautés agricoles était encore plus faible.

Dès le début de l'immigration sioniste en Palestine, le problème économique - le manque d'emplois a eu d'énormes conséquences sur les possibilités d'embauche des immigrantes.

Bien qu'il existait un engagement idéologique important face à la vie en collectivité, une vie à laquelle l'individu/e devait se sacrifier dans cette nouvelle société; le sacrifice que pouvait faire un homme ou une femme n'était pas du tout du même ordre. Entre 1904-1914, le travail manuel était devenu un idéal imprégné d'une valeur morale, (ceci ne peut être compris que dans son contexte puisque la plupart des immigrant(e)s à cette époque n'était pas d'origine ouvrière - le travail manuel était devenu donc le symbole "du nouveau juif" dans sa nouvelle société), mais toutes ces valeurs auxquelles les pionniers étaient attachés étaient essentiellement masculines, basées sur la différence biologique entre les sexes. Dès ces premiers temps, le fossé socio-culturel entre les domaines propres aux femmes et aux hommes s'est établi. Non seulement le travail manuel avait pris de l'importance mais il existait implicitement à cette conception du travail manuel une hiérarchisation sociale qui faisait du travail agricole (le travail des hommes) une occupation supérieure au travail manuel réservé aux femmes. Cette division de travail n'avait rien d'inconscient, car une des raisons avancées par les hommes, qui étaient contre les femmes qui faisaient du travail agricole, était la peur pour la sécurité des femmes, puisqu'elles, qui travaillaient dans les champs, deviendraient une proie facile pour les hommes arabes "non habitués à de tels comportements" (l'idée que les arabes étaient non seulement arriérés mais en conséquence plutôt barbares).

Beaucoup des nouvelles arrivées cherchaient à trouver une place dans les collectivités agricoles, (pré-kibboutz) qui étaient vouées à la conquête de la terre. Dans ces Kuvta, les femmes ont été automatiquement assignées à la cuisine et à la lessive. Comme partout ailleurs dans cette société, le travail "naturel" des femmes n'était pas à

remettre en question; beaucoup de travailleurs croyaient que le rôle d'une jeune femme idéaliste une fois arrivée en Palestine était de les servir". (Nundi-Izraëli, 1981: 92).

La situation était encore plus difficile puisqu'elles étaient non seulement reléguées au travail domestique, mais au début ne recevaient pas de salaire. Contrairement à leurs confrères, elles ne figuraient pas dans les dossiers contractuels du Bureau de la Palestine (l'organisme officiel d'embauche) et "quand les femmes insistaient sur leurs droits de figurer dans les contrats, on leur a répondu, sans équivoque, qu'elles travaillaient pour les hommes non pas pour le Bureau de la Palestine". (Hazelton, 1977: 17).

Bien que la société juive en Palestine était en général hostile à un changement social qui aurait pu faire des hommes et des femmes des êtres égaux, les alternatives qui se présentaient étaient très limitées. A cause des conditions du travail, les rigueurs de la vie pionnière, pour ne pas oublier aussi les exigences du socialisme, elles ne pouvaient pas revenir au rôle (et comportement) féminin antérieur, mais en même temps elles ne pouvaient pas, à cause de la résistance rencontrée, travailler et agir comme les hommes (bien que beaucoup d'entre elles espéraient que cette solution aurait pu amener l'égalité). Cette ambiguïté a été depuis très longtemps résolue, comme en témoigne l'obsession du rôle "biologique" des femmes, qu'ont les petites-filles de ces pionnières, aujourd'hui en Israël.

L'entraînement et l'éducation agricoles, auxquels elles avaient droit, servaient à créer, dès le début de cette nouvelle société juive, un grand écart technologique entre les deux sexes, une situation qui a servi de modèle pour la situation actuelle en Israël. Les communautés agricoles du début du siècle étaient dépendantes de l'Organisme Mondial

Sioniste, qui assurait tout le maintien financier; le principe d'égalité de rémunération n'existait pas, car les femmes étaient payées beaucoup moins que les hommes. Le travail féminin représentait aux yeux des pionniers et de l'Organisation Mondiale Sioniste, un énorme risque, surtout que le contexte économique à l'époque faisait en sorte que la productivité des Kuvta était primordiale pour la survie de la communauté juive en Palestine. Puisqu'à l'époque les femmes étaient perçues comme des êtres moins productifs, la présence des femmes, croyait-on, ne pouvait que nuire à la rentabilité tellement primordiale aux Kuvta, les femmes étaient donc contraintes aux tâches féminines. Le travail domestique accompli dans la collectivité avait beaucoup plus de valeur que celui accompli dans le privé, ceci dit ce travail n'était pas vu comme du travail productif: "cuisiner en collectivité était plus prestigieux que de cuisiner dans un ménage privé, mais reste-t-il qu'il avait une valeur nettement inférieure au travail de la terre (accompli par les hommes)". (Nundi-Izraëli, 1981: 93). La conception collectiviste tellement valorisée n'incluait pas les femmes, puisqu'elles n'étaient pas des membres à part entière au même titre que les hommes; elles ne figuraient pas dans les contrats et elles recevaient une rémunération inférieure à celle de ses confrères. En réalité les femmes vivaient une réelle appropriation du caractère individualiste (peu importe le rêve socialiste), elles servaient les hommes, elles avaient une fonction d'aide aux hommes, qui eux étaient des acteurs sociaux à part entière.

Durant le mandat britannique, le développement économique était défini par une structure sociale colonialiste, avec peu d'importance accordée au secteur agricole et les possibilités d'embauche pour les femmes étaient en fait très limitées. Elles trouvaient souvent de

l'emploi dans les petites industries, telles le textile, le secteur vestimentaire et le papier, ceci surtout que les femmes étaient une main-d'oeuvre à très bon marché. Le mouvement ouvrier qui se construisait à l'époque était, malgré qu'il se voulait un mouvement socialiste, contraint de prouver et d'assurer son efficacité et sa rentabilité selon des critères proprement capitalistes. Les femmes qui étaient jugées inefficaces souffraient donc d'une réalité économique qui permettait l'affirmation de la "différence innée" entre les deux sexes, afin de justifier leur quasi exclusion du marché de travail. Les collectivités agricoles n'embauchaient que le nombre requis de femmes, afin d'assurer le travail domestique, ce qui ne laissait que peu de temps aux femmes pour essayer un autre genre d'activité telle celle du travail agricole. En Palestine (comme plus tard en Israël) la division sexuelle du travail était basée sur l'idée d'une supposée complémentarité entre les tâches propres aux hommes et aux femmes. En général, malgré le mythe d'une société socialiste, le mouvement ouvrier rejetait le principe de la rémunération égalitaire, une situation créée par les motivations économiques capitalistes propres à une société sous occupation coloniale. Plus tard, le Histadrut (le syndicat officiel des travailleurs) avait même refusé l'inclusion des femmes par peur que leur présence puisse amener une baisse des salaires des hommes.

En 1910, une action tout à fait exceptionnelle avait permis à certaines femmes d'établir une collectivité agricole pour elles, mais puisqu'elles ne recevaient pas d'aide de l'Organisation Mondiale Sioniste, et ne pouvaient subsister qu'avec les donations de quelques organismes de femmes sionistes en Amérique, leurs efforts n'ont pas pu continuer très longtemps.

En général, le mouvement des femmes en Palestine croyait en la

transformation de l'individu comme moyen d'accéder à la transformation sociale. Cette perspective avait énormément restreint l'action sociale et politique de ce mouvement, puisqu'elle (au début) voulait à tout prix éviter une confrontation avec leurs analogues masculins. Qu'elles adhéraient aux courants idéo-politiques diversifiés du sionisme, elles hésitaient à trop insister sur les problèmes de femmes - elles adoptaient l'attitude classique qu'il existait de problèmes plus sérieux à régler. Puisqu'elles étaient exclues de tout processus décisionnel, elles se sont organisées en groupements à part, dans l'espoir d'acquérir plus tard une voix politique. "Malgré l'important changement culturel, celui-ci n'a pas été institutionnalisé dans une structure sociale qui aurait pu servir de base puissante par rapport, soit aux organismes dans la société ou avec l'Organisation Mondiale Sioniste (la source primaire de tout financement)". (Nundi-Izraëli, 1981: 100).

La période après la première guerre mondiale avait amené avec elle une nouvelle série de problèmes - une nouvelle vague d'immigration entre 1918-1923 et l'établissement de l'organisme officiel des travailleurs, le Histadrut. L'arrivée des immigrant(e)s en Palestine ou en Israël a toujours été une considération de la plus haute importance, avec chaque vague il y avait de nouveaux problèmes ethniques, économiques et pour les femmes la réaffirmation à chaque fois, du principe que la priorité de l'embauche était aux hommes. Les années 1920-1925 se sont avérées une période d'énormes fluctuations; elles réussissaient à trouver du travail chez les anglais entre 1920-1922, qui eux avaient besoin de main-d'oeuvre bon marché pour asphaltier les routes, mais vers 1925, la majorité d'entre elles se retrouvaient au chômage. Cette même vague d'immigration comptait aussi des femmes, ce qui avait beaucoup augmenté le pourcentage féminin de la population juive en

Palestine. Les nouveaux arrivés s'établissaient plutôt dans les centres urbains (un phénomène qui est devenu par la suite la norme pour les immigrations successives), cette concentration urbaine rendait le problème d'embauche plus aigu pour les femmes. Par ailleurs, dans le secteur agricole, qui avait vu l'établissement des petits jardins maraîchers tenus par les femmes, avec l'affluence des produits importés de l'Angleterre elles ne trouvaient plus de marché. Selon Aïda Maimon, l'historienne du mouvement des femmes en Palestine: "Le manque de travail était le sort des femmes et quand il existait des possibilités d'emploi....l'inégalité était la norme". (Hazelton, 1977: 19). Avec la formation officielle du Histadrut en 1920, les travailleuses (comme leurs confrères) deviendraient dorénavant dépendantes de cet organisme. Cependant, malgré le fait que toutes les tendances politiques étaient représentées dans l'Histadrut, le mouvement des femmes, qui lui n'était pas lié politiquement, se voyait donc exclu d'une représentation officielle. Le peu de femmes qui étaient présentes au niveau politique étaient soit non féministes ou bien des féministes tels Aïda Fishman-Maimon et Yael Godron, qui étaient contraintes à une participation passive au congrès. Après beaucoup de négociations, deux places ont été réservées à la représentation féminine, ce succès avait donné au mouvement des femmes une nouvelle énergie organisatrice, un fait important, puisque jusque là l'histoire était peu préoccupée des problèmes de cet ordre.

En 1921, le conseil des travailleurs féminins (Women Workers Council, le W.W.C.) avec 43 délégués qui représentaient 485 travailleuses, était devenu la base organisationnelle pour les femmes à l'intérieur du Histadrut. La désunion à l'intérieur du conseil n'avait pas tardé entre celles qui étaient "radicales", c'est-à-dire féministes et

celles qui croyaient que les femmes avaient des problèmes spécifiques, mais ne voyaient pas de raisons pour créer une structure séparée, vouée à leurs résolutions.

Un autre organisme de femmes a vu le jour en 1920, "Hebrew Women For Equal Rights in Eretz Israel" voué à la mobilisation des femmes en dehors du secteur de main-d'oeuvre manuelle. Le W.W.C. n'a pas tardé à l'étiqueter de mouvement bourgeois, puisque ces femmes venaient plutôt de la classe moyenne et étaient plutôt sécularisées. Elles n'avaient aucune appartenance politique spécifique. Les activités étaient dirigées plutôt contre la répression religieuse en matière de droits civiques et politiques des femmes.

Vers la fin des années '20, il devenait de plus en plus clair pour les femmes que aucune réussite ne pouvait être possible qu'au sein des mouvements conventionnels; mais leurs revendications posaient de plus en plus de problèmes au Histadrut, qui lui avait des obligations politiques vouées au combat de toutes discriminations vécues par les travailleurs, hommes ou femmes. La contradiction entre ce principe et le manque de préoccupation des problèmes spécifiques des travailleuses devenait flagrants. Cette situation affaiblissait le statut d'un organisme représentant tous les travailleurs. C'est pour cette raison qu'il est devenu politiquement nécessaire au Histadrut de faire du W.W.C. un cas aberrant et de le discréditer. Bien qu'il avait été admis (au niveau politique) qu'un mouvement des femmes devait exister, une admission, qui en elle-même, aurait dû laisser aux femmes la possibilité d'agir en conséquence, le W.W.C. n'a jamais pu devenir une force créatrice pour l'avenir. Ben Gurion, en 1923, admettait que l'égalité entre les hommes et les femmes était un principe de base, qui n'avait pas été encore concrétisé dans "la nouvelle société sioniste", pour cette raison un

mouvement de femmes, selon lui, devait justement exister afin qu'elles se préoccupent de leurs propres affaires. L'attitude de Ben Gurion et d'autres dirigeants politiques, posaient le problème de la discrimination sexiste au même niveau que celui d'un groupe minoritaire, une telle vision paternaliste réduisait le rôle des femmes à la passivité. Aucun mouvement réel n'était prévu, comme par exemple la création de nouvelles attitudes et pratiques non sexistes pour la société sioniste. L'Histadrut a su intervenir dans les affaires du W.W.C., afin de garantir leur collaboration. En 1923 Golda Meir a été élue à l'exécutif du W.W.C., après une intervention politique du Histadrut. Comme elle le disait, elle était beaucoup plus préoccupée de la question d'alimentation que de celle de l'émancipation des femmes. En fait, pour elle le W.W.C. n'était qu'un maillon dans la chaîne de son ascension au pouvoir; elle avait énormément contribué au rapprochement entre le W.W.C. et le Histadrut. Depuis, les pouvoirs en question se sont servis de son exemple afin de créer et perpétuer le mythe des possibilités illimitées aux femmes en Israël. Elle qui était anti-féministe et dévouée à l'importance du rôle traditionnel des femmes pour la réussite sioniste en Eretz Israël. A tous les niveaux, la participation des juives en Palestine était soit sujette à une récupération politique ou fortement découragée. L'interaction entre les fondamentalistes religieux et le "leadership" juif (l'un ne va pas sans l'autre depuis) réussissait à contrôler "ce groupe minoritaire" (au niveau de l'importance et l'influence politique), avec le but d'arrêter la décentralisation du pouvoir. En conséquence, le peu de pouvoir qu'avaient les femmes au sein de l'Histadrut s'affaiblissait. Il y a eu la création au sein de l'Histadrut d'une procédure purement bureaucratique par laquelle toute femme qui se joignait à leurs rangs

devenait automatiquement membre du W.W.C., ceci fut une étape de plus vers une récupération totale de l'influence qu'aurait pu avoir le W.W.C. ou les femmes en ayant un statut indépendant. Il n'est pas surprenant que le W.W.C. soit devenu une organisation de services sociaux veillant aux besoins des mères et des enfants - les femmes se chargeaient de leurs propres affaires laissant aux hommes le temps de vaquer aux activités plus importantes. Le W.W.C. avait subventionné l'établissement de garderies d'enfants afin de libérer les mères pour le travail et veiller à l'entraînement des filles dans les domaines traditionnels des femmes, la coiffure, la couture, etc.. Au niveau politique, le W.W.C. servait d'agent mobilisateur de l'appui féminin pour le parti travailliste, (le parti politique appuyé par le Histadrut) lors des élections. C'était devenu un organisme au service des pouvoirs traditionnels, sans plus aucun intérêt spécifique politique à la situation de l'oppression des femmes.

L'existence du W.W.C. avait servi à perpétuer un autre élément du mythe de la pleine participation des femmes dans la formation de la nouvelle société juive - sioniste; celui d'une influence politique des femmes. La dissimulation de ce mythe servait à créer chez les nouvelles générations de femmes l'impression que tout avait été gagné - puisque l'existence d'un organisme des femmes égalait émancipation des femmes. Il ne faut ignorer l'importance qu'avait cette mystification de la réalité des femmes dans le processus de la création d'un autre mythe, celui d'une nouvelle société juive, qui par définition ne pouvait qu'être une société modèle.

La femme soldat est un autre élément clef du mythe de la pleine participation des femmes dans la nouvelle société juive. Il y a eu une participation de femmes aux milices, (avant la deuxième guerre

mondiale), mais en grande majorité c'était les hommes qui s'occupaient de la sécurité de la population juive en Palestine et leurs femmes les accueillait à la maison. Elles savaient porter une arme, c'est vrai, mais même durant les périodes de confrontation, c'était elles qui nettoyaient et préparaient ces armes pour les hommes. D'ailleurs, l'exception à la règle était le rôle classique que jouent les femmes depuis les années d'antan: celui du transport clandestin des armes. Peu de femmes ont été actives durant la guerre (47-48), elles fournissaient la main-d'oeuvre nécessaire aux tâches traditionnelles des femmes - telles infirmières, standardistes et quelque fois cheffes de quartiers civils.

Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que ce mythe se base sur les quelques exceptions à la règle. Ces mythes sont devenus très importants en Israël - là où la question d'image est primordiale. Ce qui est malheureux est la déception globale, une fois que l'on réalise qu'il n'existe pas en fait une nouvelle société plus égalitaire et progressiste - une réalité difficile à admettre lorsqu'on est entouré de mythes (dans lesquels on doit croire parce que sinon il faudrait un renversement social complet), qui ne font que nous rappeler le contraire.

Les années trente et quarante ont amené une augmentation nette au niveau de la production économique; de nouvelles vagues d'immigration et plus de participation dans tous les secteurs de la part des femmes. Cette augmentation dans les secteurs agricoles et industriels avait amené une division sexuelle du travail encore plus intransigeante, accompagnée d'une disparité au niveau des salaires. Par exemple, les femmes qui travaillaient dans les jardins maraîchers et dans l'élevage des volailles, recevaient un salaire inférieur aux hommes qui s'occupaient de

la production des graines et semences.

Dans le secteur industriel, les années '30 et '40 ont vu un développement économique vertigineux en raison de l'arrivée des immigrants de l'Europe centrale. Ils/elles arrivaient avec des capitaux et des compétences ainsi que les besoins militaires des anglais durant la deuxième guerre mondiale. Les seules industries mixtes étaient celles de l'alimentation, tandis que celle du papier était une occupation féminine et celle de l'imprimerie, une occupation masculine. La majorité des femmes étaient embauchées dans le textile (50% était des femmes) et dans la fabrication de vêtements (64% était des femmes). (Bernstein, 1983). Il faut dire que les salaires des femmes ne reflétaient pas du tout cette réalité économique changeante. Il est à noter aussi que dans les autres secteurs industriels les femmes étaient à peine représentées.

Un des secteurs souvent oublié, mais tout de même important, est celui du tertiaire. La communauté juive en Palestine n'est nullement une exception, surtout que déjà leur situation de financement dans les domaines industriels, agricoles, éducationnels, construction, d'habitations et de l'immigration il a fallu la création d'une infrastructure bureaucratique. Dès le début, le travail, puisque nouveau de par son contenu, (acquisition des terres, placements d'immigrant(e)s) était très varié et présentait un défi pour celui qui y travaillait. Ainsi à l'époque seuls les hommes ont occupé ces postes. Quand le contenu du travail a changé, surtout quand les tâches ont demandé de moins en moins de compétence et de créativité, ayant été sujet à une routinisation du travail, les femmes furent embauchées.

Dans les services sociaux, c'est-à-dire dans l'éducation, le bien-être social et la religion, la même division de travail existait. En 1945, dans les secteurs de santé et éducation, 60% était

des femmes et 40% était des hommes. Dans l'éducation, un secteur plutôt dominé par les hommes, (selon le modèle européen de l'époque) 61% des hommes étaient des instituteurs et 97% des femmes qui étaient des institutrices étaient à la maternelle, (Bernstein, 1983).

La croissance économique des années '20 et '30 avait amené, avec la création d'une société de classes, une forte croissance des classes aisées. La demande de domestiques s'est accrue (il faut ajouter que la grande valeur qu'avait pris auparavant le travail manuel et collectif se limitait dès cette période à ceux et celles qui restaient dans les collectivités agricoles). En 1937, 15% des femmes étaient des domestiques, et comme mentionne Bernstein, il est fort probable qu'un très grand nombre ne figurait pas dans les statistiques du Histadrut, puisqu'elles étaient orientales et non syndicalisées. Dans les kibboutz, bien qu'il n'y avait pas de domestiques privés, les travaux domestiques étaient fournis par les femmes à 90%, une situation qui n'a pas changé aujourd'hui.

Les salaires des femmes continuaient à être inférieurs à ceux des hommes et en 1943 les statistiques de l'agence juive montrent que le salaire quotidien des femmes était équivalent à 57.5% de celui des hommes (Bernstein, 1983).

Un des principes qui devenait de plus en plus important durant ces années formatives fut celui d'une main-d'oeuvre juive (important afin d'assurer le caractère juif de l'état). Les immigrants juifs en Palestine rencontraient une forte compétition avec la main-d'oeuvre arabe, surtout que les employeurs juifs favorisaient cette dernière puisqu'elle était non-organisée et très bon marché. Les femmes, qui avaient toujours occupé une place en bas de l'échelle économique, presque aussi bas que les arabes, ont eu beaucoup de problèmes à cause de cette

situation. Ceci dit ce n'est pas à cause de la présence d'une main-d'oeuvre arabe que les femmes juives en Palestine avaient rencontré tellement de résistance à leur embauche ni au principe de la rémunération équitable. La vraie raison de leur statut de deuxième classe fut l'acceptation sociale de la notion d'une "place traditionnelle des femmes" et celle de la complémentarité liée de cette division sexuelle du travail.

En conclusion, les femmes juives durant cette période se sont retrouvées opprimées dans leur nouvelle société. L'omniprésence des mythes est un facteur saillant dans la perpétuation de cette subordination, comme le dit bien Hazelton: "les mythes sont importants et sont respectés, pas nécessairement en rapport à leur vérité mais surtout parce qu'ils sont indispensables à ceux et celles qui les croient" (Hazelton, 1977: 30).

Le danger que présentent ces mythes réside dans la création d'acteurs/actrices historiques sur-humain(e)s; des symboles auxquels les générations futures peuvent se référer avec fierté, mais une fierté souvent mal placée. Le résultat fut les manipulations idéo-politiques. Toute idéalisation outrancée de ce genre peut effectivement empêcher toute remise en question. Les héroïnes israéliennes existent dans l'histoire, encadrées par la rêverie nationaliste, propre à tout occupant. Ceci n'a fait qu'aveugler les femmes juives des causes réelles de leur malaise.

"Ils ont fait (les mythes)* une contribution essentielle à l'image qu'a Israël d'elle-même, bonne et progressiste; l'anti-thèse de ces voisins notoirement cruels et sexistes, les Arabes. Le mythe de leur libération a été bénéfique aux femmes israéliennes, afin de les rassurer en tant qu'israéliennes et en tant que femmes".
(Hazelton, 1977: 21).

Les femmes juives en Israël suivront, ayant apprises à ne jamais bousculer "l'ordre des choses"?

* (ajouté par moi).

CHAPITRE 111

ISRAEL: LA SOCIETE MODELE; LA SOCIETE JUIVE NOUVELLE

LA TERRE PROMISE...LA CESSATION DE LA PALESTINE

INTRODUCTION:

Tant de précisions accompagnent le mot Israël: autant de certitudes qu'il existe d'affirmations ambiguës. On peut dire qu'il s'agit d'un état juif comme on peut aussi dire qu'il existe un état des juifs. Il existe une structure étatique qui s'appelle Israël comme il existe aussi et en même temps de multiples images de ce que peut représenter cet état; il existe des réalités économiques, militaires et religieuses, particulièrement interreliées; autant il est présumé avoir un vécu israélien, autant il existe de réalités sociales dissemblables. Vous connaissez peut être la blague qui raconte que, si trois israélien(ne)s discutent il y aura cinq opinions - ou peut être vous avez entendu aussi qu'il y a un peuple juif, uni et solidaire?

Légère subtilité - il y a des juifs/juives et des israélien(ne)s; les israélien(ne)s sont aussi des juifs/juives mais tous les juifs/juives ne sont pas israélien(ne)s et tous les israélien(ne)s ne sont pas juifs/juives et tous ces israélien(ne)s non-juifs/juives ne sont pas israélien(ne)s au même titre que ceux et celles qui sont israélien(ne)s et juifs/juives.

Israël est le foyer national juif, selon sa Déclaration d'Indépendance "elle s'efforce de garantir une égalité absolue au niveau des droits sociaux et politiques à tous ses citoyens indépendamment de race, croyance religieuse ou sexe... L'état assurera une liberté de croyances religieuses, linguistique, éducationnelle et culturelle." (Raday, 1983: 106).

Une question se pose à savoir comment un état qui se donne un caractère spécifique peut aussi atteindre son présumé objectif; celui d'une société ouverte à tous et toutes?

La réalité, du moins celle de l'analyse, est telle qu'il existe en fait deux buts - la préservation du caractère juif de l'état et aussi un état dans lequel toute personne n'ayant pas l'origine juive peut aussi trouver, là, un foyer: contradiction insoutenable ou une simple réalité sociale particulière?

Il existe encore une autre réalité, celle qui a été décrite par David Ben Gurion lors de l'enquête anglo-américaine en 1947, sur la Palestine:

"Quand nous disons "l'indépendance juive" ou l'état juif, nous entendons par cela un pays juif, la terre juive, la main-d'œuvre juive, une économie juive, l'industrie juive et la mer juive. Nous entendons la sécurité juive, l'indépendance juive, une indépendance totale comme pour tout peuple libre."
(Lustick, 1980: 83).

C'est-à-dire qu'il existe une réalité juive en Israël et une réalité non juive en Israël. Citons Ben Gurion encore une fois en 1939:

"A part les juifs, qui en tant que nation ont des pleins droits historiques sur la Palestine...il n'y a pas d'autre nation - je ne dirais pas d'autres groupements de personnes - il n'y a pas d'autre race ou nation qui en tant que telles voient ce pays comme étant leur seule patrie. Tous les habitants de la Palestine sont des enfants de ce pays, non seulement de par leur qualité de citoyens, mais en tant qu'enfants de ce pays. Nous l'avons (la Palestine) puisque juifs, puisqu'enfants du peuple juif, qu'on y soit déjà ou bien qu'on n'y soit pas encore arrivé".
(Lustick, 1980: 35).

Il y avait la Palestine; un pays qui n'était pas juif, mais palestinien avec une population hétérogène qui comptait des religions et des ethnies diverses. La Palestine n'avait pas un caractère juif, cependant il y avait des juifs palestiniens, des chrétiens palestiniens, des musulmans palestiniens, des druzes "palestiniens" entre autres. La Palestine était un pays moyen oriental du monde arabe. Ben Gurion avait

fait allusion à "l'autre" communauté qui y existait et en fait Israël comprend aussi une réalité non-juive, celle qui est palestinienne. Mais nous voici devant un grand problème: comment faudrait-il interpréter ces deux réalités? Peut-on dire tout simplement, comme il est souvent l'habitude, qu'il existe deux peuples et un territoire, donc il ne peut y avoir qu'un vainqueur, c'est la loi de la nature; ou encore peut-on présumer comme avait fait le roi Salomon devant la question des deux mères qui revendiquaient le même enfant, que si on propose de le diviser en deux, celle qui est la vraie mère abdiquera ses droits afin d'assurer la vie de son enfant? Le problème ne se pose pas de cette manière simpliste, puisqu'il y a eu la colonisation d'une terre; il y a eu des colonisateurs et des colonisé(e)s et des expulsé(e)s et parce qu'il a fallu détruire pour construire cet état juif. Toute recherche sur ce sujet ne peut pas ignorer le phénomène de l'intervention colonialiste-sioniste; et exiger qu'on fasse face à une réalité d'interdépendance matérielle ainsi qu'idéologique entre les deux sociétés; palestinienne et israélienne. Il existe entre ces deux communautés un lien irrévocable, non seulement au niveau de l'histoire mais aussi au niveau du vécu social, qui fait en sorte que malgré les polémiques qui prétendent le contraire (qui veut faire des deux, des entités closes) leurs avenir seront irrémédiablement noués.

Eh bien! nous voilà encore devant une autre réalité, celle de l'avenir commun, qui dure depuis bientôt quarante ans, dans l'obscurité de sa négation, (le silence des forces au pouvoir est toujours une arme efficace - le mur infranchissable). Cet état de choses figure hautement dans l'entreprise analytique, c'est dans l'explication de ce dévouement que réside une meilleure compréhension de ce qui s'est passé en Israël.

Les phrases suivantes citées de l'Agence Juive à l'O.N.U. en 1947

montrant comment les relations entre les deux communautés étaient envisagées: "quel sera le caractère de cet état? Il sera une Palestine indépendante qui se gouvernera avec une majorité juive; (un état) dans lequel tous les citoyens indépendamment de races ou croyances religieuses se réjouiront de leurs droits;...une majorité juive en Palestine impliquera nécessairement que les non-juifs formeront une minorité de la population. Cependant cela ne veut nullement dire qu'ils seront réduits à ce qu'on appelle habituellement un statut de "groupe minoritaire". (Lustick, 1980: 38).

Un des objectifs de ce travail est de montrer que dans une telle situation il est impossible de faire autrement que de créer une "minorité" dominée. L'existence des non-juifs, surtout les palestiniens, n'a jamais été perçue autrement. Il faudrait donc comprendre que, dès les débuts de l'entreprise sioniste, l'ethnisme a été institutionnalisé et faisait partie de chaque démarche soit politique, idéologique ou économique. Il est, aussi, important de savoir pourquoi le mythe d'une société juive ouverte à tout le monde, qu'ils/elles soient juifs/juives ou pas, reste précisément cela, un mythe.

Shulamith Aloni, (membre de la Knesset et une des fondatrices de la ligue pour les droits civiques en Israël) (Aloni, 1983), parle de son espoir pour l'état juif. Elle voudrait que le critère pour être juif en Israël soit l'ouverture et la connaissance, non pas des critères biologiques ou religieux. Cela est à mon avis un rêve impossible, car il faudrait révoquer totalement la définition telle qu'elle existe de ce qui est juif. Cela remettra l'existence de l'état d'Israël en question complètement, son existence sera un non sens. De pareilles rêveries, qui ignorent les causes des problèmes actuels, abondent en Israël. C'est la contradiction fondamentale, celle de la priorité juive

vis-à-vis une formation sociale ouverte à tous et toutes, qui demeure à la base de telles paroles sibyllines.

Le processus de mystification et de mythification de la réalité israélienne (soit dans le passé ou actuellement) est en effet un très bon exemple de l'effet des rapports de force, qui dominent et oppriment. Avoir un besoin politique, idéologique ou social de recourir à de tels moyens, provient de l'incapacité de résoudre les problèmes de fond.

Nous l'avons déjà mentionné; créer une formation sociale ayant une spécificité ethnique omnipotente et en même temps faisant appel à une qualité universelle est une contradiction invivable.

(1). LES GORGONES D'ISRAEL: LA TERRE, L'ARMEE ET LA RELIGION.

Ces trois éléments constituent en effet le cadre concret de la création de l'état juif-sioniste. Le secteur religieux, bien qu'au début un épiphénomène idéologique qui ne préoccupait guère la majorité des nouveaux colonisateurs, a pris aujourd'hui une toute autre allure. Les colonisateurs étaient préoccupés avec l'établissement d'un état juif qui devait se concrétiser par le travail manuel juif, l'acquisition des terres et une vie plutôt collective. L'acquisition des terres était la base matérielle sur laquelle l'état pouvait "se reposer" et le travail manuel un des moyens vers la réalisation d'une nouvelle vie juive; le but étant de garantir la sécurité du peuple juif. La religion n'était durant ces années formatives qu'une plate-forme idéologique sur laquelle pouvait se baser les justifications de la raison d'être de l'état. Elle n'était pas une fin en elle-même, actuellement (malgré tout ce qui est dit à ce sujet par les libéraux et/ou les séculiers qui déplorent le réel état des choses) il y a un raffermissement de la judaïté en tant

qu'élément principal auquel se vouent, par exemple, les discours politiques. Ceci n'a rien d'étonnant dans une formation sociale qui dès le début se définissait comme juive et sioniste. Est-il si difficile de comprendre que lorsque l'objectif est la création d'une société à caractère théocrate et exclusif, celle-ci deviendra exactement cela, privilégiant une religion et une ethnie?

On ne peut plus faire comme Ben Gurion, qui croyait qu'il existait une marge d'ambiguïté entre un état juif et la possibilité d'admettre à titres égaux des non-juifs. Nous allons voir jusqu'à quel point ces trois éléments se sont entremêlés en Israël; l'un ne va pas sans les deux autres, leurs buts se rejoignent - ils forment le noeud gordien de la réalité dissonante israélienne.

La primauté d'une seule ethnie est à la base de l'existence de l'état, cette situation nécessite non seulement une subordination d'autres groupements ethniques mais aussi des femmes. Le rôle des femmes (de l'ethnie dominante) prend une allure tout à fait particulière dans une société vouée à préservation de l'hégémonie d'une seule ethnie. Le rôle biologique des femmes, celui de garants des futures membres pour la communauté, acquiert une importance étourdissante. Donc, non seulement est-il important en ce qui concerne les rapports "inter-ethniques", d'assurer l'autorité, le contrôle et le pouvoir par des moyens économiques, militaires et autres, mais il faut, assurer aussi que les femmes soient mises dans une situation telle qu'un appui sans réserve soit assuré. Les femmes sont écartées de tous rôles significatifs au pouvoir, car l'idéologie et la pratique de la domination (soit patriarcale ou colonialiste) doit nécessairement s'appuyer sur "la passivité féminine", disons "l'acceptation" par les femmes de la prétendue importance de leurs rôles sociaux dits complémentaires. Le rapport est.

intime entre le patriarcat et le colonialisme, Israël n'existerait pas aujourd'hui s'il n'y avait pas eu collusion entre ces deux systèmes de domination et oppression, il s'agit donc ici de savoir comment cela s'est produit et pourquoi il persiste toujours?

Pour des raisons de compréhension je dois faire une coupure (malheureusement non sans fondement concret) entre le social juif et le social non-juif; certes je me rends compte des dangers que peut amener toute analyse basée uniquement sur des dichotomies. Ceci dit, l'effort sera fait de ne jamais perdre de vue l'interdépendance de ces deux "communautés" en Israël. Il est important, je pense, de comprendre que les deux secteurs n'existent qu'en termes d'un rapport social. Israël présente à tout/toute chercheur/e la grande tentation "de jouer" uniquement avec les multiples divisions qui y existent: il y a les juifs et les non-juifs, les ashkenazes et "orientaux", les hommes juifs et les femmes juives, les hommes palestiniens et les femmes palestiniennes. Le secteur militaire a un rapport étroit au civil, il y a une puissance religieuse et une fragilité du séculier, il y a Israël propre et les Territoires Occupés, les "faucons" et les "colombes", il existe un penchant occidental et une vérité levantine... Je préfère (dans la mesure du possible) travailler avec tous ces éléments ensemble, car il est faux de présumer qu'ils n'existent que dans une relation de négation, au contraire les divisions persistent, puisque capables de s'alimenter, c'est cette capacité et les raisons pour lesquelles elles persistent qui doivent être expliquées.

Il est, cependant, impossible de faire une telle analyse, sans pour autant encadrer ou faire état des injustices, puisque la réalité actuelle démontre qu'elles s'inscrivent dans l'incohérence de la propagande. La contre propagande - les idéologues juifs-sionistes, ainsi que les

idéologues arabo-palestiniens rendent trop souvent indéchiffrable tout le problème. Ceci dit, ils ne sont pas partis du même point de départ, cela il faut le comprendre. (Pour moi toute propagande est dégoûtante, bien qu'il soit vrai que l'opprimé ne jouit pas des mêmes droits à la parole que l'opprimeur). Les juifs-sionistes ont depuis longtemps bâti et nourri le mythe de l'humanisme juif, de leur vieille préoccupation avec la justice humaine; les arabes aussi déclarent leurs intérêts à ce sujet, ce sont les paroles d'Israël Shahak qui décrivent avec justesse le cadre historique du passé des deux, "le principe de justice pour tous les êtres humains n'est pas trouvé ni dans le passé juif ou celui des arabes". (Shahak, 1974: 250).

Il y a eu beaucoup de changements depuis la colonisation de la Palestine, mais l'interdépendance des trois éléments est toujours visible sur la scène politique actuelle. Lors de la fête de la Journée d'Indépendance israélienne en 1981 (28 avril), il y a eu l'établissement d'une nouvelle colonie "Nahal Nissanit" (dans le nord du Gaza). C'est significatif que les trois porte-parole du gouvernement qui y étaient présents et qui adressaient les membres de la communauté étaient: le représentant de l'Agence Juive, un éminent militaire et un rabbin. Ceci est la représentation exacte des trois axes sur lesquels repose la colonisation sioniste. Le rabbin Simha Stetle expliqua que le terme "Nissanit" ne provenait pas de la Bible, mais était plutôt le nom d'une fleur sauvage. La fleur sauvage, a-t-il dit, a une qualité particulière, elle saisit la terre, elle prend racine encore plus rapidement et profondément si elle est soignée et cultivée. Ainsi elle saisit tellement bien la terre qu'elle ne peut être déracinée. (Shahak, Dossier Gaza, 1981). Le reporter qui observait les cérémonies avait demandé par la suite à un soldat israélien de lui indiquer les

terres réservées à la culture; le soldat lui indiqua les vergers d'agrumes (palestiniens) dans la vallée tout près et en toute sincérité (selon le "reporter") lui expliqua que la culture aura lieu sur "ces terres en friche et non cultivées". (Shahak, Dossier Gaza, 1981).

L'exemple ne fait que signaler l'importance de l'interaction socio-politique des trois institutions; car l'idéologie religieuse ne peut servir (ainsi que l'autorité religieuse) de poids justificateur, que si ces mythifications font partie intégrale des croyances sociales, qui elles sont renforcées par les moyens et pratiques concrets. Il faut aussi que les agents qui sont donc, responsables de la mise en oeuvre de ces pratiques y "croient" et soient prêts à participer dans la perpétuation des mythifications par le biais du pouvoir (voir rapports de force) dont ils sont investis. Le pouvoir en Israël, c'est-à-dire les rapports de force socio-économiques n'ont jamais été une simple question d'intérêts de classes économiques. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de classes comme telles, mais les facteurs tels; ethnies, origines "culturelles" (occidentales ou orientales), l'aide économique qui soutient sans équivoque le pays, l'occupation militaire et économique, interviennent tous pour se superposer sur le seul facteur de classe. Ceci serait pareille pour une analyse basée uniquement sur "la pluralité ethnique", ou bien, sur une explication systémique - de contrôle d'une population par une autre. Une analyse matérialiste et historique et j'ajouterais réaliste (celle qui tente de rendre justice au vécu réel d'assujettissement) se doit de faire état d'autant d'éléments sociaux que possible; car l'explication implique la reconnaissance des motivations ou intentions antérieures aux actes sociaux et aux acteur(s) sociaux. A mon avis, toute analyse qui ignore ces facteurs, c'est-à-dire le contexte et les raisons de l'existence des

manifestations sociales, n'a de sens que dans l'immédiat et pour l'instant. Mais, en réalité, l'instant n'existe pas sans son passé et son avenir, inconnu mais anticipé tout de même. J'estime que ceci est important puisque l'analyse doit s'efforcer de quitter le berceau de l'élaboration intellectuelle pure; au contraire elle vit dans son contexte environnant. Cela ne veut pas dire qu'elle doit devenir esclave des dogmes politiques ou idéologiques (pour ne pas oublier les dogmes théoriques, au contraire). Si par contre on se cache derrière le principe de l'impartialité, afin d'éviter de se prononcer ou de voir la base sociale des malheurs - il se produit la sclérose de ces principes.

(A) LA RELIGION.

Israël se définit comme étant une nation juive et sioniste, ce sont des termes qui vont loin vers l'explication du vrai caractère de l'état. (On avait déjà examiné le problème qui existe au niveau de l'application de la judaïté comme critère d'une définition de croyance ainsi que de l'appartenance ethnique). Suffit-il de dire ici que la "judaïté ethnique", depuis 1948, est le principe de base de la division socio-ethnico-nationaliste?

Il est souvent dit, avec raison, que l'oppression vécue par les groupements non-juifs en Israël est une conséquence directe de la colonisation sioniste; c'est tout de même important de ne pas faire du sionisme et du judaïsme deux entités idéologiques qui existent séparément, l'une de l'autre. Le succès et l'influence de la religion en Israël sont dus aussi au sionisme, d'ailleurs comme précise Weinstock: "la mystification sioniste n'a de cohérence que par référence à la religion mosaïque." (Weinstock, 1969: 315). Sans les concepts tels

"peuple élu" et "Terre Promise", qui sont ancrés dans les écrits bibliques, un des fondements du projet nationaliste sioniste s'écroulera. Le sionisme, bien que mouvement politique (avec plusieurs courants) avait toujours eu besoin de l'autorité cléricale, une autorité qui donnait justification au sionisme. La réalité politique israélienne (depuis bientôt quarante ans) est telle que l'institution religieuse n'aurait jamais atteint le niveau de pouvoir et d'influence qu'elle exerce présentement, sans la collaboration sioniste. L'autorité religieuse est non seulement chauvine, elle est aussi patriarcale et dirige tous les aspects de la vie individuelle, tout en jouant son rôle social de sanctuaire de la justification des rapports conflictuels entre ethnies juives et non-juives. Prenons l'exemple du "Résumé Statistique d'Israël" qui selon Shahak est:

"l'expression la plus frappante du racisme officiel pratiqué par l'état d'Israël...en l'ouvrant vous découvrirez qu'en Israël pour tout ce qui est de la vie des hommes, il n'y a pas d'israéliens, seulement des juifs et des non-juifs. Officiellement il n'y a pas de bébés en Israël, il n'y a que des bébés juifs et non-juifs. Personne ne meurt de maladie dans ce pays, seuls les juifs et les non-juifs le font. Les fermes ne produisent pas de légumes, mais la moindre tomate est cataloguée selon ce qu'elle provienne d'une ferme juive ou non-juive. Tout cela n'est pas un fait du hasard, mais c'est la réalité du sionisme." (Shahak, 1975: 96).

Il s'agit d'une formation sociale qui est entièrement vouée à l'utilisation d'une affiliation religieuse afin de définir l'appartenance ethnique; mais c'est encore plus complexe, car cette même définition s'étend à tous les niveaux, économique, de l'habitation, agricole, éducationnel et ainsi de suite. Une croyance est devenue donc un signe d'appartenance ethnique par l'intermédiaire de thèses biologisantes (l'affiliation par sang maternel qui détermine ceci) qui sont reprises

par l'idéologie politique et concrétisées par des moyens économiques afin de déterminer la direction d'une entreprise nationaliste. Le nationalisme sioniste persécute au niveau de la "race"-ethnie. M. Haim Cohen, (un juge à la Cour Suprême d'Israël en 1963) avait dit, (bien qu'il avait été contraint de rétracter ses propos; il n'en demeure pas moins qu'un juge se permettant de se livrer à de tels propos indiquait la sévérité de la situation) que "l'amère ironie du sort avait voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis et qui ont inspiré les infamantes lois de Nuremberg servent de base à la définition officielle de la judaïté au sein de l'état d'Israël". (Weinstock, 1969: 319).

Israël a toujours connu des débats autour de la définition de la judaïté, en 1960 la judaïté devait être définie par l'affiliation maternelle, par la suite, en 1964, le ministre responsable de la question avait soutenu la thèse contraire, au début des années '80, le gouvernement avait réaffirmé celle de l'affiliation maternelle (à cause de l'influence et des partis politiques religieux et le Grand Rabbinat d'Israël). Il faut dire que pour beaucoup de congrégations juives à l'extérieur, le débat continue, qu'il soit reconnu comme légitime ou non par les autorités religieuses en Israël.

Pourquoi est-il aussi important parmi les communautés juives mondiales (Israël inclu) de reprendre et repenser la question? C'est une question qui renvoie pour sa réponse aux contradictions qui existent entre ce qui est d'une religion juive, d'une ethnie juive et d'une nation juive. La question à savoir qui est, comment on est juif/juive est surtout loin d'être résolué dans la vie des individu(e)s qui la vivent dans sa complexité - par opposition à la simplicité des définitions

officielles

UNE POSE.

"C'est dur d'être juif dans l'Etat juif. Si tous les juifs sont juifs, il y a des juifs plus juifs que les autres qui décident qui parmi les autres est juif. En exil c'était simple, un jeu d'enfant, il suffisait d'être persécuté par les goys*. Hélas! ici il n'y a plus de goys, on est entre Juifs, mais voilà la question, qui est assez juif pour n'être pas persécuté?" (Mizrahi, 1982: 175).

Le Tora est la loi fondamentale du pays et il n'existe pas de constitution, surtout à cause de l'influence du secteur religieux. Il est à noter que "les pouvoirs des tribunaux en matière de statut personnel; l'héritage de l'Empire Ottoman, ont été étendus et consacrés par l'état israélien." (Weinstock, 1969: 316). L'étendue de ces pouvoirs est une situation qui n'a pas été connue depuis le Moyen-Age ou en Europe orientale depuis la fin du 19e siècle.

C'est "la sécurité juive" qui justifiait l'annexion des territoires en 1967, le Golan en 1973 et elle est à la base de la politique israélienne de la "judaïsation" des territoires occupés par des "settlers" juifs. La survie du peuple justifie l'interdiction de mariages mixtes et l'impossibilité de mariages civils. Le fait juif fait en sorte qu'Israël soit un des rares pays aujourd'hui (avec l'Afrique du Sud) qui exige que la rubrique "appartenance ethnique" figure sur les cartes d'identité; c'est une appartenance ethnique (Leoum en hébreu) qui ne se distancie pas de son composant religieux, car "arabe" peut inclure chrétien, musulman, etc.; mais l'ethnie juive peut-elle comprendre un juif de croyance chrétienne? Cela devient encore moins clair quand on y

* Terme péjoratif pour les non-juifs.

ajoute le statut national, par exemple on peut être citoyen israélien, d'origine ethnique Arabe de croyance chrétienne; cependant comment faut-il vivre en tant que citoyen de la nation israélienne, la nation juive, être aussi d'origine ethnique juive et de croyance juive? Dans ce cas où est la différence entre l'ethnie, la nation et la religion?

La Loi de Retour (1950-5710) donne à tout/e juif/juive le droit d'entrer au pays comme immigrant/e - un statut par lequel il/elle obtient la nationalité israélienne. Cette loi donne à toute personne qui peut prouver sa judaïté le droit de "regagner" son foyer ancestral, mais il est évident que c'est un droit réservé aux juifs, "le Palestinien né à Haïfa" est empêché de retourner chez-lui, tandis qu'un juif mexicain récemment converti, trouve la ville ouverte à lui". (Shahak, 1974: 249). Le cas des Falachas montre que même aujourd'hui certains juifs ont plus de difficultés au sujet des preuves requises de leur judaïté. La Loi de Retour ainsi que son analogue, la Loi sur la Nationalité (1950-5710), ont subi des applications moins que cohérentes de leurs règlements; ils ont toujours été influencés par l'environnement politique.

La Loi sur la Nationalité établissait juridiquement la discrimination entre juifs et arabes. Selon les articles (1-2) de la loi, tout juif palestinien pouvait obtenir la nationalité israélienne en vertu de la Loi de Retour; mais en ce qui concerne les palestiniens arabes, et on présume les non-juifs, (ce n'est pas précisé), leur statut est celui de tout individu qui, immédiatement avant la fondation de l'état, était sujet palestinien et qui ne devenait pas israélien en vertu de l'article 2 (la Loi de Retour). Ceci avait créé d'énormes difficultés pour les palestiniens arabes, qui eux devaient fournir d'amples documentations qui prouvaient leur statut palestinien. Il fallait qu'ils justifient leurs inscriptions aux registres, selon l'Ordonnance sur

l'Enregistrement des Habitants de '49; "avoir habité l'état d'Israël (ou un territoire devenu israélien par annexion) depuis sa fondation, résidé en Israël au moment de l'entrée en vigueur de la loi ou être retourné légalement depuis lors". (Weinstock, 1969: 314).

L'article 4 de la Loi sur la Nationalité allait jusqu'à exiger une certaine connaissance de la langue hébraïque, sans pour autant mentionner la langue arabe (la plupart des immigrants juifs depuis '47 n'avaient pas une connaissance de l'hébreu). Les arabes devaient aussi renoncer à la citoyenneté antérieure, une exigence qui n'avait pas été demandée aux juifs, qui avaient droit à une double nationalité. Il fallait aussi que l'arabe-palestinien fasse une déclaration de loyauté à l'état.

Ce sont des pratiques et des règlements juridiques, qui, depuis la création de l'état israélien, ont servi à renforcer un double standard entre le juif/juive israélien/ne et "l'autre" israélien/ne. En 1970, (mars), une loi avait été votée qui voulait mettre au clair une ambiguïté; selon cette loi: "La nationalité juive et la religion juive seront dorénavant identiques, et un juif sera défini comme étant une personne née de mère juive ou qui s'est converti". (Aloni, 1983).

Il y a toujours eu en Israël un grand nombre de personnes qui vivaient des vies sécularisées; d'ailleurs les premiers arrivés qui étaient, soit des socialistes, communistes, ainsi de suite, avaient peu de temps à consacrer à la religiosité, mais je pense qu'on ne doit pas être surpris par la confusion engendrée par un commentaire tel: "Je suis d'abord un juif et ensuite un israélien - Moshe Dayan".

* Aloni, Op.Cit.

puisque le problème de ce qui est juif et ce qui est israélien est loin d'être résolu. À vrai dire, pour les israéliens, la résolution d'une telle question n'est point importante. Mais, dans l'analyse, la contradiction qui émane d'une identité sociale floue doit être notée dans son contexte, comme élément intégral de cette formation sociale.

Les problèmes que pose le caractère théocrate de l'état sont multiples: je pense qu'une des plus grandes difficultés est celle de savoir comment il serait possible de faire un état démocratique, dans un environnement juridique, politique, éducationnel ainsi qu'économique qui présume et impose une "définition juive" à toute activité. En Israël, on avait souvent parlé de la possibilité et du désir de faire de l'état, un état séculier mais juif. Shulamit Aloni (M.K., et membre de la Ligue Israélienne pour les Droits Civiques et la Paix) fait mention de ce grand problème, non seulement social mais juridique. (Aloni, 1983). Elle constate qu'Israël manque "de tradition démocratique et que la démocratie israélienne assume un caractère formaliste" (Aloni, 1980), mais en même temps sa critique déplore le fait qu'Israël s'est éloigné des principes sionistes et que "la fierté" ne concerne plus l'identité israélienne mais plutôt celle de la judaïté. Il est important de faire ressortir de telles critiques puisqu'elles expriment, souvent de manière très précise, plusieurs des grandes contradictions insoutenables, vécues à tous les niveaux dans la société. Aloni, bien qu'elle avance des propos très justes, se voit, comme beaucoup, restreinte de revenir parmi "les principes sionistes" qui (comme il a déjà été noté) définissent l'état; des principes qui ne s'éloignent pas de leur base justificatrice religieuse. En fait, "l'humanisme sioniste" a créé d'énormes difficultés, que cela soit le statut donné aux personnes non-juives, qui se marient avec des juifs/juives. Ce n'est pas seulement une question de statut

légal, mais aussi une question de la place qu'ils/elles peuvent occuper dans une société juive. Aloni cite le cas d'un homme hollandais (non-juif) qui s'est marié avec une juive-israélienne; il est devenu père d'une fille qui de par sa descendance maternelle est à la fois juive et israélienne. Cependant, il s'est vu refusé, par l'Agence Juive, le droit d'acheter du terrain dans un moshav, parce qu'il ne s'est pas converti au judaïsme. Il faut dire que la liste de tragédies humaines au sein des familles mixtes est très longue; mais ceci n'est pas un problème qui impressionne en Israël, il existe une apathie, si non une indifférence sociale, face à de pareils problèmes.

En réalité, l'institution religieuse n'est plus un secteur bien délimité, ayant un rôle précis dans la vie sociale israélienne; la religion intervient à tous les niveaux - qu'il s'agit de l'Agence Juive, (le moyen d'acquisition territoriale) ou de manufacture des vêtements: la religion divise la société entre juifs/ves et non-juifs/ves. Une enquête menée par le Ministre de l'Absorption montre l'étendue, ainsi que l'importance de cette division sociale particulière; elle montrait "que 26% de tous les juifs en Israël ne seront pas prêts à vivre à côté d'une famille mixte et elle ne se réfère pas aux familles mixtes avec des arabes, mais plutôt avec des immigré(e)s de la Russie, la Pologne et la Roumanie". (Aloni, 1980: 3).

Cette politique, qui favorise à tout point de vue, seulement l'ethnie juive, a fait en sorte de jeter Israël dans le plein bain turbulent de la discrimination ethnique (voir raciale). Qu'elle vise d'autres ethnies ou croyances religieuses, c'est un processus social qui créait ainsi (à l'intermédiaire de facteurs économiques qui seront discutés plus tard), une division sociale à l'intérieur de l'ethnie juive elle-même. Dans le cas d'Israël, cette idéologie religieuse

s'est étendue jusqu'à la détermination du logement juif ou non-juif, du travail juif ou non-juif. Il n'est pas ici question de croyances, d'idées ou d'une façon de penser liée à la tradition religieuse, il est question de faire de la judaïté - un terrain, une maison, des villes, des vergers, des lieux et des plaques d'immatriculation.

Israël est dépourvu de constitution ainsi que de charte des Droits de la Personne; c'est le Rabbinat qui applique la loi de la Torah. A l'extérieur du pays il existe plusieurs courants du judaïsme, mais en Israël il n'y a que l'orthodoxie qui détermine les lois et les règlements à tous les niveaux; par exemple, un couple juif divorcé par des rabbins non-orthodoxes en dehors du pays ne sera pas reconnu (ni même un divorce "civil") comme tel, ce couple, une fois en Israël, serait encore jugé comme étant marié.

Ce n'est pas le judaïsme qui, seul, cause cette fragmentation, mais plutôt sa manipulation dans les pratiques sociales, ainsi que son "nouveau" rôle auprès du sionisme. Ceci est illustré par la création de mythes politiques israéliens qui depuis 1948 ont été utilisés afin de diriger les israéliens vers un point de vue précis en ce qui a trait à leur raison d'être en tant qu'état juif-sioniste, ainsi qu'à l'acceptation des actions entreprises par les dirigeants au nom de la survie juive. Ces mythes sont un des éléments clés dans ce qu'on peut appeler la culture politique israélienne. La culture politique est liée très étroitement à la religion ainsi qu'aux mythifications du peuple juif et son rôle dans l'histoire. Le lien peut sembler à première vue ambigu et sujet qu'à l'interprétation subjective de l'individu, mais en réalité le pouvoir qu'ont les paroles politiques qui suggèrent ou affirment le vouloir historique de détruire les juifs est loin d'être divorcé de son comportement religieux. Nous allons voir plus tard

comment ceci est soutenu, soit par l'éducation juive dans les écoles, soit par une économie qui ne favorise que les juifs. Il est vrai que les décisions politiques de l'état ne peuvent être comprises que par rapport à leur contexte, les valeurs ne peuvent pas tout expliquer de la politique interne du pays, mais le facteur idéologique demeure tout de même très influent au niveau premièrement de la perception qu'ont les israélien(ne)s de la "justesse" des politiques gouvernementales et deuxièmement de la perception et acceptation étrangère de ces mêmes politiques. C'est d'autant plus important en Israël, car le projet sioniste dès ses débuts n'a jamais été auto-financé. Cet état de dépendance matérielle (surtout sur les Etats-Unis) les oblige de faire attention (malgré les histoires de son entêtement vis-à-vis les critiques américaines) à son image extérieure. Les israéliens depuis longtemps subissent des malaises en ce qui a trait à leur fierté ethnico-nationale et les exigences de "faire belle-image". En 1975 le ministre de la défense disait entre autres à la télévision: "Quand est-ce que le peuple juif a eu un problème d'image? L'image des juifs est née à l'image de Dieu". (Liebman, 1984: 5). Liebman indique lui-même que cette distorsion biblique (ex. la phrase qui décrit que chaque juif est né à l'image de Dieu) n'est possible que parce qu'il existe un ethnocentrisme aigu en Israël, lié aux valeurs évoquées par la tradition telle qu'elle est présentée en Israël. Lors de l'invasion du Liban, Begin a été critiqué par les Etats-Unis, il a utilisé l'analogie d'une armée courageuse qui combattait Hitler. Ainsi il réussissait et, son allusion à Arafat (de plus grande menace) et l'idée de base qui "souligne" la persistance des juifs combattant toujours toute personne qui menacera l'état juif. L'Holocauste jouait pour Menachem Begin un très grand rôle démagogique ainsi que politique; l'holocauste ne peut être

évoqué sans rappeler "le peuple juif" et le peuple juif n'existe pas sans sa définition ethnico-nationaliste liée à sa religion. "Une des valeurs centrales à la culture politique israélienne actuelle est le lien entre Israël, les Juifs et l'histoire juive et/ou la tradition juive".

(Liebman, 1984: 4). En Israël, l'histoire du peuple juif est perçue comme étant une longue marche vers l'établissement d'un état-nation juif, en d'autres termes qu'Israël est une sorte de nouvelle phase dans cette longue histoire. Toute cette histoire n'est rien sans la perception qu'il s'agit d'une histoire qui est porteuse à toute époque de "la tradition juive". Ceci dit, "la signification de la dite tradition n'est jamais définie dans la culture politique israélienne à l'exception du secteur religieux de la population". (Liebman, 1984: 3). Certes, l'idéologie politique définit les éléments de cette tradition comme étant un mélange de facteurs religieux et ethnocentristes: 1) la judaïté qui a un nombre infime d'interprétations, 2) l'idée d'une supériorité culturelle existante qui rejoint celle d'une morale unique aux juifs (ex. l'appel constant que font les idéologues sionistes à la tradition humanitaire des juifs tout au long de l'histoire) et 3) l'hostilité présumée permanente des "gentils" qui sous-entend la nécessité de préserver à tout prix cette tradition. Le sentiment que porte beaucoup d'israélien(ne)s envers les juifs de la Diaspora, comme étant un quelque sorte des traîtres, n'est pas négligeable. Lors des discussions souvent énergiques avec des israéliens, (surtout s'il s'agit de critiques), ils vous renvoient tout de suite la réplique suivante, qui est toujours une variation sur le thème de "vous n'êtes pas venu combattre ici, vous ne mettez pas vos vies en risque - vous n'en savez rien, donc vous n'avez pas le droit de nous dire quoi que ce soit". Depuis 1967, c'est une attitude qui a trouvé un terrain propice à sa propagation, qu'il

s'agisse de sionistes religieux, de sépharades, de séculiers ou de la majorité du Likud et des partisans ashkénazes qui appuient les travaillistes.

Les mythifications de l'Holocauste ou le rapport juif-nazi sont sacro-saints dans cette société et ils sont remaniés par rapport aux besoins politico-idéologiques. Il s'agit de distortions qui aveuglent le public et lui font croire que sa vie et ses valeurs juives sont toujours en danger. L'exemple suivant, rapporté par Liebman, démontre ce processus de distortion. En 1976, le Président d'Israël, Ephraïm Katzin, à l'occasion de l'anniversaire de l'Holocauste, déclarait:

"notre décision tient, que les personnes accueillies encore dans leur ancienne patrie garderont précieusement les valeurs éternelles pour lesquelles un tiers de notre peuple avait sacrifié leurs vies... le démon nazi avait voulu non simplement détruire les juifs mais le judaïsme...Mais la haine, qui était au coeur de ce démon, existe toujours et jusqu'à présent une grande partie de l'humanité n'a pas encore appris la leçon de l'holocauste. Malheur à nous si nous restons passifs face à cette réalité".
(Liebman, 1984: 6).

Bien que notre but n'est pas de faire une analyse de la signification des polémiques et décisions politiques en Israël, ces exemples nous offrent une idée de comment et pourquoi l'idéologie sioniste basée sur la mythification de la tradition a toujours un tel pouvoir d'influence. Les paroles citées plus haut comportent la suggestion que les juifs se sont sacrifiés pour des valeurs éternelles, c'est-à-dire le judaïsme et comme le signale si bien l'analyse de Liebman, il faudrait vraiment réécrire l'histoire pour penser que les juifs se sont sacrifiés; cela enlève toute responsabilité au fascisme, ils n'ont pas été tués à cause des valeurs qu'ils étaient censés défendre, ils ont été tués indépendamment de leurs valeurs juives, ou

bien leurs attaches au judaïsme, mais à cause du fait qu'ils étaient des juifs, "une race" non voulue en raison de la contamination raciale du sang purement aryen.

C'est important de voir comment les mythes sont tissés et ensuite dissimulés afin de créer un effet consciemment voulu. Liebman nie que le politicien israélien soit conscient qu'il produit de tels ou tels effets avec ses discours, pour ma part, je vois mal comment le métier de politicien pourrait l'abriter d'une telle considération.

Dans l'histoire politique en Israël, c'est souvent oublié que cette manipulation de l'histoire ainsi que la présentation particulière de la tradition juive n'est pas "l'enfant prodige du Likud" (connu comme le parti des faucons); ce sont les travaillistes qui depuis '43, depuis Ben Gurion, ont alimenté et préparé le terrain. Begin était peut être un des plus directes, car en quelque sorte il tranchait le problème "du malaise" entre l'état de dépendance économique et militaire d'Israël et son problème d'image, il a été fidèle à la tradition idéologique et politique israéliennes déjà établies. La signification de toute idéologie politique relève nécessairement du contexte socio-politique précédent, c'est là leur importance.

Le massacre des juifs/juives sous le nazisme était, qu'on le veuille ou non, une expérience vécue par les ashkenazes, ce fait semble être perdu de vue dans les analyses, mais il n'y a là rien de surprenant, car ce n'est que très récemment en Israël que les juifs/juives orientaux/les ou sépharades se sont vus accorder une importance, surtout au niveau de leurs histoires respectives et leurs situations sociales en Israël. D'ailleurs, lorsque "la tradition juive" est évoquée, elle ne comprend la plupart du temps, que sa composante occidentale. Depuis l'arrivée des immigrant(s) juif/juives

orientaux/ales, ils/elles ont été représentés comme une masse de juifs/juives qu'il fallait sauver, dépourvue soit de la "bonne culture" ou soit de "toute culture". A vrai dire il existait (il y est toujours) un mépris de ces éléments "arabes" ou moyen-orientaux. Déjà qu'Israël soit un pays juif avec des pratiques favorisant les juifs, il existe aussi un paternalisme israélien à l'égard de "ses" orientaux. Ceci fait partie intégrale du caractère colonialiste (et plus spécifiquement sioniste) de l'état et la religion ne fait qu'exacerber le problème. L'état est confessionnel, exclusif, ethnocentriste et paternaliste, tout ceci accompagné de la domination à tous les niveaux des non-juifs, (dont la grande majorité est palestinienne), qui elle aussi se voit justifiée par la religion.

Peut être la plus grande différence entre "les missions civilisatrices" des colonialismes européens-chrétiens et le colonialisme juif réside dans le fait que le colonialisme juif-sioniste n'avait aucune prétention soit: 1) de faire du prosélytisme, ou 2) de jouer le rôle de porteur de la "civilisation" aux arabes ou au Moyen Orient?

On témoigne aujourd'hui des résultats de cette myopie socio-politique, qui est l'impossibilité de confronter honnêtement le décalage qui existe entre prôner les droits d'une ethnie, exclusivement (basée sur le droit divin qu'offre la mythologie religieuse) et la possibilité de pouvoir co-exister.

C'est Bruno Bettelheim qui avait dit: "Le vouloir de ne pas savoir constitue le fondement des systèmes totalitaires" (Bettelheim, 1983:

12). La colonisation sioniste n'aurait jamais réussi sans la dé-arabisation de la Palestine et ce fait est caché par l'impératif de la survie et de la sécurité juives, seules. Comment faut-il mesurer sur la balance analytique l'oppression vécue au niveau ethnico-"racial",

religieux, nationaliste, assurer par la force armée le contrôle et la surveillance qui sont dites vécus dans un contexte "démocratique"? Une telle situation ne peut faire que contribuer à la dégradation sociale et éthique du groupe dominant, car il importe au groupe de chercher toujours plus loin afin de trouver de nouveaux moyens d'assurer son pouvoir, son contrôle et son autorité ainsi que de nouvelles justifications (ou de nouvelles façons de les formuler), pour apaiser "la soif" du peuple, qui, lui, doit se rassurer quotidiennement de la justesse de ces rapports de force. Certains, tel Israël Shahak, appellent ce processus la "nazification" d'Israël et d'autres "la menace fasciste". (Avishai, 1975: 22). Sans pour autant vouloir entrer dans une "guerre froide" de terminologie, il serait important de comprendre que dans le quotidien, dans la vie courante de tous les jours, ce sont parmi les individus, les communautés et les voisinages que bourgeonnent les fruits des discours et pratiques "racistes". C'est tout de même reconnu aujourd'hui, qu'en Israël il est tout à fait courant de trouver parmi la population juive en général des opinions semblables à celles de Meir Kahane (le fondateur de la Ligue de Défense Juive en Amérique et aujourd'hui un membre à la Knesset, qui promeut ouvertement l'annihilation des arabes). Une telle situation ne s'améliore pas lorsque les puissantes autorités religieuses, qui, comme pour toute religion, comprennent un composant "raciste" et fanatique, les soutiennent. La plus grande tragédie se trouve au niveau de l'indifférence sociale: "qu'attaquer des prêtres chrétiens, que mépriser l'Islam est vu comme un signe de civilisation, mais de dire la vérité sur les rabbins serait automatiquement étiqueté "d'antisémitisme", (Shahak, collection 80-83, p.1). Le chauvinisme juif, soutenu de tout point de vue par les explications religieuses qui mènent vers l'attitude exclusionniste, se trouve parmi tous les cercles de

sionistes. Contrairement à beaucoup d'autres pays "démocratiques" où des polémistes ou pratiques racistes seront dénoncés (voir le cas de Jean-Marie LePen en France), comme tels; dans les milieux juifs-sionistes à quelques exceptions près, des propos de ce genre sont ignorés. A Jérusalem, il est courant d'entendre un juron qui en hébreu est particulièrement répugnant, il provient de la Bible (Ezekiel 3/20) et vise les arabes; "A qui sa chair (son pénis) est comme celle des ânes et à qui sa progéniture est semblable à la progéniture chevaline". (Ma'ariv, 1981). Selon un article de Ma'ariv (journal de droite en Israël) rapporté d'un journal des colons en Territoires Occupés (Nekuda), une femme juive protestait les maintes manifestation de haine des arabes de la part de jeunes juifs. Elle cite, en guise d'exemple, le contenu d'une chanson des jeunes lors de la célébration de l'Indépendance israélienne: ils chantaient "sur la montagne nous allons grimper et de là des pierres on va lancer, pour qu'on fasse sauter les têtes d'arabes". (Ma'ariv 1981). Il est aussi courant d'expliquer aux enfants juifs que les arabes sont sans âme (cela rappelle certains dire chrétiens sur les noirs entre autres). Ce sont que deux exemples, mais il en existe encore des milliers, nous ne pouvons pas faire ici une analyse de l'importance de telles manifestations sur l'attitude de l'israélien/ne moyen/ne envers les arabes, mais il suffit de dire que plusieurs indicateurs sociaux montrent que ce n'est pas un phénomène exceptionnel ou isolé. Elles ne trouvent pas leur genèse dans une nature déformée de l'individu/e israélien/ne, ce sont plutôt des conséquences de manoeuvres religieuses et sionistes tout à fait réfléchies, qui apparaissent sur la scène socio-politique israélienne.

En somme, l'institution religieuse en Israël actuellement maintient une forte présence au sein du bloc au pouvoir, ainsi qu'un

rôle prédominant dans la formation et la perpétuation des mythes sociaux-historiques au niveau de l'idéologie sioniste qui influence (voir justifie) des pratiques discriminatoires et colonisatrices. Elle touche tous les aspects de la vie israélienne - de la définition de l'être juif, celle du caractère de l'état, la désignation des produits agricoles, la ségrégation au niveau du travail jusqu'au caractère des relations entre les hommes et les femmes.

C'est vrai que toute formation sociale est "déterminée" (à des degrés différents) par sa base matérielle, mais nous voyons dans le cas d'Israël jusqu'à quel point son caractère est lié au processus de légitimisation idéologique, religieux et nationaliste. C'est vrai qu'il s'agit d'un phénomène social changeant, mais depuis trente-sept ans le rôle de l'idéologie n'a fait qu'accroître.

Il y a toujours eu un rapport étroit entre la justification idéologique et les pratiques socio-économiques et militaires. Elles sont de caractères expansionnistes et répressives (dû au contrôle de la population non-juive qui nécessite la survie du caractère ethniste spécifique). C'est toujours nécessaire de trouver de nouvelles explications crédibles aux actions entreprises. D'ailleurs, puisque l'économie israélienne n'est pas attachée en général à ses capacités réelles de produire et de vendre, (c'est une économie qui dépend presque entièrement de l'aide financière étrangère), cette formation sociale est en quelque sorte extrêmement "libre de veiller" à d'autres "priorités". Elle est donc tenue de recourir "aux raisons d'être" de son existence.

Il reste à savoir jusqu'à quel moment ils/elles vont pouvoir continuer ainsi.

(B) LES TERRES: LA CONQUETE TERRITORIALE:

L'acquisition des terres en Palestine ou après 1948 en Israël, demeure toujours le modus operandi par lequel le mouvement sioniste effectue la réalisation de ses politiques. L'expansionisme et/ou l'annexion sont directement liés au caractère sioniste de l'état. On ne peut pas faire de distinction à ce niveau entre sioniste de "gauche" ou de "droite", car depuis la formation de l'état (et même avant) la priorité fut, pour les sionistes de toutes couleurs la colonisation par la voie de l'acquisition des terres, sur lesquelles devaient travailler les juifs. Il faut dire qu'il n'y a rien d'étonnant dans cette stratégie, car en effet seule la mise en place d'une base matérielle juive assurerait un état juif. On a déjà traité du caractère spécifique du colonialisme sioniste qui repose sur la dépossession des indigènes afin d'assurer l'hégémonie juive. Le sionisme a toujours été "aveugle" au fait qu'il existait un peuple sur la terre qui désirait par ailleurs, dans toute la littérature sioniste, il n'y a qu'une infime partie qui traite le sujet de l'existence des arabes en Palestine. Dès l'arrivée des premiers colons juifs-sionistes, le caractère des rapports entre les deux groupes menait vers le conflit, ceci dit, ce n'était pas un phénomène global puisqu'au début la colonisation procédait à petits pas, hectare par hectare, et n'a pas provoqué de réaction unanime, ainsi au début il existait dans des cas exceptionnels des rapports non-conflictuels.

"Les terres" étaient la base sur laquelle la solution sioniste au "problème juif" reposait. Ceci entendait la colonisation systématique par voie de l'immigration juive massive et sans l'accaparement des terres le projet sioniste ne pouvait réussir. On a l'habitude des immigrations ou

bien émigrations dans l'histoire; l'entreprise sioniste se vouait à la transformation en pays juif de ce qui avait été arabe. En 1918 en Palestine, environ 600,000 arabes vivaient sur deux millions d'hectares (10 dunams = 1 hectare), il y avait à l'époque 67,000 juifs qui demeuraient sur 65,000 hectares. En 1970, 85,000 hectares appartenaient aux arabes, (depuis 1977 avec la nouvelle démarche colonisatrice, ce chiffre a considérablement baissé). (Machover-Offenberg, 1980: 46). Le caractère de l'acquisition de terres après 1948 avait beaucoup changé, car avec l'établissement de l'état les agences responsables telle, l'Agence Juive, pouvaient procéder à l'abri de la nouvelle définition de "terres abandonnées" ou par le procédé administratif qui avait vu la mise en disposition à l'armée des terres ainsi catégorisées. Grosso modo, la conquête territoriale n'avait jamais été quelque chose de secondaire, donc effectuée d'une manière arbitraire, au contraire, les motifs sionistes étaient clairement affichés dès le début. Selon les paroles de Saskin, un membre de l'exécutif sioniste au 12^e Congrès Sioniste en 1919, "notre pays n'est non seulement petit, mais pour la plus grande partie en possession d'autres". (Machover-Offenberg, 1980: 48), et cette affirmation n'était nullement cachée ou mal comprise, Ben-Gurion avait dit: (lui, de l'aile "gauchiste" du mouvement sioniste) "qu'il fallait le transfert de la terre de la Palestine, ses rivières et ses ressources naturelles aux mains du peuple juif entier". (Machover-Offenberg, 1980: 48). Cette facette de la colonisation n'a jamais posé de problèmes aux sionistes qui ont toujours saisi les occasions qui se présentaient afin d'arriver à leur but.

Le Fond National Juif est l'organisme sioniste qui, depuis le début des colonisations, était chargé de l'achat des terres. En 1948, il était le plus important propriétaire foncier privé en Palestine; "il tenait à

l'époque les titres sur 933,000 dunams de terres sur lesquelles 85% des colonies juives se trouvaient" (Lehn, 1974: 43). On peut dire que le Fond avait été l'instrument clef par lequel l'acquisition des terres fut réalisée avec autant d'efficacité. Le F.N.J. a été établi en 1897, au premier congrès sioniste à Bâle, mais n'a commencé ses activités qu'en 1901. Ces années formatives furent remplies de critiques de la part de beaucoup de sionistes en raison du manque de charte ou de titre juridique, sur lequel pouvait reposer son droit à ses terres. Très vite, cet organisme est devenu très influent au sein du bloc sioniste au pouvoir. L'Organisme Mondial Sioniste avait, lui aussi, créé une compagnie chargée de l'achat des terres, mais ce "Palestine Land Development Ltd." est devenu une agence qui devait servir aux intérêts du F.N.J., malgré qu'à sa conception elle devait servir aux intérêts de particuliers.

Vers les débuts des années vingt le F.N.J. avait développé une politique d'acquisition des terres qui reposait sur trois axes: 1) les terres soient destinées au développement agricole, 2) l'importance au niveau de "la sécurité nationale", 3) le rapport étroit entre une base territoriale et les buts politico-nationalistes.

Avec le temps, le troisième facteur avait pris de l'importance sur les autres, surtout qu'en 1937, avec la recommandation de la Commission Peel d'une partition, "c'est devenu la politique du F.N.J. d'acquérir la terre dans les endroits exclus par "cette proposition Peel" pour l'état juif et d'y établir des colonies". (Lehn 1974: 48) On verra par la suite l'astuce de cette vision, car en fait ce n'est que "grâce" à ces acquisitions territoriales que les leaders sionistes ont pu refuser l'idée d'une partition soit en une nation bilatérale ou deux nations l'une à côté de l'autre. Le fait de la colonisation, c'est-à-dire

que des colonies y étaient établies, l'emportait sur des propositions ou des politiques ambiguës. La politique anglaise, ceci dit, avait prévu des règlements en vue d'empêcher ces acquisitions, mais le F.N.J. ne fut nullement contraint par de telles règles, surtout que les Anglais ne surveillaient pas le problème de près. En septembre 1939, le F.N.J. avait acquis 473,000 dunams et en septembre 1940, un an plus tard, le nombre avait augmenté à 835,000 dunams. (Lehn, 1974: 55). Le résultat de ces pratiques et de l'attitude des anglais était tel, que lors de la partition en 1947, la ligne de démarcation entre secteurs juifs et non-juifs suivait fidèlement les frontières des terres déjà acquises par le F.N.J.. Toutes ces terres, qui demeuraient à l'extérieur de cette démarcation frontalière, devenaient la partie palestinienne arabe. C'est ce fait accompli, qui était à la base du succès des projets sionistes, un fait qui, seul, garantira, que ces terres demeureront toujours la propriété inaliénable du peuple juif, c'est-à-dire gardées en perpétuité pour lui. Une série de règlements était donc développée afin d'encadrer les droits et obligations des locataires, mais la condition fondamentale était très explicite - que tout/toute locataire soit juif/ve. Selon ce principe, la terre ne pourrait être ni louée, ni sous-louée, hypothéquée, vendue, donnée ou léguée à un non-juif. C'est clair que de telles politiques et règles juridiques ne pouvaient produire, au niveau social, qu'une ségrégation physique; entre des endroits "propres" aux juifs et ceux destinés aux non-juifs. Dans la Russie des Tsars, les juifs ont été cantonnés dans des lieux d'habitations spécifiques, à cause du fait qu'ils étaient juifs. Ainsi leurs mouvements, les possibilités d'achats, de ventes, d'éducation, etc., étaient nécessairement très limités et surveillés. Ceci est du "racisme" - du moins c'est comme cela qu'on le comprend aujourd'hui, mais

définir du "racisme" en Israël devient non seulement un acte de trahison aux juifs, mais "un crime contre le peuple juif". La problématique du "racisme" actuel en Israël n'est pas le résultat d'un transfert psycho-historique d'une mentalité et/ou d'un mode de vie social qui soit un accident de parcours (telles les explications idéalistes de l'Histoire juive). Dès la création de l'état, la base matérielle de la division et la discrimination ethnico-raciale avaient été établies. Celle-ci n'est pas moins importante aujourd'hui qu'elle n'avait été en 1947-48.

Le mythe de cette terre qui avait été non peuplée, desséchée et non cultivée, demeure. Il n'a pas été développé par hasard, aussi bien que l'acquisition des terres n'avait pas été entreprise d'une manière arbitraire, sans planification. Selon le Parti Communiste Palestinien en 1924,

"le mouvement sioniste n'aime pas acheter les terres qui doivent être asséchées avant le commencement de leur culture. Il préfère de la terre qui a déjà été travaillée pendant des années par le fellahin*... Premièrement, parce que c'est beaucoup plus rentable, et donc dans l'intérêt public de construire des kibboutzim sur des terres déjà cultivées que sur des terres non cultivées.

Deuxièmement, en procédant ainsi ils réalisent un devoir sioniste; les arabes "les goyim" sont expulsés de la Terre Sainte, qui, elle, est libérée par les mains des travailleurs juifs."

(Machover-Offenberg 1980: 49).

*Terme arabe pour paysan.

La formulation des mythes "nationaux" n'est jamais uniforme, puisque différents mythes doivent servir à différents publics; dans ce cas "la réussite du peuple juif à faire fleurir la terre desséchée" est un mythe destiné à l'exportation, ceci camoufle la réalité et élimine dans "la conscience mondiale" la présence de ceux qui auraient pu être là avant. Le mythe du pionnier juif qui avait sauvé et repris sa terre par la sueur de son front est un mythe qui alimente "la fierté nationale" des

générations futures de l'état. Dans les deux cas, les palestiniens - les arabes ne figurent jamais. En Israël il y a toujours eu la subordination des principes dits "socialistes" aux principes sionistes, c'est-à-dire la primauté de toute activité nationaliste. Les palestiniens n'existaient pas dans une vision sioniste comme explicite si bien Ben Gurion: "Il n'y a pas de problème arabe en Palestine, seul un problème juif, comme partout ailleurs". (Machover-Offenberg 1980: 49). Elle est là, l'autre merveille de la colonisation sioniste, le fait de pouvoir rendre invisible ceux qui y vivaient et y demeurent toujours. Ceci fut un facteur important au niveau des enjeux politiques, car les sionistes ont pu utiliser ce tableau d'un pays "vide" comme base de toutes leurs négociations". Depuis 1948, nous sommes témoins de la réussite de l'expulsion des indigènes et l'implantation de nouveaux colons, une stratégie et une pratique applaudies au nom du "socialisme" sioniste. Dire qu'il s'agit au contraire du colonialisme, c'est-à-dire le déplacement des autochtones, le dépouillement de leurs moyens de subsistance, ainsi que leur subordination ethnique (puisque non-juif) qui avait été effectué par l'occupation militaire et l'annexion des territoires au nom de la sécurité de l'état juif - équivaut à l'antisémitisme.

Les paroles de Joseph Weitz, qui, en 1940, fut le directeur du département de la colonisation du E.N.J., témoignent de la vraie conception sioniste:

"Entre nous, il devait être accepté qu'il n'y a pas de place pour que les deux peuples vivent ensemble. Avec la présence des arabes on ne va pas obtenir notre objectif - celui d'une nation indépendante dans ce petit pays. La seule solution est que la Palestine, du moins la Palestine occidentale, soit sans arabe...et il n'y existe pas d'autre moyens, mais d'effectuer le transfert des arabes d'ici aux pays voisins, de les transférer tous. Pas un seul village ou une seule tribu doit y rester...à cette fin, de l'argent, beaucoup

d'argent sera trouvé. Seul après un tel transfert, ce pays pourra absorber les millions de nos confrères". (Machover-Offenberg: 50).

Ces terres sont devenues dorénavant inaccessibles aux palestinien(ne)s, bien qu'ils/elles étaient aussi des citoyen(ne)s de la Palestine. Il ne s'agissait pas d'un simple achat de terres, c'est-à-dire un échange monétaire dans un marché dit "libre", où règne la possibilité soit d'acheter ou de refuser de vendre. L'argument sioniste qui évoque le fait qu'au début il y a eu un échange monétaire entre juifs et arabes ne tient pas lorsqu'on réalise que l'achat des terres (qui incluait le harcèlement par la force, l'intimidation et aussi des négociations avec des propriétaires absents) n'était pas un procédé légal en lui-même. L'appropriation des terres n'était que la première étape avec l'accaparement des ressources primaires, l'eau, ainsi que les moyens de subsistance disponibles. Aujourd'hui le résultat est tel que:

"le F.N.J. ne se contente plus d'empêcher les palestiniens de vivre dans la majeure partie de leur patrie, il est possible (ainsi) en Israël d'empêcher les Palestiniens, à titre d'exemple, d'élever de la volaille. La méthode est très simple; l'organisme responsable de l'agriculture refuse: 1) l'autorisation de vendre ces oeufs ou les poussins aux palestiniens-israéliens, 2) s'ils les obtiennent par des moyens détournés, ils se voient refuser le "prix établi" que n'importe quel juif israélien obtiendra, 3) et si jamais ils sont prêts à prendre ce risque, le gouvernement refusera de leur vendre la nourriture pour les poulets, dont l'importation est le monopole de l'état." (Shahak 1975: 95).

Ce n'est qu'un exemple du processus de discrimination socio-économique qui trouve ses racines dans la catégorisation de terres juives et qui avait abouti à l'assujettissement de ceux et celles qui ne le sont pas. Cela ne se limite pas aux êtres humains, il comprend les

légumes, les livres, les plaques d'immatriculation, ainsi de suite. La personne qui n'est pas née juive n'a tout simplement pas les mêmes droits à l'existence que celle qui l'a été. Toute catégorisation d'un monde extérieur qui soit étranger, dans ce cas "non-juif", produit la chosification de l'être; que les légumes soient "non-juifs" au même titre que les personnes, en dit beaucoup.

Le F.N.J. existe toujours dans un rapport d'autonomie à l'état d'Israël. Ce statut lui donne l'occasion de recueillir les fonds nécessaires à ces activités, telles, la construction des barrages, des projets de l'afforestation et l'aide monétaire aux colonies. S'il faisait partie de l'état d'Israël, il ne pouvait offrir aux "donateurs" (par exemple les Etats-Unis) les exemptions aux impôts, car il est illégal de faire des donations à un état - mais il est tout à fait légal de faire un don à un organisme voué aux oeuvres philanthropiques. Ainsi les donateurs bénéficient d'une exemption d'impôt et l'état d'Israël s'assure de la continuation de ces projets. Ceci dit le F.N.J. est contrôlé par O.M.S.. Le rapport entre les deux institutions assure une politique cohérente en ce qui a trait aux terres en Israël. L'acquisition des terres est non seulement un facteur en ce qui a trait au contrôle des populations palestiniennes, de leurs vies socio-économiques, mais il joue un rôle important aussi au niveau de la conquête militaire. Ce processus fut commencé vers les années vingt. La déstabilisation de la communauté indigène était accomplie par la dépossession des classes les mieux nanties, (les sionistes savaient à qui ils avaient affaire) les grands féodaux palestiniens qui vivaient ailleurs et qui se trouvaient intelligents en demandant des prix exorbitants. C'est le secteur paysan de la population qui par la suite s'est retrouvé sans possibilité (ou du moins avec très peu) économique.

Theodore Herzl avait bien compris ce qui se passait en Palestine, lorsqu'il a dit lui-même que cela leur convenait que les grands féodaux palestiniens croyaient profiter de la situation en demandant des prix très élevés - mais il a ajouté aussi qu'aucune de ces terres ne sera rendue. A vrai dire, la structure sociale palestinienne enlevait toute possibilité de pouvoir renverser ce processus (au niveau de l'acquisition territoriale); les paysans palestiniens n'avaient nullement les moyens ou le savoir-faire politique nécessaire pour faire valoir leur mécontentement.

Il existait, pourtant, des lois qui devaient protéger les fellahin, qui étaient en majorité des locataires sur ces terres, mais l'organisme sioniste par l'intermédiaire de prêteurs d'argent, qui eux touchaient une somme après chaque vente, assurait que les acheteurs de terres visées étaient vidés de leurs locataires (le prérequis que demandait l'acheteur avant tout achat). Ceci a laissé la porte ouverte à toute manière d'abus et de menace afin d'assurer le départ des fellahin. Par exemple, l'organisme sioniste payait à chaque locataire une somme dérisoire d'argent à l'intermédiaire de l'agent usurier, envers qui les paysans étaient déjà endettés, l'agent demandait donc le paiement de la dette et il était aussi assuré de sa prime, si le paysan partait de sa terre. Ce fut un moyen très efficace d'esquiver toute loi qui défendait les droits des fellahin. Le fellahin se trouvait donc sans emploi (vu aussi la règle d'embauche juive) et sans possibilité de subvenir à ses besoins et plus souvent que non, endetté à l'usurier.

"Les 80,000 fellahin des 22 villages qui avaient perdu leurs terres au début des années '20, quand le propriétaire foncier Sursuk avait vendu son terrain aux sionistes, ont reçu exactement 10 shilling anglais par personne de l'organisme sioniste".

(Machover-Offenberg 1975: 52).

D'autres tactiques, encore moins jolies, ont été aussi utilisées - la destruction des maisons, la force armée, l'intimidation des femmes et enfants - tout y passait. La seule classe arabe qui avait profité de la colonisation sioniste était les grands propriétaires féodaux - eux-mêmes une infime minorité de la population palestinienne. C'est un exemple de comment les rapports de force et de pouvoir, qui existaient entre le féodal et ses sujets, ont été utilisés par les forces colonisatrices, qui par le biais de la déstabilisation socio-économique ont pu contrôler la population visée. Le processus d'acquisition territoriale amortissait en quelque sorte le choc des crises économiques, car l'expansionnisme qui, lui, était effectué par des moyens militaires, assurait une reprise (bien qu'artificielle) soit au niveau occupationnel ou industriel. Ensemble ces trois facteurs forment la base de l'infrastructure socio-économique.

Il demeure aujourd'hui difficile d'établir avec certitude l'ampleur des expulsions, surtout à cause de manque de registres et les méthodes utilisées afin d'expulser les gens (souvent la terre était vendue à un intermédiaire arabe sans pouvoir établir qu'il était lié au F.N.J.). Les paroles de Moshe Dayan en 1964 adressées aux étudiants, donnent une indication assez précise de la véritable ampleur des expulsions:

"Nous sommes venus dans ce pays déjà habité par des arabes et nous avons établi un état hébreu. Nous avons acheté dans beaucoup d'endroits des terres des arabes. Des villages juifs ont remplacé des villages arabes. Vous ne savez même pas les noms de ces villages et je ne vous reproche pas ceci, car les textes géographiques n'existent plus. Nahallal a remplacé Mahlud; Gevat au lieu de Jibta.... Pas un lieu au pays a été établi là où il n'y avait pas eu auparavant une population arabe".

(Cité de Ha'aretz, 68, Shahak 1975: 54).

Dayan est capable de dire la vérité aux siens, c'est-à-dire aux israéliens; ce qu'on raconte à l'extérieur du pays est d'une nature autre - disons modifiée pour l'exportation. Mais ce genre de discours ne sert pas qu'à des fins de propagande interne, il sert aussi à donner une indication du véritable niveau de connaissance qu'avaient les sionistes des conséquences de l'étendue de leurs méthodes et actions. Il ne s'agissait pas du destin, de l'histoire de l'être humain qui veut qu'il y ait toujours un vainqueur et un vaincu - non - l'histoire est le produit des actions humaines et ce cas ne diffère nullement de cette réalité.

Israël Shahak avait compilé une liste de ces villages qui existaient en Palestine avant 1948, qui aujourd'hui seront recherchés vainement, ils n'existent plus: il s'agissait d'environ 400. (Shahak 1975: 55).

L'infrastructure du système social israélien dépend toujours des financements massifs de l'étranger et tout devait se faire afin de préserver le caractère juif - il a fallu la main-d'œuvre bon marché juive, des capitaux juifs et les objectifs juifs. Aujourd'hui Israël ne survit qu'avec des capitaux autres que juifs, de la main-d'œuvre bon marché non-juive, mais le caractère et les objectifs doivent demeurer juifs. Il n'y a rien d'exceptionnel aujourd'hui dans le fait que des pays n'existent ou ne survivent qu'avec l'aide financière (ainsi que d'appuis politiques, juridiques et idéologiques) étrangère; mais le cas israélien est particulier par le fait qu'il exige ces appuis en raison de la justesse de sa cause - la cause juive. Il existe à ce niveau une contradiction entre le fait de prétendre être autonomes et indépendants, et aussi être à l'abri de toute critique - puisque juifs

et le fait de réclamer un traitement préférentiel au nom de cette judaïté. L'échange économique préférentiel qui a eu lieu avec le C.E.E. au niveau des limites sur l'importation et leur statut exceptionnel face aux tarifs douaniers en est un exemple. La justesse de cette cause, qui fait partie du mythe répandu afin de soutenir toutes ces contradictions à non seulement des conséquences sur ses relations à l'étranger, mais il ne fait que perpétuer la croyance parmi les Juifs/juïves et/ou israélien(ne)s en la "supériorité"* de cette même cause ainsi les contradictions et les injustices peuvent toujours être expliquées. La domination économique de la Palestine n'a pu être garantie qu'après le transfert du pouvoir politique de la puissance mandataire de la Grande Bretagne aux sionistes; le transfert n'avait été assuré que par l'expulsion de la population palestinienne, l'appropriation des terres et richesses naturelles. L'expansionnisme territorial et militaire est devenu la base de l'économie israélienne (juive). Notre travail ne se veut pas une description détaillée de chaque procédé, entamé par les institutions juives en Israël depuis 1948, ce genre de travail est amplement documenté ailleurs; nous avons voulu révéler des faits saillants et faire une synthèse de comment, historiquement tous ces facteurs se sont entremêlés afin de créer un environnement de discrimination sociale. Aujourd'hui les rapports entre ces facteurs mentionnés plus haut n'ont plus le même caractère, puisqu'il y a eu un changement au niveau économique avec la crise aiguë ainsi que l'interruption de l'immigration massive qui a eu lieu durant les années '50. La politique de colonisation en Territoires Occupés a aussi pris une autre allure: elle n'est plus une question de

* dans le sens qu'ils soient au delà des conséquences habituelles.

colonisateurs "idéalistes", mais de gens urbanisés qui veulent trouver des logements meilleur marché, une vie plus calme. Ils ne sont plus motivés par les "bons vieux sentiments" sionistes-nationalistes. La question de sécurité nationale est toujours aussi pertinente (les discours politico-idéologiques influencent toujours le processus de la justification des actions militaires ou colonisatrices). En ce qui concerne les Territoires Occupés, elle appuie la nouvelle phase d'implantation. Israël doit aussi faire face à la déception que vit sa population juive-orientale; son niveau de vie est nettement inférieur à celle d'origine occidentale. La dernière grande activité militaire, qui a vu l'invasion du Liban en 1982, a eu d'énormes répercussions sur la vie socio-économique israélienne. Sa "victoire" (bien qu'il existe des critiques en Israël) a été le raffermissement des forces soit militaires, politiques, socio-économiques et même psychologiques qui visent l'annexion des Territoires Occupés. L'invasion du Liban devait vaincre la seule grande force qui pouvait limiter ou même empêcher la réalisation du rêve de la Grande Israël - le nationalisme palestinien. Le Liban a des conséquences sur la vie en Territoires Occupés, aussi que sur celle en Israël (juive et non-juive), et on n'a pas encore vu la fin de cette histoire. Tout cela est difficile à comprendre, tellement l'histoire israélienne est complexe, surtout en ce qui a trait à la signification de tous ces facteurs. Voici un à côté littéraire:

"Bréf. Aperçu Géographique"

SURFACE

20,700 km² A.C. (avant la conquête)

88,550 km² A.C. (après la conquête)

Le rapport espace-temps est d'ordre rigoureusement militaire: l'espace est maintenu dans le temps par la force des armes.

FRONTIERES

Au Nord: Bombardiers

Au Sud: Profondeur stratégique en voie de rétrécissement

A l'Ouest: Barbelés sur mer

A l'est: varient selon les points de vue politiques, qui varient selon...

(Mizrahi, 1982).

La colonisation telle qu'elle est vécue aujourd'hui, puisque motivée par des besoins matériels plus qu'autre chose, les aspirations relevant d'une société occidentalisée, c'est-à-dire l'individualisme (de retrouver la petite maison privée et un niveau de vie qui est analogue à celui d'une "moyenne classe" aisée) sont en effet le résultat d'une idéologie qui promeut Israël comme "pays moderne" et progressiste. L'importance de telles valeurs a d'énormes conséquences sur les relations entre juifs orientaux et occidentaux. Non seulement la société israélienne a trop tendance à mépriser sa partie orientale mais la réalité économique de la société juive israélienne s'appuie sur la différenciation ethnique.

Les colonisateurs urbanisés n'ont pas besoin d'adhérer à l'idéologie du Likud, ils veulent tout simplement protéger leur investissement et la qualité de vie supérieure qu'ils ont atteint.

L'établissement actuellement en cours, des colonies en Territoires Occupés joue aussi un rôle important au niveau des aspirations politiques. C'est important de pouvoir garantir une présence juive dans ces territoires auprès des électeur(e)s. La judaïsation de ces endroits a acquis une importance vue la nécessité de contrôler la population palestinienne (contrôle démographique). Les colonies juives sont placées en vue de limiter encore plus les possibilités d'expansion

(économique) de villes ou villages palestiniens, elles servent ainsi de bases de surveillance très efficaces. Leur aspect militaire est d'ailleurs non négligeable - elles sont aidées et soutenues par les forces militaires déjà installées. Elles sont en quelque sorte la dernière frontière et "les colons" sont très conscients de leurs rôles par rapport à la fameuse sécurité israélienne, ainsi que la préservation de son caractère juif, qui n'est pas moins importante en Territoires Occupés vu les "desseins politico-nationalistes" d'expansion. Reste-t-il qu'il y a peu de logique économique à ces implantations vu qu'elles ne sont nullement soutenues par une économie réelle, elles ne sont basées que sur les emprunts et des fonds d'aide monétaire, en fait leur base matérielle n'est pas proprement israélienne. La colonisation israélienne où la présence juive dans les Territoires Occupés est un fait accompli et la situation est très près de l'annexion. La réalité est telle que presque tout ce qui manque est le statut légal officiel. Ceci dit, le problème historique demeure celui de ce qu'il faut faire avec les palestiniens qui y restent? Aujourd'hui dans ces régions, tout aspect de la vie soit juive soit surtout palestinienne est défini et régi selon le corpus légal israélien; la vie quotidienne montre que déjà "informellement" les lignes de démarcations ont été posées; les différences entre la vie juive et la vie palestinienne (pas simplement au niveau des droits) sont déjà établies. Dix-huit ans d'occupation n'ont pas été pour rien, la base matérielle, c'est-à-dire le "modus operandi" des deux communautés est en place. Reste à voir si comme pour les autres colonisations - le fait accompli peut lui assurer l'avenir? Le Sinaï a été une exception à la règle du succès sioniste, mais le Sinaï n'est pas du tout la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Les Territoires Occupés, bien qu'une charge économique (le coût des colonies et l'occupation,

militaire) extraordinaire pour une économie si faible, sont quand même (avec le Liban maintenant) des débouchés "naturels" possibles pour des produits israéliens. Les produits israéliens ont énormément besoin de marchés et ces deux endroits, avec des coûts de transport très bas et l'absence de droits de douane, offrent aux israéliens une solution partielle - mais celle-ci aux dépens de la survie de l'économie palestinienne, qui elle est déjà asphyxiée.

L'occupation, les activités militaires et l'absorption des immigrants (qui dès leur arrivée consomment plus qu'ils ne produisent) sont tous les trois des facteurs primordiaux dans la crise économique actuelle en Israël.

(C) LA FORCE DES ARMES: LE MILITARISME.

"...ça l'air de quoi un gouverneur militaire, un vrai goélier juif. O miracle, quelle revanche les gars, enfin, enfin nous aussi on sait être des foudres de guerre, des féroces soldats, gloire à Dieu, alléluia! Quelle belle jambe ça fait à nos ancêtres égorgés par les foudres de guerre, les féroces soldats armés jusqu'aux dents, blindés jusqu'aux tripes, ils doivent être fiers dans leurs profonds tombeaux, enfin, les fils élevés au niveau de la merde occidentale qui a fait périr les pères".
(Mizrahi, 1982: 24).

Le troisième facteur socio-politique qui encadre la vie sociale (ainsi que celle des mythologies) est celui de l'institution militaire. Depuis bien avant la création de l'état d'Israël, la force des armes s'est montrée le moyen efficace qui assurerait la conquête territoriale et ensuite la "défense" de ces mêmes terres. L'armée israélienne assure la domination (voire l'hégémonie) aussi bien qu'elle renforce la dépendance et la subordination (d'une manière explicite), ceci est lié à la réussite des aventures expansionnistes qui commençaient en 1947-48.

Elle est un facteur économique essentiel en raison de l'importante aide militaire qu'elle obtient des américains, ainsi qu'un fardeau en raison des coûts énormes qu'elle représente pour l'économie israélienne.

L'armée sert aussi à "former" les jeunes israéliens (en majorité les jeunes hommes, mais il y a aussi un assez bon nombre de jeunes femmes qui font leur service militaire); elle servait surtout jusqu'aux dernières années de "tremplin" important pour ceux qui cherchaient des postes civils après leur service (ou même leur service dans la réserve entre les guerres), car sans un dossier militaire il était presque impossible de trouver un emploi, surtout dans les services publics. Son rôle, tel que l'idéologie sioniste le véhicule, étant le seul garant de la sécurité de l'état (voir, sécurité des juifs) est un facteur important dans la conscience collective israélienne. A l'étranger ses prouesses et ses succès (bien qu'il y ait eu un certain recul après la guerre de Yom Kippour en '73 avant l'intervention au Liban) ont été présentés en rapport avec son rôle comme dernière sentinelle de la démocratie au Moyen-Orient. C'est une armée qui est censée montrer comment Israël est moderne, moral, puissant et l'allié fidèle de la liberté (voir puissance occidentale vs. menace communiste). En quelque sorte, après les Kibboutzim et les Sabras, l'Armée est la vedette israélienne. Il faut dire que cette situation n'est pas accidentelle, au contraire, l'image a été cultivée: au point de vue technique militaire, les guerres avant '73 avaient montré son efficacité (le raid sur Entebbe, ainsi que les bombardements sur les installations nucléaires irakiennes) et les israéliens n'en ont pas négligé l'aspect psychologique. La croyance en la force, la possibilité de vaincre tout ennemi (voir le slogan qui oppose les 3 millions de juifs contre les 150,000 millions d'arabes), la fierté de la puissance en font partie. Quelque part dans la conscience

collective israélienne, surtout parmi les sionistes-ashkenazes, cette image représente le contraire de celle du "faible juif", celui qui tourne le dos à toute provocation, celui qui évite de se battre. Cette image est très bien utilisée par les idéologues politiques en Israël, l'opposition symbolique touche au coeur de l'esprit israélien. Ce n'est pas qu'un simple exercice de manipulation idéologique car l'astuce se trouve au niveau de son utilisation qui touche, malgré les diversités, tous les Israéliens. Qu'il s'agisse des pauvres qui se voient denier une qualité acceptable de vie (en majorité des juifs orientaux désillusionnés) ou bien des juifs occidentaux, qui ont une mémoire collective du passé fasciste en Europe: l'image véhiculée de la force est pertinente. L'influence de l'idéologie sioniste sur les populations diverses en Israël sera très complexe à analyser, là n'est pas le but de notre recherche.

La primauté de l'aspect militaire sur la vie israélienne touche aussi les rapports sociaux entre les hommes et les femmes. Le service militaire est obligatoire pour les garçons; les filles, si mariées, peuvent s'abstenir, mais le service militaire toutefois renforce l'idéologie sexiste, car il promeut l'idée de la compatibilité des rôles traditionnels entre hommes et femmes. Les hommes: sur le front, au combat et les femmes: à l'arrière garde, le personnel de soutien. Il est très important que les femmes jouent leurs rôles de procréatrices et de gardiennes du foyer, des valeurs et traditions. C'est elles qui attendent à la maison pour que leur homme puisse retourner et y trouver "le calme, la tranquillité et l'humanité". En somme, l'aspect militaire de l'état est étroitement lié à tous les autres aspects de la vie sociale et/ou psychologique. En Israël c'est souvent très difficile de comprendre là où il y a une démarcation entre la vie

militaire et la vie civile. La qualité de, et le rapport entre cette relation (militaire-civile) se résume en la dépendance réciproque, à tous les niveaux. L'institution militaire joue un grand rôle dans la détermination de l'aide financière que reçoit Israël (en ce moment c'est un quart de toute l'aide fournie au monde par les américains), qui en ce moment demeure primordiale à sa survie.

Que la société israélienne soit hautement militarisée implique au niveau des structures sociales, une hiérarchisation qui renforce les modèles d'autorité qui définissent les rapports de pouvoir et de force dans le contexte israélien. Il existe des secteurs civil et militaire; les Territoires Occupés et Israël propre; les institutions et lois religieuses - lois civiles; les rôles des hommes et des femmes (juifs/juives); les juifs et les non-juifs, ainsi de suite, rien n'échappe à son influence. Il ne s'agit pas simplement d'opposition, puisque l'autorité sociale, qui soutient les rapports sociaux existants à tous les niveaux, est très influencée par l'appareil militaire de l'état. Le caractère militariste n'existe, d'ailleurs, que par rapport à une matérialité (économie) qui le soutient. Donner de la crédibilité aux aventures militaires et/ou colonisatrices revient au nucléus des thèses sionistes (soutenues par l'idéologie religieuse). Les thèses et actions nationalistes juives (ce qui comprend le militarisme) seront toujours appuyées. La société israélienne accepte l'autorité des explications avancées et la nécessité de ces pratiques qui permettent de réaliser leurs objectifs. Cette autorité est interprétée de mille et une façons: elle va jusqu'à légitimiser les rapports sexistes entre hommes et femmes au nom du devoir nationaliste, aux aventures militaires, et à l'établissement des nouvelles colonies. Ce n'est pas cependant une autorité omnipotente, elle n'est pas vécue de la même manière par tous

les membres de la société; mais ceci dit, la solidarité israélienne (nationalisme) passe avant tout, tellement bien "ancrée" est l'importance de la préservation du foyer national juif. Le fait que leurs prouesses militaires ont été prouvées à plusieurs reprises, n'est pas un facteur non important au niveau de la solidarité israélienne. Le Mouvement de la Paix en Israël, qui est tout de même sioniste et modéré, avait pris du temps avant de mobiliser les voix d'opposition à la guerre au Liban en 1982. Pour revenir à "La Paix Maintenant" - c'est un mouvement de réaction, c'est-à-dire qu'il n'a pas de base proprement politique ou sociale, il réagit à des événements précis qui se présentent, d'ailleurs pour eux la paix doit être encadrée par la préservation du sionisme. Il y a définitivement une limite qui existe face à la remise en question, entre autre, il est difficile même aux critiques d'admettre l'historicité (le processus par lequel Israël est arrivé à envahir un pays souverain) des actes militaires ou autres. Cette limite est liée au rapport qui existe entre l'autorité militaire et l'idéologie nationaliste (sioniste) qui encadre les rapports de force existants. Dire qu'Israël est un pays autoritaire, n'est pas possible, mais en même temps il faut admettre les très sérieuses contraintes qui existent et sont imposées par les institutions propres au pouvoir légitime en rapport avec l'appareil militaire et l'impératif d'exclusivité du nationalisme sioniste, qui est soutenu et cautionné par l'institution religieuse. Ce n'est pas un système totalitaire, puisqu'il existe entre autre la possibilité de le remettre en question, même au sein de l'armée, (la radio militaire est très souvent porteuse de critiques) mais la structure sociale ne permet pas "qu'on aille au bout", surtout que ces critiques ont un caractère ethnocentriste, ce qui est conforme au modèle social d'une société divisée. Elle est "ouverte

et progressiste", mais seulement du côté juif la guerre a été tellement contestée à cause surtout des morts "israéliens", non pas parce que l'invasion d'un pays souverain était une erreur.

Economiquement parlant, l'industrie des armements est très importante à la survie économique israélienne. "En 1980-81, l'armement représentait 23-30% du total des exportations, en 1978, le taux avait été de 10%". (Mansour, 1983: 57). Pendant que l'économie israélienne était en pleine crise, il y a eu le développement d'industries sophistiquées, qui sont liées au développement du secteur d'armements, Israël est très compétitif sur le marché. "Selon l'Institut des recherches sur la Paix de Stockholm, Israël occupe la 11e place au rang mondial en matière d'exportation d'armes et d'équipements militaires". (Mansour, 1983: 58). Non seulement reçoit-elle une aide américaine importante au niveau technique ainsi que financier, mais Israël participe avec les américains aux projets destinés à garantir la liberté du monde - des projets qui visent l'intervention directe au Tiers-Monde. L'Afrique du Sud et l'Argentine sont des gros acheteurs d'armes israéliennes; Israël avait armé aussi l'ex-régime de Samosa, le Chili, le Salvador et le Guatemala, ainsi que l'ex-régime Palhevi d'Iran. Israël a le privilège d'avoir libre accès au marché d'armes américaines, sans les contraintes et les restrictions qui sont habituellement mises en place par le Département de la Défense américaine. Le rapport censuré (commencé en 1982, terminé en 1983) du Bureau de Comptabilité Générale, qui est l'organisme américain, qui contrôle l'utilisation de l'aide, est révélateur à ce sujet, non seulement pour ce qui avait été censuré, mais pour l'information non disponible au bureau à cause du traitement préférentiel; à la suite de ceci une bonne évaluation de l'aide américaine aux Israéliens a été impossible. (Stork, 1984: 26). Entre autres, le rapport signale que les

américains en somme acceptaient, sans vérification de la part des responsables, le point de vue israélien en ce qui a trait à leurs besoins militaires.

En 1982, les besoins militaires et l'aménagement des dettes prenaient 57% du budget israélien. "L'aide américaine a subventionné 37% du budget militaire en 1982, tandis que les transferts d'argent comptant, étiquetés "appui économique" étaient assez substantiels afin d'assurer les repaiements des dettes militaires". (Stork, 1984: 28). Dans la partie non publiée, "selon l'avis de C.I.A., les Etats-Unis dans l'avenir appuieront la moitié du budget militaire d'Israël". (Stork, 1984: 28). Les américains fournissent non seulement l'aide destinée au secteur militaire, mais des sommes d'argent afin de repayer les dettes qu'Israël a encourues envers les Etats-Unis. Israël jouit d'un statut préférentiel car sur les subventions elle a 30 ans pour repayer, les autres pays n'ont que 12 ans. Sa dette en 1983 s'élève à environ, selon le rapport, \$887, millions. Le rapport étroit entre les deux pays, qui fait en sorte que les dépenses militaires ainsi que le repaiement des dettes soient subventionnés, comprend l'achat et la vente d'armes - le Pentagone achète un grand nombre d'armes israéliennes et en même temps lui en vend une quantité importante. Il a été impossible au rapport de déterminer une liste d'armements fournis à Israël, ainsi que d'établir le caractère des projets subventionnés par l'aide américaine. Le lien étroit entre les américains et israéliens, à ce niveau, fait en sorte que a) des activités militaires israéliennes sont présentées dans la meilleure lumière - puisqu'il faut créer pour les créanciers américains (en majorité le public qui l'ignore) une bonne image des relations entre les deux pays, (que l'invasion du Liban fut contraire aux accords avec les Etats-Unis leur avait été cachée) et b) de montrer jusqu'à quel

point Israël qui, est utilisé par les américains comme "chien de garde" est efficace au Moyen Orient. Au Liban, par exemple, les américains avaient besoin de l'intervention israélienne - d'ailleurs un meilleur rapport entre Israël et les Etats-Unis s'est établi, suite à son opération, puisque, entre autres, les israéliens ont vendu les armes du O.L.P. aux Honduras et aux contras de Nicaragua - une aide fortement appréciée par les américains. Israël pour sa survie a besoin de l'aide américaine et les américains, eux, apprécient "le coup de main" israélien, et aussi longtemps que cet apport est disponible, les factures seront payées. Il faut dire que la nature de la relation qui existe entre Israël, l'Amérique et le Tiers-Monde n'est pas cachée en Israël, au contraire il y a là une fierté; bien que l'image d'un Israël bienveillant aux principes humanitaires soit destinée à l'exportation. L'importance, par exemple, des liens entre l'armée israélienne et sud-africaine, au niveau du combat (selon Uri Dan, un proche de Sharon, Monitin, Janv. 1982) est la motivation, qui est apparemment le même dans les deux cas - les blancs de l'Afrique du Sud et les juifs en Israël ne veulent pas perdre contrôle de "leurs" pays. Le dirigeant du parti Sheli (de la gauche) Dr. Eliav s'est présenté, lors d'un voyage en Amérique, comme étant un grand expert dans le développement, mais il avait oublié de dire pour qui et avec qui il avait acquis son expérience avec le Général Samosa ainsi qu'avec l'ex-Shah d'Iran. En Israël ce sont des "choses" dites et desquelles on peut être fiers, mais elles sont difficilement exportées. Il y a maints exemples qui illustrent l'étendue ainsi que le caractère des relations entre les Etats-Unis et Israël; dans le journal israélien Davar en 1982, un article avait cité encore une des facettes de cette relation. M. Reagan avait décidé d'envoyer de l'aide à El Salvador, mais lorsqu'il n'y avait plus d'argent dans les

fonds de l'Aide Américaine destinés à l'étranger, ils ont demandé un prêt aux israéliens. Israël leur avait prêté l'argent - 21 millions de dollars à condition que la somme entière soit remise l'année suivante. Ce fait n'a pas été relevé par la presse américaine. Israël joue le rôle du "bras droit" américain dans beaucoup de pays du Tiers-Monde (surtout en périodes de difficultés politiques aux Etats-Unis) que cela soit au niveau des relations publiques, pour, par exemple le Zaïre, le Gabon ou les Philippines (la mobilisation du lobby israélien, afin d'améliorer l'image de M. Marcos, ou pour les relations entre les deux pays.

Nous avons dit qu'il n'y avait pas de logique économique en ce qui a trait aux implantations juives en Territoires Occupés, comme il n'y en avait pas pour l'invasion d'un pays souverain (avec tout ce que cela coûte); il n'y a pas non plus de "logique" si on se réfère aux formules d'explications politiques et/ou idéologiques pour "l'importance" que joue Israël dans le monde. Pour Israël, sa préoccupation dominante est sa continuité en tant que pays juif - à part et différent des autres; mais au niveau mondial (il ne faut pas négliger que l'aide du C.E.E. et l'O.C.D.E. destinée à Israël soit la plus importante parmi celle offerte à tout autre pays), elle est investie malgré son "exclusivisme" d'un rôle de garant de la démocratie dans la région, qui est au-delà de ses propres possibilités. L'aspect militariste du pays assure la continuation de ses projets néo-colonialistes qui renforcent son rôle de "Pater-Occidentalis" au Moyen-Orient, par le biais de la déstabilisation continue des pays arabes. Ceci a nécessairement des répercussions sur la vie sociale en Israël même, non seulement parce qu'il existe une vie économique artificielle (réalité matérielle) mais aussi parce que les attitudes et pratiques sociales entre les différents groupes ethniques

sont teintées du paternalisme et du mépris liés aux croyances en la suprématie de ce rôle soi-disant "gardien de liberté".

Mais en Israël, comment est vécu le militarisme? Il a déjà été soulevé qu'en Israël le lien entre le secteur militaire et le secteur civil est étroit. Depuis 1974, cependant, il y a eu un certain désenchantement avec le traitement préférentiel que recevaient les soldats israéliens, surtout les officiers en ce qui concerne leur rentrée dans le monde civil. Jusqu'aux années '70, le marché du travail avait toujours une place pour l'officier (même le simple combattant), mais avec le raffermissement de la crise économique, ces chances ont disparu petit à petit.

Il faut dire tout de même que "le privilège" n'est pas encore disparu; les généraux et les colonels sont toujours assurés (souvent avec l'intervention directe du Ministre de la Défense) d'un poste (une intervention souvent suivie par une vérification qui s'assure que l'individu soit satisfait). Ceci n'est tout simplement pas le cas pour le simple soldat, voir le slogan qui disait: "Si vous êtes un officier de grade supérieur, vous êtes notre Directeur Général". (Ha'Aretz, 27-2-81). Les bénéfices pour ceux qui ont fait un long service militaire valaient la peine; ceux qui ont le grade de Lieutenant Colonel et plus, et qui ont donné plus que 25 ans de service, reçoivent, comptant, de 4 à 5 millions de livres (cette somme représente un quart de sa pension jusqu'à l'âge de 65 ans et la compensation générale) en plus de ceci il reçoit une pension permanente pour la vie. Pour les sergents de grade "1" et les capitaines, ils reçoivent leur salaire pendant 3 mois après leur retraite, tous ceux qui sont supérieurs au Lieutenant Colonel reçoivent leur pension pour 6 mois à un an après leur retraite. Tout est fait pour "amortir" le choc qui vient après avoir quitté le porceau

militaire. D'ailleurs depuis '79, il existe un département spécialisé des problèmes rencontrés par les retraités. Pour beaucoup le fait de se retrouver dans un quotidien "médiocre" sans action, sans camaraderie, sans respect exigé, peut être bouleversant. A vrai dire, les réelles conséquences sur la société israélienne d'une composante masculine toujours envoyée au "militaire" n'ont pas été mesurées. Le soldat ordinaire ou le général, à des degrés différents, perdent de leur autorité et le soutien et la sécurité de la hiérarchie militaire, ceci se répercute au sein des familles, car une fois l'uniforme enlevé, le statut est tout autre et ce sont souvent les familles et les épouses qui portent ce fardeau particulier.

Les bénéfices dont jouissent les militaires (surtout les officiers) sont énormes - ils varient entre la disponibilité de cours en administration, des prêts indéterminés (un accord qui touche aussi les colonisateurs en Galilée et des Territoires Occupés par lequel l'individu reçoit un montant d'argent assez important, qui est enregistré comme un prêt pour quelques années et si dans le cas du militaire qui reste dans l'armée pour la période convenue, plus un jour, le prêt devient un "cadeau"), des voitures gratuites (pour officiers) avec des avantages intéressants pour l'achat d'une deuxième et des logements obtenus avec des conditions préférentielles. Ces bénéfices sont très importants, surtout dans un pays qui dépend de l'aide financière, soit sous forme de bourses, dons, prêts ou main-d'oeuvre spécialisée, ainsi de suite. Le contexte social est celui d'un pays qui exige un service militaire obligatoire, avec des périodes de services annuels dans les réserves, le tout jugé primordial à la préservation de l'état juif-sioniste. En somme l'aspect militaire est sous-jacent à toute autre activité sociale.

Le mot d'ordre en Israël évoque la nécessité absolue d'une force

armée qui fait en sorte de créer le mythe fort répandu du caractère "moral" (propre) de son armée; ce mythe peut persister puisqu'il est nécessaire de légitimer non seulement son coût énorme en termes monétaires, mais le prix "humain" que paie son peuple avec sa participation massive (une participation qui ne voit que peu le rôle des femmes). Le mythe persiste aussi puisqu'il existe une censure officielle et non-officielle en ce qui concerne ces activités. "C'est une règle de fer que toute représentation photographiée de soldats israéliens qui pourrait être démoralisante est interdite." (Yediot Ahronot, 25-2-81). Aucune photographie de cadavre israélien, même aujourd'hui, sur un champ de bataille, ou d'un soldat blessé ou qui pleure, souffre de fatigue, n'est imprimée ou montrée à la télévision. Ceci implique aussi de critiques féroces de la part de la presse israélienne de toute représentation, soit photographiée ou écrite, qui est jugée "trop libre" en ce qui a trait au traitement de l'armée israélienne. Cependant, depuis la guerre de 1967, une amélioration dans la censure imposée s'est effectuée sous forme d'une approbation officielle que certaines descriptions (ex. de bataille) soient permises mais avant la guerre de Six Jours, tout soldat israélien représenté dans la littérature hébraïque devait être conforme au modèle héroïque. Le mythe du soldat invincible est très lié au mythe de la puissance éternelle d'Israël, il est courant au niveau de l'opinion publique d'entendre dire que les américains ont perdu la guerre du Vietnam à cause de la liberté de la presse américaine. Ces représentations du soldat israélien, ainsi que l'armée israélienne, sont un facteur puissant sur la scène politique, surtout au niveau de la justification et la légitimisation des actions militaires israéliennes auprès du public: soit le public israélien ou celui à l'étranger. Ceci s'accompagne d'ailleurs surtout dans les media ou dans les discours

politiques, des omissions et même de mensonges en ce qui concerne le monde arabe ou la situation réelle des palestiniens.

L'aspect militaire n'inclut pas que l'armée strictement parlant, car il existe (en vue de sauvegarder les terres israéliennes) une force armée appelée "la Patrouille Verte", dont le titre officiel est l'Unité pour la Surveillance des Territoires Ouverts. (Yediot Ahronot - Michal Meron, 15-1-82). Elle avait été organisée en 1976 afin de garder et protéger les terres sous l'égide de "l'Autorité Israélienne des Terres".

Ce sont des terrains qui n'ont pas été assignés ou n'ont pas été cultivés et donc se trouvent en dehors de la juridiction d'un conseil régional quelconque. Depuis des années, elle accumulait des pouvoirs et une autorité croissants ainsi que des tâches multiples. La population qui est la plus visée par le contrôle de la propriété, des vies et de l'ordre public reste toujours mal définie. Politiquement, elle est appuyée par le H'TEHIYA (parti politique extrêmement raciste et nationaliste), qui a un lien avec le Likud. Le dirigeant Alan Galil (membre du Kibboutz Mapam) se plaint souvent qu'ils doivent se battre non seulement avec les Bedouins mais avec "ces juifs" souffrant de "bon coeur", il voit sa tâche au même titre qu'un devoir divin, qui doit garantir aux juifs ce qui leur appartient. Les Bedouins ont rapporté maintes plaintes, mais avec très peu de succès - les abus continuent; la patrouille arrive la nuit, embarque des chèvres et expulse des familles, maltraite les femmes et humilie les hommes, sème la peur partout et va jusqu'à dire que les Bedouins ne sont que des nouveaux arrivés dans le Negev, ce qui démentit totalement l'histoire de ce peuple nomade.

Ce qui est retenu de cette dernière histoire est l'existence en Israël d'une sanction gouvernementale de la violence, de la force, des expulsions, enfin de la dénégation totale des droits de ceux qui sont

estimés être une barrière aux activités israéliennes de toute nature - dans les kibboutzim, jusqu'à la Patrouille Verte, jusqu'à la situation vécue par les palestiniens. Dans la société juive en Israël il existe une profonde indifférence à ces abus commis au nom du peuple juif.

(II) JUIFS: IL Y A JUIFS...ET...IL Y A JUIFS.

Le racisme est une drôle de bête, car il a la fâcheuse habitude de disséminer ses grains de discordance sociale sans se faire de "souci" pour les frontières érigées par ceux/celles qui ont voulu empêcher leur propre contamination. Il ne se contente pas de mépriser les maudits visés, au contraire il revient au berceau et utilise tous les moyens acquis afin de démembrer la supposée cohésion sociale contre laquelle tout/toute raciste se croit invincible.

Dire qu'en Israël l'ethnisme ou la discrimination "ethnico-religieuse-nationaliste" est systématique et institutionnalisée ne veut pas dire que seule la société non-juive soit visée. Il existe en Israël une attache très profonde (en ce moment du moins) à tout ce qui est occidental, au dépens de l'élément oriental qui est majoritaire (point de vue nombre), mais minoritaire si on se base sur les mythologies, la politique, le pouvoir, les outils idéologiques et historiques qui eux représentent surtout le passé et le vécu des juifs occidentaux.

"C'est les blancs qui sont à la tête de l'état. Ils ont tout- l'Histoire, l'Holocauste, les Héros, la Culture. C'est eux qui ont fondé l'état, asséché les marécages, planté les oignons dans le désert, fait de leurs pioches des épées, c'est eux qui peuplent les grandes villes, les universités, les théâtres, les musées et les salles de concert. C'est eux qui ont l'oncle en Amérique qui envoie les gros sous. Les autres peuplent les gâoles et les lointains banlieux, quartiers réservés, ghettos, taudis qui s'écroulent avant

d'être achevés. Le gros des déserteurs, des délinquants, des assistés, des travailleurs (juifs). Leurs femmes font le ménage. Leurs filles font le trottoir. Au dessous il n'y a que les Arabes.
(Mizrahi, 1982: 189).

Cette situation d'inégalité sociale qui existe entre juif ashkenaze et juif oriental n'est qu'une conséquence du sionisme (aveugle); d'un mouvement colonialiste occidental qui avait voulu faire de la Palestine, non seulement le foyer national juif, mais un état occidentalisé. Pour cela il a bien fallu des juifs (voir le caractère de l'état) et pas tous ceux de l'occident (l'Amérique et l'Europe) une fois l'état créé ont "fait leurs valises" pour s'y rendre. L'arrivée des juifs des pays arabes a été orchestrée par les organismes sionistes; il a fallu des travailleurs juifs et les "orientaux" sont arrivés en deuxième place, après ceux de l'occident, qui eux avaient planifié et tout décidé et étaient ceux qui en somme détenaient le pouvoir soit: politique, éducationnel, religieux, militaire et économique. Toutes ces composantes de la vie sociale israélienne étaient dirigées par les ashkenazes.

Citons encore Mizrahi, qui capte mieux que personne l'odeur de l'écart entre ces ethnies juives:-

"On les appelle noirs - Schwartz en yiddish - on les appelle frenks (Français), on les appelle de tous les noms. Ben Gurion, le grand chef blanc, les appelait la lie de la terre - de la pousaière humaine en hébreu. Nos infortunés frères, qu'il faut élever à notre niveau, ils n'ont pas de culture, ce n'est pas de leur faute c'est des juifs arabes et les Arabes, comme chacun sait, sont des sauvages. Puisqu'ils ne savent que croître et se multiplier - ce qui prouve leur bestialité - ils ont vite fait de devenir la majorité écrasée. On est allé les chercher dans leurs primitives contrées d'origine et après avoir un peu semé la panique pour les inciter à partir, on les a amenés par myriades dans des avions - miracle organisé du tapis volant - et on les a parqués dans des camps de transit. Ils ont construit le pays, les

maisons, les routes, les usines, ils ont rempli les poches de la majorité écrasante. Après quoi on les a parqués dans des villes de développement, sur les frontières au milieu du désert, loin de yeux blancs, à l'écart. La prochaine génération, disaient les grands chefs blancs, sera intégrée, le miracle du creuset. La prochaine génération remplit les prisons. Le fossé n'est pas fatal, le fossé est voulu". (Mizrahi, 1982: 188).

Le racisme en Israël a de multiples visages; non seulement a-t-il refusé aux non-juifs la qualité d'être humain au même titre que les juifs, mais il juxtapose l'être présumé "civilisé" contre celui qui sera "sauvage ou arriéré" (voir oriental vs. occidental). Ceci touche les juifs orientaux ainsi que les "arabes"; la légère différence entre les deux groupes étant leur qualité juive. Ce racisme ne s'arrête pas aux frontières du judaïsme, il fait plutôt partie intégrale du mouvement nationaliste sioniste.

Le racisme n'est cependant pas un "être symbolique", comme aurait pu laisser entendre la personnification des phrases antérieures; au contraire c'est un élément social propre à la société israélienne qui ne se résume pas en une question de simples disparités ethniques. Il est important de comprendre ceci, car, surtout depuis 1977 (l'arrivée du Likud et Begin au pouvoir) l'image est donnée d'un conflit qui se situe au niveau de conflits ethniques entre Ashkenazes et Sépharades; les soi-disants "colombes" et "faucons" respectivement. Il y a une tendance à voir ces deux groupes comme étant homogènes en eux-mêmes, ayant des caractères sociaux basés que sur leurs origines ethniques différentes.

Une telle vision renvoie aux thèses "culturalistes" qui cherchent leurs réponses auprès des traits "naturels" de la culture spécifique - elles sont dangereusement près des thèses biologiques-déterministes.

Evoquer les Ashkenazes, Sépharades ou Orientaux comme étant des termes

explicatifs en soi est une erreur, car chaque groupe n'existe pas dans un univers clos. "Ashkenaze" veut dire surtout "occidentalisé", le terme n'a plus du tout de pertinence strictement ethnico-culturaliste, ainsi "Sépharade" évoque un jugement plutôt négatif par rapport au processus d'occidentalisation. C'est un peu comme si on tenait toujours à ne vouloir comprendre le monde qu'à partir de la division "Noirs et Blancs"; cela présume que les deux groupes sont homogènes, qu'il existe une réalité "blanche" ainsi qu'une qui soit "noire". Ceci camoufle les rapports de force et de domination qui peuvent exister entre et à l'intérieur des deux groupements. Bien que nous ayions depuis longtemps réfuté de pareils jugements ethnocentrés, il n'est pas aujourd'hui possible d'ignorer les vestiges qui y demeurent.

Les termes tels "oriental" et "sépharade" sont de nouveaux termes surtout en ce qui a trait à leur utilisation, qui désigne ces juifs en tant que non-occidentaux. (Dans le chapitre sur le judaïsme et le sionisme j'ai parlé du passé social des juifs européens (occidental ou oriental) et là il a été indiqué jusqu'à quel point chaque communauté vivait d'une manière enfermée).

Il n'y avait pas avant le sionisme politique "une conscience" proprement collective parmi tous les juifs; mais une fois arrivé en Israël le rêve sioniste appartenait que cela soit au niveau idéologique, technologique, financier ou politique, aux juifs occidentaux - les ashkenazes. L'écart entre les deux groupes était en quelque sorte, dès le début, assuré.

Les rapports de pouvoir entre les groupements juifs venus en Israël étaient donc établis, c'est-à-dire que les occidentaux détenaient le pouvoir, ce qui fait qu'au niveau ethnique, les immigrants juifs de pays arabes vivaient leur désignation de "juif oriental" à

l'intérieur du cadre de ces rapports de force. Ils ne détenaient, pendant des années, presque aucun pouvoir, soit économique, politique ou religieux (leurs rabbins et leurs coutumes religieuses restaient à la périphérie du cadre religieux occidental prédominant).

Le tableau d'appartenances ethniques juives est multiforme: les juifs d'Iraq n'incluent pas ceux qui vivaient à la montagne (en Iraq), mais que ceux des villes et la vallée mésopotame; dire juif syrien n'est pas possible, car il existe trois communautés très distinctes: celle de Damas, d'Alep et de Kimshal (région kurde de la Syrie). Les juifs d'Alep d'ailleurs sont tout à fait antipathiques envers ceux de Damas et vice-versa. Les marocains et les Yéménites diffèrent non seulement entre eux, mais ils ont des caractères tout à fait particuliers. Parmi les Ashkenazes, il existe aussi des particularités communautaires qui jouent un rôle socio-politique. Tout cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas une ethnie juive précise en Israël, mais plutôt qu'on ne peut se fier aux étiquettes immatérielles, car le concret social révèle le caractère hétérogène et complexe de cette communauté.

TABLEAU 1: COMPOSITION ETHNIQUE (JUIVE) EN ISRAËL - 1982

<u>COMMUNAUTÉS JUIVES EN ISRAËL:</u>	<u>MILLIERS:</u>
Maroc (avec Tanger)	472.2
Tunisie et l'Algérie	120.1
Yemen et Yemen du Sud	164.7
Iraq	268.3
Turquie	93.0
L'Egypte et Soudan	67.2
Bulgarie et la Grèce	67.1
Iran	118.7
Russie	293.8
Pologne	322.3
Roumanie	285.6
L'Allemagne et l'Autriche	93.3
(Shahak, 15-7-1984: 16)	

Les divergences qui existent parmi les communautés sont visibles aussi au niveau de la participation aux élections (basée sur les statistiques de 1981 - durant les élections) contrairement aux mythes qui persistent à montrer une division nette et claire entre les "croyances" politiques des "ashkenazes" et "orientaux" seulement. Les statistiques révélaient qu'il y avait peu de différences entre les Polonais, Russes et Iraquiens; les Yemenites et Marocains avaient chacun leur propre modèle de participation au suffrage; les "petites" communautés orientales étaient plus "colombes" que les Iraquiens; les Bulgares (orientaux - comme tous les juifs des Balkans) sont une des communautés les plus à gauche et colombe, surtout en comparaison avec les russes et polonais; les juifs égyptiens étaient plus libéraux et "colombes" et les juifs d'Alep de grands partisans d'Ariel Sharon. C'est un aperçu qui seul n'explique rien mais, qui illustre ces différences.

La pauvreté, la discrimination et le conflit inter-ethnique juif sont tous des facteurs qui ensemble aggravent la situation interne israélienne; selon l'ex-président de l'état, Yitzhak Navon: "je suis très inquiet, parce que les dangers qui nous menacent de l'intérieur sont beaucoup plus sérieux que ceux de l'extérieur. Nous sommes arrivés au carrefour. Ou la situation s'aggravera et nous descendrons vers le gouffre, où nous nous arrêterons". (Shipler, 6-4-1983: 1).

C'est d'autant plus sérieux qu'il existe en fait une tendance à ignorer cette réalité aggravée; les juifs orientaux sont majoritaires numériquement et ils sont aussi la majorité des juifs qui se retrouvent dans la classe défavorisée en Israël. Ce n'est pas venu soudainement cette situation, elle a ses origines dans les humiliations vécues qui datent de l'arrivée des immigrants juifs orientaux en Israël durant la

fin des années '40 et '50. La manière dont leurs immigrations particulièrement ont été conçues par les dirigeants de l'état d'Israël nous montre qu'ils étaient des immigrants juifs au même titre que ceux venant de l'occident. L'histoire de l'arrivée des Yéménites est révélatrice à ce niveau, car même à la fin du 19e siècle (1882), "leur retour" était conçu comme une mission de repatriement qui devait redonner à ces juifs leur fierté humaine et juive. Le père de la colonisation sioniste en Palestine à l'époque, Dr. Rupin, avait exprimé très clairement (même au début du 20e siècle) ce qu'étaient les véritables objectifs de cette mission particulière; "au début il le voyait comme étant une façon de résoudre le problème de main-d'oeuvre". (Shahak, collection Montin, 1981: 7). (Il est intéressant de noter cependant que "le rabbin" envoyé au Yémen au début du vingtième siècle, afin de vacquer à l'émigration, était un athée qui s'est déguisé en rabbin. Ceci puisque la communauté juive yéménite était très religieuse et seul un religieux aurait pu se présenter pour une telle mission. Les sionistes-socialistes et les religieux ont tous les deux été d'accord pour ce procédé).

Un journal de l'époque*, indique l'historicité du rapport inégalitaire entre juifs orientaux et ashkénazes. Non seulement les orientaux à l'époque fournissaient aux colonies juives une solution au problème de la main-d'oeuvre juive dans les vergers d'agrumes, "mais à celui des domestiques; ainsi les enfants d'agriculteurs pouvaient être gardés par une bonne juive du lieu d'une arabe (qui était aussi l'institutrice secondaire des enfants), déjà que les enfants avaient appris des injures en arabe". (Montin, 1981: 8). Même à cette époque,

* (cité par l'auteur de l'article de Montin mentionné)

il y avait de sérieuses tensions ethniques entre les juifs yemenites (les employés) et les ashkenazes, surtout que ces derniers (puisque les employeurs) avaient pris l'habitude de traiter leurs confrères "en arabes". En fait, cet exemple montre que la division ethnique juive du travail en Israël prédate les immigrations massives de juifs orientaux des années cinquantes. L'établissement juif pré-étatique avait déjà le modèle de la division ethnique en vigueur, celui de la subordination à tous les points de vue des juifs orientaux aux ashkenazes.

Le fait que le projet sioniste en Palestine avait tous les attributs d'un mouvement colonialiste occidental est non-négligeable dans la compréhension des rapports entre juifs orientaux et occidentaux. Il existait un mépris ainsi qu'un aveuglement devant "cette masse d'êtres humains" - il y avait d'ailleurs un fort composant de chosification, propre au colonialisme occidental, de l'individu non occidental:

"les juifs orientaux n'ont pas immigré en Palestine parce qu'ils étaient menacés physiquement, économiquement ou socialement dans leur pays d'origine, mais plutôt parce que les institutions de l'Yishouv et le gouvernement oisillon en avaient besoin; non comme partenaires, mais plutôt comme main-d'oeuvre bon marché, capable de coloniser, bâtir et développer et défendre...."
(Ha'Aretz, 14-10-1981: 2).

Le grand succès du sionisme fut "l'intégration" de cette communauté aux tierces positions dans le rang social; cette situation est liée directement à la primauté des principes sionistes sur ceux des socialistes; d'ailleurs la haine et le mépris ressentis par beaucoup d'orientaux pour le parti travailliste, provient de leur grande déception avec ces pratiques soi-disants socialistes. L'idéologie égalitaire de la non-exploitation de l'autre existent toujours en théorie, mais la pratique montre à travers l'histoire d'Israël jusqu'à quel point ces principes ont été écartés. La société juive israélienne n'était pas

fondamentalement ouverte; ce n'est pas seulement la discrimination contre les orientaux qui avait empêché leur avancement, mais aussi les structures sociales étaient foncièrement inégales. Il existait une "complémentarité des tâches" des deux groupes, c'est-à-dire le secteur dirigeant avec le pouvoir financier, technique, éducationnel et politique avait toujours appartenu aux ashkenazes, et les orientaux étaient réservés aux tâches laborieuses qui étaient sans pouvoir, sans moyens financiers, sans influence. En Israël ce n'est pas parce qu'"oriental" qu'on est pauvre mais plutôt qu'on est pauvre et oriental.

Les immigrants juifs européens arrivaient en Israël pour bâtir, ils arrivaient avec un statut de dirigeants; les orientaux lors de leur débarquement se sont fait éblouir de D.D.T. - pour les poux - entasser dans des camps de transits où il n'y avait que des tentes, pour être par la suite dirigés vers les villes de développement, dans le désert et/ou aux frontières, loin de "l'autre" Israël. Ils y vivent encore dans des conditions de pauvreté - dans des ghettos toujours à la périphérie.

Les Ashkenazes avaient de par leur statut de pouvoir, les possibilités de faire et d'agir devant un défi, les orientaux trouvaient leurs places déjà assignées, soit au niveau économique, politique et idéologique. Ils n'avaient pas de rôle formatif, dans lequel la fierté "juive" devait se retrouver, qui, selon les aspirations sionistes, était le seul rôle valorisé et valorisant. C'est propre au caractère colonialiste du mouvement qu'à ceux (en majorité des hommes car les femmes n'existaient qu'en second lieu) qui avaient participé directement dans les actions préliminaires du "repatriement" se soient réservés non seulement les meilleurs postes au niveau institutionnel, mais aussi des places honorées dans la mythologie sociale.

"Les séphardime contestent aujourd'hui le fait qu'ils ne figurent pas dans les textes scolaires et/ou de l'histoire populaire du peuple juif et de l'état juif et ils agissent afin de combler ces lacunes". (Shipler, 7-4-1983: 3). Israël a été conçu comme étant un état à caractère occidental, et la supériorité numérique des juifs "orientaux", ainsi que le lieu géographique de l'état menacent cet "Israël à caractère occidental".

L'origine du mépris de la réalité levantine en Israël est reflétée par un des messages idéologiques toujours aussi répandu qui veut que ce pays soit la sentinelle du monde occidental face au Moyen Orient. L'attitude israélienne qui met les juifs orientaux en opposition aux arabes (toujours aux rangs inférieurs de la société) renvoie au mépris ressenti vis-à-vis l'être oriental, par conséquence le juif oriental occupe une position sociale similaire à celle des "pauvres blancs" vis-à-vis les noirs au sud des Etats-Unis.

Que le mot souvent utilisé pour désigner les juifs "arabes" soit le mot en hébreu pour "l'objet ou chose": KHOMER, n'a rien d'étonnant dans une société aussi déchirée par l'ethnisme (racisme). Par exemple, dans un quartier oriental à Tel Aviv (Hatikvah) en décembre 1982, les dirigeants du quartier ont protesté contre les pratiques racistes des enseignants ashkenazes, à l'école du quartier. Ils appelaient leurs élèves sépharades "Les habitants des cavernes" et "l'ordure humaine". (Shipler, 9-4-1983: 3). Ce n'est qu'un exemple parmi les millions d'autres qui se présentent quotidiennement. Les sépharades ne sont perçus qu'en termes de leurs supposés qualités barbares, de leur inadaptabilité sociale ou de leurs vies tribales. Le travail manuel, qui au début (selon les tenants sionistes) était très valorisé, car seul il devait assurer la création d'une nouvelle société socialiste-sioniste, n'était plus du tout "apprécié"

lors de l'arrivée de cette masse orientale de main-d'oeuvre bon marché, ainsi le travailleur oriental, qui lui fait le travail manuel juif, ne se voit pas investi d'une estime sociale pour ce qu'il a apporté très concrètement à la "renaissance juive".

Les différences intra-ethniques juives sont moins celles de "cultures" que celles de classes économiques liées à la structure sociale israélienne. L'économie israélienne est devenue très vite une économie capitaliste; c'est-à-dire que le marché libre (soutenu et guidé par l'aide financière étrangère) n'avait plus du tout d'utilité pour les principes "socialistes" qui auparavant, du moins au niveau du discours, étaient prédominants.

Le système de bien-être social en Israël n'a que guère touché au cycle d'appauvrissement en Israël. Les quartiers défavorisés des centres urbains israéliens ont tous les caractéristiques des bidonvilles dans les pays industrialisés: les logements délabrés comptent des milliers de gens les uns entassés sur les autres, les enfants apprennent "la loi de la jungle asphaltée", les quartiers se retrouvent toujours à la périphérie des villes, les écoles sont imprégnées de ces attitudes paternalistes qui ont comme philosophie de base "d'instruire les arriérés". Tous ces facteurs, et encore beaucoup d'autres, font en sorte, du moins actuellement, d'assurer la subordination et oppression des juifs orientaux en Israël.

Un père juif oriental raconte:

"Regardez ma fille, elle travaille dans une banque et chaque soir un arabe vient nettoyer. Tout ce que vous voulez, c'est de la voir mise à la porte pour travailler une machine à textile; ou bien encore une fois elle nettoiera au lieu de l'arabe,

comme a fait ma mère qui nettoyait après vous -
c'est pour cela qu'ils (les sépharades)* vous
naissent ici".

(Shipler, 4-7-1983: A12)

Matikvah (la banlieue juive orientale défavorisée de Tel Aviv) est reconnue comme ayant le taux le plus élevé de délinquance juvénile, de prostitution juvénile et de trafic de drogue en Israël. La moitié des jeunes quittent l'école entre 15 et 17 ans, et les autres en majorité n'arrivent même pas au secondaire (académique). Les autres sont dirigés vers les écoles vocationnelles, où ils apprennent un métier pour lequel il n'y a pas trop souvent de travail.

Les statistiques du Bureau Central des Statistiques montrent que le revenu familial d'une famille sépharade n'était en 1980 que 20% de celui d'une famille ashkenaze. En 1978, 17.5% des étudiant(e)s universitaires étaient sépharades contre 71.8% d'ashkenazes. Ceci dans une population juive israélienne qui compte 55% d'orientaux. Selon le maire sépharade d'une ville au sud de Tel-Aviv, M. Moshé Shitiret, 95% de ceux en prison sont sépharades. Par contre, vous ne trouverez qu'un pourcentage infime de sépharades dans les institutions culturelles, politiques ou musicales. (Shipler, 4-7-1983: 2).

Selon les statistiques citées par un journaliste israélien de Yediot Ahronot (Yediot Ahronot, 17-7-1981) entre 1972 et 1979 le pourcentage de juifs Asiatiques-Africains, (la catégorisation officielle du Bureau National de Statistiques en Israël) qui travaillent en haut de l'échelle occupationnelle, augmentait de 9.7% à 12.9%. Le pourcentage de juifs européens-américains, qui sont au haut niveau occupationnel

* ajouté par moi

augmentait de 25.9% à 30%. En bas de l'échelle en 1972 les européens-américains" comptaient 29.9% comparé à 1979 où ils n'étaient que 26.8%. Les "africains-asiatiques" en 1972, (toujours en bas de l'échelle) étaient à 44.9% comparé à 1979, où ils étaient à 40.9%.

Selon l'auteur, l'écart occupationnel est toujours aussi aigu, entre les juifs-israéliens nés de parents européens-américains et ceux nés de parents "africains-asiatiques", c'est-à-dire que la situation ne s'améliore pas à la deuxième génération. Ceci demeure, surtout que la structure socio-économique n'a que très peu changé depuis, cependant il y a l'arrivée sur la scène économique, depuis environ vingt ans, d'entrepreneurs sépharades dans le domaine des P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) surtout dans le secteur du bâtiment - qui eux embauchent des palestiniens.

La ségrégation sociale, qui est vécue par les sépharades, (ex. les bidonvilles et villes de développement) se trouve à avoir un fondement économique aussi. Après les séjours dans les camps de transits, les orientaux furent dirigés vers ces endroits; il est vrai qu'au début les immigrants juifs d'Europe avaient passé par les camps de transits, mais non seulement les conditions de vie différaient, mais la durée aux camps était nettement plus courte. Les "européens", au lieu d'être dirigés vers des endroits déjà alloués, étaient libres d'aller vers les villes déjà, où il est important de savoir qu'ils bénéficiaient des "contacts" avec "l'establishment" économique et politique. Ils ont vite trouvé des postes plus intéressants et des logements (subventionnés) qui étaient plus convenables.*

* J'ai remarqué, lors de mon séjour en Israël, que cette question de "piston" est très importante. Avoir la clef qui ouvre les portes est indispensable et disons que certains ont plus facilement accès.

Les lieux vers lesquels les orientaux avaient été dirigés étaient du point de vue géographique "hors de vue" et aussi "les fonds qui devaient aller aux industries et projets d'emplois hors des villes de développement, se sont "retrouvés" dans les kibboutzim, qui aujourd'hui embauchent la population juive orientale de la deuxième génération". (Ha'Aretz, 14-10-1981).

Donc, les endroits où se trouvent les populations orientales, sont en fait entourés par une relative richesse industrielle et agricole (autour des villes de développement se trouve les kibboutzim; les kibboutzim ont tous les aspects de "la dolce vita", des piscines, maisons privées, équipement moderne, cours universitaires, enfin tout ce que représente aujourd'hui la réalité du socialisme à l'israélienne.)

Cette réalité socio-économique a eu d'énormes ramifications sur la vie familiale des orientaux, surtout qu'auparavant la famille fut le pivot de la vie sociale. L'autorité paternelle se voyait désinvestie de son importance antérieure, surtout que la religion ne signifie que très peu (actuellement) en termes de pouvoir, (les dirigeants au Maroc par exemple avaient une représentation auprès du roi) en Israël, les rabbins sépharades n'avaient plus d'attaches au bloc au pouvoir. (Cette situation a changé un peu depuis 1979 tout de même). L'ordre social au pays d'origine fut sauvegardé par l'institution religieuse, donc il y a eu un désarroi en ce qui a trait au lien qui existe entre l'autorité paternelle à la maison et l'autorité paternaliste religieuse, une fois établi en Israël.

Tous ces problèmes: l'impossibilité économique, la ségrégation des communautés, la mauvaise qualité d'instruction aux écoles primaires et l'utilisation des écoles secondaires en lieux de décharge, le vécu



matériel et psychologique qui diffère tellement entre ashkenazes et sépharades, la non valorisation du rôle joué par les juifs orientaux, leur manque de place dans la culture "israélienne" ainsi qu'au niveau de la mythologie sociale, la réalité du "racisme vécu", à laquelle ils/elles doivent faire face continuellement, leur rang social juste au-dessus des palestiniens - tout cela contribue à créer un manque de fierté de la vie juive orientale, ainsi qu'une population "rancunière" devant ces inégalités. Le mot "rancunière" n'est pas tellement sociologique, mais il permet de capter un autre élément qui fait partie de la vie du juif minoritaire en Israël: le manque de valorisation de son identité socio-ethnique. Ceci est exacerbé par une juxtaposition socio-économique inégale entre juifs et non-juifs. Elle crée, pour les juifs orientaux, la nécessité de réaffirmer toujours leur identité juive - le problème demeure à savoir la définition acceptable de l'identité juive, qui jusqu'à présent n'inclut pas une judaïté non-occidentale.

Il est courant en Israël de rencontrer des individu(e)s juifs/juives qui expriment une nostalgie de l'ancienne vie aux pays arabes (surtout qu'en majorité ils/elles n'y souffraient pas puisque juifs, comme ils souffrent en Israël). L'expression d'une nostalgie s'accompagne toutefois d'une affirmation de leur identité israélienne actuelle. Je vous fais part d'une de ces rencontres qui a eu lieu dans la "veille ville" de Jaffa. Le vendeur marocain de shiskebabs parlait en arabe à ses amis, et dès qu'il s'est aperçu qu'il y avait des étrangers, il nous a invités à dîner avec eux. Lors de notre discussion, je l'ai remercié en arabe, un geste qui a provoqué une réaction à laquelle je ne m'y attendais pas. J'ai reçu une tirade tout à fait enragée du fait que j'avais fait allusion à son origine "arabisée". Non seulement a-t-il insisté sur sa judaïté, mais aussi sur

son identité israélienne. Bien que j'avais fait remarqué qu'il parlait l'arabe, il passait outre pour me réaffirmer qu'il parlait l'hébreu et que l'hébreu était la langue en Israël - son pays. Après quelques temps il m'a tout de même confié qu'ils aimaient parler l'arabe entre eux". (Rencontre lors d'un séjour de travail en Israël, 3-1983, voir Sources Autres).

Ce n'était pas une rencontre insolite - au contraire - mais l'observation qui peut être avancée est qu'il existe un profond malaise parmi beaucoup de juifs "de pays arabes" entre la volonté de s'identifier à l'identité israélienne, et le désir qui existe de pouvoir garder et être fier de leurs racines orientales. Pour l'individu(e) cela crée bien sûr des conflits internes, mais ils sont toutefois liés au fait que la société dominante juive en Israël ne valorise pas ou même refuse son composant Levantin. Les immigrants juifs orientaux se sont déplacés en venant en Israël, dans un autre milieu oriental, ceci n'est pas le cas des juifs européens. L'ethnie juive dominante affirme que "l'autre ethnie juive" est arrivée, non organisée, sans direction et sans "leadership"; le mouvement vers une cristallisation d'un "orientalisme", qui servira à définir les objectifs et perspectives d'une société juive orientale est toutefois bien entamé. Il a surtout pris de l'ampleur depuis les années '70, au niveau social et politique.

La première étape de cette mobilisation "sépharade" a duré au moins trente années, entre 1950 et 1979. Elle avait commencé avec les événements de Wadi Salib (1950) et abouti avec la création des Panthères Noires (1971). En somme ce stade a été caractérisé par une idéologie de l'intégration et le rassemblement des communautés sépharades; les problèmes devaient être résolus en s'adressant au gouvernement et aux institutions, telle l'Agence Juive.

La deuxième étape a vu l'arrivée des mouvements de "base" qui se trouvèrent dans les communautés particulières. Il y a eu une revendication de l'identité levantine, et un rejet de l'idée de l'intégration (voir assimilation). Il y a eu le mouvement des Tentes: les OHALIM; le mouvement des voisinages TZALASH et YISRAEL ZE-ANI (Israël c'est moi), ainsi que la création du parti politique TAMI (le parti des Traditions Juives). Ces mouvements s'adressaient au passé des juifs orientaux et à l'échec que furent les tentatives d'intégration. L'accent a donc été mis à la recherche de politiques et solutions provenant d'organismes orientaux: un rejet de la passivité antérieure des parents devant les injustices innombrables et flagrantes.

Au niveau politique (le sujet qui reçoit le plus d'attention dans la presse étrangère) les sépharades ont fait ressentir leur présence - ceci - non sans problèmes. Le Parti Tami, par exemple, est devenu un parti très ethnocentré, qui manipule les attaches religieuses souvent plus fortes parmi les sépharades, afin de recevoir son appui; en quelque sorte il exploite les tensions inter-communautaires plutôt que de s'adresser aux solutions. C'est un parti politique lié directement au Ministre des Religions, Aharon Abu Hatziera et Aharon Ozen (1981). Rabbini Abu Hatziera, qui est l'oncle du Ministre des Religions, est réputé être le réel pouvoir au ministère; ce rabbin avait d'énormes influences attribuées à ses pouvoirs mystiques (l'eau avec laquelle il bénit les gens est rapportée à la maison). Des milliers de gens le visitent pour recevoir sa bénédiction "gratuitement", sauf pour une donation non imposée mais offerte tout de même "par politesse". Il gagne énormément d'argent hors taxe. Tous les moyens sont bons dans la quête de soutien parmi les juifs orientaux. Le pouvoir réel d'un tel rabbin est négligeable, mais avec l'arrivée de Begin, le parti TAMI a pu obtenir

trois sièges à la KNESSET et les trois avaient reçu des postes ministériels (d'importance mineure au niveau de l'influence politique, mais non sans importance symbolique auprès de la communauté sépharade).

La réaction anti-"establishment", lors des élections en 1981, avait fait que 50% des suffrages sépharades se sont placés avec le Likud et 18% avec d'autres partis dans la coalition du Likud. Le Likud avait, ceci dit, gagné 25% des suffrages ashkenazes. (Shipler, 8-4-1983: A-12).

Il est un peu trop difficile de dire qu'il ne s'agissait que d'une réaction anti-arabe virulente - ceci dit, les discours de Begin à ce sujet ont plu énormément, surtout qu'ils avaient des composantes religieuses. Les religieux (soit au niveau politique ou constitutionnel) exploitent la situation défavorisée des orientaux - surtout que les orientaux ont vu la désintégration de leurs traditions religieuses. Ainsi les idéologies religieuses utilisent ce fait afin d'exacerber les tensions qui existent entre le séculier et le secteur religieux, utilisant comme intermédiaire la communauté sépharade. La réaffirmation du juif qui soit fier, fort ou vainqueur, a été remaniée pour les besoins actuels du rassemblement des orientaux. L'idéologie politique ainsi que l'idéologie religieuse ont au échange ces mythes, images et terminologie qui leur sont propres.

La presse étrangère (entre autre) attribue l'attitude "des faucons" au Likud et aux séphardim, ce qu'ignorent les attitudes agressives, anti-arabes et "racistes" qui courent parmi les ashkenazim; d'ailleurs les orientaux d'origine "bourgeoise" soit de Damas, Caire ou Bagdad, sont beaucoup moins "attirés" par le Likud.

En somme, le pouvoir d'influencer, acquis par les sépharades, n'est pas un phénomène statique - il ne s'agit pas d'une réaction qui est tout simplement anti-arabe, pro-religion parmi des gens qui sont faciles à

manipuler, trop "simples" pour savoir ce qui se passe. La réalité de leur passé socio-historique n'est pas loin dans la mémoire collective, mais il n'y a pas non plus un aveuglement face aux exigences de l'avenir.

Écoutons un habitant de Netivot (ville d'une population à 90% d'origine nord-africaine):

"D'un côté j'ai 20 partis (politiques)* de voleurs ashkenazes, qui ont volé de l'état et de nous depuis trente ans; c'était légal.

D'un autre côté, j'ai un parti sépharade qui commence tout juste à voler, ici et là, et puisqu'ils sont des amateurs, tous les ASHKENAZES les sautent dessus et essayent de les attraper.

Bon...

Dis-moi, vraiment si vous étiez un juif marocain demeurant à NETIVOT, pour qui voteriez-vous?

Pour votre voleur ou pour le mien?

(Ma'Ariv, 5-6-1981).

(11) LES DERNIERS ARRIVÉS - LES FALACHAS.

Sur le tableau pluri-ethnique juif en Israël s'ajoute l'arrivée des juifs éthiopiens: il ne serait pas possible, encore, de faire une analyse élaborée de leurs situations sociales en Israël. Ceci dit, leur "réception" initiale en Israël offre quelques indicateurs quant au caractère initial de leur intégration au sein de la collectivité juive.

Les Falachas ont souffert, depuis trente ans de l'oubli de la part des autorités israéliennes, au niveau de leur existence en tant que véritable communauté juive (entre autre les procédés demandés par les autorités d'immigration israélienne, se sont révélés très soucieux d'établir la judaïté de ces juifs).

* (ajouté par moi)

Il y a deux ans, il n'y avait qu'environ 200 falachas en Israël, aujourd'hui, bien que les chiffres varient, il y en a entre 10,000 et 13,000. L'aveuglement face aux juifs éthiopiens est dû à un mélange de "racisme" judaïque et de "racisme" sioniste. C'est-à-dire que depuis l'établissement de l'état d'Israël, les gouvernements successifs se sont opposés à la reconnaissance de la judaïté des falachas. Ce n'est pas une question politique totalement, mais celle de l'influence omniprésente des partis religieux au gouvernement qui représente toujours l'institution religieuse en Israël. Elle a l'autorité sur tous les aspects de l'état "civil" des personnes et par le biais de La Loi de Retour, une responsabilité pour l'immigration. L'institution religieuse, dirigée par des rabbins ashkénazes, s'est opposée, donc, à la reconnaissance des falachas comme étant juifs. Il y a beaucoup de théories sur les véritables origines de la judaïté des falachas, mais il suffit de dire qu'ils pratiquent un judaïsme qui ne connaît que la loi du Torah, ils ignorent les autres traditions et règlements, par exemple, le Talmud développé par la suite. Au niveau politique durant le règne (1960-73) de Haïlé Sélaïssie, Israël entretenait de bonnes relations avec l'Ethiopie, sans pour autant réagir en ce qui concerne la communauté juive là-bas. Il n'est que lorsqu'un gouvernement marxiste s'est installé, qu'Israël (toujours plein de son rôle de gardien de la liberté démocratique en l'occurrence les organismes sionistes nord-américains) a manifesté de l'inquiétude quant à leur sort. Ce n'est qu'en 1980 que Begin s'est décidé en secret de les faire venir. La discrimination religio-sioniste est accompagnée aussi du "racisme" face à la "couleur" des falachas - un certain Jeffrey Holper, un anthropologue à l'université Hébraïque avait dit:

"Il y a un préjugé basé sur la couleur, mais il n'est pas du caractère idéologique. C'est plutôt à cause d'un sentiment d'étrangeté. Cela ne serait pas un problème pour les intégrer... mais un porte-parole de l'Agence Juive avait dit sur la radio de la F.D.I.: "Je sais que le problème de couleur existe, c'est un problème douloureux. Je n'oublierai jamais ce qu'un très beau garçon éthiopien de quatorze ans m'avait dit: Nous, les juifs noirs, sommes contents qu'il y ait des juifs blancs. Je ne suis pas aussi certain que tous les juifs blancs soient contents qu'il y ait des juifs noirs". (Freidman, 5-6-1985:1)

Le débat sur la reconnaissance de la judaïté dure depuis longtemps - en 1973, le grand rabbin avait déclaré sa reconnaissance (basée sur les écrits d'un rabbin égyptien du 16e siècle) et en 1976, la Loi de Retour a été appliquée aux falachas, mais quelques années plus tard une condition avait été soumise à cette sentence - que les enfants d'immigrants éthiopiens soient obligés de suivre une éducation religieuse aux écoles religieuses de l'état. (Ceci non sans un regard vers l'avenir - dans le but de garantir le bloc au pouvoir).

Mais comme il y a juif...et...il y a juif, il y a aussi reconnaissance et reconnaissance, et dans ce dernier cas ce n'est pas automatique. Avec cette dernière arrivée des Falachas, la discrimination et la honte qui avaient été infligées, sans réactions manifestées, avaient été cette fois-ci contestées. Le Grand Rabbin avait exigé que les Falachas, pour devenir juifs comme les autres, se soumettent à une conversion rigoureuse au judaïsme "qui comportait trois volets: la circoncision ou la saignée; le bain rituel; et une déclaration de l'acceptation des lois religieuses". (Kapeliouk 1985: 1)

* (souligné par moi)

Il y avait même pour ceux qui étaient arrivés avant 1984 et avaient refusé de passer la saignée, soit le refus de la part des autorités de leur donner une carte d'identité, ou bien leurs cartes étaient remises sans la mention ethnique (Leoum) juive. Seuls quelques organismes juifs en Amérique du Nord ne s'empêchaient pas de dire qu'il s'agissait du racisme. Un des porte-parole de la communauté juive éthiopienne en Israël avait répondu à une question sur "le choc culturel" de nouveaux arrivés:

"Ce n'est pas la réalité moderne qui nous choque; ce qui nous choque c'est le côté religieux. Nous, les juifs éthiopiens, nous sommes convaincus d'avoir observé tous les commandements du judaïsme. Mais en arrivant en Israël nous constatons que les Israéliens n'agissent pas selon la loi et profanent le sabbat. Mais ce sont ces Israéliens qui nous disent: "Venez au bain". Nous qui avons préservé notre foi pendant plus de 2000 ans, en luttant avec tenacité, on nous dit: "Vous devez être convertis de nouveau". Pouvez-vous imaginer le choc que cela produit chez nous. Il n'y a pas de différence pour nous s'ils exigent la saignée ou le bain; les deux sont une honte terrible. Un Ethiope qui ne subit pas la conversion ne peut pas se marier et les rabbins refusent de l'enterrer. Déjà ils (les autorités)* ont préparé des listes de ceux qui ont accepté la conversion."

(Kapeliouk, 1985: 5). * (ajouté par moi).

(J'avais fait mention des fameuses listes noires préparées par les autorités religieuses afin de vérifier que tous ceux qui veulent se marier soient "en règle" vis-à-vis la loi religieuse).

Le grand problème de l'intégration des Falachas à l'intérieur de la société israélienne se pose; après avoir quitté les centres d'absorption (où ils ont passé un an, au lieu des six mois pour les autres immigrants juifs, la raison donnée cite la question de langue et d'une période plus longue d'adaptation) certains sont installés dans les nouvelles colonies soit en Cisjordanie, le Gaza ou la Galilée, où ils remplacent les "arabes" (palestiniens) dans les travaux d'entretien.

D'autres se sont dirigés vers les villes ou villages de développement où ils rencontrent les problèmes du racisme et chômage, ceux qui ne trouvent pas de logements restent dans les centres d'absorption pour une durée parfois de deux ans.

Le problème économique en Israël, qui s'aggrave vertigineusement en ce moment, est à la base des contestations de la part de beaucoup de maires de villes, contre l'allocation de Falachas chez eux. Le maire adjoint d'Ashkelon (une ville en majorité sépharade, qui subit une crise économique très sévère depuis quelques années) avait dit: "70% des Falachas installés dans cette ville ne survivent qu'avec l'aide de l'assistance publique". (Kapeliouk, 1985: 7). (Il est à remarquer qu'une grande partie de la population de la même ville y vivent de l'assurance chômage et du bien-être social, le problème existe partout en Israël, les Falachas n'ajoutent rien à un taux de chômage déjà très élevé). Le maire d'Eilat avait aussi contesté en 1983 l'arrivée des Falachas chez eux:

"On leur donne de grands appartements avec l'air climatisé. Comment vont-ils payer la facture d'électricité? (Le maire avait lui-même menacé de couper l'eau et l'électricité dans les maisons des falachim)*. Il est évident qu'ils ne pourront faire que des menues besognes dans les hôtels. En tout cas, j'ai demandé qu'on ne m'envoie que ceux qui savent chanter et danser. Nous organisons un groupe folklorique pour les touristes. J'en ai demandé aussi qui sachent faire des souvenirs....ce sont d'excellents travailleurs. Je n'ai rien contre eux....Aussi nous n'avons pas d'écoles religieuses. C'est impossible que pour chaque enfant religieux, il y ait deux nègres, c'est-à-dire deux Ethiopiens".
(Kapeliouk, 1985: 7)

* (ajouté par moi)

M. Elie de Castro, maire de St-Jean d'Acre, avait ceci à dire sur la question des nouveaux arrivés dans sa ville: "ils peuvent déranger l'équilibre délicat entre juifs et arabes dans la ville". (Kapeliouk, 1985: 7). On se demande pourquoi - d'ailleurs?

Enfin les commentaires ne se terminent pas avec les responsables politiques ou sociaux ou même religieux, mais l'attitude de l'israélien/ne "moyen/ne" indique beaucoup sur la perception courante de Falachas; les commentaires cités par Kapeliouk varient entre des allusions faites à leur état de primitivisme, ils viennent d'une autre planète ou du 15e siècle, ou le fait qu'on doit les éduquer à nourrir leurs enfants, apprendre l'existence de l'eau chaude et froide; à demander s'il serait possible de changer leur mentalité primitive; à s'émerveiller du fait qu'ils ont appris à broser leurs dents, faire leur lit et à se laver; enfin bref, tous les commentaires ont été tirés des journaux israéliens en 1985, et il y a là l'éventail de choix de stéréotypes et préjugés sur les noirs et les africains.

Les protestations des Falachas sur ces représentations stéréotypées et péjoratives qui sont si courantes dans le pays, ont comme réaction la naissance de "la face cachée du racisme", car dans le but de corriger ces erreurs, la presse, entre autre, est allée à l'autre extrême - faire l'éloge de tous leurs attributs, leur intelligence, leurs habiletés, leurs grandes qualités humaines. C'est un discours paternaliste propre à un groupe dominant qui doit faire face à ceux/celles qui revendiquent leurs droits et leur respect; un discours qui donne soudainement aux dominés toutes les qualités auparavant "oubliées". Le rapport est tel que le dominé doit "attendre" l'affirmation et l'approbation des dominants quant à leur état de sujet humain.

A savoir ce que l'avenir va amener, il existe toujours un point

d'interrogation; mais, si on regarde l'histoire des rapports inter-ethniques en Israël (entre juifs) qui est loin d'être "rose", on se rend compte qu'actuellement la société passe par d'énormes problèmes d'ordres économique et militaire, auxquels il faut ajouter la puissance religieuse au niveau des enjeux politiques; y ajouter le racisme cru ne fait que déborder le verre. L'avenir laisse à désirer..

(B) FEMME ET JUIVE EN ISRAËL: SOUS LE JOUG DE LA LIBERATION
DU "PEUPLE JUIF".

"Dans l'état d'Israël presque chaque femme est une travailleuse...les femmes sont les plus habiles à emballer les cageots d'oranges et les paniers de fraises, et elles sont les plus efficaces à emballer les fleurs..et elles participent à leur culture....

Il est vrai qu'il n'y a qu'une femme adulte sur les trois qui travaillent à l'extérieure de la maison et qui figure dans les statistiques comme étant "participante au marché du travail"; mais celles qui restent à la maison et s'occupent de leurs tâches ménagères prennent soin de leur famille et élèvent leurs enfants...personne ne peut démentir le fait que leur travail soit essentiel et qu'elles contribuent directement au bien-être de leur famille et à l'image de la société israélienne".

(Cité d'un Bulletin d'Information Israélien) (Hecht & Davie, 1978: 6).

L'image demeure toujours aussi importante, non seulement en tant que produit destiné à l'exportation, mais aussi en tant que somnifère social qui assura la collaboration non obstante des femmes. Comme avait témoigné une israélienne (juive) "pourquoi me rendre la vie difficile....c'est mieux de faire bien une chose, que d'avoir trop de choses à faire et les faire mal". (Hazelton, 1977: 33).

7 Ceci dit, il n'y a pas de société au monde qui diffuse des images valorisantes des femmes; cependant en Israël la belle représentation des

israéliennes comme étant des participantes au même titre que les hommes, renvoie directement aux présupposés de base idéologiques qui veulent montrer une société moderne, progressiste et occidentale.

Le premier gouvernement d'Israël en 1948 avait comme directives généralisées, l'égalité absolue des femmes, égalité en matière de droit et responsabilité sociale à tous les niveaux, mais toutes ces paroles n'ont jamais été accompagnées de la réalisation concrète de ces dits objectifs.

En matière juridique, par exemple, la vision fut celle de la nécessité d'assurer la protection des femmes, il s'agissait dès le début d'une vision paternaliste qui se basait sur le rôle social déterminé des femmes, puisque femmes. Suite à l'établissement de l'état, le mot d'ordre à tous les niveaux d'activités sociales fut "la normalisation" de la vie israélienne; en effet à l'époque il s'agissait d'une quête de ce qui devait être "la nouvelle vie juive". Elle ne comptait pas cependant une remise en question des rôles des femmes, au contraire, il semble que "la normalisation" cherchée, voulait dire qu'elles seraient désormais renfermées dans les dites activités "normales" (voire naturelles) de femmes.

Avant de pouvoir soulever des faits concrets de la société juive israélienne pertinents à ce sujet, il faudrait regarder de plus près l'interaction qui existe entre l'idéologie sioniste et le raffermissement sans équivoque du "machisme" patriarcal en Israël. Cette relation n'a rien d'abstrait car elle fait partie intégrale du rapport entre: 1) l'interprétation sioniste de l'histoire juive (le peuple éternellement persécuté-victime) et 2) la prédominance de l'appareil militaire qui, en quelque sorte est l'expression concrète du "nouveau juif" (né avec le sionisme politique) qui n'est plus victime, qui prend "son histoire et son

destin" en main et qui agit avec puissance. Le rapport comprend aussi l'histoire de "l'holocauste juif" (c'est-à-dire les massacres subis sous le nazisme) et sa manipulation religieuse ainsi que sioniste; une manipulation idéologique et politique qui en Israël met une importance étourdissante sur le rôle procréateur des femmes. Une israélienne (juive) n'est pas tout simplement une citoyenne de son pays - elle se doit d'être une mère et épouse exemplaires afin d'assurer la survie du peuple juif.

L'ethnisme y intervient aussi, car il y a toujours présent en Israël le problème de la stabilité (ou croissance) démographique des juifs - face aux arabes. Le rapport KOENIG, soumis au Premier Ministre Yitzhak Rabin en 1976 demandait "Comment agir face aux arabes en Israël; le taux de croissance naturelle de la population arabe est à 5.9% per annum, comparable au taux de 1.5% per annum pour la population juive....Selon ceci, en 1979, les arabes constitueront 51% de la population dans la région au nord....Leur croissance dans la Galilée (région au nord) est une menace à notre contrôle de la région." (Machover, 1978: 107). Une des propositions présentée par ce rapport, fut celle de couper les allocations familiales aux familles arabes ayant beaucoup d'enfants, ceci pouvait être effectué, soit par le critère de statut économique ou par un procédé administratif qui transférerait ces allocations à l'Agence Juive, c'est-à-dire au secteur juif de la population.

Un des facteurs prédominant de l'idéologie sioniste, du moins au niveau psychologique, est celui de la "virilité" conçue comme étant le refus de la peur d'être faible. Ce facteur ne peut être négligé, car les pratiques sociales concrètes qu'elles aient trait au niveau éducationnel, militaire, sexuel ou économique (la ségrégation sexiste des

emplois entre autre), religieux et juridique; renforcent en fait cet état d'esprit qui tourne autour de la puissance et la défense. Il ne laisse en réalité que peu de place aux femmes, car leurs choix de rôles sociaux se limitent depuis la création de l'état au rôle traditionnel réservé aux femmes.

Les rôles stéréotypés sont appris depuis la petite jeunesse; il y a un apprentissage de femme, et un apprentissage d'homme, c'est d'ailleurs très courant parmi les jeunes garçons (ainsi qu'au sein de l'armée) d'appeler des garçons qui font preuve d'une "attitude de faiblesse" ou vulnérabilité: "les filles".

Les premières immigrantes venues en Palestine, au début de la colonisation sioniste, voulaient et espéraient s'affirmer sans gêne - mais la réalité rencontrée s'est avérée le contraire, elles ont combattu afin de faire valoir le rôle de femmes et de les enlever de l'obscurité sociale, mais depuis ces années formatives, le culte de la féminité (en quelque sorte analogue à celui de la puissance masculine) a pris la relève, même l'exemple préféré des israélien(ne)s, leur ancien premier ministre, Golda Meir, n'était pas le symbole de la puissance - elle était perçue comme étant la mère ou la grand-mère de la nation, c'est-à-dire qu'on renvoie même les cas exceptionnels des femmes qui ont atteint un haut niveau de pouvoir à leur état de féminité (dans ce cas - le rôle maternel)

La religion est toujours omniprésente parmi les rapports sociaux qui déterminent la subordination des femmes. Au début de la colonisation de la Palestine, il n'existait pas de préoccupation religieuse; ce n'est que vers les années trente, que l'institution religieuse commençait à faire sentir son poids. La colonisation, selon des principes sionistes, était plutôt sécularisée - juif mais séculier. Petit à petit

l'institution religieuse avait mis beaucoup de pression sur les institutions sionistes, ce qui a été un des facteurs dans la fragmentation des courants sionistes à l'époque. Les courants politiques sionistes ont eu à se rassembler afin d'assurer non seulement leur pouvoir, mais aussi leur prédominance au niveau de la détermination du caractère idéo-politique de l'état.

Ce n'est qu'en 1953 avec la Loi sur le Mariage et le Divorce que l'influence politique et le pouvoir théocrate du Rabbinate s'est accru. Cette loi avait fait en sorte que tout ce qui a trait à l'individu/e; statut national ainsi que l'état civil, fut désormais placé sous l'égide du code juridique juif. Cela impliquait qu'au niveau structurel ainsi qu'idéologique le rapprochement entre le sionisme et le judaïsme était concrétisé. La loi religieuse, bien que cela peut sembler contradictoire, acquit un statut légal sécularisé. Cette relation, comme on l'a déjà souligné (dans les discussions sur le judaïsme et le sionisme) faisait valoir non seulement les justifications religieuses des entreprises hégémoniques sionistes, mais encadrait la présumée immuabilité des rapports sociaux entre hommes et femmes.

Selon cette loi, la femme est la propriété privée de l'homme (de son mari) elle est l'objet interdit à tout homme, ceci n'est pas une simple question de moralité religieuse, mais plutôt celle de la spoliation des biens. Son état d'objet est renforcé par exemple dans les rites prémaritaux, durant lesquels la future épouse doit dire au rabbin combien de jours se sont passés depuis ses règles - car la loi juive stipule qu'une femme ne peut se marier que pendant sa période de haute fécondité. Les règlements sur l'adultère donnent à l'époux le droit de faire comme bon lui semble, car selon la loi juive, il n'a commis l'adultère que s'il s'agit d'une relation sexuelle avec la femme d'un

"autre homme. La femme, par contre, est adultère dans tous les cas de relations sexuelles avec un homme, qu'il soit marié ou pas. La femme "adultère" est très fortement "conseillée" de se divorcer, mais une fois divorcée elle n'a pas le droit de se remarier avec son amant ou même se remarier avec son ex-époux. L'interdiction religieuse à ce propos est un acte de vengeance juridiquement préconisé qui l'interdit aux deux hommes.

Selon les mêmes règlements, la femme, dont le mari est porté disparu et/ou présumé mort (une situation très possible en Israël, vue les guerres) est désignée "ancrée" pendant sept ans. Si jamais elle prenait le risque de se remarier avant le retour du mari, elle serait adultère. Si elle avait eu des enfants de cette même relation, ils seraient déclarés illégitimes et leur statut demeurerait ainsi durant DIX générations; c'est-à-dire leurs enfants, les petits-enfants ainsi de suite seront déclarés MAMZERIM, c'est-à-dire "bâtards" selon la loi juïque. Il ne s'agit pas ici d'une paternité qui n'est pas reconnue, mais celle qui soit illégale. Cette loi (contestée par Moshe Dayan en raison de sa situation personnelle) date de l'Age de Bronze. Tout cela peut sembler un peu farfelu, mais il n'y a ici rien de drôle, ni d'exagéré, car actuellement en Israël, le Rabbinate continue diligemment de surveiller de près la question d'illégalité avec les pratiques de la compilation des listes noires. La question du comportement sexuel des femmes mariées est toujours très importante et les listes noires sont utilisées afin de savoir qui peut se marier, divorcer ou bien qui est "suspect" parmi les convertis.

Le caractère juif de l'état est très important en Israël, bien que seulement un quart de la population se déclare religieuse (j'ai souligné la confusion qui existe entre judaïsme - nation - peuple ou

religion); cette "judaité" n'est pas pour autant remise en question par les israélien(ne)s.

Le pouvoir théocratique en Israël veille autant que possible sur la conformité aux règles religieuses du secteur "séculier", cependant il est souvent contraint de se faire aux réalités qui ne sont pas absolument conformes à la loi religieuse. L'arrivée au pouvoir de Golda Meir nous offre un exemple; le parti politique religieux avait vivement essayé de bloquer son ascension au poste de premier ministre utilisant la règle religieuse selon laquelle une femme ne peut être "le roi" du peuple. Vue cette restriction, un amendement avait été décrété par lequel le président d'Israël (un pouvoir symbolique seulement) serait nommé officiellement "le roi" et non le premier ministre. Il ne faut tout de même pas penser que ce genre de manipulation figure au niveau des règles qui gèrent la vie quotidienne des juives; ce n'est que lorsqu'un domaine "masculin" a été touché que de telles bifurcations s'en suivent.

"Le judaïsme orthodoxe (la seule forme du judaïsme légitime en Israël)* est beaucoup plus qu'une religion en Israël, aujourd'hui. C'est un code légal qui est particulièrement restrictif aux femmes: c'est une force de restriction civile constituée en bloc au pouvoir politique qui peut en effet éliminer toute mise en œuvre législative avec l'objectif d'affirmer une égalité entre les sexes. Plus important encore est qu'il constitue un système de valeurs morales qui pénètre la conscience de tout israélien, femme ou homme, religieux ou séculier".
(Hazelton, 1977: 53).

La religion, l'idéologie nationaliste et le culte de "la puissance masculine" (voire machisme) influencent la vie socio-politique, militaire, éducationnelle ainsi que celle du travail; ces facteurs déterminent aussi la mythification de la sexualité. Il y a dans la religion des dictons

* (ajouté par moi)

très précis sur le comportement sexuel des hommes et des femmes, sur les tabous et la procréation, etc.. Selon le judaïsme et l'interprétation rabbinique au cours des âges, la sexualité féminine est perçue comme étant menaçante, surtout que son corps n'est jugé qu'en terme de pureté (ex. les menstruations, l'accouchement, les rapports sexuels, sont tous entourés par des jugements qui renvoient immédiatement à l'impureté).

Il n'est pas ici question de faire une longue dissertation sur la sexualité et le judaïsme - mais la sexualité est une composante de la vie sociale sujette à être influencée par le contexte social dans lequel elle est vécue. L'exemple israélien montre que la mystification religieuse autour de la sexualité, trouvée dans toute tradition religieuse, a été dans ce cas marquée par le rapport étroit au nationalisme colonialiste juif.

Avant la création de l'état d'Israël, les communautés juives n'étaient pas très ouvertes sur la question de la sexualité, une femme était très sévèrement jugée selon ce critère, c'est-à-dire son comportement social renvoyait à son état d'outil sexuel, qui permettait qu'elle soit jugée comme étant "une bonne ou mauvaise fille". Il n'y avait que très peu de liberté en ce qui a trait au choix de partenaire ou bien de relations libres (certaines, il faut le dire, militantes marxistes, anarchistes et/ou communistes, par exemple Emma Goldman, ont tout renversé, mais il s'agit de cas exceptionnels).

Pour les pionniers, l'atmosphère libératrice des années formatives, favorisait une certaine liberté, surtout qu'il y a eu une remise en question socialisante de ces anciennes traditions et restrictions. Parmi certains groupes, le mariage était découragé bien que la fidélité et la modestie (visant les femmes) demeuraient importantes. C'était en général les hommes qui pouvaient bénéficier de cette "libération sexuelle", les

femmes, elles, n'ont pas été toutefois libérées.. Bien qu'il y ait eu à l'époque une certaine libéralisation qui permettait à l'individu(e) d'agir selon ses désirs - l'objet du désir - "la femme", demeurait contraint par les mêmes préjugés moralisateurs propres au judaïsme traditionnel; le corps et le désir d'une femme devaient être contrôlés. Le problème est complexe, car il existe un rapport et une influence réciproque entre deux idéologies. L'importance de la préservation du caractère juif de l'état a eu une grande influence sur l'étendue de l'émancipation des moeurs traditionnelles. La vie sexuelle en Israël est vécue à la masculine, c'est-à-dire que les femmes ne sont presque pas considérées - leur désir, par exemple ne compte pas du tout. Les hommes peuvent se permettre de subvenir à leurs désirs, mariés ou pas, mais la trahison d'une épouse ou le comportement libertin d'une "fille", sont tous les deux des menaces à la société. Puisqu'en Israël il y a une absence presque absolue d'éducation sexuelle dans les écoles (dû au Rabbinate), il est tout à fait courant de retrouver les anciens mythes sur tous les sujets sexuels: de la procréation, de l'acte sexuel et de la masturbation des garçons (celle-ci n'est pas traitée chez les filles)etc.. Il s'agit, même trop souvent, de contes de fées sur la sexualité, et entre la puissance de l'institution religieuse et l'absence d'éducation à ce sujet, le sujet reste voilé dans le mystère.

Intervient aussi à ce niveau le problème des différences ethniques; car les ashkenazes et les orientaux vivent au moins superficiellement, ces questions différemment. Le problème de la préservation de la virginité d'une fille reste très important chez beaucoup d'orientaux, mais ceci dit, l'attention démesurée portée sur le conservatisme oriental, ignore le manque de libération sexuelle qui existe réellement du côté ashkenaze. La société juive israélienne en

général est traditionnelle et conservatrice sur ce sujet et à ce niveau la classe économique joue un rôle très important, car, chez la majorité d'orientales, le manque de moyens ne permet pas en cas "d'accident" qu'elles se procurent un avortement (qui est illégal en Israël, mais peut être fait si vous avez les moyens). La pauvreté joue aussi, en ce qui a trait aux possibilités qu'ont beaucoup de juives orientales de vivre indépendamment de leurs familles - donc plus libres d'agir sans la surveillance de la famille. Il est vrai que les coutumes chez les orientaux jouent un rôle, mais petit à petit, les générations de femmes "orientales" nées en Israël s'éloignent de ces exigences. La plupart cependant vivent en contradiction par rapport aux attitudes familiales et communautaires et les influences séculières de la société juive en générale. La contradiction est tout de même vécue à l'intérieur d'un processus de changement social ou rien n'a été fondamentalement amélioré.*

On ne peut pas présumer, comme montre l'image occidentalisée de l'état, qu'il y a eu une véritable libération à ce sujet; Israël demeure tout de même un pays levantin et juif - (le caractère non changeant de la tradition religieuse). Chez les ashkenazes, l'oppression sexuelle des femmes est cachée sous un masque de prétendu progrès occidental, tandis que chez les orientaux (qui sont opprimés puisque orientaux, qui signifie non-civilisés) il n'y a aucune prétention à une ouverture à l'occidentale sur cette question. D'ailleurs, leurs

* L'analyse d'attributs différents entre les mères et filles d'origine yéménite, confirme un mouvement très lent vers le changement. Voir Gilad.

conditions de vie tendent à renforcer le maintien des anciennes traditions.

La liberté sexuelle s'exprime cependant au niveau du nombre de "cabarets" et la prolifération de revues et films pornographiques, en fait il existe un double standard qui donne à l'homme israélien juif, peu importe son origine ethnique, la possibilité de se satisfaire comme bon lui semble. L'expérience militaire, l'idéologie nationaliste de la puissance, l'identité israélienne de "sabra" (le mot hébreu signifie "cactus", mais au niveau de l'usage courant signifie celui qui ose faire ou agir) celui qui est indépendant, impudent et méprise l'autorité, sont tous des composants du comportement "machos" des juifs israéliens.

Les juives ne sont pas touchées par cette identité israélienne de puissance et virilité, bien que les ashkenazes peuvent s'attacher à cette image plus facilement que leurs compatriotes orientaux.

L'estimation du nombre (officiel) de prostituées avait été donnée à 2.000 femmes, bien que le vrai nombre est probablement beaucoup plus élevé. (Hazelton, 1977: 130). La majorité d'entre elles sont d'origine orientale; dans les communautés orientales, une fille qui a perdu (ou est jugée l'ayant perdu) sa virginité est beaucoup plus "réceptive" aux fortes pressions exercées contre elles par des proxénètes. Dans ces quartiers très pauvres, la virginité devient une commodité très manipulable, puisqu'il n'y a de choix spécial pour les femmes. Les problèmes de la pornographie, la prostitution, la violence sexuelle, ne sont pas importants pour la majorité d'Israélien(ne)s. Ils sont sujets à de maintes réprobations de la part des autorités religieuses, mais ne sont pas pertinents comme étant de problèmes sociaux. Une prostituée est une

"fille tombée de grâce", mais l'homme qui la fréquente ne fait que subvenir à "ses besoins". La femme orientale, qui est une prostituée, est non seulement une mauvaise femme, donc objet seulement bon à être manipulé, mais une disgrâce sociale visible, vu son origine ethnique. Le racisme à ce niveau comprend non seulement le préjugé face à la couleur de sa peau et son origine ethnique, mais aussi le facteur de la "trahison juive" - c'est-à-dire la question de moralité ainsi que celle de son devoir juif.

Les exigences économiques de la colonisation sioniste depuis ses débuts demandaient qu'au niveau du travail, main-d'oeuvre et productivité, une lutte soit menée contre la viabilité économique des indigènes. Les femmes juives ont toujours été à ce niveau des auxiliaires, c'est-à-dire que l'aide qu'elles apportaient concurrençait au début le pouvoir économique que représentait la famille étendue palestinienne. Ceci a fait en sorte que le travail des juives (puisqu'il était important, cependant après les immigrations massives de juifs, le travail des juives avait de moins en moins de place et au fur et à mesure durant les années '50, elles ont regagné leurs maisons et repris leurs places à côté du mari, qui lui assurait le gagne-pain. La stabilité économique n'a jamais été une réalité en Israël et très vite les femmes sont revenues durant les années soixante sur le marché du travail.

Ceci dit, les femmes du groupe dominant en Israël ont été un des outils importants par rapport au succès de la domination ethnique et colonialiste. Leur situation de main-d'oeuvre juive bon marché, qui peut être mobilisée ou démobilisée selon le cas (soit guerre ou crise économique) figure hautement. Dans ce cas, même les inégalités et/ou différences ethniques juives, bien que pas totalement rayées, sont

subordonnées aux exigences de l'hégémonie ethnico-nationale juive. Cette réalité n'enlève rien de la domination subie par le groupe social "femmes" - au contraire - la tâche nationale varie toujours entre assurer "la frontière maternelle" et fournir l'aide aux hommes qui sont partis défendre la sécurité nationale. En quelque sorte dans des cas pareils, les femmes du groupe dominant deviennent une sorte de "ceinture de sécurité", un tampon qui peut, soit protéger leur groupe en cas de menaces à l'hégémonie ethnique spécifique ou bien amortir le choc de l'absence des hommes.

En 1975, il était estimé que 33% des femmes travaillaient à l'extérieure de la maison, parmi ces femmes, 12% étaient mères d'enfants d'âges pré-scolaires. (Clapsaddle, 1976: 203). Il est tout de même étrange qu'aussi peu de femmes travaillent, surtout qu'il existe au pays beaucoup de mesures légales qui favorisent le travail des mères; les congés de maternité payés durant 12 semaines, l'hospitalisation pour l'accouchement est gratuite, cependant il existe une pénurie de crèches et jardins d'enfants abordables. Il existe aussi, en Israël, une attitude qui favorise les enfants, mais elle est accompagnée par son analogue négatif qui met trop d'importance sur le rôle procréateur d'une femme - elles subissent d'énormes pressions sociales qui veulent qu'elles aient au moins trois enfants, sans pourtant toucher aux problèmes concrets, tels, le coût des crèches et leur non déductibilité des impôts, surtout que les salaires des femmes sont nettement inférieurs.

En fait, il y a un écart entre le mythe des Israéliennes-juives actives et une réalité socio-économique qui exigent qu'elles réfléchissent beaucoup avant de partir sur le marché du travail. Les impôts sont très élevés, les salaires des femmes très bas, les

conditions de travail peu motivantes, avec plus d'ouvertures dans les domaines "féminisés" du marché qui comprend aussi une prédominance d'emplois à mi-temps avec peu de possibilités pour l'avancement dans une carrière. La structure sociale renforce ces difficultés avec des lois sur le travail, qui visent toujours à protéger les femmes au nom de la différence "naturelle" entre les deux classes de sexes.

La loi de 1954 sur l'embauche des femmes est toujours en vigueur (avec des tentatives de changements non réussies) il en reste une qui renforce la discrimination sexiste au travail. Cette loi reflète parfaitement le rôle protecteur que prend l'homme et l'état envers les femmes, le présupposé de base de cette loi est la primauté du rôle biologique. Elles sont définies par leur biologique, leur "nature" de femme telle qu'elle est comprise dans une interprétation patriarcale. Selon cette loi, les femmes n'ont pas le droit de travailler la nuit en raison "de la santé particulière des femmes", cependant cette loi ne s'est pas intéressée au travail de nuit que font les femmes dans les secteurs traditionnels d'embauche - tels: l'infirmière, la standardiste et l'employée dans l'hôtellerie. La loi protège en fait les femmes de tout travail perçu comme étant nuisible à la santé, ce qui donne libre cours aux pratiques discriminatoires. La loi stipule que toute femme embauchée ainsi peut exiger que son employeur subviene à ses besoins particuliers (endroit pour dormir, coûts de transport, etc.) qui fait en sorte que les employeurs favorisent plutôt l'embauche des hommes, qui ne leur coûtent pas autant.

La loi de 1964, sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes, n'a pas encore influencé les pratiques discriminatoires. Les femmes reçoivent régulièrement des salaires inférieurs. Le secteur universitaire et le fonctionariat sont les seuls à suivre ces

recommandations, mais le problème est que peu de femmes accèdent aux postes de haut niveau (où il y a plus d'égalité de salaires) pendant que la majorité qui travaille comme personnel de soutien est peu touchée. Corollaire à ce problème est celui des titres différentiels pour les emplois d'"hommes" et de "femmes" - bien que cette pratique soit illégale, elle persiste partout. En effet, la loi n'a ni d'autorité, ni de pouvoir, en réalité elle n'existe que sur papier.

Les attitudes ne changent que très lentement, par exemple l'employeur israélien hésite beaucoup avant d'embaucher une jeune femme (ne parlant pas de femme enceinte ou bien celle âgée de 40 ans et plus), car elle est perçue comme n'étant qu'une mère en devenir. Les coûts des bénéfices de maternités qui sont assurés par l'employeur sont élevés et lui enlèvent son profit. Bien que "la maternité sociale" soit importante, une femme enceinte, dès qu'elle est obligée de quitter son travail, n'a plus de salaire garanti par l'Assurance Nationale, cependant le soldat qui termine son service militaire, qui varie entre 30 et 80 jours par an de service dans les réserves militaires est assuré de son salaire par l'Assurance Nationale, en dépit du fait que lui aussi doit "couper" son travail pendant un certain temps, qui est un facteur non négligeable au niveau de la productivité nationale. Il ne subit aucune réserve de la part de l'employeur devant son embauche. Au contraire, en Israël sans le service militaire on ne peut pas trouver du travail.

L'inconvénient de la maternité, ne vaut pas l'inconvénient du service militaire.

En 1978, la Commission d'Enquête sur le Statut des Femmes avait décrit la situation socio-économique des israéliennes ainsi:

"Une proportion élevée de femmes parmi les analphabètes, un degré élevé de ségrégation sexiste au travail, soit dans l'économie civile ou

militaire, un grand écart au niveau de la rémunération entre hommes et femmes, la prédominance du sexisme dans le système d'éducation et les médias, une insuffisance de services nécessaires qui permettront aux femmes d'accomplir leurs tâches domestiques et leur travail à l'extérieur, une représentation symbolique des femmes aux postes de pouvoir politique et leur absence aux postes de pouvoir économique".
(Nundi-Izraëli, 1983: 60).

L'école et les croyances sociales véhiculent le mythe qu'il existe dans cette société l'embarras de choix pour tout individu - qu'il ne s'agit que de saisir l'opportunité et de travailler. Ceci est l'éthique sociale d'une société hautement individualiste et matérialiste, malgré les prétentions au contraire. Mais ce droit ne touche pas les femmes juives (ni les palestiniennes), ceci dit, elles reçoivent le message qui prône l'importance du rôle féminin, le travail peut figurer mais en dernière instance, et ce travail doit être toujours moins prestigieux et moins rémunérateur que celui de leur mari.

Le "boom" économique, qui a eu lieu après la guerre des Six Jours en 1967, avait inclut une importante croissance dans la participation féminine; une augmentation entre 1970 et 1980 de 29.3% à 35.7%.

(Nundi-Izraëli, 1983: 60) Ceci était dû surtout à l'absorption dans l'économie militaire de beaucoup d'hommes, qui laissait à l'économie civile un besoin aigu de main-d'oeuvre.

Le facteur ethnique intervient cependant avec une augmentation de la participation au travail des femmes orientales. Ceci dit, proportionnellement le taux de participation des "orientales" était inférieur à celui des "ashkenazes". Durant les années '70, l'importance du facteur familial a décru parmi les juives d'origine orientale, ceci accompagné d'une hausse du niveau d'instruction (plus de juives orientales finissaient l'école secondaire, collèges et universités et

ces deux facteurs ont contribué à une plus forte participation sur le marché du travail de juives orientales).

En Israël, le niveau d'instruction des femmes est un facteur clef qui agit sur la possibilité de trouver un emploi; entre femmes et hommes avec au moins huit ans d'instruction, la différence au niveau de leur participation au travail est très grande, elle ne se réduit que lorsqu'on arrive au niveau d'éducation de seize ans et plus.

Au début des années '60, la majorité des femmes qui travaillaient à l'extérieure de la maison étaient célibataires, mais au cours des années soixante-dix ceci avait été renversé, car vers 1980, 39.4% des femmes mariées étaient sur le marché du travail et elles constituaient 68% de la main-d'oeuvre féminine. (Nundi-Israëli, 1983: 64).

Le mode de travail dominant chez les femmes est celui du travail à mi-temps, qui donne aux femmes la possibilité d'agencer leurs travaux domestiques avec ceux à l'extérieure de la maison. Mais comme ailleurs dans le monde, le travail à mi-temps est moins rémunérateur et intervient une question non seulement de classe économique mais d'années d'instruction. Seules les professionnelles, universitaires et scientifiques font moins de mi-temps et d'ailleurs leurs salaires leur permettent d'engager de l'aide domestique - quelque chose hors de question pour celles de revenus inférieurs.

Les exigences familiales demeurent importantes en ce qui a trait au nombre de mesures concrètes, qui plus souvent que non font des femmes des sujets moins attrayants pour les postes de direction, ainsi qu'au niveau de l'avancement dans leurs carrières. Par exemple, au sein du syndicat national, l'Histadrut, il existe des mesures offertes aux mères (seules) avec deux enfants en bas de 14 ans, qui leur donnent le droit à moins d'heures de travail. Une bonne tentative théoriquement,

Mais dans une société qui voit les femmes comme étant secondaires matériellement, elles rencontrent encore plus de réserves face à leur embauche. D'ailleurs, pour presque toutes les femmes, les salaires sont inférieurs, le coût des gardiennes (compte tenu de la disponibilité disparate de gardiennes), les femmes sont "obligées" de limiter leurs horizons. Ces lois protectrices envers les femmes renforcent directement et concrètement la ségrégation sexiste au niveau occupationnel, elles n'enlèvent aucunement les barrières.

L'écart entre les salaires des femmes et ceux des hommes, malgré la législation de 1964 et 1973, ne se retrécit pas. Dans l'industrie les femmes reçoivent 66% des salaires des hommes, dans les services sociaux et communautaires elles reçoivent 86% et dans les secteurs scientifiques et universitaires, elles ont 82% des salaires des hommes. (Nundi-Izraëli, 1983: 69).

Cet écart est expliqué en termes de ce qu'offrent les femmes par rapport aux hommes, au niveau soit éducation, expérience et/ou stabilité sur le marché du travail; c'est-à-dire le coût de leur productivité et leur valeur auprès de l'employeur. Cette explication ignore que deux personnes de "sexes différents" avec la même éducation, etc., ne reçoivent pas le même salaire, elle ignore le fait que les hommes doivent interrompre leur travail pour faire leur service militaire (comme j'avais mentionné, une instabilité qui coûte au niveau de la productivité) et elle ne compte pas non plus le fait que les primes reçues par les hommes (offertes par l'employeur, voiture, voyage, etc.) coûtent très chers aux employeurs.

La ségrégation sexiste au niveau occupationnel existe sans équivoque en Israël; ceci dit, les hommes se trouvent moins cantonnés dans des domaines déterminés. La division sexiste au travail est telle

que dans la grande majorité des secteurs, il n'existe pas (ou très, très peu) de concurrence entre les femmes et les hommes pour le même emploi.

"En Israël, 75% des femmes qui travaillent (à l'extérieure de la maison)* sont embauchées dans les secteurs clairement "féminisés", 13% dans les secteurs masculins et 12% dans les secteurs équilibrés".

(Nundi-Israëli, 1983: 72).

Depuis la guerre de Yom Kippur en 1973, il y a eu, après la grande mobilisation, une certaine déségrégation occupationnelle, ceci dit, ce fut une exigence à l'heure d'une crise nationale et non une politique réfléchie avec une durée à long terme. Ces mobilisations et démobilisations de la population féminine, conséquentes aux guerres en Israël, ont eu très peu d'effet à long terme sur les pratiques et/ou politiques occupationnelles discriminatoires.

Depuis 1979, il y a eu l'établissement de quelques politiques au sein du syndicat national, par rapport aux contrats signés, selon lesquelles les catégorisations par "sexe" des emplois devaient disparaître. Malgré ces tentatives, les pratiques persistent: la femme est cuisinière - l'homme est le chef, elle est secrétaire, lui assistant à l'administration, ainsi de suite. Ceci s'ajoute à la ségrégation ethnique basée non seulement sur des préjugés mais sur une discrimination "structurale" propre au système social en Israël. Selon les statistiques officielles du gouvernement en 1981, le tableau de la distribution ethnique au sein de la main-d'oeuvre féminine se présente ainsi:

* (ajouté par moi)

TABEAU 11: DES FEMMES PAR GROUPE ETHNIQUE, SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

GROUPE ETHNIQUE:	A/A	IAA	II	EA	IEA*
POURCENTAGE:	22.9	16.7	6.2	33.6	20.6
(Nundi-Izraëli 1983: 96).					

*A/A= Africaine-Asiatique; IAA=née de père Africain-Asiatique; II= née de père Israélien-Israélien; EA= Européenne-Américaine; IEA= née de père Européen-Américain. (Cette catégorisation ethnique masque l'étendu de la ségrégation ethnique.)

Une analyse plus approfondie du type d'emplois montre que les israéliennes de père Européen-Américain sont sur-représentées sur le marché; mais elles occupent les postes à hauts niveaux, elles sont pourtant sous-représentées aux niveaux des "cols bleus" et des services publics.

Les israéliennes nées de père Africain-Asiatique sont sous-représentées aux postes aux hauts niveaux, c'est-à-dire le secteur scientifique et universitaire, mais elles sont sur-représentées aux niveaux clerical et services d'entretien. Celles qui sont nées en Amérique ou en Europe sont sur-représentées dans la vente et le commerce; tandis que celles nées en Afrique/Asiatique sont sous-représentées à tous les niveaux, à part ceux en bas de l'échelle, le travail d'aide domestique et balayeuses (elles sont surtout des femmes plus âgées). Il semble y avoir une petite croissance au niveau de la participation des femmes, il y a eu une légère baisse dans la ségrégation ethnique sur le marché du travail (parmi les femmes) mais la ségrégation sexiste demeure.

L'avenir promet quoi, on ne le sait pas, car le changement est imperceptible: "les enquêtes montrent que les lycéens mettent l'accent sur la primauté du rôle maternelle-épouse, ainsi que leur participation (traditionnelle)* à l'avancement de la carrière de l'époux."

(Nundi-Izraëli, 1983: 65). * Ajouté par moi.

La préoccupation israélienne avec "la vraie" fonction de femme s'exprime entre autre dans la prolifération de concours féminins: (auparavant impensable en Israël): "La Femme de Courage, Mère de l'Année, Reine de la Cuisine, La Femme Moderne et La Femme Idéale. (Kulten, 1976)

Ces concours sont mêmes présentés comme étant une expression de l'émancipation des femmes. Une émancipation qui a comme critère de base - mère d'enfants, bonne et dévouée épouse, excellente cuisinière, ainsi de suite. Elles doivent aussi se préoccuper de "leur beauté", qui d'ailleurs est un phénomène tout à fait nouveau dans ce pays. C'est le maquillage et les habits, une indication du changement social qui comprend une consommation élevée de tels produits. Elles s'identifient beaucoup plus avec le style de vie occidentalisé, soit au niveau des loisirs ou à celui de la conception de ce que doit être "une bonne vie".

La beauté exigée par ces concours, par exemple, est aussi à l'occidentale - blanche, blonde, longeline, pas de cheveux crépus, de peau mate ou de petites tailles retrouvées très souvent chez les orientales. (Ceci renvoie directement à la discussion antérieure sur l'idéologie dominante sioniste, qui veut d'Israël un pays occidental - le modèle de la beauté, n'est qu'une expression concrète du degré de l'assimilation de cette perception).

Il y a, en Israël, deux groupes de femmes qui historiquement ne travaillaient pas (à l'extérieur): les ashkénazes aisées et les orientales pauvres. Pour l'élite Ashkenaze, qui gère Israël, ainsi que pour les nouveaux riches, qui ont fait leur fortune après la guerre de Six Jours, c'est un point d'honneur d'avoir une femme qui ne "travaille" pas. De ces femmes orientales qui ne travaillaient pas, la question d'honneur était aussi pertinente, mais ceci dit, elles devaient reproduire un grand nombre d'enfants, une situation refusée chez les

ashkenazes, puisque cela faisait partie de leur statut de civilisés par rapport "aux sauvages".

Cependant, une différence existe au niveau des conditions sociales vécues par les deux groupes. Les orientales ont toujours eu des conditions de travail difficiles, elles travaillent comme des dingues (sans machine ou autre outil, qui aide au niveau des tâches domestiques) une vie ingrate dans des milieux physiquement délabrés. Ceci a fait en sorte de produire chez les orientales des 21ème et 31ème générations une montée d'intérêt envers l'émancipation, tandis que les Ashkenazes aisées ne veulent rien changer de leur statut aisé. Elles sont, il ne faut pas l'oublier, imprégnées et entourées de conceptions qui valorisent l'idéal féminin - celle qui est douce, protégée, avec moins de souci et moins de travail ménager, un homme qui lui assure un haut niveau de vie. Cet idéal féminin est pour toutes les couches socio-ethniques, celui qui est le plus recherché.

Cette image joue aussi un rôle (voir la ségrégation sexiste au travail) négatif par rapport à la participation des femmes dans les secteurs non traditionnels du travail, telle la politique. Les femmes se trouvent en prépondérance dans les secteurs d'éducation, formation, services sociaux et d'entretien, personnel de soutien et les emplois domestiques fournis hors domicile. Il y a eu très peu de contestations par les israéliennes de ces restrictions; il y a cependant la reconnaissance par les femmes de la non pertinence des mythes concernant leur pleine participation.

Selon le sociologue Rifka Bar Yoseph (Hazelton, 1977), le résultat social de la vision juridique prédominante, ainsi que les lois elles-mêmes, est la mise en place de mesures et attitudes clairement paternalistes, qui ne considèrent pas la femme comme étant une adulte ou

au même titre que l'homme israélien. Ces lois ne favorisent aucunement une insertion globale des femmes dans la vie socio-économique israélienne. En somme, la concrétisation du concept d'égalité est tout à fait dépendante de la société environnante, et les lois sur l'Égalité des Femmes en 1951 et celles de 1981 ne diffèrent qu'au niveau de la conceptualisation de la "différence" qui existe juridiquement entre une "distinction" et une "discrimination". La mise en vigueur des lois de '51 n'a jamais pu entamer, au niveau juridique, la mise au point d'une définition de la discrimination. Elles ne voyaient pas d'inconvénients dans la série de mesures protectrices, mises en vigueur, qui protégeaient les femmes, puisque femmes.

Toutes les lois, soit sur le statut individuel, le travail, la retraite, etc., n'ont jamais été formulées en vue d'une amélioration dans la situation contradictoire qui existe entre le système judiciaire religieux et celui de secteur civil. Ceci a fait en sorte d'aggraver la complexité de la situation vécue d'oppression des femmes. Les nouvelles lois, soit sur la rémunération égalitaire (1964 & 1973), soit sur le mariage et le divorce (1953 amendée en 1981), soit sur l'embauche des femmes (1954 amendée en 1978) n'ont pu réaliser entièrement leurs objectifs. D'ailleurs, comme c'est souvent le cas avec les tentatives législatives, elles ignorent les facteurs importants. Par exemple, la loi de '54 n'a pas touché au secteur privé, donc les garanties anti-discriminatoires ont été nécessairement sévèrement handicapées et une telle ambiguïté lui enlève de son pouvoir et/ou de son autorité.

"Le système juridique en Israël va à l'autre extrême et endosse totalement toute forme de protection particulière en ce qui a trait aux femmes". (Raday, 1983: 91). Cette protection particulière touche le service militaire, le travail, la sécurité sociale, les pensions

alimentaires et l'âge de la retraite des femmes. Ceci fait en sorte que, malgré les déclarations de bonnes intentions, les stéréotypes sont renforcés, ce qui par la suite empêche une égalité d'opportunité. Il n'y a aucun modèle, ni mesure qui, au moins, montre un autre modèle de participation sociale; il n'y a aucune tentative de montrer l'importance de l'implication des hommes dans la charge matérielle, affective, ainsi de suite, de la famille. Les lois ne font même pas allusion au fait qu'il pourrait exister autre chose que "Femmes-naturelles" et "Hommes-acteurs sociaux".

Le système de privilège, déjà décrit dans les lois sur le travail, l'embauche des femmes et le service militaire renforcent les stéréotypes. Par exemple, la provision par laquelle un homme, lors du divorce, n'est pas tenu de payer une pension si sa femme travaille, ignore le fait que les femmes reçoivent des salaires inférieurs, qu'elles ont eu en majorité moins d'années d'éducation et que leurs années à la maison ne comptent en rien lors d'une demande d'emploi. Elle ignore aussi les coûts élevés de la charge des enfants et ignore aussi que la plupart des hommes n'ont jamais eu à prendre un grand rôle dans l'élevage des enfants, et qu'une telle mesure renforce cet éloignement de la réalité. Aucune pensée n'y figure afin d'améliorer cette situation.

Au niveau du travail, la loi de '81 est censée éliminer toute discrimination occupationnelle - mais elle inclut une mesure légale par laquelle toute action entamée sera désormais une action criminelle, c'est-à-dire que la discrimination sexiste devient un acte criminel, et ne pourrait être poursuivie que selon le code criminel. Elle ignore toutes les barrières réelles face à toute poursuite de justice, entre autre le fait que la responsabilité (le fardeau de la preuve) non seulement d'entamer, mais de prouver cette discrimination revient à la

victime. Cela devient une question individuelle - le patron versus la femme. Le problème du syndicat y intervient par rapport à la poursuite judiciaire, surtout que les règlements propres à l'Histadrut sont discriminatoires, et font de cette institution une partie dans l'action. En Israël, le Histadrut est aussi un employeur, car il possède un grand nombre de compagnies, donc le syndicat défend non seulement la victime mais aussi l'employeur. Non seulement, pour la plaignante existe-t-il des problèmes financiers, mais puisque le syndicat joue un double rôle, il existe le problème de la possibilité réelle de remède par rapport aux conditions contractuelles.

➤ "Il est clair que la première déclaration dramatique des droits des femmes à l'égalité en 1948 demeure au stade de l'intention et le système juridique s'en tient aux actes de discriminations flagrantes et prouvées, qui ne représente qu'une infime minorité. Les causes des inégalités entre les sexes... n'ont pas été touchées, bien qu'elles ont été sujettes à des recherches, législation et jurisprudence en dehors du pays. Le problème aigu de la mise en oeuvre du droit de ne pas subir la discrimination a été ignoré". (Raday, 1983: 108).

La participation militaire des femmes est un autre mythe très répandu, qui laisse l'impression qu'il existe une participation égale entre hommes et femmes en Israël. La réalité de ce service militaire est très révélatrice, d'abord de toutes les femmes qui atteignent l'âge du service - la moitié le font, l'autre moitié est exemptée, soit par raisons de mariage (une femme mariée n'est pas obligée de le faire) ou par raisons de "foi religieuse". La question de la religiosité existe aussi pour les hommes, mais les preuves de la religiosité chez les femmes sont beaucoup moins sévèrement surveillées.

"L'armée israélienne utilise les femmes surtout comme un corps de soutien". (Clapsaddle, 1976: 208). D'ailleurs, le sigle en hébreu qui désigne le corps féminin (militaire) CHEN signifie "charme" et les femmes

de CHEN ne jouent que des rôles non combattifs. Leur service est de 24 mois, au lieu de 36 mois pour les hommes. Bien qu'elles apprennent des métiers et peuvent atteindre une nouvelle conscience de soi, voire même une certaine indépendance, la réalité qu'elles confrontent une fois sorties (sinon durant le service) les enferme une fois de plus dans leurs rôles féminins.

Dans l'armée elles travaillent dans les secteurs administratifs de formation et services sociaux, qui libèrent les hommes à leurs tâches guerrières. Elles sont préparées à la défense de leurs familles et d'elles-mêmes (ex. en cas de viol). Elles assistent dans les multiples missions éducationnelles et sociales, ainsi qu'à l'absorption d'immigrants. Comme le disait une féministe israélienne: "le public israélien et l'armée attendent quelque chose de joli, mais pas utile, les filles elles-mêmes acceptent ça". (Clapsaddle, 1976: 208).

L'acceptation de leurs rôles sociaux subordonnés est un thème qu'on rencontre très souvent dans la littérature sur les femmes juives en Israël, il faut dire, que depuis la création de l'état, le peu de femmes qui avaient au début participé activement aux expéditions miliciennes, se sont vues destituer de tout rôle actif. Ces quelques exceptions à la règle sont à la base de ce mythe particulier, ainsi que celui sur le "contentement" des israéliennes à leurs rôles.

Les années formatives de l'état ont vu la mise en oeuvre de l'attitude et des pratiques sionistes particulières face aux femmes. Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, celles qui en Palestine ont été envoyées par les organismes sionistes en Europe pour recruter des immigrants, faisaient, non seulement ce travail politico-idéologique, mais aussi celui d'infirmières, travailleuses sociales dans les camps de réfugiés, institutrices, ainsi de suite. En 1949, l'armée avait réagi

rapidement face à la question de l'impératif démographique avec une loi qui exemptait les femmes mariées et enceintes. Le rôle maternel que peuvent jouer les femmes est très important même au sein de l'armée - puisque les femmes sont perçues comme étant les agentes normalisatrices dans toute situation de crise, surtout en ce qui a trait à la charge affective. Elles sont, depuis lors, l'élément de soutien moral face aux crises. Elles ne voient pas le combat, mais comme durant l'invasion du Liban (1978 & 1982) elles sont toujours présentes en arrière ligne. D'ailleurs, après leur entraînement de base, elles ne portent des armes que dans des défilés militaires, ce sont elles qui plient et rangent les parachutes - elles ne sont pas parachutistes (mais ceci dit, pour les femmes c'est un très grand honneur et statut de pouvoir servir auprès des parachutistes-hommes, le corps élite de l'armée), Dans le F.D.I. le plus haut grade que peut atteindre une femme est celui de "colonel", il n'y a pas de femmes-générales. D'ailleurs, leur entraînement est fait à part et il ne ressemble guère à celui des hommes.

Dans l'armée il y a trois occupations fermées aux femmes; 1) celles qui impliquent le travail physique - par exemple, chauffeur de camions (elles sont toutefois les chauffeuses des généraux), 2) celles qui à cause des conditions de service et de l'environnement peut nuire à leur santé, ex. pompiste d'essence, ou le travail là où il n'y a pas de douches, ou là où il y a une concentration de garçons de milieux défavorisés, car il est présumé qu'ils présenteront un danger aux filles (Nundi-Izraëli, 1983: 71), et 3) toute occupation qui peut les amener près du combat, (en raison de la sensibilité des femmes à la mort ainsi que du danger que représentent les arabes (viol, harcèlement, etc.). Les cours de défense que prennent les femmes dans l'armée, ainsi

que les cours qu'elles reçoivent sur la manipulation des armes, explicitent directement leur utilité face à l'agression sexuelle, qui, il est dit, est présumée se passer lors d'une rencontre entre une israélienne et un "arabe"*

En somme le service militaire des femmes en Israël est obligatoire, non à cause de son importance au niveau du principe de la pleine participation à tous les niveaux de la vie sociale israélienne, mais parce que le F.D.I. a énormément besoin d'une réserve de main-d'oeuvre, qui assure les tâches de soutien, maintien et entretien. L'idée que le service militaire soit, en soi, une façon pour les femmes de parvenir à de nouveaux rôles sociaux est faux - d'ailleurs selon une psychologue israélienne, Tamar Brenitz-Svidousky: "les femmes sortent de l'armée beaucoup plus portées à suivre le stéréotype féminin que lorsqu'elles se sont inscrites". (Hazelton, 1977: 139).

L'armée encourage ouvertement un comportement hautement féminisé, contraire aux années cinquante, où on voyait des femmes fortes, non maquillées et non dépillées et elles ne veulent plus faire face aux conséquences de cette féminité. Par exemple dans l'armée, elles subissent d'énormes pressions au niveau sexuel, qui va jusqu'à l'isolement et l'étiquetage de celles qui ne se soumettent pas. Cette exploitation sexuelle-sexiste au sein de l'armée n'est ni officielle ou même explicite, mais reste-t-il qu'elles fournissent un éventail de services.

* Lors de ma recherche qui m'a emmenée en territoires et lieux palestiniens, la réaction israélienne fut toujours surprise de mon retour saine et sauve et faisait éloge de "mon courage" de vouloir partir dans ces zones.

supplémentaires à l'administration, ou au niveau social - puisque femmes. Malgré les pressions qu'elles subissent au niveau sexuel, si jamais une "tombe" enceinte, elle est renvoyée directement de l'armée, et la société israélienne n'a aucune place pour une "fille qui a tombé de grâce".

Pour celles qui terminent les deux ans de service, elles n'acquièrent pas le statut social obtenu par leurs analogues mâles dans le secteur civil. Au sein de l'armée, elles n'ont certes pas les mêmes opportunités d'avancement dans les rangs. Beaucoup de femmes font un an de service supplémentaire, afin de pouvoir soutenir économiquement leur mari durant ses études universitaires. Ces femmes cependant ne jouiront jamais de la mobilité sociale dont bénéficient leurs collègues masculins. Comme disait si bien en 1975, le ministre de la Défense, Shimon Peres, (le premier ministre actuellement): "il y a une distinction entre le soldat qui est marié et la femme-soldat mariée - c'est l'homme qui est le gagne-pain principal de la famille". (Hazelton, 1977: 149). A la discrimination sexiste au sein de l'armée, il faut ajouter celle à caractère ethniste, par exemple pour les filles venant de milieux défavorisés, les cours qui sont offerts à leurs analogues mâles (des cours spéciaux) leur sont beaucoup moins disponibles. Les exigences du recrutement ne sont pas atteintes par environ 20% des filles de l'âge du service militaire. De ces filles 80% sont d'origines orientales, en raison d'un bas niveau de qualifications. (Voir Nundi-Izraëli). L'armée est tout de même un facteur important dans la réalisation des objectifs nationaux - elle est donc un agent mobilisateur d'individu(s), qui renforce la "différenciation" sociale, non seulement entre orientaux et ashkenazes, mais entre hommes et femmes.

Les femmes juives en Israël sont en effet exclues de participation

active dans la structure sociale la plus importante et valorisée en Israël - l'appareil militaire, elles se trouvent donc à l'écart d'un système de privilèges qui assurent à beaucoup d'hommes des postes dans le secteur civil. Elles n'ont aucun rôle auprès de l'agent de contrôle et d'occupation qui concrétise les projets nationalistes, propres au sionisme. Elles sont renforcées dans leurs rôles d'objets à protéger, il n'est donc pas étonnant qu'elles soient aussi préoccupées par le désir de rester et d'assumer leur féminité, elles sont toujours partout et avant tout "femme".

Je pense qu'il est important de comprendre comment tout système social, qui est basé sur le contrôle ethniste, assure son hégémonie, non seulement démographique mais socio-économique et militaire en perpétuant le rôle féminin. Le stéréotype de celles qui doivent être protégées, est en fait un des axes important sur lequel pivote la relation entre l'oppression des femmes et l'oppression colonialiste-ethniste. Ainsi la différence biologique est accordée une très grande importance, et en Israël un très grand poids est donné au rôle procréateur des femmes. Dans de pareilles conditions le mariage - le seul cadre légitime des activités sexuelles et procréatrices, acquiert une importance démesurée. Le mariage en Israël est un panacée national ainsi qu'une activité très rentable; il coûte environ le salaire d'un an et demi, sinon plus (nous ne parlons pas des très riches qui dépensent souvent \$500,000. pour marier leurs filles). Nous avons déjà fait allusion au fait qu'une femme célibataire en Israël se retrouve marginalisée et exclue - elle n'a pas de place dans une société qui met autant d'emphasis sur cette institution. Ceci est vrai pour les juifs orthodoxes, les juifs américains et européens, les mieux nantis ainsi que les moins nantis, les orientaux et les sécularisés - parmi toutes

catégories ethnico-sociales, le mariage et la famille sont prioritaires.

(La forme, c'est-à-dire le nombre d'enfants et la "liberté" des femmes mariées à entreprendre d'autres activités à part varient mais la légitimité que donne le mariage est primordiale).

Le mariage est aussi un symbole utilisé avec efficacité dans l'idéologie sioniste, qui renvoie toujours à l'Holocauste et la création de l'état d'Israël comme étant la renaissance du peuple juif. Pour les orientaux qui n'ont pas vécu le facisme nazi et ses massacres, il y a (moins qu'avant il faut le dire, surtout avec le renouveau d'intérêt dans l'histoire et la culture des juifs orientaux) une acceptation implicite du principe de base sioniste, qui est l'impératif du combat de la persécution éternelle des juifs/juives.

L'âge moyen du mariage est environ 21 ans pour les femmes et 24 ans pour les hommes, l'âge moyen avait augmenté un peu chez les orientaux et baissé un peu chez les ashkenazes, il y a donc une convergence entre les deux communautés juives en ce qui concerne l'âge du mariage. Les anciennes traditions de "Shiduchim" (marieuse, celle qui arrangeait les mariages), sont toujours présentes bien que modernisées, par exemple même la radio de l'armée offre une émission consacrée à arranger les mariages. La famille et ses réseaux informels de relations jouent toujours un rôle important dans la quête des époux et épouses. Il y a un pragmatisme en ce qui a trait au choix de partenaires - il est souvent question de sécurité matérielle et stabilité - plutôt que de "l'amour passionnel", (un mythe américain d'ailleurs). Une citation de Hazelton indiquait que "la femme urbaine utilise sa sexualité beaucoup plus pour atteindre un statut que pour son plaisir", (Hazelton, 1977: 22). Cependant, on ne peut pas ici affirmer que c'est 100% valable, mais de la littérature parcourue, plusieurs analyses et réponses données lors

des enquêtes tendent à affirmer l'attitude pragmatique face aux mariages.

La famille est importante en Israël, mais il y a maintenant une convergence entre les modèles et rapports familiaux entre Ashkenazes et Sépharades; les Ashkenazes reviennent plus près du modèle de la famille étendue et les Sépharades s'éloignent un peu plus de la proche famille. Ceci d'ailleurs n'est pas seulement une conséquence des attitudes, mais aussi celle d'un changement économique, car actuellement plus d'Ashkenazes peuvent se permettre d'acheter des maisons près des parents dans les centre-villes, tandis que les Sépharades achètent les maisons meilleur-marché, qui se trouvent en banlieue souvent loin des parents.

Pour la femme, le mariage est censé résoudre tous ses problèmes, pour l'homme cela montre qu'il devient responsable, mais dans le cas du décès de l'époux, la situation d'une veuve en Israël devient très difficile - elle se retrouve seule, souvent exclue des relations (surtout qu'elle est perçue comme étant une menace aux maris d'autres femmes, puisqu'elle est sans homme) et même avec une bonne éducation, elle n'atteindra jamais ni le statut social de son mari ni son niveau de rémunération.

Le fait qu'en réalité le mariage ne résoud rien pour une femme - à part un statut secondaire est illustré par le peu d'aide qu'elle trouve en cas de violence domestique. Une femme battue n'a pas de portes de sortie - surtout que selon la loi juïque, elles peuvent si elles se plaignent et quittent le domicile, être prononcées une femme "révoltée" (voir la discussion sur la religion) qui, lors du divorce, n'aura ni la garde de ses enfants, ni moyen de subsistance. Seulement s'il y a des os cassés, la police interviendra. Il n'y a que trois centres d'abris pour femmes battues en Israël, qui fonctionnent avec beaucoup de difficultés.

Entre autre, il existe le facteur de la non-coopération de la police, qui refuse souvent de référer une femme battue à un centre - elle est ramenée chez elle. Les plus "visibles" des battues sont les orientales; en raison non seulement de leur appartenance ethnique, mais leur niveau économique, leur manque d'instruction et ainsi de suite. Ceci a donné lieu en Israël aux croyances que seules les orientales sont battues (leurs hommes étant des arriérés, donc violents). Le caractère patriarcal de la société israélienne est tel qu'il existe; un culte de la puissance, en raison de l'idéologie sioniste. L'autorité paternaliste qui est visible à tous les niveaux, surtout au sein du système séculier judiciaire et dans l'appareil militaire et la définition religieuse de la fonction d'une femme (provenant des lois judaïques), influe toujours sur les affaires individuelles au pays. Ce sont tous des facteurs qui font en sorte que, soit face à la violence, ou soit à la discrimination et l'exploitation sexiste - les femmes n'ont très peu d'alternatives en cas de détresse.

Son rôle procréateur est primordial, en fait ses capacités de pouvoir reproduire sont en effet "sa raison d'être"; l'attitude sociale et le code juridique témoignent d'une attitude négative face à toute intervention dans ce rôle. Les méthodes anti-conceptionnelles sont très mal enseignées à l'école, et à l'armée la question de la sexualité se borne à celle des maladies transmises sexuellement. L'avortement est illégal en Israël, cependant, c'est la méthode anti-conceptionnelle la plus répandue à cause, entre autre, d'un manque notoire de centres de planifications familiales. Ceci dit, un avortement "propre" coûte au moins un mois de salaire, donc pour celles qui n'ont pas les moyens, elles n'ont recours qu'aux méthodes barbares et extrêmement dangereuses. L'avortement et/ou toute autre méthode

d'intervention inter-utérine sont sujets à des politiques et pratiques qui les jugent comme étant une menace à la survie du peuple juif. Depuis les années quarante, une campagne publicitaire qui préconise une croissance de la natalité n'a pas cessée - avec des arguments qui vont jusqu'à l'évocation de l'exemple de l'Allemagne Nazie, qui avait pris des mesures draconiennes face à l'avortement, afin d'assurer la survie de la race aryenne. Les années soixante ont vu la mise en oeuvre de pratiques qui avaient comme buts de créer une atmosphère favorable "à la grande famille" (c'est-à-dire au 3e et 4e enfant). Il faut dire que toutes ces campagnes publicitaires avaient plus de conséquences néfastes sur les femmes orientales que celles de la classe aisée, en majorité Ashkenazes. Les conditions de vie de la majorité orientale font en sorte que ce sont elles qui portent le lourd fardeau de ce mythe social - elles ne se font pas d'illusions sur le rôle biologique. Elles élèvent de grandes familles dans des conditions misérables - avec peu de chance de s'en sortir.

Ces campagnes de natalité visaient en fait les Ashkenazes, qui, elles, ne produisent que deux enfants en moyenne; l'ironie de telles politiques est qu'en Israël l'image de "la grande famille" évoque les orientales, cependant ce sont elles qui ont toujours été victimes du mépris et des préjugés ethnistes - les stéréotypes qui montrent la femme orientale comme étant "une bête-non instruite et bonne qu'à faire des bébés". Elles savent ce que c'est la réalité du mythe "de la vraie femme" et les jeunes orientales d'aujourd'hui veulent s'éloigner de la réalité oppressive de leurs mères, surtout que l'image israélienne de la "femme idéale", celle qui ne travaille pas, qui est protégée, chuchotée, etc., n'a jamais été la leur.

Le fait que les mythes sociaux concernant les femmes ont aussi un

fort composant ethniste, n'est qu'une réflexion du fait que le pouvoir réel (entre autre idéologique) n'appartient pas aux orientaux/orientales. La mystification qui existe autour de la question de la fertilité est cependant un exemple de l'étendue à tous niveaux ethnico-économique des premisses religieuses. Les lois du NIDDAH (les règles détaillées sur le comportement physique des deux sexes) ont joué un grand rôle à ce niveau, des lois séculières reflètent cette mystification religieuse. Les lois sur le travail comprennent des interdictions explicites dues à ces mythes; une femme qui voudra piloter un avion, conduire un tracteur ou blindé, est découragée (voir interdite) car cela pourrait endommager son utérus, le rendre infertile, ou même produire, dans le cas d'une naissance, des enfants imbéciles.

Ces mythes basés sur la présupposition de sa différence innée influencent les perceptions sociales à tous les niveaux. "Il est pris pour acquis que les traits physiologiques universels des femmes ainsi que la soumission et le manque d'agressivité empêchent les femmes de s'engager dans la politique, un domaine associé aux rapports de pouvoir aux conflits et à l'économie". (Weiss-Yishai, 1980: 170).

Le domaine politique en est un où les femmes sont très peu représentées. La domination masculine s'opère à tous les niveaux institutionnels qui atteignent au pouvoir ou influence politique; soit le Histadrut, la Bureaucratie Gouvernementale, l'Armée et le Rabinat.

Depuis les années cinquante aucune femme n'a siégé sur le comité des affaires étrangères et de sécurité, et une fois seulement sur le comité des finances; ce sont les comités décisifs en Israël au niveau politique. D'ailleurs la représentation des femmes au sein de la Knesset n'a cessé de baisser entre 1944 et aujourd'hui: "11 femmes en 1949 et 8 en 1977". (Weiss-Yishai, 1980: 166). Même au niveau de la politique

régionale, la participation est encore plus basse qu'à la Knesset. Au sein des partis politiques, peu importe le courant idéologique, l'orientation politique ou composition sociale, les femmes sont sous-représentées. Puisque les partis politiques représentent en Israël l'axe sur lequel pivote la distribution des pouvoirs (voire recrutement de dirigeants), si les femmes n'ont pas de rôle de leadership au niveaux régionaux, elles auront peu de chance de l'obtenir sur la scène nationale. Bien qu'il y ait eu un parti Féministe en Israël avec un membre élu à la Knesset, ceci a été d'une très courte durée, dû entre autre à un sérieux manque de soutien - pour cette alternative aux partis mâles.

L'image traditionnelle des femmes, ainsi que sa ségrégation économique (sur le marché du travail) empêchent une naissance d'intérêt politique chez les femmes. Au niveau structurel, les partis politiques ont déjà leurs organismes de femmes; les travaillistes ont l'Organisation des Mères Ouvrières, au centre il y a l'Organisation Mondiale des Femmes Sionistes et les partis religieux ont l'Organisation des Femmes Mizrahi: ce sont toutes des organisations qui s'occupent d'activités philanthropiques. Elles n'offrent aucune base sur laquelle se lancer sur la scène politique. Les partis religieux d'ailleurs ne voient aucun rôle pour les femmes dans la politique.

En ce qui concerne le féminisme en Israël, il est sioniste et ne remet aucunement en question les présupposés de base sioniste; ceci fait en sorte que les femmes protesteront l'invasion du Liban - sans pour autant voir la suite historique (sioniste) qui l'a produite; les féministes contesteront aussi le rôle subordonné des femmes dans l'armée, elles veulent une pleine participation, sans pour autant voir le lien entre l'appareil militaire, le sionisme, le judaïsme et

l'oppression des femmes. Le féminisme, comme beaucoup d'autres courants "progressistes", ne vit que dans la contradiction propre à la domination sioniste.

Le féminisme israélien, qui est un féminisme sioniste, ne remet pas en question l'oppression des palestiniennes, ni l'ethnisme sioniste. Les dictes de la religion et les objectifs sionistes font en sorte d'éliminer une lutte réfléchie contre les contradictions entre ces présupposés de base et une émancipation des femmes. Le féminisme israélien appuie sans réserve les activités sionistes; mais en même temps s'organise pour protester par exemple l'invasion du Liban en 1982. Le problème est que ni l'invasion, ni les colonisations en Territoires Occupés, ni l'occupation militaire israélienne sont des événements isolés, ce sont les conséquences directes de l'histoire de l'oppression sioniste. Le féminisme israélien vit à l'intérieur de cette contradiction.

Le mouvement comporte aussi un certain paternalisme envers les femmes orientales; le féminisme israélien est surtout dirigé par les Ashkenazes de classes aisées qui font en sorte de rendre difficile des discussions avec leurs "consoeurs" orientales de milieux défavorisés.

Le mouvement est perçu aussi comme une importation américaine, bien que depuis 1977 les abris pour femmes battues et les autres programmes sont menés souvent par des israéliennes (même là il s'agit de celles qui viennent d'Europe ou de l'Amérique). Il comprend aussi des préjugés du féminisme occidental envers les orientales: arriérées, soumises, non-reconnaissantes de leurs propres problèmes. Ceci n'améliore nullement la possibilité de créer une base plus étendue de soutien pour les questions féministes par un plus grand nombre de femmes juives israéliennes.

Depuis 1977, l'appel strident à la solidarité nationale, n'est qu'une recherche d'un cadre fermé dans lequel les objectifs sionistes, soit de la droite ou de la gauche, peuvent se réaliser. Le cadre est celui de la religion-nationalité, un mélange qui promeut l'idée de la nécessité démographique, la pureté ethnique, la survie nationale et la sécurité nationale. Les effets desquels sont pour les femmes juives en Israël - néfastes.

Il est clair que toute revendication aux droits à l'égalité pour les femmes doit aussi confronter honnêtement les objectifs sionistes, ainsi que le cadre religieux utilisé pour les justifier. Mais un tel esprit critique ne se trouve que dans des cas exceptionnels (un nombre infime de féministes) et est loin d'être une idée acceptée ou par les féministes juives en Israël, ou parmi celles en Amérique ou en Europe. Les féministes juives, partout dans le monde, sont, à l'exception près, contraintes et par le sionisme et par le judaïsme.

111"UNE TERRE SANS PEUPLE": LES PALESTINIENS.

INTRODUCTION



Le but de cette dernière partie de l'analyse de la société israélienne, est de faire état de la situation sociale des palestinien(ne)s. Il ne s'agit pas d'une présentation exhaustive de l'histoire des palestiniens, ni d'une étude détaillée de tous les aspects de leurs vies. Ceci n'est tout de même pas possible pour la simple raison que cela serait un autre sujet de thèse. Je me propose donc d'étudier cette question à la lumière de l'analyse de la domination colonialiste propre au sionisme; de voir comment et pourquoi les palestinien(ne)s vivent une situation de subordination sociale par rapport aux juifs/juives-sionistes en Israël propre. Ceci n'exclura pas une analyse de la situation sociale des palestiniens qui vivent sous l'occupation militaire israélienne en Cisjordanie et la Bande de Gaza.

L'objectif est de faire sortir les faits saillants de l'oppression sioniste qui a pu et continue d'exercer le seul pouvoir légitime en Israël. Un système de domination qui justifie ses actions par l'intermédiaire d'une idéologie ethnocentriste et exclusive, qui, elle, est soutenue par un système économique discriminatoire, qui exploite les palestiniens puisqu'ils/elles sont du groupe ethnique non désiré, puisque non-juif.

La situation des palestinien(ne)s qui vivent en Israël propre, c'est-à-dire à l'intérieur des frontières établies depuis 1967, est différente de ceux/celles qui vivent sous occupation. Ceci dit, dans les deux cas leur exploitation et étranglement politico-économique implique le vouloir de créer une dépendance arabe sur l'économie israélienne. Les

deux groupes de palestinien(ne)s subissent cette même contrainte mais à des degrés et dans des formes variables.

Il est important, dans une telle étude, de ne jamais perdre de vue le caractère spécifique de ce colonialisme qui de part sa définition juive et sioniste a expulsé les indigènes pour les remplacer par des colons juifs-sionistes. Souvent les analyses se limitent au caractère structurel* de l'oppression des palestiniens, puisqu'elles perçoivent la société israélienne comme étant un exemple d'une société pluraliste assez particulière. Ce type d'explication, d'abord, ignore les causes (si elle en fait mention) des conflits ethniques, c'est-à-dire le fait qu'il y ait eu la création d'un état exclusif (juif et sioniste) et de plus amortit l'effet réel des motivations ethnistes et dominatrices. Inclure ces dernières dans une analyse sociale peut poser un grand problème, car en sociologie faire état des "motivations" idéologique-réelles, est interprété comme étant une analyse biaisée, partielle ou partie prenante.

Dans la mesure où je refuse d'utiliser le terme neutre "arabe", celui qui est utilisé en Israël pour désigner les palestiniens; un terme qui leur enlève la spécificité nationale et est ainsi utilisé dans les discours idéologiques sionistes afin de désigner les masses d'arabes qui veulent "tuer les juifs" (auxquelles les palestiniens sont assimilés) je suis partie prenante. Ce n'est pas une question de détournement idéologique de reconnaître non seulement l'existence d'un peuple, mais aussi les raisons de son oppression - c'est une question d'honnêteté.

Je voudrais que cette question d'honnêteté soit comprise, il est

* Voir l'analyse de Lustick

pour cette raison que je me suis décidée d'utiliser comme référence l'analyse de Sammy Smooha (Smooha, 1980) (avec référence aussi à Lustick, 1980) qui faisait une comparaison entre "le système de contrôle en Irlande du Nord et en Israël. Il ne s'agit pas de le refuter, mais de voir comment dans une telle analyse, même si elle éclaire beaucoup de questions, évite, cependant, de tracer le fil conducteur historique, qui donne un contexte aux relations sociales inter-ethniques, (autre que de constater leurs nécessités structurelles). Il y a aussi une question de terminologie analytique qui peut si on n'est pas veillant, badigeonner en blanc l'injustice de base. A titre d'exemple: il n'est pas à mon avis possible, face à une situation explicite de domination ethniste et répression colonialiste, de dire que le groupe dominé soit "non assimilable", ou qu'il s'agit d'une société pluraliste qui confronte des problèmes liés à son caractère systémique. Ceux qui dominent n'ont jamais, ni prétendu "désirer" assimiler le groupe dominé, ni posé comme base une égalité au niveau du pouvoir et d'autorité pour tous/toutes. Le terme "désir" n'est pas proprement sociologique car il fait référence à une attitude psychologique, cependant dans le social les raisons "en arrière" d'une hégémonie ethnique sont aussi les produits d'un "vouloir" social, qui est légitimisé et réalisé par la mise en place d'un système économique et politique particulier. La justification idéologique et l'utilisation de la force assurent d'une manière spécifique la conquête territoriale et la subordination concrète du groupe opprimé. L'importance est de tenter d'expliquer pourquoi et comment la situation s'est produite, parce que sans une explication basée sur les faits concrets, notre compréhension d'une injustice sociale quelconque ne deviendra qu'un exercice de polémiques justificatrices.

Les facteurs tels: la confiscation des terres, la mise en place de lois qui assurent la ségrégation ethniste des non-juifs (israéliens de citoyenneté ou pas), un système politico-économique qui empêche une participation égalitaire dans la vie sociale israélienne; la définition étroite de nationalité, l'idéologie sioniste qui perpétue la légitimité de l'oppression et/ou subordination des non-juifs; les moyens militaires qui veillent à la préservation par force de la division sociale, relèvent tous de la domination sioniste sur les palestinien(ne)s, que cela soit en Israël, ou sous occupation en Cisjordanie et la Bande de Gaza.

La situation de répression ethniste que subissent les palestiniens a eu des conséquences particulières sur les palestiniennes. Etre "arabe" et femme en Israël ou sous le joug de l'occupation militaire, est occuper un statut apparenté à celui qui est la lie du peuple maudit. Non seulement ne sont-elles pas juives, mais elles ne sont que femmes et déjà que leurs consœurs souffrent de la domination sexiste propre à la société juive israélienne, la situation des palestiniennes laisse peut de place à l'espoir.

Ces femmes subissent les répressions imposées par le caractère ethniste de la société israélienne, ainsi que les rapports de domination sexistes propres à la leur. Elles ne sont pas à l'abri, ceci dit, des pratiques sexistes du secteur juif. Leur situation spécifique est un exemple du vécu de ces deux formes d'oppressions discutées dans cette thèse - le racisme et le sexisme. Ainsi je me propose d'analyser ce cas particulier dans le but de relever les éléments saillants de leur articulation.

(A) LA DEPOSSESSION DES PALESTINIENS: PLURALISME SOCIAL
OU SEGREGATION ETHNISTE?

Aujourd'hui, le problème des tensions ethnico-nationalistes entre palestinien(ne)s et juifs/juives israélien(ne)s peuvent sembler une question de formation sociale pluraliste. Une telle vision ignore comment cette situation s'est produite et pourquoi il existe toujours l'occupation militaire israélienne. Elle ignore les "pourquoi du" désenchantement des palestiniens en Israël et l'obstination de la population juive face à toute tentative de changement vers l'égalité.

Dès qu'on commence à se questionner sur les raisons du déplacement des palestiniens, c'est-à-dire leur "transformation" (pour utiliser un terme propre à l'analyse pluraliste) en minorité dans le pays qui était le leur, on rencontre une histoire qui est loin d'être celle d'une simple question de conflits "propres à une société à composition ethnique hétérogène". Premièrement, l'idéologie sioniste n'avait jamais prétendue s'intéresser à l'idée d'une cohésion sociale qui incluerait des non-juifs (d'ailleurs comme on avait déjà discuté la discrimination sociale particulière subie par les juifs orientaux est aussi une conséquence de l'ethnocentrisme occidental). Les non-juifs étaient encore moins bien envisagés, puisque non-seulement non-occidentaux mais non-juifs.

La question de "terres" ainsi que celle de la démographie juive ont toujours été fondamentales au colonialisme sioniste. Le problème territorial n'est pas moins important aujourd'hui qu'il avait été en 1947-48, car seule la domination juive-sioniste de la superficie

palestinienne assurait son hégémonie. La conquête territoriale juive a eu des conséquences concrètes au niveau de "relations ethniques"; un article écrit en 1982, paru dans un journal israélien (Ma'Ariv, 1-1-1982) avait décrit ce qui était aux yeux de ce journaliste israélien le plus grand danger du déplacement des "arabes" dans deux villes en Israël: Lod et Ramlé. Il parle explicitement d'une menace démographique, puisqu'il estime qu'en l'an 2004, il y aurait autant "d'arabes" dans ces deux villes qu'il y en avait avant la création de l'état. Les conditions sociales offrent, pour lui, un exemple:

"des villages arabes qui font penser à l'époque du mandat britannique. La saleté, la négligence, l'eau stagnante et du linge pendu, des cabanes et des tentes. Des centaines d'enfants qui courent partout, pieds nus, portant des guenilles. Des conditions de vie insalubres. Des animaux, des poules et du bétail qui ralentissent le trafic et mettent en danger les piétons. Un petit exemple d'Eretz Israël sans mandat se retrouve dans ces deux nouvelles villes dans le centre d'Israël.
(Ma'Ariv, 1-1-982: 2)

L'auteur ne s'adresse pas "au pourquoi" il existe de telles conditions sociales - il ne s'adresse qu'à la honte que pose leur existence pour la nouvelle vie juive en Israël (il parle même d'Eretz Israël sous mandat et non la Palestine). Il se plaint que "ces bedouins" judaïssent leurs noms, sans se poser la question à savoir les exigences du travail non-juif en Israël, qui préfèrent que l'origine "arabe" de l'ouvrier/ère soit moins visible. Il parle du fait que ceux qui vivent dans ces bidonvilles "arabes" travaillent au marché noir - leur accolant une étiquette "de riches" - une affirmation démentie par ses propres descriptions du taux de chômage élevé, logements délabrés, ainsi de suite. Il évite de faire mention de ces juifs qui participent massivement au marché noir - le fait qu'il s'agit d'"arabes" qui utilisent ces mêmes moyens afin de subvenir à leurs besoins, devient, pour lui,

une preuve de la corruption des opprimés qui tout à coup - seule - menace la stabilité, la moralité et la belle vie des dominants. "Ils se multiplient comme des fourmis et "nos femmes" ont peur d'être violées", (Ma'Ariv, 1-1-1982) ce "racisme" est le résultat de la colonisation et l'idéologie juive-sioniste qui ne peuvent accepter une concentration de non-juifs sur leur terrain juif. Ils constituent une menace puisque l'hégémonie juive en Israël n'a été possible concrètement, que par la conquête territoriale et l'expulsion des indigènes.

L'attitude exprimée par le journaliste en question n'a rien d'exceptionnelle, au contraire, elle se base sur des pratiques et politiques sionistes mises en œuvre depuis bien avant 1948. Le "racisme" sioniste envers les palestiniens, fleurit dans tout son ampleur, puisque toute concentration de palestiniens sur un morceau de terre équivaut à une menace directe à la possibilité d'assurer la pleine judaïté d'Israël. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les colonisations des Territoires Occupés sont appelées "la judaïsation" ou bien "la libération" de ces terres.

La domination territoriale, cependant, n'a pas été effectuée sans un corpus juridique très élaboré afin d'assurer légalement la durée et la légitimité de ce qui est devenu le dépouillement des palestiniens. A la fin de la guerre de 1948, "Israël contrôlait trois quarts de la superficie palestinienne, plus que 20,000,000 dunams de terres. (Jiryis, 1983: 83). Les terres que les organismes juifs n'ont pas pu obtenir par des moyens pacifiques avant 1947, ils ont pu obtenir durant la guerre. Après la création de l'état, la force n'a pas été éliminée comme moyen efficace de répression, au contraire, elle fut justifiée et légitimisée par une série de lois qui préconisent l'obtention des terres.

La conquête territoriale, ainsi que son analogue la conquête de la main-d'oeuvre (le travail juif) furent indispensables, comme point de départ pour toutes les activités futures. Après 1948, avec l'établissement de la loi sur les "Terres Abandonnées", qui donnait à l'état tous les droits sur des terres qu'il définissait étant abandonné (ce qui a laissé libre cours aux moyens d'effectuer leur "abandon" ainsi qu'à la mise en place de critères de définition) il était devenu clair que le retour des réfugiés n'était pas du tout envisagé par les israéliens.

En 1950, l'Autorité du Développement fut créée afin de veiller à l'absorption des terres des réfugiés: (par l'intermédiaire de la Loi du Transfert des Terres), selon cette loi, toute terre, sous contrôle de cette autorité, ne pouvait être "libérée" qu'à l'état, ou aux organismes responsables de la redistribution des réfugiés palestiniens, qui étaient toujours en Israël, ou aux gouvernements régionaux, à condition que le droit d'achat de ces terres sera toujours proposé d'abord au Fond National Juif. Les aménagements officiels ont fait en sorte que les titres de ces terres "abandonnées" aient été transférés d'un organisme à un autre - soit aux colonies juives ou aux agriculteurs particuliers juifs. Ceci allait aussi pour les biens des palestiniens, les immeubles (jusqu'aux meubles) "arabes" furent transférés sous l'autorité d'une compagnie AMIDAR, qui, elle, s'occupait à loger les nouveaux immigrants juifs.*

* (Ceci a donné lieu à d'expériences incroyables; le grand nombre de palestiniens qui retournaient voir avec la clef de leur logement ce qui s'était passé et se retrouvèrent devant de nouveaux locataires installés parmi les meubles des anciens locataires).

La série de transactions de titres, ainsi que celle de financements étaient très compliquées à suivre, mais la conséquence fut la privation des droits palestiniens sur leurs possessions et leurs terres.

Le "statut" des terres abandonnées n'avait pas été assuré que juridiquement; les actions militaires ont été fort utiles dans le processus de la concrétisation de l'appropriation des biens palestiniens. Selon la loi de 1948, l'état pouvait réclamer leurs droits sur ces terres, mais suite au nombre de protestations des mesures arbitraires d'accaparement avancées par les palestiniens, des mesures irrévocables furent entreprises. Par exemple en 1949, tous les habitants de Kfar Aman avaient été expulsés de leurs maisons et transférés en Cisjordanie, ils pourraient, trois ans plus tard, avoir le droit de soumettre une demande "de retour" auprès de la Cour Suprême: le problème de retour ne s'y posait plus, il n'y avait plus de village, car toutes les maisons avaient été démolies par l'armée israélienne. Il y a eu beaucoup d'expulsions et de transferts de population palestiniennes à la frontière jordanienne, avec l'interdiction de retraverser, c'étaient des actions entreprises par l'armée. Les expulsions en masse étaient souvent assez sélectives - car il était "espéré" qu'après l'expulsion, par exemple, des leaders et chefs de familles, leurs familles et communautés suivront; l'espoir, ceci dit, a plus souvent que non reçu un coup de main de l'armée qui réussissait à les persuader à partir. La ville de Lod est un exemple de l'intervention militaire à ce niveau; les "arabes" furent tués et/ou expulsés par les forces commandées par Moshe Dayan. Le nombre exact de villes et villages palestiniens qui existaient en Palestine varie, surtout que les renseignements à ce sujet sont

disparates, et peu concluants; une estimation tirée de l'annuaire Israélien de 1958 indique que "des 807 villages et petites villes en Paléستine en 1945, 433 existaient toujours en 1969". (Jiryis, 1976: 6). De ceux-là, 328 sont en Cisjordanie et la Bande de Gaza et 105 à l'intérieur des frontières israéliennes. En d'autres termes: "374 petites villes et villages arabes, 45% de tous les établissements arabes en Palestine avaient disparu après la création de l'état d'Israël". (Jiryis, 1976: 7, tiré de l'Annuaire Gouvernemental d'Israël, 1958).

La plupart des endroits arabes ont été démolis, il existe toujours une politique israélienne qui veille à la destruction d'endroits arabes afin d'y établir, très souvent, les villes de développement juives (habitées par les juifs orientaux, des endroits éloignés des centres urbains), des projets de réafforestation des régions montagneuses ou tournant la terre cultivable en champs. Le Parc du Canada, qui se situe près de la Cisjordanie, est un exemple d'un tel projet; 15 villages "arabes" ont été démolis dans cette région afin de réafforester le lieu. Le mur de pierres autour du parc sont les pierres des maisons arabes - il y a toujours les inscriptions en arabe des propriétaires sur ces pierres.

Une fois le propriétaire déclaré "absent", aucun recours ne lui était possible. Les personnes déclarées ainsi étaient souvent des individus qui n'avaient "déménagés" qu'à quelques kilomètres de chez eux, par exemple à un autre village en attendant de pouvoir y revenir. Donc, si le propriétaire n'était pas en dehors du pays comme tel, mais pas "physiquement" sur ses terres (mais toutefois trouvable) il perdait tous les droits sur ses terres et ses biens. Selon cette loi, une fois que "le gardien" ou celui qui avait l'autorité sur ces terres signait les certificats, qui, une fois pour toute, déclaraient le propriétaire absent, aucune autre action ne pouvait être entamée, car ils avaient

tout le pouvoir légal. Les preuves obtenues par les autorités (israéliennes) afin de faire de telles déclarations, revenaient très souvent à une question de pouvoir trouver une personne qui pouvait dire qu'elle n'avait pas vu le propriétaire depuis (même) quelques semaines (il s'agissait non seulement de collaborateurs, mais de mukhtars et/ou militaires israéliens).

Le pouvoir absolu de cette loi avait été contesté, même par les communautés juives, mais non en raison de l'injustice faite au propriétaire, mais à cause de procédés d'allocations terriennes qui se tenaient à huit clos, et allouaient des terres soit aux kibboutzim ou aux compagnies et/ou aux individus avec des liens au gouvernement. Cet accès préférentiel, vue la grande rentabilité des terres, créait parmi la population juive du mécontentement face à cette loi.

Les terres et la sécurité nationale allaient de pair en ce qui a trait à la réalisation d'une hégémonie juive-sioniste; selon l'article 45 des Règlements (d'Urgence) de Défense, le gouvernement militaire avait le pouvoir d'empêcher aux palestiniens d'accéder aux terres, ceci a fait en sorte d'empêcher leur retour au pays. Il y existait aussi des offres, de la part du gouvernement, de récompenses dans le cas du non retour des palestiniens, une offre qui, dans la majorité des cas, avait été refusée. Puisque ce moyen n'avait que peu réussi, les autorités militaires désignaient des endroits "fermés" en raison de sécurité nationale et seuls le Ministre de la Défense ou le chef d'état pouvaient donner la permission pour y pénétrer, cette pratique a eu comme conséquence la mise à la portée du gouvernement d'énormes parcelles de terrain.

Les règlements, ainsi que l'administration militaire, sont restés en vigueur dans la Galilée, le Triangle et le Negev jusqu'en 1966, et un

an plus tard, en 1967, il y a eu l'occupation "officielle" de la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Une autre loi, basée sur la nécessité de contrôle militaire en raison de sécurité, est celle des Règlements d'Urgence sur les zones de Sécurité (1949) une loi qui a été en vigueur jusqu'en 1972. Ainsi la Galilée, le Triangle (près de Gaza) et une zone autour de l'ancienne voie ferrée de Jaffa à Jérusalem ont été tous déclarés des zones de sécurité. L'importance de cette loi fut l'interdiction d'habitation de façon permanente (ou y être sans permission spéciale). Les autorités militaires avaient donc le droit de demander à tout résident permanent de partir; il existait face à cette mesure extraordinaire un processus d'appel, mais il n'a jamais été efficace. Le comité d'appel n'a jamais annulé un ordre d'expulsion, d'ailleurs très souvent durant l'examen de cas d'appels, les maisons de ceux/celles qui portaient plaintes furent détruites, avant même d'entendre la décision du comité. Ainsi la possibilité réelle de retour était effacée.

Le deuxième volet, très important à ces lois de confiscation, expropriation et expulsion des indigènes, fut l'utilisation des terres qui ont été prises. Vers les années soixante, après, selon la terminologie israélienne, que la plupart des terres avaient été "repatriées", les activités du Fond National Juif tournaient vers le défrichement du terrain.

Sous les règlements d'Urgence de 1949, une autre loi concernant la "Culture des terres en Friche". C'était une des premières qui touchait l'accaparement des terres, puisque les terres dites "abandonnées" demeuraient donc dans des états délaissés/non cultivés où les ressources d'eaux n'étaient pas exploitées. Ce fut en fait la conclusion logique à la colonisation, il n'est donc pas du tout surprenant de constater les

conséquences néfastes que ces mesures (la culture des terres) ont portées sur la possibilité réelle de pouvoir retourner sur sa terre. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture pouvait garder ces terres pour une durée de dix ans et 11 mois, mais cette période s'est toujours vue prolongée en raison des nécessités de sécurité et par la suite ces terres sont devenues la propriété de l'état.

Le procédé est assez clair: premièrement il y a la prise réelle des terres, avec des expulsions des habitants palestiniens, qui était la "sine qua non" du deuxième étape, la légitimisation juridique.

Toutes les lois décrites précédemment ne touchent que la question des transferts, l'utilisation et l'expropriation, cependant il n'y avait pas une définition claire et sans équivoque de qui possédait les terres légalement. La loi de 1953, "L'Acquisition des Terres" donnait au Ministre des Finances le pouvoir de transférer les terres expropriées à la possession de l'état, ceci par le biais d'un organisme de développement. Les récompenses offertes par le gouvernement israélien, camouflaient une réalité de barrières érigées à la réappropriation et la culture des terres par les palestiniens; les récompenses offertes d'ailleurs étaient à des prix dérisoires. "Entre 1954-1970 (à l'exception de l'année 1966-67), le gouvernement israélien avait payé 22,056,000 (livres israéliennes) de récompenses. Environ 180 livres par dunam". (Jiryis, 1976: 19). Un témoignage cité, (recueilli devant des avocats) indique un peu l'attitude des juifs israéliens face à cette question:

"Un paysan demandait auprès d'un fonctionnaire:
"Qu'est-ce que vous m'offrez? Est-ce que ma terre ne vaut pas 200 livres par dunam? Le fonctionnaire avait répondu: "Ce n'est pas votre terre, c'est à nous et on vous paye un salaire de gardien, puisque c'est tout ce que vous êtes. Vous avez gardé notre terre pendant deux mille ans et maintenant on vous paye votre salaire. Mais la terre nous a toujours appartenue". (Jiryis, 1976: 11).

Les terres palestiniennes étaient destinées à la colonisation juive, qui durant les années soixante avait été fortement encouragée. Un exemple fut le projet de la "Judaïsation de la Galilée" (une région à forte concentration palestinienne), il est intéressant de noter qu'à l'époque (60's), puisqu'il y ait eu une montée de sensibilisation face au "racisme" (surtout à l'extérieur du pays en raison de la nature des rapports avec l'Amérique du Nord, l'image d'Israël se devait d'être sans tâche) le nom de ce projet avait été changé en "Projet de Développement". Il poursuivait une stabilisation de la présence juive dans cette région, surtout sur la frontière avec les pays arabes. Ce projet a fait en sorte d'éparpiller les palestiniens vivant dans les villages, vers la périphérie des centres urbains. Selon les paroles de celui qui avait été responsable de ce projet, sous Ben Gurion: "L'existence d'un groupe arabe unifié dans cette région du pays est une invitation aux états arabes de forcer leurs revendications sur cette région". (Jiryis, 1976: 13). La dite "sécurité nationale" légitimise toujours un discours ethniste sur cette minorité non-juive en Israël. Les Palestiniens sont perçus comme étant la cinquième colonne "arabe" en Israël, car aux yeux des juifs israéliens "arabe" est censé être un groupe à caractère homogène, en revanche le terme "judaïsation" est courant et utilisé aujourd'hui sans gêne.

Le départ d'un grand nombre d'arabes était un objectif souhaité par les israéliens, comme disait Ben Gurion: "C'est un des événements révolutionnaire qui change le cours de l'histoire.... il ne peut y avoir retour au statut quo ante". (Lustick, 1980: 149). Pour la minorité palestinienne, qui demeurait toujours en Israël, elle subissait des efforts déterminés pour empêcher toute unification sociale qui aurait

pu créer une solidarité ou prise de conscience collective de leur situation - la politique israélienne sur les terres a pu effectuer l'isolement des groupes palestiniens dans des endroits spécifiques, souvent éloignés l'un de l'autre.

L'idéologie sioniste durant les années 50-60 véhiculait l'idée qu'il n'y existait en Israël plus de "problème arabe", grâce aux expulsions et expropriations terriennes. Ceci n'empêchait pas, au contraire, que le monde arabe du Moyen Orient (auquel les palestiniens étaient assimilés aux yeux de l'idéologie sioniste) devenait un point de référence du discours ethniste. C'était la base du mythe de la sécurité nationale présumée en perpétuel menacé. Un pamphlet officiel publié en 1950 disait sur cette question que:

"à cause de la guerre et les batailles avec les Arabes, Israël est devenu un état avec une population qui est presque ethniquement homogène...La culture de l'état est juive, l'administration, l'armée et toutes les institutions importantes sont juives. Cela sera une sottise de ressusciter d'une manière officielle un problème minoritaire qui a presque été éliminé par la Guerre".
(Lustick, 1980: 53).

La division de la ville de Nazareth fut une des premières étapes vers la ségrégation des communautés juives et palestiniennes dans la Galilée. En 1956, il a été déclaré que le Haut Nazareth sera créé; cela sera la ville juive et que le Bas Nazareth (l'ancienne ville) deviendra la partie "arabe". Suivant cette déclaration, de grands morceaux de terres ont été expropriés afin de développer la ville juive, ce qui a nécessairement limité le développement du secteur "arabe". Des industries, de nouveaux logements, des sanitaires, des écoles, tout a été amené à la nouvelle ville juive, pendant que le secteur "arabe" stagnait, faute de financement. Les ouvriers palestiniens, faute de "nouvelles industries"

chez eux, continuaient à faire la navette à Haïfa pour travailler. La ville de Maalot, dans le centre de la Galilée, offre un autre exemple de la création de nouveaux secteurs juifs, ainsi que celle de Carmiel (ville juive) qui a été créée sur près de 5,000 dunams de terres expropriées, qui appartenaient auparavant à trois villages "arabes" avant que la construction ne commence, (l'endroit a été déclaré "fermé"). Quand les habitants juifs sont arrivés pour s'y installer, les palestiniens ont aussi demandé le droit de s'y installer. Le droit avait été refusé, avec la seule explication du Ministre de Logement, "qui avait dit que la ville de Carmiel n'avait pas été créée afin de résoudre les problèmes des gens qui vivaient autour". (Jiryis, 1976: 14). Peu d'efforts ont été épargnés dans la poussée vers la déstabilisation de la population palestinienne, l'expropriation des terres était une chose, mais une fois leurs moyens de subsistance enlevés, ils devenaient désormais dépendants du marché du travail juif. Même la petite production agricole destinée, soit à la famille ou à la communauté, fut sévèrement limitée, grâce à la loi de 1967, qui interdisait explicitement aux juifs de louer des terres aux "arabes". Les juifs qui le faisaient, risquaient de perdre soit leurs subventions ou leurs terres. Il y a eu à l'époque "une peur" socio-économique face aux conséquences du travail "arabe" de ces terres, car ceci était conçu à long terme comme une base sur laquelle les palestiniens pourraient demander leurs droits sur ces terres travaillées. Les tentatives de partition entamées par l'O.N.U. en 1947 (les israéliens et les arabes pour des raisons différentes ont toujours refusé une telle entreprise) avaient montré aux israéliens que seules l'expropriation et la culture (juive) des terres pouvaient assurer concrètement une base matérielle. Il n'y a jamais véritablement été question de partition, surtout qu'ils avaient déjà les terres sous leur contrôle, et il n'y

avait eu aucune remise en question de leur présence. Ce n'est pas, ceci dit, surprenant que les israéliens aient eu peur, que les palestiniens utilisent les mêmes méthodes, (c'est-à-dire la prise ou la reprise des terres comme moyen concret d'assurer leur retour) qui leur ont tellement bien réussi. Celui au pouvoir, dans ce cas le conquérant, a toujours eu durant l'histoire "peur" d'une possibilité du renversement de sa situation hégémonique par les "vaincus" et il est obligé de prendre des mesures en conséquence. Ceci est indéniablement un des plus importants facteurs dans le maintien d'une domination ethniste.

La situation de domination des palestiniens est souvent perçue comme étant une conséquence de: 1) leur désorganisation communautaire, c'est-à-dire des dissensions qui existaient à cause d'un système social féodal, et, 2) en raison de "leur acquiescement" devant leur dépossession. En somme, il s'agit des explications qui mettent l'accent sur les notions de progrès et développement qui sont censés représenter respectivement les juifs et les arabes. Selon Smoocha, il s'agit d'une "ségrégation sociale entre juifs et arabes qui est surtout volontaire". (Smoocha, 1980: 261). Il se base pour dire ceci sur une enquête israélienne de 1967, qui indiquait que la majorité "d'arabes" et juifs préconisait la ségrégation sociale et institutionnelle. Il va plus loin encore, pour légitimiser ceci sur le fait qu'il y aurait une disparité culturelle entre juifs et arabes. Pour lui, la ségrégation sociale est nécessaire à toute société qui voudrait maintenir "le pluralisme social et culturel", (Smoocha, 1980: 261), comme il dit: "les arabes ont droit à une identité sociale séparée". (Smoocha, 1980, 261). Il est pour moi impossible de dire que la minorité doit avoir la possibilité d'exprimer leur identité autonome ou de faire référence au pluralisme, quand le contexte politico-social dans lequel ils existent n'a point,

juridiquement parlant, une conception d'une égalité ethnique. Il s'agit d'une sociale qui, ne se définit qu'en étant juive et toutes manières de pratiques renforcent la judaïté de l'état. La non-judaïté n'a tout simplement pas le droit d'exister à titre égal à côté du social juif. Il faut tout de même, dans une société proprement pluraliste, qu'au moins tout groupe ethnique, religieux ou autre, ne soit pas ipso facto, vu l'identité juridique exclusive, placé au deuxième rang.

Le fait que la communauté palestinienne ne fut pas foncièrement "solidaire" avant 1948, ne peut être ignoré, en même temps il n'est pas à minimiser les conséquences de la colonisation sioniste. Il y a eu l'éparpillement de la population palestinienne qui restait toujours en Israël. L'éradication de sa base matérielle qui a eu comme résultat la création d'une dépendance économique sur le secteur juif. Une ségrégation socio-ethnique entre juifs et non-juifs s'est établie à tous les niveaux -institutionnelle, travail, éducation, logement, santé, politique, agriculture, ainsi de suite: tout ceci ne peut pas être caché sous un tableau d'analyse sociale d'un pluralisme et ses exigences.

C'est souvent dit qu'une analyse historique met trop d'importance sur le passé et par conséquent n'avance pas nos capacités de pouvoir faire face aux problèmes et leurs solutions actuelles. Mais, si par exemple, on ne prend que le facteur territorial dans la réussite colonialiste, on voit que seule l'histoire des réussites par le secteur juif a donné la possibilité d'élaborer un système social propre aux exigences de l'hégémonie juive en Israël. C'est cette histoire qui a permis la concrétisation du "racisme" matériel en Israël et si on ne se rend pas compte des inégalités conséquentes, on ne fait que rendre une situation d'injustice (voir domination, exploitation et oppression) inoffensive. C'est cette même "histoire" (son occultation) qui permet

aux israélien(ne)s de ne pas chercher de solutions, tout en demandant aux critiques de ne plus s'enfoncer dans "le passé", mais de faire face aux problèmes actuels et proposer des solutions. C'est le fait de la puissance acquise qui donne à celui qui domine tous les droits (y compris le droit de demander que le passé reste justement ça - du passé) jusqu'à ce que l'ordre des choses soit renversé. Dans le cas israélien, il faut tout de même une précision; refuser de regarder le passé quand il s'agit des "autres", les palestiniens, n'enlève absolument aucun droit à l'utilisation du passé juif, au niveau idéologique afin de justifier les actions entreprises.

(1) L'ECONOMIE ET LE TRAVAIL

La destruction de l'économie palestinienne et la transformation en main-d'oeuvre bon marché (dans des secteurs peu spécialisés) de la majorité des Palestiniens, a été un autre des facteurs clef de la réussite de la colonisation sioniste. Selon Smooha: "les disparités ethniques d'une telle ampleur ont un caractère propre aux divergences qui existent entre les secteurs modernes et arriérés dans des sociétés non industrialisées et donc devaient être appréciables dans un état plus égalitaire et industrialisé, comme Israël". (Smooha, 1980: 262). Il est vrai que l'écart entre le secteur palestinien et le secteur juif est très grand en Israël, ceci dit, il ne s'agit pas de disparités socio-économiques propres à une simple poussée industrielle d'un secteur de la population. C'est surtout dû aux effets néfastes d'une modernisation accompagnée des mesures répressives du colonialisme, sur une population indigène qui, selon la définition du caractère de l'état, n'a pas de droits égaux. Il est tout à fait vrai que la

Palestine n'était pas un pays industrialisé en 1948 (surtout comparé à l'Europe) mais ce n'est pas qu'à ce niveau que demeure "le gros du problème" de la perpétuation de son état socio-économique défavorisé.

En 1977, selon les chiffres apportés par le Bureau Central des Statistiques Israélien (Smoocha, 1980: 271), les arabes constituaient 9% de la main-d'oeuvre civile israélienne, dont 24% étaient des travailleurs agricoles et 27% des ouvriers dans le bâtiment.

Ces chiffres témoignent d'un fait: que les palestiniens, soit en Israël ou en Territoires Occupés, constituent la main-d'oeuvre en bas de l'échelle occupationnelle, c'est pour cela qu'aujourd'hui l'économie israélienne est dépendante sur cette main-d'oeuvre. D'ailleurs en 1982, la famille "arabe" moyenne gagnait 70% du revenu familial gagné par une famille juive. L'écart entre les deux populations s'aggrandit depuis les années '70. (Shipler, 1983: 10).

L'économie palestinienne a subi les conséquences non seulement de l'accaparement de terres, mais aussi celles des conditions particulières imposées par l'administration militaire israélienne, qui avait duré jusqu'en 1966. Cela veut dire que durant 14 ans, des mesures telles: la saisie des terres, des immeubles et des biens mobiliers, la surveillance et le contrôle, l'imposition des couvre-feux, l'assignation à résidence de n'importe quel citoyen, l'internement dans des camps, la nécessité absolue d'une permission auprès des autorités afin de circuler, (de pouvoir aller au travail et revenir, qui était souvent donnée en fonction de la situation économique juive) avaient toutes aidé dans la création d'une communauté isolée et exclue de la vie sociale de l'état, dans lequel, selon la Déclaration d'Indépendance, tous et toutes étaient des citoyens à titre égal.

L'idéologie sioniste regardait les palestiniens (ou les arabes) comme étant un élément étranger, les pratiques sont allées très loin vers la concrétisation dans la vie quotidienne de cet état de choses.

"Les décisions du gouvernement militaire étaient sans appel et les infractions étaient soumises à une juridiction militaire extrêmement sommaire, qui ignorait le principe du "Habeas Corpus" si cher au pays du droit anglo-saxon" (Rozenstrack, 1975: 71). Le manque de possibilités d'appels des décisions prises, ainsi que l'autorité absolue du gouverneur militaire sur tous les aspects de la vie, ont été des outils efficaces par lesquels ils pouvaient "exiger" la participation des palestiniens. La participation au suffrage national est un exemple, surtout que tous les citoyen(ne)s avaient le droit d'y participer; les palestiniens par contre n'avaient ce droit que par le biais du pétrissage de leurs libertés.

Depuis 1966, bien que l'administration militaire a été ôtée, les règlements militaires restent toujours en vigueur (ex. l'assignation à résidence), cette population est toujours sujette aux pratiques spécifiques propres à son caractère non-juif et non pas parce qu'elle ne soit que minoritaire.

Le manque de participation active des palestiniens à la formation économique de l'état n'a rien d'étonnant - faute de ressources. Les juifs, en Israël, contrôlent le système bancaire qui empêche tout investissement dans une industrie "arabe" car il n'y a aucune institution financière "arabe". Ceci s'applique aussi au domaine du contrôle des moyens de distribution qui a créé un étranglement de l'industrie palestinienne existante, qui la rend non rentable. L'agriculture "arabe" n'existe que sur des morceaux de terres parcellisés qui ne sont pas assez étendus pour permettre une culture intensive et rentable. Ce secteur

reste tout à fait marginal, ayant peu d'espoir, actuellement, de changement, surtout que la qualité des terres disponibles aux palestiniens est inférieure. Ceci a des conséquences néfastes sur la qualité des produits agricoles et le fait que les opérations sont plutôt de "nature" manuelle que mécanisée, il n'est pas possible de concurrencer les produits israéliens destinés à l'exportation. Le TNUVA, l'organisme qui a le monopole de la production agricole (un organisme qui appartient au syndicat national l'Histadrut), sous-qualifie systématiquement les produits "arabes" (une catégorisation qui influence le prix sur le marché), donc les agriculteurs "arabes" reçoivent des prix inférieurs.

Le problème de la distribution inégale des ressources gouvernementales au secteur "arabe", est un autre facteur important dans la ségrégation et l'isolement de cette population. Le secteur palestinien est géré par des départements spéciaux - les départements d'affaires arabes qui sont présents à tous les niveaux institutionnels. Ils contrôlent et surveillent en effet tous les aspects de la vie de cette population et sont responsables de la mise en vigueur des politiques pertinentes. Ils s'occupent de la "démographie arabe", le logement "arabe", l'éducation "arabe", ainsi de suite. Il s'agit, en somme, d'une attitude paternaliste envers une population présumée moins développée, moins bien instruite, ainsi qu'une culture et groupe ethnique étrangères. Ces départements ne traitent pas, cependant, tous les arabes de la même façon; Israël fait la différence entre "DRUZE, CHRETIEN, BEDOUIN et MUSULMAN, et chaque groupe a droit à un traitement particulier. Ceci n'existe pas à cause d'une sensibilité aux différences, mais plutôt parce qu'il est un moyen efficace de diviser le secteur "arabe" afin d'empêcher toute formation de liens de solidarité. Les Druzes, par

exemple, ont bénéficié de beaucoup de "primes" en raison de leur opposition d'ordre religieuse à l'Islam Sunnite; ils ont une autonomie religieuse très grande ainsi que leurs propres organismes administratifs et judiciaires. Ils trouvent des emplois avec la police ou comme gardiens de la frontière israélienne, c'est-à-dire que puisqu'ils font le service militaire, ils peuvent jouir des bénéfices qui y sont rattachés, contrairement aux autres "arabes". Cette différenciation existe qu'au niveau officiel, et dans la réalité quotidienne, car pour les juifs il n'y a aucune différence entre ces groupes - ce sont tous des arabes.

Le secteur juif bénéficie de l'aide financière mondiale, qui au niveau des projets du développement (municipaux ou régionaux) leur donne un énorme avantage sur le secteur palestinien, qui lui doit subir non seulement une distribution inégale de ressources, mais le "blocage" de la part du gouvernement face à toute aide destinée à leurs communautés. Pour ce qui a trait aux subventions et bourses gouvernementales, il y a une discrimination entre "juifs et arabes". La ville de Nazareth (la partie arabe) recevait \$629.40 d'aide par personne, la ville juive cependant recevait \$1,688. par personne. La ville arabe de Kfar Kara recevait \$231.11 par tête et la ville juive à côté Pordes Hana recevait \$1,540.90 par personne. (Shipler, Dec. 1983: 8).

Même les allocations du bien-être social (ex. pour les enfants) diffèrent, par exemple les subventions gouvernementales dans le secteur du logement sont très généreuses envers ceux qui ont au moins un membre à l'armée - il va sans dire que ceci exclut les palestiniens. Le problème du logement est très aigu en Israël, surtout qu'en 1983, dans les maisons musulmanes, il y a plus de 3 personnes par chambre, dans 32.9% des cas; tandis que dans 1.3% des maisons juives ceci fut le cas. (Shipler, 1983: 8, Tirés de l'annuaire Statistique d'Israël). Partout

les "arabes" sont entassés et sont contraints de chercher dans les secteurs juifs pour un logement - une situation qui évidemment n'est disponible qu'à très peu de gens en raison d'un manque d'argent. Mais aussi il n'est pas à présumer que "des maisons-immeubles" juifs sont disposés aux locataires "arabes" - au contraire. Par exemple, à Nazareth le problème est clair, depuis dix ans des arabes déménagent peu à peu dans la ville juive, mais ils sont accueillis avec peu d'enthousiasme. Les enfants arabes sont appelés sales et puants et il y a souvent des conflits. Il existe même un groupe MENA (prévention en hébreu) qui veut bloquer l'arrivée des arabes - ils ont surtout peur pour les enfants, si jamais ils commencent à s'aimer entre eux. Les membres de ce groupe ne veulent qu'une ville juive "sans élément étranger". Comme disait un membre: "Ils (arabes)* n'acceptent plus leur place comme avant. En Israël tu reconnaitras un arabe parce qu'il se comporte comme un juif en Europe..un arabe peut être gentil, tranquille, coopératif, humble et soumis. Mais d'un autre côté, quand ils sont ensemble ils acquièrent beaucoup de confiance". (Shipler, 1983: 3). Le cas des Nazareth "juif" et "arabe" est un exemple de la base matérielle du "racisme" réel.

Les conditions de travail en Israël pour les palestiniens n'offrent aucun répit devant l'impossibilité de pouvoir créer une infrastructure économique - elles ne peuvent aucunement combler les lacunes.

J'ai déjà parlé du principe sioniste, celui du "travail juif" qui n'est plus une réalité; aujourd'hui la réalité du "travail arabe" lui a succédé, il est devenu une nécessité indispensable. (Ceci ne s'applique

* (ajouté par mbi)

pas qu'au secteur civil, car dans toutes industries ou services qui soient le moins liés au secteur militaire, les "arabes" sont exclus). Les exigences économiques emportent sur les principes sionistes visant à garder "le caractère juif" de l'état; mais cette situation n'a pas, comme il peut être présumé, amélioré la situation discriminatoire. Les tâches les plus pénibles et désagréables sont réservées aux "arabes".

Le syndicat national, le Histadrut, qui, par principe, doit défendre les droits de tous les travailleurs en Israël, ignore les conditions de travail des "arabes". Il n'a pris aucune action contre les pratiques et mesures discriminatoires qui visent les "arabes". Depuis 1963, les "arabes" peuvent s'inscrire au syndicat, mais sur les 120,000 estimés, seulement 70,000 se sont syndiqués. Le nombre de ceux qui ne sont pas syndiqués a sûrement augmenté depuis ces chiffres cités de 1975 (Rozenstrack, 1975: 82).

Le syndicat national, au contraire, a peu de "raisons" de vouloir s'engager à la défense de ces ouvriers, puisque la situation économique et les règles du marché ouvert ont fait en sorte que le travail arabe bon marché soit contraint d'accepter toutes les conditions d'embauche. Ces travailleur(e)s "arabes" sont les concurrents les plus importants vis-à-vis la classe ouvrière juive en Israël, qui, elle, ne peut pas s'éloigner du syndicat. Leur pouvoir d'influence en tant que classe ouvrière s'est décrié à cause de ceci, et il s'agit en général de juifs orientaux qui occupent les bas rangs de l'échelle économique juive. Ceci ne fait qu'accroître les soi-disants "tensions ethniques de la société pluraliste israélienne". Les moins nantis des juifs n'ont que leur "ethnie juive" qui les rendent "supérieures" aux arabes. Pour une petite couche de la petite bourgeoisie israélienne, surtout des juifs orientaux qui depuis '67 ont pu former de petites entreprises (dans la construction, par

exemple) ils surexploitent les travailleurs arabes. Il s'agit du secteur privé qui n'est sujet aussi directement que les services publics au contrôle étatique. Les conditions du travail des ouvrier(e)s arabes sont difficiles à croire, entre autre ils ne sont pas organisés et reçoivent des salaires dérisoires.

Il existe des "marchés d'esclaves" (le terme utilisé couramment en Israël) qui se trouvent soit à Jérusalem ou à Ashkelon, entre autres. Si on s'y rendait, on retrouverait là à l'aube, des centaines de gens qui attendent, soit sur la rue ou dans des stationnements. Ils attendent l'arrivée des voitures; ce qui signifie "emploi", car ce sont des employeurs juifs qui viennent chercher du main-d'oeuvre bon marché. Une scène décrite par un journaliste israélien se passait ainsi:

"dès qu'une voiture s'approche, les gens s'empressent vers elle - un est choisi (ex. pour déménager un réfrigérateur) et souvent les autres montent sur la voiture dans l'espoir d'être vus, donc choisis. Le conducteur de la voiture est obligé de jeter à terre ceux desquels il n'aurait pas besoin. Bien que le prix "d'embauche" soit marchandé, les candidats ne refusent jamais, parce que sans ces petits boulots, ils ne mangeront pas" (Yediot Aheonot, 4-12-1981).

C'est pour cette raison que ces ouvrier(e)s, travaillent pour moins que la moitié du salaire demandé par un ouvrier juif. Les travailleurs palestiniens sont obligés de faire ceci tous les jours, faute de travail mensuel, c'est une situation qui dure surtout à Jérusalem Est, (la frontière entre les Territoires Occupés et Israël) et à Ashkelon (le débouché de Gaza) depuis l'occupation militaire israélienne de 1967.

C'est un marché de travail très concurrentiel puisque l'employeur ne paye pas de sécurité nationale, et les tarifs d'embauche sont dérisoires.. Ces marchés existent et c'est quelque chose de voir des individus obligés de s'entasser, de courir comme des bêtes vers une

voiture, de marchandiser leur force de travail, sans possibilité de refuser; ces marchés sont tellement importants que parfois il n'y a pas assez de place pour que tous puissent s'y installer. *

La police cependant surveille la situation et elle se dégoûte du fait que ces personnes "veulent" se vendre. La question de ces marchés est soulevée de temps à autre, soit dans la presse ou au bureau du maire, qui lui est censé assurer l'ordre public. La police montée distribue les "rapports", c'est-à-dire les amendes aux palestiniens, qui équivalent à la moitié de leurs salaires quotidiens - si l'amende n'est pas payée, l'individu ne pourrait pas revenir se vendre. C'est accepté qu'il faut payer pour la possibilité d'être "choisi" pour un emploi. Les coffres de la municipalité, entre temps bénéficient de la rentabilité des amendes. Officiellement ceci n'est pas une situation acceptable, cependant "on" ignore le fait qu'elle se répète tous les jours, par exemple la police montée ne peut pas permettre que les palestiniens s'assoient sur le trottoir, car cela voudrait dire (apparemment) qu'ils occupent le trottoir, mais elle accepte qu'ils restent debout, car cela montre qu'il s'agit d'un phénomène transitoire. La police montée ne se prive pas de la possibilité de faire son devoir "du maintien d'ordre", ainsi les palestiniens chassés qui ne courent pas assez vite devant la police montée, se "tapent" des amendes.

* (Lors de mon travail sur le champ en mars 1983, j'ai pu voir ces "marchés". Il est difficile, à mon avis, de rendre justice à ce que j'ai vu, dans un tel travail, sans avoir l'air de se livrer à des propos "sensationalnels". Il est là un grand problème, parce que leur humiliation est réelle, et elle se répète quotidiennement).

Cette situation dure depuis 15 ans, en dépit des protestations de la part de la police et de la municipalité, et personne a pris des mesures drastiques afin de l'arrêter.

Les conditions économiques sont telles que beaucoup de palestiniens travaillent au marché noir - surtout dans le secteur agricole. Il s'agit aussi d'enfants qui dès l'âge de 10 ans sont engagés pour faire les boulots que personne d'autre - Palestinien ou Juif - ferait, et il y a ici une question de nécessité très aiguë, puisqu'ils viennent en majorité des Territoires Occupés.

Les moyens par lesquels l'oppression économique des palestiniens vivant en Israël est réalisée, a contribué à la création de conditions sociales propices au développement d'un régime autoritaire. La présence en bas de l'échelle de travailleurs très bon marché, ainsi que la structure et les fonctions particulières du syndicat, l'Histadrut, (qui fait partie du bloc de pouvoir) ont fait que : 1) il soit l'employeur et le défenseur de l'employé dans beaucoup de cas, une situation dans laquelle peu de contestation est possible (il y a interdiction des grèves) et 2) qu'il n'est plus obligé de veiller aux conditions de travail d'ouvriers juifs. La structure économique israélienne est telle que le marché est divisé entre secteurs civils et militaires. Ce dernier exclut les palestiniens, et permet aussi la surveillance des ouvrier(e)s par le Shin Beit (Service Secret Israélien). Les palestiniens travaillent dans des conditions déplorables sans pouvoir dire quoi que ce soit. Ils deviennent les bouc-émissaires de tous les problèmes économiques, parce que ce sont "tous ces non-juifs" qui mettent en danger la sécurité de travail juif. Ce sont eux qui constituent une menace au caractère juif de l'état et aident à l'érosion de la productivité socio-économique.

Tout ceci devient des "facteurs d'explications" et il faut dire que c'est

le caractère ethnique (race-nation) qui sous-entend toutes les possibilités de faire ces différenciations ainsi que ces explications. Ce n'est pas un beau tableau. En 1977, le revenu annuel (qui ne compte pas les régions rurales) parmi les juifs urbains était presque le double des arabes urbanisés, ainsi qu'en 1976, 37.5% de tous les arabes employés étaient concentrés dans les secteurs agricoles et de la construction, contre 12% des juifs. (Smooka, 1980: 262).

L'éducation est un autre domaine où se trouve une grande différence entre juifs et palestiniens en Israël, mais plus que ça, l'éducation reçue dans les écoles "juives" est "bourrée" de stéréotypes et préjugés sur les palestiniens. Les livres décrivent l'héroïsme et le courage des soldats israéliens, tandis que la représentation des arabes veut qu'ils ne savent pas se battre, qu'ils ne soient que des espions qui veulent détruire l'Israël. La règle générale est tout de même une absence de référence aux arabes, ce sont le peu de références qui existent qui sont stéréotypées. Selon un expert de l'Institut Vanber à Jérusalem: "Les élèves passent 12 ans sans qu'une heure soit dévouée au fait que chaque sixième israélien est arabe et qu'on vit dans une région où il est notre destin de vivre avec les arabes, dans ce pays ou à l'autre côté de la frontière". (Shipler, 1983: 4). Le Ministère est censé surveiller le contenu des textes scolaires, mais rien n'est fait au sujet de l'enseignement de préjugés par rapport aux arabes, aux élèves juifs. Un livre intitulé "Les Arabes et l'Islam", destiné aux élèves de classes primaires, montre les arabes comme étant un peuple semi-nomade, des Bedouins primitifs, violents et guerriers. Il n'y a aucune représentation d'un arabe moderne ou éduqué. (Shipler, 1983: 4). Cette représentation, au secteur juif de la population israélienne, d'une image négative des "arabes", perpétue l'attitude que les palestinien(ne)s sont un

élément étranger et une menace à la sécurité nationale.

Mais du côté palestinien, le manque de culture, histoire ou littérature palestiniennes (arabes) contribue à leur érosion culturelle.

Ceci fait partie de l'effort qui veut nier leur identité nationale.

Cette situation ne permet pas non plus qu'ils aient une place dans

l'identité israélienne. Le contrôle des autorités israéliennes

s'étend au curriculum des écoles, les budgets, les employés de soutien, directeurs et instituteurs, qui est accompagné d'une introduction importante au sionisme dans l'absence de contenu palestinien ou arabe.

Il existe un contrôle très étroit sur les instituteurs arabes,

effectué par le service secret (le Shin Beit). Tout candidat aux postes

d'enseignement doit non seulement assurer qu'il/elle ne s'occupe ou

s'occupera pas de problèmes politiques, mais aussi doit montrer

qu'il/elle ne s'oppose pas à l'état. Au contraire, on demande qu'il

coopte "d'une manière positive", qui veut dire, dans beaucoup de cas, que

la personne soit sujette à de fortes pressions pour devenir un agent du

Shin Beit. Il n'existe pas d'éducation supérieure en arabe, mais pour

ceux/celles qui réussissent en hébreu, un manque très sérieux de

débouchés professionnels pour un diplômé(e) arabe les attendent. Les

domaines fermés sont la physique, les sciences avancées, la technologie

et l'aéronautique, entre autre. Selon le recensement de 1972, 22%

d'hommes arabes et 51% de femmes arabes étaient analphabètes, contre 6%

d'hommes juifs et 13% de femmes juives. (Smoocha, 1980: 262). En 1977,

un arabe âgé en moyenne de 14 ans et plus avait terminé 6.2 années

d'instruction, comparé à 9.5 années pour le juif moyen. Ainsi que 5%

des arabes et 19% des juifs avaient terminé au moins un peu d'instruction

au collège. (Smoocha, 1980: 262).

Au niveau universitaire la situation est encore celle d'une flagrante discrimination, entre 1971 et 1981 le total des étudiants non-juifs en Israël avait augmenté de 600 à 2,000. (Liebman, 1984: 29). "En Israël le contexte environnant qui influence le milieu universitaire....comprend d'une manière importante le conflit Israélo-Arabe...C'est un facteur pertinent qu'il ne faut jamais oublier en ce qui a trait à chaque institution israélienne d'enseignement supérieur". (Liebman, 1984: 30). Ceci est d'autant plus important, puisque dans le cas de beaucoup d'"arabes", ils viennent de communautés rurales, isolées de la vie sociale israélienne (juive) (avec peu de contacte entre Juifs et "Arabes") - le milieu universitaire, qui les rassemble sous un même toit, devient, en effet, un lieu "miroir" de tous les conflits et inégalités déjà en place en Israël. Pour le palestinien qui arrive au niveau universitaire, malgré tous les obstacles qui lui mettent "des bâtons dans les roues", (ex. langue, financement, éducation inégale) il doit confronter beaucoup de frustrations qui sont dues au fait de son exclusion de la vie générale d'Israël. Ils/elles arrivent à l'université prêts à confronter des inégalités semblables à celles auxquelles ils/elles font face depuis leur naissance, surtout qu'il s'agit d'institutions juives et d'étudiants "arabes".

A l'Université de Haïfa, il semble qu'il y a une "volonté" de la part de l'administration de s'adresser aux problèmes des étudiants arabes. Ceci dit, les étudiants arabes ne peuvent pas avoir leur propre union, seule l'union générale des étudiants est acceptée et l'union arabe (non-officielle) est interdite, perçue comme étant un acte de subversion à cause du fait qu'il est contre la loi de parler soit d'autonomie ou de l'indépendance palestiniennes. Des efforts sont faits afin de discuter avec les étudiants, mais les activités "arabes-juives", (par ex., salon de

livres et conférences) sont sujettes soit à un manque de participation ou aux échanges violents entre les deux groupes. Sur les campus, le nationalisme israélien et le nationalisme palestinien, comme dans la société, ont peu "à se dire". Un autre problème est celui du manque de possibilités réelles d'effectuer des solutions, malgré le vouloir d'en discuter de la part des professeurs et quelques étudiants (juifs); les lois israéliennes, ainsi que toutes les pratiques discriminatoires (ex. le fait que l'éducation reçue par les juifs, à cause entre autre, de financement inégal, qui empêche beaucoup d'étudiants arabes d'accéder à l'université) ne permettent pas de solution, sans une remise en question des fondements de la société israélienne. Toute la bonne volonté au monde, telle celle qui semble exister à l'Université de Haïfa, ne peut pas effacer ces contraintes réelles.

Les universités en Israël font tout pour "contrôler" et arranger toutes possibilités de conflit entre les étudiants juifs et arabes: mais ceci doit être compris dans le contexte global de la société, qui voit les "arabes" d'Israël, depuis 1948, sujets à la surveillance et au contrôle à tous les niveaux; que ceci existe dans le milieu universitaire n'est qu'une extension de cela. Le contrôle vise les arabes, beaucoup plus que les juifs - les extrémistes juifs sur les campus sont moins sujets à de contraintes, car ils ont le droit de s'exprimer, même les actes de violence reçoivent des punitions moins sévères. Un étudiant arabe est toujours soupçonné. Une très grande frustration, qui ne peut pas être arrangée par "le dialogue" ou d'autres moyens de rencontre, est celle du manque d'opportunités d'emplois, une fois sortie de l'université. Le fait que des "arabes" peuvent atteindre l'université est censé montrer le caractère libéral de la société israélienne, la réalité est telle que toute minorité non-juive n'a pas

les "mêmes opportunités" que la communauté juive et non seulement pas tous les domaines sont ouverts aux arabes, mais cette soi-disant "ouverture" est accompagnée d'une réalité où presque toutes les portes à la pleine participation socio-économique et professionnelle sont fermées.

Le problème de la possibilité infime qui demeure face à la participation sociale pour les palestiniens en Israël, à tous les niveaux, renvoie directement à la question de la sécurité nationale (avec la croyance en la menace posée par cette cinquième colonne arabe de l'intérieur). Toutes tentatives d'organisation autonome de partis politiques, la censure de la presse, la littérature et autres formes d'expressions sont aussi limitées ou interdites. Ceci est une question de corpus juridique, qui définit très explicitement les limites imposées, ce sont des lois qui visent les arabes à l'intérieur d'Israël. Il n'a pas été nécessaire en Israël de créer un tout nouveau système judiciaire, surtout dans la matière de contrôle, car la loi anglaise (sous le mandat) avait déjà mis en place des règlements qui demeurent en vigueur. "Ces règlements ont fourni la base sur laquelle les militants arabes ont été arrêtés, déportés ou exécutés, les biens confisqués, les maisons démolies, des punitions collectives et la fermeture de toute publications" (Jiryis, 1981: 70).

Nous avons déjà parlé de l'administration militaire qui avait duré jusqu'en 1966, avec un transfert par la suite des pouvoirs à la police et aux gouverneurs régionaux. Le règlement sur la détention administrative et l'exil avait permis que jusqu'en 1979, les autorités israéliennes, à la discrétion du gouverneur militaire, aient le droit de détenir toute personne en raison de sécurité et de maintien d'ordre publics. Il s'agissait de pouvoirs absolus, sans possibilités d'intervenir et en 1979, ce pouvoir a été transféré à la personnalité du

Ministre de la Défense, seul. La période de détention avait été ainsi baissée à 6 mois, mais avec possibilités illimitées de renouvellement. Les règles n'ont été utilisées qu'une fois contre les juifs, le Rabbî Meir Kahane (le chef du parti Kach - extrémiste et raciste) qui voulait faire exploser la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.

Il existe aussi des règlements qui contrôlent la mobilité et préconisent l'assignation à résidence, qui incluent la surveillance policière pour une durée d'un an, le droit d'inspecter "les domiciles à tout moment" ainsi que le droit d'interdire à toute personne de quitter son domicile une heure après le coucher du soleil jusqu'à son lever.

Ce sont tous des règlements qui renvoient aux mesures d'urgence de 1945. Ainsi "toute tentative d'organisation sur une base nationale arabe est impitoyablement réprimée, même si cette répression entre en contradiction avec les dites bases démocratiques sur lesquelles se basent l'état israélien (ex. dans sa Déclaration d'Indépendance)."

(Rozenstrack, 1975: 85).

Les autorités peuvent évoquer des règlements d'urgence afin de dissoudre tout parti politique ou organisation arabes. Ceci s'est passé lors de la formation du parti politique Al-Ard, entre 1958-1964; lors d'un appel auprès de la Cour Suprême, bien que le juge avait évoqué le droit qu'à toute minorité nationale de s'organiser et faire ce qu'elle doit pour mettre fin à des injustices vécues, il a accusé le groupe de vouloir former une cinquième colonne en Israël, donc pour des mesures de "sécurité nationale", le parti a été interdit.

Même le parti communiste israélien Rakah, reconnu et officiel a

* (ajouté par moi)

vu l'assignation, surveillée aux résidences de 150 de ses membres. Cependant, aucun membre juif de Rakah n'avait souffert de telles mesures répressives. Il faut comprendre que jusqu'aujourd'hui le parti communiste israélien est la seule alternative disponible aux arabes, au niveau de la participation politique; le communisme en Israël ceci dit, reçoit la même réaction qu'en Amérique - c'est marginal, pas pris au sérieux et sujet à une campagne de propagande virulente. En 1980, la loi d'Association a été formulée en vue de combler les lacunes dans ces anciennes lois (provenant du règne Ottoman) qui n'avait pas fermé toutes les possibilités quant à l'établissement des partis ou organisations arabes - ces lois gênaient le gouvernement d'Israël, car il était "possible" d'au moins tenter de s'organiser puisque ces anciennes lois n'avaient pas du tout prévu une telle possibilité.

La loi de 1980 interdit toute organisation qui désapprouve l'établissement d'Israël ou son caractère démocratique; ou dans des cas où existent des causes raisonnables (décidées par les autorités israéliennes) pour croire qu'un organisme soit un front pour activités illégales. Ainsi tout enregistrement est interdit à toute organisation dont "le nom" peut blesser les sentiments du public. (Jiryis, 1981: 72).

De pareils règlements laissent une grande marge d'ambiguïté quant à la définition de tous les critères, et seules les autorités israéliennes en décident. Le caractère des organisations arabes est ainsi sévèrement surveillé; les finances (sources et utilisation) sont aussi sujettes à des contrôles. La troisième étape à la répression de l'organisation et liberté d'expression des arabes est: a) la distribution inégale de ressources aux secteurs arabes, b) le système juridique qui définit et renforce la discrimination et perpétue la répression par force de la loi, est accompagné par de maintes

restrictions qui existent devant la liberté d'expression. Lectures, paroles et écritures sont tous censurés; (il est à noter que des mesures de censures existent dans le secteur juif, ex. le caractère de reportages sur les guerres. J'ai déjà parlé de ceci dans la discussion de la partie juive d'Israël, mais entre la presse israélienne et les censures officielles, il existe une compréhension mutuelle sur ce qui peut être dit: il s'agit d'un secteur de la population qui a le statut qui lui permet de "négocier" et de coopérer à titre égal).

Toute matière imprimée est sujette à des restrictions en raison de la sécurité de l'état. Il s'agit de l'abolition, de la destruction ou de la confiscation de telles matières. Toute manifestation de nationalisme palestinien, de culture palestinienne ou de son histoire est sévèrement réprimée. L'appui (visible) du mouvement palestinien ainsi que toute opposition aux politiques sont interdites. "Depuis 1980, l'amendement à la loi Contre le Terrorisme, préconise une incarcération d'au moins trois ans, pour toute personne qui s'engage dans des activités ayant une expression ou une identification, ou sympathie avec un organisme terroriste - soit - en hissant un drapeau, la visibilité de sigles ou de "jeux sémantiques" dans des chansons, poèmes ou slogans....." (Jiryis, 1981: 34). Suite à la mise en vigueur de cette loi, le gouvernement israélien avait déclaré que 13 organismes palestiniens et l'O.L.P. étaient des organismes terroristes.

Avec une croissance du sentiment nationaliste liée à la résistance aux mesures répressives sous lesquelles vivent les palestiniens, tous ces règlements ne servent qu'à renforcer la résistance. Depuis 1967, avec l'occupation militaire de la Cisjordanie et la Bande de Gaza, les "arabes" d'Israël, qui auparavant avaient vécu dans des "ghettos", ont pu retrouver une conscience collective palestinienne. Ceci dit, il est à présumer

que le contact n'est pas facile, les autorités israéliennes veillent à ce que leurs "arabes" restent dans leurs places, mais de plus en plus ils doivent faire face au fait palestinien.

Le problème a changé car "l'Arabe israélien" devient un Arabe palestinien" (Ma'Ariv, 1 juin 1974).

Un autre facteur dans la domination politique israélienne des palestiniens, est l'efficacité avec laquelle les autorités peuvent contrôler les élites, et les "leaders" arabes. Certains des leaders traditionnels sont contraints de jouer l'intermédiaire entre leurs communautés et les autorités - qui les neutralisent au point de vue politique. "Plus que la moitié des "arabes" avec une éducation post-secondaire sont des instituteurs qui sont extrêmement dépendants, économiquement, sur le gouvernement". (Smootha, 1980: 273). Donc, ceux qui ont les moyens de pouvoir mobiliser la population palestinienne sont contraints par la nécessité économique de garder "silence" (au moins aux niveaux de leurs activités visibles au gouvernement), ou si actifs, contraints plus souvent que non de quitter le pays à cause de la répression effectuée par les autorités. Ces méthodes n'ignorent ni la famille "d'agitateurs" ni sa communauté, qui, elles, peuvent souffrir par la mise en vigueur des couvre-feux, fermeture de commerces, etc..

"Le contrôle est efficace, puisqu'il est judicieux, calculé et facile à prédire. Il n'est ni arbitraire, ni immodéré. Les arabes ont des droits civiques, mais la menace potentielle de toute activité politique est coupée à ses racines. Ils ont été accordés tous les aménagements institutionnels requis pour la préservation de leur culture, mais ils sont empêchés d'atteindre toute autonomie institutionnelle. Ils peuvent exprimer des sentiments nationalistes et critiquer le gouvernement, mais doivent s'abstenir d'actions déloyales".

(Smootha, 1980: 274)

Je pense que les propos de Smootha sont un bon exemple du discours

trompeur prévalant dans toutes formations sociales qui ne donnent pas des droits égaux à tous les membres de sa société; mais perpétue l'image démocratique. Ce n'est pas un discours marginal en Israël, au contraire il est courant. Il est difficile de décrire jusqu'à quel point cette façon de parler, d'expliquer la situation de l'opprimé est néfaste.

Dans ce cas, c'est le dominant qui a le pouvoir de décider de la définition de ce qui peut être "judicieux, arbitraire et immodéré". Les droits civiques ne peuvent être ni revendiqués, ni exercés en raison des intérêts sionistes de l'état. Dire qu'il existe des moyens disponibles qui offrent la possibilité de préserver la culture ignore l'existence d'un système inégalitaire d'éducation et d'une presse censurée, et toutes les pratiques économiques, judiciaires, ainsi de suite, qui "barrent la route" vers l'autonomie de vie ou d'identité. Ce n'est pas, que, la culture qui mène vers l'indépendance et en plus il ne faut pas croire que la culture soit une alternative à l'indépendance. Comment est-il possible d'avoir des règlements et pratiques qui empêchent une autonomie institutionnelle et à la fois faire en sorte qu'il ait une possibilité de garder la culture?

L'expression des sentiments nationalistes est un autre domaine sévèrement réprimé, seul le nationalisme israélien peut être exprimé. Il faut aussi se demander comment il peut être possible dans un tel contexte de faire la distinction entre "critiques" et "actions déloyales", surtout que la loi de 1980, sur les organisations ainsi que celle sur le terrorisme, explicite dans l'ambiguïté des phrases telles: "désapprouver l'établissement de l'état d'Israël ou son caractère démocratique...ou d'autres causes raisonnables qu'un organisme est un front d'actions illégales" (Jiryis, 1981: 72). Il existe en effet peu de différence entre les deux quand on arrive à la réalité qui assure toujours une hégémonie

juive et sioniste en Israël sur le groupe ethnique, qui incarne la contradiction vécue entre vouloir être un état démocratique et être en même temps un état juif/sioniste. Il n'est pas question d'une simple diversité ethnique quand il s'agit d'une hégémonie juive sur toutes les institutions politiques ou autres, qui ne fait qu'exercer sa domination ethniste au bloc au pouvoir à tout moment.

La ségrégation sociale n'est pas une espèce "d'autonomie sociale" accordée au groupe dominé: les leaders des communautés palestiniennes sont élus, mais ils n'ont aucun contrôle sur leurs propres affaires, à cause de l'intervention systématique des autorités israéliennes (voir la discussion sur les départements "des affaires arabes"). Cette intervention est calculée et appuyée par la longue série de lois et règlements qui donnent ces pouvoirs aux secteurs juifs.

Il n'est donc pas étonnant qu'il existe peu de contact entre juifs et arabes en Israël, et que les attitudes et préjugés "racistes" courent librement parmi les membres des deux communautés. Mais il ne s'agit pas d'y voir qu'une simple ségrégation - mais plutôt de comprendre comment elle avait été orchestrée et perpétuée. Qu'une société soit à composition ethnique hétérogène n'explique pas en soi les inégalités sociales. Israël, selon Smooha, "a dû faire face à la question de cohésion" (Smooha, 1980: 258), puisque selon son analyse "tous les groupes à part les juifs non-européens, sont non-assimilationnistes". (Smooha, 1980: 258). J'ai déjà discuté de la situation des juifs orientaux, sujets à une discrimination sociale en raison d'une vision idéologique et politique occidentale, (l'arrivée en masses de juifs orientaux, qui, faute d'une politique égalitaire d'intégration sociale auprès du gouvernement, a eu comme conséquence la stagnation de ce groupe au bas niveau de l'échelle socio-économique); c'est-à-dire de l'ethnocentrisme

juif occidental qui est une partie intégrale du sionisme politique. Les juifs "non-européens" n'ont pas été non-assimilationnistes en eux-mêmes; et les palestiniens d'Israël n'étant pas du groupe dominant - les juifs - ont souffert encore plus de tous les préjugés et pratiques d'injustice que cela comprenait. Le problème est qu'Israël n'a jamais prétendu un intérêt quelconque à une cohésion sociale qui comptait les non-juifs; malgré toutes les prétentions démocratiques. L'état n'a pas réussi à combler les inégalités existantes qui entourent les juifs orientaux, mais la différence est qu'ils ont au moins le droit de l'exiger; ils peuvent les évoquer au nom d'un état qui par définition se doit de veiller à leur sort. Les palestiniens cependant doivent être "dominés" puisque minorité ethnique non-juive qui a été dépossédée, donc ayant des raisons de s'opposer à l'hégémonie juive-sioniste.

"A cause du caractère juif sioniste de l'état, la majorité des juifs perçoit les arabes comme étant des étrangers". (Smooha, 1980: 264).

Le "racisme" anti-arabe n'est pas un épiphénomène en Israël, il a toujours été présent, pas moins qu'aujourd'hui. Il est difficile de voir une amélioration, surtout que la société n'encourage ni l'intégration, ni même les contacts, que cela soit dans les écoles ou dans les voisinages. Les mariages mixtes sont fort rares, et posent un véritable problème et pour les enfants et les parents; d'ailleurs le côté sexuel joue un grand rôle dans le "racisme" anti-arabo-en Israël. Il est courant de rencontrer la peur parmi des parents juifs que leurs filles soient violées par les arabes. Cette peur est d'autant plus facile à engendrer dans un contexte où le discours politique, militaire et éducationnel montrent les arabes comme étant "dangereux", violents, primitifs et épeurants. Par exemple: "le travail arabe" veut dire du travail mal fait ou "ne travaille pas à l'arabe", veut dire soyez

efficaces et non paresseux.

Les stéréotypes sur les hommes arabes reviennent à "leur virilité", leur caractère instinctuel, passionnel, etc. (cela rappelle d'ailleurs les stéréotypes qui n'ont pas encore disparus au sujet des hommes noirs, aux Etats-Unis). Mais il ne faut pas toutefois oublier le revers de la médaille; le machismo israélien, qui se vante de ses pouvoirs de séduction envers les femmes arabes. Les femmes arabes sont perçues comme l'ultime objet d'humiliation. (Ceci est très fort dans l'armée puisque lié à la fierté qui existe dans tout acte d'humiliation perpétré). Le mythe de la fille arabe "non-procurable" est très puissant, d'ailleurs les plus désirées de ces filles sont celles qui sont blondes et blanches (un préjugé qui est courant en Israël même parmi les juifs - tout ce qui est de cheveux crépus, noirs et de peau mate est le contraire de l'idéal de beauté féminine).

Un exemple de ce racisme a paru dans deux journaux* israéliens il y a quatre ans, ces annonces sont du parti Kach (Rabbin Meir Kahane (maintenant élu M.K. à la Knesset sur une plate-forme qui voudrait entre autre l'élimination des arabes).

"C'est une femme juive.

Elle pourrait être votre soeur, fille ou petite fille. Etes-vous sûre qu'elle épousera un Juif? Vous vous demandez? Quelle question! Vous êtes donc invités durant la soirée de venir à des endroits tels: Tibéria, Acre, Beit Shean, Haut Nazareth, Haifa, Beer Sheva ou Dimana,

*-(Ma'Ariv & Yediot, 29-5-1981 traduit par Dr. Shahak)

Tel Aviv ou Jaffa ou même la ville sainte de Jérusalem. Vous êtes invités pour voir les arabes qui se promènent sur les rues des villes juives faisant la cour aux femmes juives. Leurs poches sont bourrées d'argent, puisqu'ils ne font pas le service militaire, donc quand nous sommes en train de défendre notre patrie, ils ramassent de l'argent. Nous avons entendu les sanglots de parents juifs, dont les filles sont tombées victimes de la séduction arabe. Elles vivent ensemble avec des Arabes, elles marient des arabes. Est-ce pour cela que les Juifs du Maroc, Algérie, Libye, Tunisie, Egypte, Yémen, Iraq, Honduras, Syrie et les autres pays sont venus en Israël? Est-ce que les bons et chaleureux juifs ont quitté le Diaspora afin de s'assimiler et se souiller dans la Terre Sainte. Et qui ressent la douleur de cette abomination?

Le Premier Ministre et les chefs d'état qui annoncent l'assimilation à l'étranger, n'osent pas dire quelque chose contre l'épidémie des relations juives-arabes ici, puisque ce sont des "gentils" et que dans un pays "démocratique" il est interdit d'opposer l'assimilation et l'impureté..... "Nous Rabbim Meir Kahane et le mouvement Kach (mouvement américain d'origine)* s'élèvent et déclarent l'injure aux femmes juives".

Les propositions avancées vers une solution sont celles-ci:

- 1) "L'incarcération obligatoire pour tout non-juif qui entre en relations sexuelles avec une femme juive"
- 2) "afin de limiter toute possibilité d'assimilation nous vous proposons que tout personnel de l'O.N.U., "en liberté" sera limité aux bases et renseigné par les officiers de ne pas entrer en relation avec la population juive. Ceci va aussi pour tous travailleurs non-juifs en Israël (pas simplement les Portugais). Aucun permis sera donné aux volontaires non-juifs, et toute colonie qui commet de tels délits perdra sa subvention gouvernementale."
- 3) Des écoles séparées pour Juifs et Arabes".

Ce n'est pas la seule annonce de ce genre; il semble que cela ne dérange en rien les autorités israéliennes; imaginez-vous si de pareilles paroles se montraient quelque part ailleurs? En Israël ceci peut paraître

* (ajouté par moi)

dans un journal national; des annonces qui évoquent tout, de la dégradation qu'amène tout contacte avec un "Nokrim" (non-juif en hébreu), jusqu'à des propositions de territoires délimités pour les arabes, qui commencera avec un transfert de population. Ceci dit, le transfert a déjà été fait depuis '48, les arabes ont été transférés ici et là - maintenant ils sont entassés littéralement avec peu de moyens d'agrandir leurs voisinages, etc. Ceci est un fait et il n'est pas dû à la politique de ce fanatique Kahane, mais aux "modérés" socialistes du parti travailliste.

Sur les rues de Jérusalem de pareils tracts ont apparu (la police avait dit que c'était légal):

"Fille Juive

Vous êtes une fille de la grande et
exceptionnelle nation choisie; la nation d'Israël.

Ne vous souillez pas!

Ne vous dégradez pas!

Ne sortez pas avec des Arabes ou d'autres non-juifs.

(Goyim)"

(Yedioth Ahronot, 29-5-1981: 14).

Il est vrai que ce genre d'activités ne passe pas sans ripostes ou commentaires dans la presse israélienne, mais elles persistent dans un milieu social indifférent à de tels propos. Ceci bien que les analyses montrent que ce sont des activités pareilles à ce qui se produisait en Allemagne nazie (ou pré-nazie, - la montée du fascisme). Changez le mot "Juif" pour "Aryen" le mot Arabe en Juif, et les annonces deviennent des annonces "nazies".

Il est malheureux de dire que ce ne sont, comme disait certains il y a quelques années, que des marginaux et fanatiques - Kahane est membre de la Knesset et il y a une montée d'attitudes farouchement racistes envers non seulement les arabes mais tout autre "élément" qui est perçu comme étant une menace en devenir au caractère juif de l'état d'Israël.

Des études israéliennes citées par Smoocha attestent du mépris, du dédain et le rejet des arabes qui existent dans le secteur juif en Israël. Une enquête de 1976 montrait que 71% des répondants déclaraient qu'ils/elles ne croyaient pas que les arabes atteindront le niveau de progrès des juifs; 97% des juifs pensaient qu'ils seraient mieux s'il y avait moins d'arabes en Israël; 83% ne croyaient pas qu'ils pouvaient avoir confiance en eux; 87% étaient d'accord que la surveillance des arabes devrait être étendue. (Smoocha, 1980: 264). Le traitement différentiel entre juifs et "arabes" en Israël n'est pas simplement courant, c'est la règle - non à cause du "racisme populaire" (ce qu'on entend beaucoup dire - qu'il ne s'agit que de gens "non-instruits" qui perpétuent les préjugés) mais d'un "racisme", comme partie intégrale de l'état. Que cela soit au niveau de l'emploi, ou à celui du manque de logements pour les arabes, faute de subventions (surtout que les subventions et bourses qui existent sont déjà nettement inférieures à celles offertes à la population juive).

Il n'y a rien en Israël qui demande qu'on fasse autrement que croire et répandre le "racisme" anti-arabe et même anti-non-juif. La liberté d'expression, qui comprend la possibilité de semer la haine, le mépris jusqu'à la violence contre l'autrui est un fait: mais combien de pays dans le monde permettent une liberté d'expression qui cautionne de pareilles activités contre qui que ce soit? (Cela ne veut pas dire que le "racisme" n'existe pas ailleurs, mais au moins dans beaucoup de pays, des lois ont été développées afin de s'attaquer au problème.

L'attitude des palestiniens est toutefois rancunière face à l'oppression israélienne; l'enquête citée de 1976 (Smoocha, 1980: 265) montrait que 29% ont exprimé une réserve en ce qui a trait à l'existence de l'état d'Israël, 64% croyaient que le mouvement sioniste est raciste;

64% étaient pour un rappel de la Loi de Retour; 70% pensaient que les arabes pouvaient être des citoyens égaux en Israël ou pouvaient s'identifier à l'état.

Toutes les opinions différentes se trouvent parmi les palestiniens en Israël, soit sur le repatriement des réfugiés, le contrôle des arabes sur leurs institutions, les solutions différentes au problème d'un état palestinien, état démocratique, séculier, etc., mais parmi les juifs israéliens toutes ces options sont perçues comme étant extrémistes. Ceci est compréhensible parce que peu importe la forme de la solution, il exigera une remise en question des fondements sionistes et juifs de l'état. Il y a une chose qui est cependant une constante parmi la population "arabe" en Israël, l'appui incontestable de la cause palestinienne; l'identité arabe est "palestinienne" et non pas "arabe" de l'état juif.

Le tableau de la situation palestinienne en Israël n'est pas beau, c'est un exemple du fait que personne apprend "les leçons du passé", c'est aussi tellement facile de regarder l'opprimé et de lui dire, bon- "vous n'avez rien fait pour rectifier votre situation" (les femmes se font dire cela très souvent). Je cite: "Ils ont peu fait pour défier la domination juive - ils se sont résignés à 20 ans d'occupation militaire". (Smootha, 1980: 266). Il est vrai que tout peuple peut sombrer pendant une période dans le découragement; mais ceci dit, en Israël le contrôle de la population palestinienne n'a presque rien oublié dans son efficacité, et tout lui était disponible (ou bien là pour prendre). Seul il n'a pas pu toucher les "coeurs et les esprits" des palestiniens et cette présentation n'a pas fait état d'innombrables façons par lesquelles les palestiniens: 1) gardent leur identité; 2) résistent d'être complètement accablés.

(B) LA VIE SOUS OCCUPATION MILITAIRE ISRAELIENNE:

L'occupation de la Cisjordanie et La Bande de Gaza représente (pour ne pas parler de l'Invasion du Liban en 1982, qui semble être terminée, (à part le fait qu'il existe toujours une région "tampon" au sud sous l'administration militaire d'une force armée, approvisionnée, entraînée, financée et dirigée par les israéliens) une forme de répression et de domination propre au sionisme qui ne ne comptait jamais, lors de la création d'Israël, les droits égaux pour le peuple indigène. Les palestinien(ne)s vivent sous la répression militaire depuis 1967. Cette action, lors de la Guerre de Six Jours peut être comprise par le biais d'un ancien slogan sioniste qui disait: "un duman par là, un duman par ici et nous allons tout avoir". (Davar, 24-4-1981).

J'ai déjà décrit comment, lors de la partition de '47, les colons sionistes et les milices armées, en collaboration avec les organismes juifs, avaient réussi à assurer leur présence concrète sur les terres.

Une occupation militaire comprend l'humiliation du peuple visé, il n'y a aucune prétention aux droits de la personne. L'humiliation est un terme déjà éloigné du vécu de l'occupation, il est difficile pour nous à l'extérieur, de comprendre ce que cela veut dire d'être sujet à de traitements dégradants, qui ont comme objectifs de rayer toute possibilité d'une vie digne en tant que palestinien(ne).

L'occupation et les injustices commises en son nom, ne sont ni du hasard, ni à une propension israélienne à l'impétuosité, car pour eux il s'agit d'une "rédemption de ces terres". Comme il est souvent dit en Israël, il ne s'agit pas de Territoires Occupés, mais de "Territoires Libérés", qui s'appellent La Judée et La Samarie. Pour beaucoup d'Israélien(ne)s ces territoires font partie de "leur" Israël, ils/elles

ne voient pas la différence entre les deux régions, parce que non seulement existe-t-il une interdépendance économique entre eux, mais dans la vie de tous les jours, c'est là où ils/elles vont faire leurs sorties de weekend. On peut quitter les villes sans se rendre compte qu'on est déjà en Territoires Occupés - c'est-à-dire du territoire qui n'est pas encore officiellement israélien.

On se rend compte de la ségrégation qui existe à force d'être colonisé, entre lieux juifs et lieux arabes; les routes qui mènent vers les colonies sont très bien entretenues et ne passent pas par les endroits palestiniens - au contraire, les colonies ont été construites afin de pouvoir entourer les lieux palestiniens. L'indifférence des israéliens à cet état de choses fait en sorte qu'ils/elles ne sont que très peu touchés par ce qui peut nous sembler une injustice flagrante.

La société israélienne ne réfléchit aux problèmes de ces territoires que lorsqu'ils/elles sont atteints en tant qu'israéliens, par une action directe. La ligue israélienne pour les Droits de la Personne et les Droits Civiques, un organisme qui surveille entre autre la situation sous occupation, n'est que très marginal et n'a peu d'influence sur le social israélien - que cela soit au niveau politique ou au niveau de la conscientisation des israélien(ne)s.

Pour les Israéliens, les Territoires Occupés ne posent un problème qu'au niveau du contrôle, de la surveillance, et du marché économique. En somme ils sont préoccupés avec la question de leur hégémonie dans ces derniers lieux palestiniens.

Pour les Palestinien(ne)s, le problème est d'un tout autre ordre, il importe de survivre en tant que palestinien: malgré des expropriations de terrain; des limitations sévères au niveau économique; le manque de travail; l'émigration massive des jeunes; la censure de la presse, de la

littérature, du chant et de l'histoire, etc..

Toutes ces contraintes et mesures oppressives ont créé non seulement une dépendance sur Israël, mais aussi restraint énormément les possibilités de résistance.

Une citation d'un officier israélien parue dans un journal israélien donne une indication de l'attitude israélienne face à l'occupation, il s'agit de celui qui était à la tête de l'administration civile en Territoires Occupés: "Nous avons gouverné ici depuis 13 ans et nous allons continuer à marcher sur vos têtes et faire avec vous comme bon nous semble". (Ha'Aretz, 23-2-1981). Il faut comprendre la situation palestinienne à la lumière de ces faits concrets, il ne s'agit pas comme il peut être présumé d'un "consentement" et/ou d'un "acquiescement", mais plutôt d'une réalité de répression si sévère, que cela enlève presque tous les moyens réels disponibles au peuple opprimé, en vue de combattre cette domination.

Il est aussi intéressant de noter que la définition de résistance diffère entre l'analyse théorique de la situation donnée et le vécu de cette même situation. Par exemple, pour nous à l'extérieur on peut avoir des idées préconçues sur la résistance qui comprennent que des actions directes et violentes - mais la résistance n'est pas que cela. La situation en Territoires Occupés est révélatrice à ce sujet, car en effet "l'occupant" encadre ce qui peut être de la forme et du contenu d'une opposition (cela ne veut nullement dire qu'il le détermine entièrement). Regardons tous ces règlements, tellement ambigus, qui visent la vie quotidienne, qui interdisent certaines paroles, mots, couleurs, ainsi de suite. Lors d'une célébration à Ramallah, parrainée par une organisation charitable, le gâteau avait été confisqué - son crime a été d'être vêtu des couleurs du drapeau palestinien; le

rouge, vert, noir et le blanc. (Rapport de la ligue israélienne des Droits Civiques: 1981). Cet acte a été une façon de montrer l'opposition, mais si on l'interprète selon l'analyse de Smooha, il devient un acte encadré par l'acquiescement de cette population à douze années d'occupation. Une telle perception demeure, surtout, parce que la surveillance et le contrôle imposés par les autorités militaires coûtent beaucoup moins chers à l'occupant que l'acte militaire. Mais l'occupant n'a pas compris jusqu'à quel point ce type d'acte est "cher" aux dominés - c'est leur fierté, leur identité qui ne s'écroulent pas, même devant l'absurdité. Un présumé acquiescement d'un peuple dominé ne doit pas être mesuré selon les critères du "consentement libre" qui peut exister dans des situations non-oppressives; au contraire la répression réelle dans la vie quotidienne doit devenir la balance sur laquelle on mesure le poids de la domination et ainsi les moyens possibles de résister. J'insiste un peu sur cette question de résistance tout simplement parce que l'idéologie de l'occupation sioniste répand trop facilement l'idée que les palestiniens "acceptaient" les exigences de l'occupation, puisque depuis '67 (à part la montée de résistance en '70 en Gaza, qui avait été réprimée très sévèrement), le dépouillement des moyens de subsistance, le contrôle de la vie sociale, ainsi de suite, ont "réussi". Elle va même jusqu'à dire que l'occupation a soi-disant amélioré le niveau de vie des palestiniens, qu'elle les avait propulsée dans le monde modernisé. Il ne peut pas être dénié que les contacts entre palestiniens et la société israélienne, a tout de même emmené des changements sociaux - mais lesquels? Je vois mal comment on peut prétendre qu'occuper un peuple améliore leur niveau de vie (d'ailleurs la réalité de l'économie palestinienne démentit cette affirmation), la répression d'un gouvernement militaire n'offre rien d'épanouissant.

La situation des palestiniens sous occupation est très particulière, il s'agit comme on le sait d'une intervention par la force des armes contre les vœux de la population indigène qui en deuxième étape impliquait la colonisation juive de ces territoires. La répression requise afin d'accomplir surtout la deuxième étape a fait en sorte que la résistance par la force auprès des palestiniens est sévèrement limitée. En premier, ils n'ont qu'un accès très réduit aux armes. Même en Gaza sous les Egyptiens, ou en Cisjordanie sous les Jordaniens, les palestiniens n'avaient pas le droit au port d'armes, et par la suite de la conquête israélienne, le peu d'armes qui restaient ont été ramassés. Depuis la débâcle en Jordanie en 1970, au point de vue armes, les palestiniens devaient esquiver non seulement les israéliens, mais les pays arabes aussi.

La Cisjordanie et la Bande de Gaza sont tout de même différents, car dans le premier l'organisation, soit militaire ou politique, était loin d'être à point, il y a eu une croissance économique peu connue jusqu'aujourd'hui en Gaza. La dépendance, ainsi que les possibilités économiques des palestiniens en Cisjordanie n'étaient pas le cas pour leurs confrères en Gaza, où la répression a toujours été plus sévère et la disparité économique plus intransigeante. Cette "facilité" économique en Cisjordanie n'a pas duré longtemps et il n'y a jamais eu une relaxation des répressions de l'occupation. Tous les facteurs - le manque d'efficacité de l'organisation de la résistance, ainsi que la petite ouverture économique ont fait en sorte qu'il y ait plus de chances parmi les cisjordanien de veiller à une survie de base. Le cas des habitants de Gaza est tout autre, car là-bas la pauvreté règne. En somme le maintien des particularités de la dépendance économique dans ces deux régions occupées, fait partie intégrale des processus de

l'occupation qui avait abouti à la colonisation de ces territoires.

D'ailleurs, pour les israéliens, ces territoires, comme je l'ai déjà signalé, font partie d'un soi-disant lieu ancestral des Hébreux (la Judée et la Samarie), il existe donc des justifications religieuses ou idéologiques qui renforcent tout acte de maintien de la présence israélienne. Ces territoires sont aussi perçus comme des lieux stratégiques par rapport au maintien de la sécurité nationale (les frontières): cette "sécurité nationale" comporte son composant militaire ainsi que religio-nationaliste (sous forme d'implantations juives) et l'un soutient l'autre. Ce soutien n'est pas politique mais concret, très "terre à terre".

En somme, une résistance palestinienne existe, mais elle est très limitée dans les deux cas - mais en Cisjordanie, (bien que moins fréquente qu'en Gaza) elle existe en forme de mises en places d'institutions palestiniennes, qui veillent à la survie de la culture et héritage.. Il n'est pas surprenant qu'elles soient sujettes à de maints harcèlements, tracasseries et répressions, car elles sont à la base du maintien de l'idéologie sociale palestinienne. Il y en a qui déplorent le manque de possibilités de résistance armée et il est vrai qu'à court terme il semble que, seule, la force peut renverser les pouvoirs - mais il n'est non négligeable de constater l'effort humain qui s'est voué à la formation de base sur laquelle peut reposer toutes autres formes de résistance, car c'est ceci qui assure à long terme une vision - un objectif.

On n'est plus en 1948, et aujourd'hui les palestiniens savent très bien, non seulement ce que donne les alliances avec leurs confrères arabes (des échecs que sait utiliser au maximum la propagande israélienne), mais aussi que les territoires occupés par les israéliens

sont ce qui reste d'une base matérielle d'un état Palestinien dans le future.

(1) LA CISJORDANIE:

L'économie de la Cisjordanie est depuis 18 ans sujette à la surveillance et réglementation strictes par les autorités israéliennes; ceci n'a jamais changé, peu importe le caractère du gouvernement au pouvoir, que cela soit les travaillistes ou le Likud. Ces politiques renforcées par des lois spécifiques à l'administration militaire de la région ainsi que l'expropriation massive des terres ont fait que depuis 1967, "40% des terres cultivables sont désormais entre les mains des colons israéliens" (Jarry, 1981, cité du Financial Times, 29 oct. 1980). Ceci doit être compris dans un contexte économique particulier, qui a comme base deux principes que les barrières devant l'importation des produits israéliens en Territoires Occupés sont complètement ouvertes, tandis qu'aucun produit des Territoires Occupés doit faire concurrence aux produits israéliens (ceci implique aussi des pays qui importent des produits israéliens). C'est pour cette raison que toute exportation de produits vers l'Israël est sévèrement limitée (voir interdite depuis 1968 à quelques exceptions près, par ex. les raisins) par, entre autre, un procédé qui demande obligatoirement que les producteurs palestiniens soient munis de permis spéciaux destinés à ce fait. Ajouté à cette première difficulté est la différence entre les prix des mêmes produits, vendus ou achetés en Territoires Occupés ou en Israël. Il n'est pas surprenant que la balance commerciale des Territoires Occupés soit toujours déficitaire; seuls les revenus rapatriés de l'étranger (des travailleurs émigrés) et la balance commerciale avec la Jordanie.

permettent que l'économie cisjordanienne ne s'écroule pas complètement.

L'asphyxie de cette économie ne s'arrête pas aux restrictions imposées, car même les fonds d'aide destinés aux projets de développement y sont influencés ou touchés. Une étude a été effectuée par le "West Bank Data Base Project" (avec un ancien maire de Jérusalem à sa tête, Meron Benevisti) un institut subventionné par la Fondation Ford, qui malgré la position déclarée sioniste de son directeur, est un des centres les plus efficaces de fournir des statistiques et étudier l'avenir de ces territoires. Son rapport (Shipler, 1984: 1) est une analyse statistique des dépenses effectuées par une agence d'aide économique américaine, Development International, qui a offert des bourses de \$36 millions aux organismes bénévoles dans la Cisjordanie et la Bande de Gaza en 1977-78. Son rapport avait conclu que le gouvernement d'Israël avait le pouvoir de décider et/ou donner son approbation aux projets. Il dit que le gouvernement a en effet la possibilité de "changer" totalement la direction (objectifs) de l'aide américaine.

Israël a utilisé ce pouvoir afin de refuser dans le secteur agricole 35.6% des projets et dans l'industrie 23% des projets proposés. Ils refusent tous projets qui incluent l'achat des tracteurs, ou toute machine qui travaillait la terre.

Bien que les autorités israéliennes ont démenti ce rapport, Benevisti affirme que ceci est un fait, car toute terre qui reste non-cultivée (on a vu les Lois sur la Terre) car le manque d'outils empêche les palestiniens de reprendre des terres rocheuses, sera déclarée par l'état des "terres nationales" en raison, justement, de leur état de non culture. Il affirme aussi que l'argent détourné ainsi, de projets arabes, se retrouve par la suite libéré aux fonds destinés à la

colonisation juive. Il est impossible de dire exactement ici comment s'est déroulée l'histoire, mais l'histoire de détournement de fonds destinés aux arabes qui est souvent accomplie par une série de restrictions imposées, est connue.

Le secteur agricole a énormément souffert dans les deux régions; surtout à cause de la privation d'eau, la non-possibilité de moderniser les techniques d'irrigation, le prix inférieur au marché obtenu pour des produits arabes, ainsi de suite.

En Israël, le problème d'eau a toujours été aigu et important. Sans eau il n'y avait jamais de possibilités de production agricole, de maintien des animaux, etc. Depuis près de 18 ans, aucun puits n'a pu être foré par les palestiniens faute d'autorisation de l'administration militaire, seuls quelques puits à usages domestiques ont pu être améliorés - mais beaucoup plus sont ceux à qui ils ont refusé la permission de les forer, car cela aurait amené plus de chances pour une production rentable. Ils ne peuvent pas non plus améliorer la rentabilité des puits existants; des quotas strictes leur sont imposés, qui sont même trop souvent inférieurs aux quantités utilisées avant. Ceci dit, les colonies juives ne sont pas privées de l'utilisation d'anciens puits "arabes". Les pompes à l'eau, que creusent les colonies juives, sont souvent à proximité de sources arabes. "Même avant 1967, un tiers de la consommation israélienne annuelle de l'eau venait de la nappe aquifère gisante sous les montagnes, grâce aux systèmes de puits artésiens" (Jarry, 1984: 2). Jarry note que 4% des terres arabes sont irriguées et il ne s'agit pas simplement d'un manque de financement, car par exemple les autorités israéliennes ont utilisé leur veto afin de s'opposer à un projet américain mis au point par Canera, afin de moderniser le réseau (arabe) de canalisation. Ceci aurait produit une

concurrence économique, puisque l'irrigation de milliers de dunams aurait été réalisée.

L'exportation de produits agricoles des Territoires Occupés est accompagnée par une importation de produits (lourds) industriels, qui ont fini par créer une dépendance des entreprises palestiniennes sur le marché israélien. Ceci rend la viabilité de toute industrie, même légère, très risquée. Il y a une espèce de mode de production économique propre à l'occupation, semblable à la division du travail qui existe entre pays industrialisés et ceux en "voie de développement" - mais dans ce cas il n'y a aucune prétention à une éventuelle indépendance économique pour ces régions.

Bien que le pouvoir d'achat avait augmenté en Territoires Occupés, il n'a pas été accompagné par un développement des forces productives, puisqu'il y a un manque de financement et du marché libre, en plus la structure économique est conçue et dirigée par les autorités israéliennes.

Le coût de la vie augmente toujours, ceci est un des facteurs qui empêchent, avec les très bas salaires aux palestiniens, d'améliorer leurs niveaux de vie.

La majorité des entreprises sont très petites, elles emploient moins que 10 personnes (Jarry, 1984), ce sont des petits producteurs agricoles, artisans ou entrepreneurs familiaux. Il n'est pas possible ainsi de concurrencer les grandes entreprises israéliennes qui bénéficient de dégrèvements fiscaux, exemptions de droits de douanes, facilités de crédit et/ou de subventions. Le gouvernement israélien impose aussi une lourde taxe (12% de la valeur ajoutée) qui empêche très sérieusement toute possibilité de développement industriel.

Il faut savoir que tout ce qui, entre en Cisjordanie ou en Gaza est sujet à des fouilles minutieuses, qui causent beaucoup de gâchis, et rend difficile une importation efficace de matières premières, soit d'Israël ou de la Jordanie. Ceci a beaucoup influencé la vente des produits agricoles, par exemple les agrumes de Gaza pourrissent avant d'arriver au marché, en raison des fouilles imposées. Puisque sous occupation, tout ce qui se fait en Territoires Occupés est sujet à la prérogative de l'autorité militaire, qui s'est accrue avec les années, c'est pour cette raison qu'il s'agit d'une économie à caractère spécifique puisque liée au processus et à la structure de l'occupation. Tout est sujet à l'approbation des autorités militaires: les permis de conduire, les permis de mobilité, jusqu'aux permis de construction de développement et d'amélioration sociale. Il s'agit d'une économie stagnante, planifiée ainsi et non une simple conséquence de l'arrivée tardive de l'industrialisation dans un pays agricole.

Il est estimé que cette stagnation économique a provoqué depuis 1967 l'émigration de 200,000 habitants, surtout des hommes entre 25 et 50 ans, qui cherchaient du travail soit dans le Golfe ou ailleurs, afin de subvenir aux besoins de leurs familles. Cette fuite de main-d'œuvre avait amené un changement démographique car depuis '67 il y a eu une "féminisation" de la population, puisque les familles restent. Il y a eu aussi une prolétarianisation de la population faute d'autres débouchés, ils/elles deviennent des travailleur(e)s bon marché dépendant du marché de main-d'œuvre israélien. Cependant le départ des intellectuels, des professeurs, des médecins, des ingénieurs, etc., est non-négligeable car ils/elles ne trouvaient aucune autre possibilité de travail. En somme sans une possibilité de diversification socio-économique, les

palestinien(ne)s sont devenu(e)s nécessairement dépendants de l'économie israélienne, en tant que réserve bon marché de main-d'oeuvre. Cette exploitation que subissent les palestinien(ne)s, est propre à l'occupation israélienne ainsi qu'à la poussée de la colonisation juive de ces territoires. Nous verrons plus tard le caractère spécifique des changements sociaux et démographiques amorcés par la colonisation des territoires palestiniens.

Le nombre de travailleurs palestiniens qui trouvent des emplois en Israël continue d'accroître, mais toutes les statistiques (qui varient énormément) ne comprennent pas le grand nombre, voir les milliers de personnes qui travaillent "au noir" qui sont en majorité des femmes et des enfants qui trouvent de petits emplois saisonniers dans le secteur agricole israélien.

Le travailleur palestinien des Territoires Occupés, qui est employé en Israël, n'a pas les mêmes "droits" qu'ont ses confrères qui vivent en Israël. Par exemple, l'état israélien déduit 40% de son salaire (beaucoup plus que pour l'israélien) en raison des paiements des avantages sociaux et médicaux; mais ces travailleurs ne peuvent pas en bénéficier (ils ne sont pas israéliens) même si un employeur israélien ne peut embaucher sans payer la sécurité sociale. Ces cotisations équivalent à une grande somme d'argent chaque année, qui va directement à l'agence israélienne responsable du travail arabe en Israël. Bien que Dayan avait dit en 1979 que cet argent retournerait aux Territoires Occupés afin de bâtir une infrastructure industrielle, ceci ne s'est jamais produit. Cet argent demeure dans le trésor israélien.

Donc la main-d'oeuvre palestinienne des Territoires Occupés est très importante à l'économie israélienne pour toutes ces raisons, d'autant plus que cette masse d'humains qui travaille en Israël

disparaît chaque soir; elle est sans droit, muette - mais rentable.

Les travailleurs sont non seulement exploités mais doivent aussi payer l'état d'Israël pour le privilège d'être exploités. Ils/elles ne font pas partie de cet état, ils/elles ne peuvent ni faire de grèves, ni s'organiser et ne peuvent rien exiger et par dessus le marché, ils sont renvoyés dans leurs "lieux", propres à eux, faute de permission de pouvoir passer la nuit en Israël. Les travailleurs noirs en Afrique du Sud subissent le même phénomène - ils retournent "chez-eux" chaque soir. Le salaire journalier des palestiniens est la moitié de celui d'un travailleur israélien et ils fournissent les laboureurs dans les secteurs les moins spécialisés, qui comprennent souvent les travaux physiquement très difficiles. Ils sont concentrés à 4% dans la construction (1980); 20.5% dans l'industrie et à 14.3% dans l'agriculture (1980). (Jarry, 1984: 3).

Les conditions de travail que rencontrent les travailleurs palestiniens de la Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, ne rejoignent même pas le niveau des travailleurs émigrés en Europe. Nous avons déjà décrit l'humiliation des "marchés d'esclaves" où sont choisis les travailleurs palestiniens pour ne pas oublier les conditions de travail qui sont difficiles à croire.. La journée de travail commence très tôt; vers 4 heures du matin, puisqu'un grand nombre (ceux qui ne passent pas illégalement la nuit en Israël) de travailleurs doivent faire, avant d'arriver aux lieux de travail, 3 heures de route dans des buses pleines à "craquer" (ceci ne comprend pas bien sûr les 3 heures de route pour retourner le soir). Ils travaillent entre 10 et 12 heures chaque jour, ceci dépend de l'emploi en question, par exemple ceux qui travaillent dans l'agriculture commencent au lever du soleil jusqu'à son coucher. Ils n'ont que très peu de temps de repos et ils doivent

fournir leur propre nourriture, qui faute d'argent est souvent très, très maigre.

Que cela soit dans le secteur privé de l'économie du marché libre, ou bien dans les collectivités comme les kibboutzim et les moshavim, le travail arabe est devenu indispensable. Tous, leurs principes "socialistes" n'ont depuis longtemps plus rien à voir avec la réalité. Comme je l'ai déjà dit, le travail manuel juif n'est plus valorisé dans la société juive-israélienne depuis bientôt trente ans.

Afin de mieux saisir ce que vivent les travailleurs palestiniens, je laisserai les gens parler; il s'agit de cas tirés de la presse israélienne.

Le cas suivant est celui d'un homme d'Hebron qui travaille aux moshavim de Misneret et de Beit Herot; il gagne en 1982, 500 sh. par jour, (environ \$14.3 dollars américain). Selon lui, il ont des conditions assez bonnes, car ils sont logés dans des vieux autobus (un luxe qu'ils n'ont pas tous) et il rentre chez lui toutes les deux semaines. "Nous n'avons pas, je crois, le droit de dormir ici, mais rentrer à la maison tous les jours est impossible. La route est longue et s'ils tentent de rentrer chaque nuit pour revenir tôt le matin, ils n'auront pas le temps de dormir". (Halevi, 1983: 65). "Les autres qui ne trouvent pas de places dans les baraquements sans eau chaude, ni chauffage, ou W.C. dorment sous les arbres ceux qui n'ont pas de place à l'extérieur, s'abritent sous des bâches en plastique. Il n'y a pas de couvertures. Ils n'ont rien pour faire la cuisine" (Halevi, 1983: 70). Les conditions sont celles de quasi esclavage, avec des salaires de 5,000 à 12,000 shekels par mois (entre \$144. à \$344. dollars en 1982) et ils sont payés en espèce.

Dans le moshav de Mesmeret, les conditions paraissent mieux,

puisque'il s'agit d'autobus pour s'abriter le soir. Les sièges ont été enlevés et ils ont l'électricité, douches et W.C. avec des petits réchauds. Ce logement avait été organisé par le Moshav, comme des membres en témoignent:

"Peut-être ils seront mieux à Tirah (village arabe) parce que là ils pourront voir des filles et ici ils ne peuvent pas. Mais ils n'ont pas à se plaindre car avant dans la cour à l'intérieur du moshav ils connaissaient des conditions bien pires, c'est pourquoi nous avons décidé de leur organiser un logement.
(Haveli, 1983: 72).

Il faut signaler que ces moshavim qui ont construit des logements pour leurs travailleurs ont été par la suite exclus du mouvement du Moshavim, parce que dans les autres moshavim, les palestiniens vivent dans les champs ou bien dans des "logements de fortune": c'est-à-dire que les infractions commises étaient de trois catégories: avoir dépassé le règlement en ce qui concerne la sécurité, qui ainsi limite la durée du séjour que peut passer un palestinien de Territoires Occupés en Israël (ils ne doivent pas y pénétrer entre une heure et quatre heures du matin): la deuxième concerne "la transformation de terrains agricoles en zones d'habitations et la troisième est la violation du principe du travail individuel chez les membres du Moshavim. (Halevi, 1984: 75).

Ces infractions ne sont pas incompréhensibles, étant donné le caractère sioniste-juif de l'état et le processus par lequel le pays est devenu israélien. Selon un responsable d'un Moshavim:

"Nous pouvons rencontrer un jour la situation où ces mêmes arabes qui ont fui ou disparu (lors de l'occupation) reviendront travailler sur ces terres. Nous ne pouvons pas permettre aux propriétaires véritables de la terre de travailler ici comme journaliers pour un employeur juif, ou de vivre ici et plus tard même d'amener leurs familles sur leurs propres terres. C'est trop dangereux". (Halevi - traduit de Ma'Ariv, 17 dec. 1982, Golan 1984: 76).

"Au village de vacances de Jerusalem Yan (La forêt de Jérusalem) on enseigne aux étudiants juifs de l'école secondaire le "travail hébreu" et "l'identité juive". Les institutions sionistes essaient ainsi de former une connaissance profonde d'Eretz Israël. A l'heure du déjeuner, dans la salle à manger de l'hôtel, on peut jeter un coup d'oeil à la cuisine et prendre une leçon de sionisme concrète: là des enfants arabes lavent la vaisselle des enfants juifs, d'autres épluchent les pommes de terre et lavent le plancher de la salle à manger, une fois que les enfants juifs ont quitté les lieux pour prendre leur leçon d'histoire du sionisme. Après souper, quand les gamins de l'école secondaire sont partis et ont regagné leurs chambres bien tenues à l'hôtel, Nasan Gashas, quatorze ans, du village de Dura, se penche sur sa vaisselle... Plus tard, après minuit, je les ai rencontrés dans un petit bâtiment de pierres caché au milieu des arbres....il pleuvait et il faisait froid dans le hall sale et vide. Dans un coin, les enfants sont couchés sur des lits de fer, chacun avec une seule couverture. Ils sont couchés tout habillés en plaisantant loin de leur foyer". (Halevi, p. 78, cité de Ha'Aretz, 5 Fev. 1982, Elder, "Esclavage 82").

"L'oeil aveuglé" au fait que des travailleurs palestiniens dorment en Israël n'est pas si difficile à expliquer, comme dit le directeur de l'Agence pour l'emploi du Ministère du Travail:

"Le pouvoir de l'économie est plus fort que toutes les restrictions que nous pouvons édicter sur le travail des enfants ou sur les ouvriers arabes qui passent la nuit en Israël....la raison c'est le manque de main-d'oeuvre".

(Halevi, 1984: 79, Traduction de Ha'Aretz).

Le seul inspecteur, qui est attaché à l'Agence de l'emploi, explique;

"Nous procédons-verbalisons des douzaines de cas (les flagrants délits) mais ça n'a pas de suite....la forêt de Jérusalem n'est pas une exception. Vous pouvez trouver des garçons arabes dans les boulangeries, les garages et hôtels. Quelqu'un doit faire les travaux sales. Et quand on a affaire à des garçons arabes, on ignore la loi qui interdit de faire travailler des garçons de moins dix-huit ans plus de huit heures par jour, cinq jours par semaine".

(Halevi, 1984: 79, Traduction de Ha'Aretz, 1982).

L'embauche des enfants palestiniens par les israéliens existe depuis très longtemps. Il s'agit de jeunes qui quittent l'école afin de travailler. Il n'est pas rare du tout de voir attendre un agriculteur israélien à la sortie de l'école, à la fin de la journée scolaire afin de les engager. Ils peuvent aussi être embauchés à l'intermédiaire d'un agent qui reçoit une prime - sa récompense pour avoir trouvé une place aux jeunes.

"J'ai douze ans et j'ai quitté l'école à la fin de la sixième pour aider ma famille car nous sommes dix....J'ai travaillé dans plusieurs moshavim et kibboutzim, dans les champs. Le ra'is (l'agent intermédiaire) nous emmène au travail et nous paie cent shekels par jour. Le reste il le garde pour lui-même".
(Halevi, 1984: 85).

"J'ai treize ans, je suis allé à l'école pendant six ans et j'ai dû aller travailler dans les champs israéliens....je travaille huit heures par jour sur la terre d'un israélien nommé Haim, ensuite je rentre chez lui et j'aide sa femme à soigner les poulets et nettoyer autour de la maison. L'employeur nous donne trois repas par jour, une tasse de thé et une tranche de pain le matin, de la crème aigre à midi, si l'employeur veut se montrer généreux, on nous sert un plat de tomates".
(Halevi, 1984: 85).

Les histoires se ressemblent toutes; le travail dur, soit dans les champs ou aux services domestiques, l'abandon de l'école, les conditions de travail "primitives", la surveillance, pour ceux qui ne rentrent pas chez eux le soir, des abris dans des baraquements ou en plein air, une nourriture du strict minimum - ce sont des conditions de travail que subissent des enfants. Il n'y a aucune question de droit et il s'agit de conditions de travail du quasi esclavage - un mot qui est choquant, encore plus qu'il s'agit de jeunes adolescents obligés de vendre leur force de travail en échange pour la survie.

"J'ai quitté l'école parce que l'école ne pouvait pas me nourrir. A la cimenterie, je travaillais avec d'autres ouvriers arabes, nous n'avions pas de masques de protection comme en avaient les ouvriers juifs. Après le travail nous n'avions pas le droit d'utiliser les douches des ouvriers juifs".
(Halevi, 1984: 86).

Cette situation demeure dans un cadre social d'indifférence, puisque l'économie est depuis longtemps en crise très profonde, liée entre autre à son caractère "artificiel", c'est-à-dire que seule l'aide financière reçue de l'étranger la soutienne. L'occupation militaire facilite l'exploitation de ces ouvriers puisque: a) liée aux conditions économiques israéliennes et b) basée sur la domination d'un peuple qui ne figure nullement dans le but de la création de cet état. Le caractère sioniste de l'occupation militaire israélienne justifie et légitimise l'oppression et l'exploitation des palestiniens * puisqu'ils sont des non-juifs. Les enfants ont encore moins de possibilités que les adultes de pouvoir exiger des droits, de meilleures conditions, ainsi de suite - ils ne sont que les enfants du peuple non voulu.

Dans le secteur industriel, seule l'industrie militaire, qui, elle, est le secteur d'emploi le plus prestigieux pour les ouvriers juifs, ne rencontre aucun problème pour trouver des employés. Cependant ce secteur est fermé aux ouvriers palestiniens, qui fait en sorte que dans l'industrie civile il y ait un très grand nombre d'ouvriers "arabes".

"Il y a près de mille entreprises à Jérusalem, la plupart d'entre elles sont minuscules. Ensemble elles emploient 17,000 travailleurs, dont 5,500 arabes. En d'autres termes, presque un ouvrier sur trois est arabe... Il y a des industries dans lesquelles on trouve seulement un Juif pour deux ouvriers de Jérusalem-Est ("arabe")* ou de Territoires Occupés".
(Halevi, 1984: 83, Traduit de Icol Yerushalaim 19-2-1984).

* (ajouté par moi).

La non viabilité de l'économie palestinienne en Cisjordanie, sa dépendance par nécessité sur le marché israélien et le caractère de la sur-exploitation de main-d'oeuvre palestinienne sont tous des facteurs qui empêchent la mise en vigueur des lois qui sont censées protéger les ouvriers (surtout quand il s'agit de fermer l'oeil devant le travail des enfants de bas âge) ainsi que l'établissement de liens entre ouvriers palestiniens qui empêche toute manifestation de solidarité. L'Union Générale des Travailleurs Palestiniens existe mais est harcelée régulièrement par les autorités militaires; leurs réunions sont sujettes aux rafles par les soldats et aux interdictions. Il devient presque impossible de publier des tracts d'information, ni même de les distribuer; tout est fait pour que les travailleurs restent isolés soit dans leurs régions ou éloignés l'un de l'autre. D'ailleurs, le caractère des "marchés d'esclaves" dans les grandes villes israéliennes, détermine la façon dans laquelle le travailleur vend sa force de travail sur le terrain, il ne s'agit que de chaque individu pour soi. Personne peut "prendre" le temps de penser aux autres, car prendre le temps de songer au sort de l'autre, dans cette foule de gens qui se jettent l'un par dessus l'autre pour être choisi cette journée là, est de perdre sa croûte.

D'ailleurs, les autorités militaires en sont très conscientes des effets à long terme de toute solidarité entre travailleurs, et font en sorte, le plus possible, que cette situation ne se crée pas ou au moins ne devienne pas une force motrice de mobilisation. Par exemple, en '81, les autorités militaires ont soudainement décidé de couper, voire interdire tout lien entre les syndicats de Jérusalem-Est et l'Union Générale des Ouvriers en Cisjordanie. Ceci a séparé, d'une manière très efficace, les 130,000 habitants palestiniens de Jérusalem-Est de

leurs compatriotes en Cisjordanie. Ceci n'a rien d'extraordinaire dans l'histoire de l'occupation, car tout est fait pour isoler les populations palestiniennes, non seulement entre elles, mais du monde extérieur.

(Voir Al Hamishmar, 29-6-1981). Nous avons déjà vu les lois sur "le terrorisme" en Israël, utilisées d'une manière efficace pour empêcher toute action de solidarité palestinienne sous occupation et puisque toute revendication ouvrière en Cisjordanie ou même en Gaza ne peut jamais ignorer l'identité palestinienne, la répression est sévère et encore plus justifiée aux yeux des autorités de l'occupation.

Le chômage en Cisjordanie s'est accru depuis dix ans et ceci est bien ressenti par les diplômés des universités palestiniennes. Un très grand nombre ne trouvera jamais de travail dans leurs domaines ou même dans d'autres domaines. Il existe en somme trois secteurs d'embauche; le secteur "gouvernementale" sur lequel les palestiniens n'ont aucune autorité; le secteur privé qui comprend des compagnies, commerces, les quelques hôpitaux, mais ce secteur est petit et puisque la rentabilité détermine ses effectifs, il n'y a, plus souvent que non, pas d'ouvertures. L'autre secteur est celui des institutions palestiniennes et projets de bonnes oeuvres, il s'agit là de sociétés coopératives, clubs sportifs, ainsi de suite. Leur potentiel est très limité surtout qu'elles existent en fonction des besoins particuliers d'un secteur de la population (ex. cours de langues, techniques, métiers, etc.) et n'emploient pas un grand personnel.

Il existe, il est vrai, un décalage entre ce qu'offrent les universités et les besoins de la communauté (le problème chronique de toutes les universités au monde aujourd'hui), mais la situation est compliquée par le fait qu'il y ait une absence de projets de développements économiques, dans tous les secteurs, faute d'autorité et

de pouvoir pour ne pas oublier le problème monétaire.

Toutes ces situations d'injustices et d'oppressions sont accompagnées de la réalité de l'occupation israélienne, qui fait tout ce qu'elle peut afin de renfermer et contrôler toutes manifestations de mécontentement ou d'opposition. C'est là qu'intervient le pouvoir des forces militaires qui se livrent à de maints harcèlements quotidiens, de raids, de rafles, d'humiliations, de rassemblements de jeunes, de punitions collectives, ainsi de suite. Les exemples sont innombrables et détaillés, une liste serait loin d'être concluante; mais il faut regarder tout de même à travers quelques exemples ce qu'est devenue la vie des palestiniens en Territoires Occupés.

Cette histoire commençait quand un groupe de garçons du camp de réfugiés Ali Madi, avait lancé des pierres à une patrouille militaire. (Je précise ici que le jet de pierres est une des accusations les plus fréquentes, qui peut amener en principe une peine jusqu'à vingt ans de prison). (Gresh, 1985). Les soldats, après avoir tiré quelques fois en l'air, ont poursuivi les garçons dans les camps, sans pouvoir les retrouver. Il se trouvait qu'en même temps, des gens qui priaient, quittaient justement la mosquée pour aller à la maison. Mais une surprise les attendait. Ils ont été détenus par les soldats qui leur ont donné un ordre très bizarre; de construire un mur de pierres de 3m. de longueur et 1.5 m. de hauteur. Ils devaient le construire avec des pierres qu'ils trouvaient autour. Chia Samur:

"Quand nous avons terminé le premier mur, ils nous ont demandé d'en construire un deuxième. On était fatigué et furieux, car ils avaient promis de nous laisser partir après la construction du premier mur. Après minuit on avait terminé le 2ième également, on avait appris beaucoup sur les jurons. Sans doute les soldats avaient pris un cours spécial sur les jurons. Je n'ai jamais entendu de termes aussi humiliants et crus. On avait espéré,

une fois notre "devoir" accompli, pouvoir rentrer à la maison, mais ceci n'était que le commencement. Quelqu'un parmi nous avait été embarqué dans les camions militaires et amené à la place au centre ville; les autres devaient marcher. Leurs gardiens, dès qu'ils trouvaient le rythme trop lent, les ont forcés de courir jusqu'au quartier général militaire.

A 02h30 du matin nous avons été placés dans une pièce sans matelas et ordonnés de dormir. Ils ne nous ont pas permis d'aller aux toilettes. Il faisait froid durant la nuit et on ne pouvait pas s'endormir. On a demandé aux gardiens des couvertures, mais ils ne nous ont pas compris. Par chance, un garçon, qui retournait après sa journée de travail en Israël et qui avait été "pris" en route, connaissait l'hébreu. Il a demandé des couvertures. Ils nous ont donné une couverture pour douze personnes en disant "il n'y a plus de couvertures"...

Le matin, après avoir passé une nuit blanche, nous avons reçu le petit déjeuner, qui comprenait des Matzos (les galettes sans farine, sans levure, propres à la fête religieuse de Pesach). À notre demande de pain, ils ont répondu qu'il n'y en avait pas. Le déjeuner était fait de Matza avec de la viande en boîte. Mais il a fallu travailler avant de gagner "le déjeuner".

Nous avons nettoyé la cour et par la suite déménagé des pierres et des carreaux d'un endroit à un autre, sans raison. Quelqu'un avait des balais et les autres nettoyaient à la main. Le matin cela allait, mais l'après-midi, quand la terre se chauffe, il fait trop chaud pour nettoyer une cour à la main. Pour le déjeuner on était placés dans une cabane sans toit. A la lumière du jour nous avons vu qu'elle servait de pissoire temporaire et l'odeur était invivable. (Je vous rappelle que c'est là où ils mangeaient).* Quelques chanceux ont eu la chance d'aller aux toilettes, les autres recevaient un sceau qui demeurait dans la cabane et c'est ainsi que nous avons passé notre deuxième nuit".
(Hoalem Haze, 1-7-1981).

* Ajouté par moi

Dés détentions à durée indéfinie font partie du quotidien, et il n'y a que dans peu de cas des inculpations, car selon les règlements d'urgence en vigueur sous l'occupation, toute détention sans inculpation pour raisons de suspicion est permise. Il est difficile et souvent sans conséquence de détailler en long les harcèlements de ce genre qui se produisent dans une telle situation d'impuissance, mais reste-t-il qu'il faut pouvoir au moins lire les faits.

Les maintes façons qui existent de maintenir la répression colonialiste comprennent aussi le contrôle sévère de l'expression. Le pouvoir de répliquer, critiquer ou analyser n'est pas dans les mains des palestiniens sous occupation. La censure de la presse palestinienne est toujours en vigueur, mais le degré de fermeté avec lequel elle sait administrer augmente toujours. D'ailleurs depuis l'invasion du Liban, les autorités israéliennes se sont senties obligées, vu les critiques reçues de partout dans le monde, de s'assurer que les habitants qui vivent sous leur occupation depuis des décennies, n'y trouvent pas là une opportunité de raffermir leur solidarité.

En fait les autorités militaires depuis '67 ont tout fait pour étouffer une conscience nationale et briser les liens entre les palestiniens et le monde. L'histoire de cette censure de la presse est longue, elle fait partie de la vie quotidienne. Il peut y avoir des variations quant aux méthodes, par exemple, la flagellation et incarcération de journalistes; fermetures indéfinies des bureaux de presse ou des journaux; rafles; menace de déportation, assignation à résidence, amendes et sentences. Comme pour les autres moyens de contrôle dans d'autres domaines de la vie sous occupation, un des facteurs le plus importants à son succès est son caractère aléatoire; c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un droit d'être averti avant une

interrogation ou incarcération - au contraire, la police ou l'armée les arrêtent et leur posent des questions plus tard. Cet élément inconnu est devenu tout de même une porte de sortie, car les journalistes (entre autre) ont développé un "sixième sens" qui leur permet de prédire à peu près l'arrivée du contrôle - mais ce n'est pas fiable. Ceci dit, c'est un exemple d'un des facteurs le plus efficace dans le processus de l'intimidation: l'incertitude ou le fait de ne pas savoir. Bien qu'on sait que cette situation dure depuis 18 ans, il ne s'agissait jamais d'une vie "normale" au contraire c'est l'attente à l'inattendu.

Les quotidiens de presse sont depuis longtemps obligés de remplir leurs pages d'articles et d'annonces farfelus, car le censeur élimine tout ce qui soit jugé "dangereux ou diffamatoire" à l'état d'Israël. Plus souvent que non, les journaux sont remplis de traductions de l'hébreu d'articles qui ont paru dans les revues israéliennes. Ceci contribue à une baisse de lecteurs. La forme des articles est surveillée, ainsi que le placement de mots (question de la tonalité de l'expression) et les mots eux-mêmes (ex. "retour", paléstinien, détermination, etc.) enfin il n'y a que peu de possibilités qui restent aux journalistes palestiniens.

L'ordre militaire No. 50 en 1967, qui veille à la distribution et les permis, donne aux israéliens le pouvoir de fermer tout organisme si elle est jugée "capable d'engendrer le désordre ou d'activités illégales". (Freedman, 1983: 98). Les autorités israéliennes défendent la nécessité de telles mesures, vu que ce sont des palestiniens et qu'Israël soit en état de guerre contre l'O.L.P..

Un tel ordre laisse une grande marge à l'interprétation, soit au gouverneur militaire ou au censeur qui est toujours un facteur important dans le processus de l'assujettissement, car la puissance d'un individu.

appartenant au groupe oppresseur et quasi intouchable face à l'impuissance des masses appartenant au groupe opprimé.

Non seulement tout doit passer par le censeur: photos, articles, annonces et publicité, mais il existe deux groupes de censeurs: les militaires et ensuite les censeurs de "l'Administration Civile". Il n'y a pas de règles à suivre, car la censure est arbitraire, c'est une question d'expérience qui s'accumule depuis longtemps. Depuis 1980, trois éditeurs en chef des quotidiens palestiniens sont assignés à résidence "pour des raisons de maintien de l'ordre et la sécurité de la région". (Freedman, 1983: 96). Ceci fait en sorte de les enlever d'une manière très efficace de leurs fonctions. Les assignations à résidence sont accompagnées de restrictions quant aux nombres de visiteurs, la mobilité de la personne, interrogations fréquentes, harcèlements de leurs familles, ainsi de suite.

Les arrestations de journalistes sont très nombreuses et les motifs très variables: possession de quotidiens arabes publiés à Jérusalem-Est, reportage sur un salon de livres à l'école arabe des Infirmiers à Ramallah, possession de livres jugés subversifs... Il s'agit non seulement d'une surveillance menée par les autorités militaires mais de celle accomplie par les agents de la police secrète, le Shin Beit.

Cet état de choses continue étant donné la possibilité: a) de garder coupé le lien avec l'étranger, b) d'empêcher une croissance de solidarité parmi les palestiniens. Il faut dire que même entre le Gaza et la Cisjordanie, il n'y a que peu d'échanges possibles, ceci est encore plus difficile en ce qui a trait au monde à l'extérieur; palestinien ou non.

(2) LA BANDE DE GAZA:

En 1948, le Gaza comptait environ 100,000 personnes, en 1968, un an après l'occupation israélienne, 355,000 y habitaient et en 1981 la population avait augmenté à près de 500,000 personnes.* Non seulement a-t-elle un des taux de densité démographique le plus élevé au monde avec 1,400 personnes par km. carré, mais cinquante pourcent de la population est en dessous de quatorze ans.**

La vie est rendue encore plus difficile, étant donné le taux de chômage extrêmement élevé, un manque non seulement d'habitations convenables, mais aussi de services de santé et d'éducation. C'est une bande de terrain qui a une superficie de 40 kilomètres qui, en plus de ces autres difficultés, comprend huit camps de réfugiés avec environ 180,000 réfugiés qui résident dans les camps et 170,000 à l'extérieur des camps, dans des villages ou petites villes. C'est un ghetto, qui du point de vue social n'est pas seulement atteint de sérieuses déficiences économiques mais aussi subit un contrôle extrêmement répressif (encore plus qu'en Cisjordanie) de la part des autorités militaires. Depuis une dizaine d'années une autre pression, celle des implantations des kibboutzim qui entourent maintenant le Gaza, arrête non seulement toute question d'agrandissement territorial mais lève considérablement le niveau de tension inter-ethnique entre les deux groupes.

Le Gaza depuis l'empire Ottoman a été une région pauvre et agricole, mais depuis l'occupation israélienne un important changement s'est produit avec le dépouillement des terres palestiniennes et les

* (Voir Shahak, Collection Gaza, 1981)

** (Shahak, Ibid).

mesures répressives en ce qui a trait à toute activité agricole viable. La population s'est transformée en prolétaires urbains, les seules ouvertures possibles se trouvent sur le marché israélien (en Israël) en tant que main-d'oeuvre peu qualifiée. Donc, maintenant non seulement ne s'agit-il plus d'une population qui travaille la terre pour subsister, (là où il y a encore des terres), mais ils sont contraints de chercher chez les colonisateurs le travail le plus méprisé, mal payé, qui est le seul qui leur soit réservé. Ceci a beaucoup contribué au désarroi social, soit au niveau économique, des relations interpersonnelles (soit entre homme et femme ou à l'intérieur de la famille) soit au niveau socio-politique.

Pour les milliers de travailleurs palestiniens qui doivent se rendre en Israël pour trouver leur gagne-pain, la journée commence vers quatre heures du matin et termine le soir. Comme pour les cisjordanien(ne)s, il est toujours question de longues files d'attentes soit pour les autobus qui les emmènent ou pour la vérification des cartes d'identités.

"Un palestinien est aussi identifié par son apparence: la pauvreté, la sueur et la saleté, des dents pourries et les cheveux mats. Après une journée de travail, les vêtements colorés du "tiers-monde" indiquent le travailleur manuel oriental: le Turque à Berlin, l'Algérien à Lyon et le Palestinien en Palestine occupée".*

La situation des travailleurs palestiniens de Gaza ressemble à celle de leurs analogues en Cisjordanie; il existe les mêmes problèmes du travail mal rémunéré, des "marchés d'esclaves" à Ashkelon (entre autre) où les hommes et enfants attendent pour marchander leur force de

* (Citation d'un journaliste israélien - voir collection Shahak, Gaza 1982: 1)

travail. Le travail est surtout de caractère journalier et d'une durée souvent indéfinie, mais dans tous les cas il n'existe aucun contrôle sur ce genre de travail ou sur les conditions d'emploi.

"Des entrepreneurs israéliens passent en voiture et embauchent le nombre de bras qui leur sont nécessaires. Payés à la journée, sans garanties sociales, ni stabilités d'emploi, ils représentent une main-d'oeuvre corvéable à la merci".
(Gresh, 1985:2)

Les "salaires" à ce bas niveau économique - le travail journalier dans les secteurs des services, telles la restauration et l'hôtellerie, varient entre \$15. et \$20. dollars canadiens par mois. La situation extrêmement grave de l'économie israélienne avec un taux d'inflation exorbitant, touche encore plus dramatiquement ceux/celles qui se retrouvent au niveau de la subsistance.

Le travail que fournissent les palestiniens en Israël est encore celui qu'aucun israélien juif touchera, peu importe les temps difficiles - en quelque sorte la crise économique de ce point de vue n'a pas encore enlevé à cette couche de la population les moyens de la stricte subsistance. Ceci dit, il ne faut pas croire que les possibilités d'embauche sont toujours aussi élevées qu'auparavant. Il n'y a aucun syndicat qui peut protéger ces ouvriers, et malgré les règlements israéliens qui demandent que leur nombre soit recensé, ceci ne touche qu'une infime partie de la population ouvrière palestinienne. Bien que l'économie israélienne soit extrêmement dépendante du travail bon marché fourni par les palestiniens, faire la grève n'a jamais abouti au résultat voulu. Le problème en est un de "nécessité", puisqu'en grande majorité ce travail est tellement peu rémunérateur et constitue leur seul revenu, qu'ils ne peuvent tenir longtemps en grève, malgré toute bonne volonté. Leurs familles n'ont tout simplement pas, sans cet argent, de

quoi se nourrir. (Cossali & Robson, 1984: 13).

Il existe aussi en Gaza l'important phénomène d'enfants et de jeunes gens qui vendent leur force de travail, (j'ai déjà parlé de ceci en Cisjordanie), que les enfants aient neuf ou douze ans n'enlève rien au fait que tout ce qu'ils peuvent apporter à la famille en supplément est nécessaire. Ces enfants sont embauchés comme ouvriers agricoles avec des salaires journaliers qui oscillent autour de .50 cents canadiens. Ces images d'enfants qui se vendent dans un marché d'esclaves ont été vues à la télévision israélienne ou décrites dans la presse; mais elles ne suscitent que très peu de réaction, puisque pour la majorité des juifs israéliens, il s'agit des enfants qui, le veulent, ce travail et de parents qui les laissent faire.* Malgré la situation économique du secteur juif en Israël, il reste avantageux d'engager un palestinien, il n'y a pour l'employeur israélien aucun problème du coût des avantages sociaux, ni le problème d'ouvriers organisés; il est une chose simple de se débarrasser d'un ouvrier "arabe". Ceci contribue à aggraver les tensions "ethniques" entre juifs et non-juifs, surtout autour des centres où vivent et travaillent les palestiniens. Le taux de chômage parmi les ouvriers juifs ne cesse d'augmenter et le fait que "ces arabes" travaillent "sous leur nez", donne lieu très souvent à des conflits. La sécurité et les restrictions imposées sur les ouvriers palestiniens de Gaza sont très sévères, ce nouveau facteur ne fait que donner aux autorités israéliennes encore plus de raisons pour augmenter les contrôles.

* (Je traiterai la situation spécifique des femmes palestiniennes sous occupation plus tard).

L'économie de Gaza est celle de l'occupation, il existe une dépendance totale vis-à-vis l'économie israélienne. Aujourd'hui le Gaza importe tous ses produits industriels, et exporte des agrumes et d'autres produits agricoles ainsi que la main-d'oeuvre bon marché. Selon les statistiques officielles d'Israël, en 1979, "les importations à Gaza de produits israéliens valaient 4.6 billions de livres israéliennes, tandis que les exportations de Gaza ne valaient que 2 billions de livres. Le déficit ne peut pas être couvert par les revenus en Gaza". (Collection Gaza, Shahak, 1981).

Le seul secteur de l'économie qui demeure "viable" est celui des agrumes, durant les années '60 jusqu'au milieu des années '70, on pourrait dire que ce secteur grandissait mais depuis il n'est plus possible de rentabiliser cette production. Depuis 1967, Israël a interdit l'exportation des oranges en Israël (j'ai déjà mentionné la loi qui interdit la concurrence sur le marché juif de produits palestiniens). Maintenant en Gaza, ils importent des oranges israéliennes. Durant les années '70, petit à petit les marchés à l'extérieur (auparavant disponibles aux produits de Gaza) ont disparu, à cause, et des règlements des autorités israéliennes, et de facteurs extérieurs, tel le marché iranien qui est maintenant hors de portée. Tandis que les producteurs agricoles israéliens reçoivent de l'aide financière durant des années difficiles, ceci n'est pas offert aux producteurs palestiniens. Il existe aussi le problème des moyens d'exportations aux marchés disponibles, qui sont essentiellement la Jordanie et le Sud du Liban. Il existe un secteur spécial de la garde frontalière qui surveille la distribution, qui impose une série de fouilles ainsi que des amendes ou séjour en prison pour infractions. La difficulté arrive au niveau de la façon dont ce contrôle est effectué,

qui impose des heures d'attente (voir 2-3 jours) aux frontières en dépit du fait qu'il s'agit de produits périssables. D'ailleurs les oranges israéliennes sont obligatoirement couvertes d'une couche de cire pour arrêter le processus de pourriture, ce traitement est interdit aux agrumes provenant du Gaza et de la Cisjordanie, sauf dans quelques cas exceptionnels qui eux sont surveillés de près. Ces deux facteurs font en sorte, que très souvent le producteur se retrouve avec un camion de légumes ou de fruits pourris, "il n'a qu'à retourner chez lui".

L'inspection des camions transportant les produits agricoles est effectuée aussi avec peu de soin; il y a non seulement des traitements brutaux des camionneurs, mais aussi les méthodes d'inspection causent beaucoup de dommages, par exemple le démantèlement des camions fait en sorte que les fruits soient versés par terre et souvent laissés au soleil.

Les efforts menés en vue de changer la dépendance de l'économie du Gaza sur les agrumes fut un échec; les autorités israéliennes leur ont conseillé de changer aux légumes, certains ont suivi ces conseils, mais puisque la production israélienne avait la priorité de vente, ainsi que l'aide financière (subventions) le marché ne s'est jamais ouvert aux palestiniens. Ces agriculteurs se sont retrouvés avec des champs de légumes pourris.

Dans la Bande de Gaza, les palestiniens n'ont ni de pouvoir ni de contrôle sur les méthodes de production et de vente et en plus, tous les fardeaux, tels les restrictions, les contrôles, les impôts, les permis requis, entre autres, empêchent une régénération de leur économie. Ils sont toujours et de plus en plus dépendants sur le travail noir en Israël et les remises provenant du Golfe.

Le fait aussi que les colonies juives augmentent en nombre tout le

temps autour de Gaza est non négligeable, pour la simple raison qu'elles prennent de plus en plus l'eau de la nappe aquifère. Les puits et les pompes sont maintenant surveillés et leur nombre est limité du côté palestinien, ceci n'a fait que créer un déséquilibre désastreux pour l'agriculteur de Gaza.

Le problème demeure car avec chaque nouvelle lancée dans l'agriculture, la concurrence israélienne anéantit toute possibilité de subsister. En fait, l'agriculture palestinienne en Territoires Occupés n'a pas du tout les moyens de concurrencer une agriculture qui, en plus de tout ce qui a été décrit, est hautement mécanisée. La mécanisation dans cette région n'est toutefois pas concevable, tellement il y a de main-d'oeuvre disponible. Le problème devient celui de pouvoir trouver la méthode ou la stratégie économique qui impliquerait une utilisation intensive de cette main-d'oeuvre.

"Nous devrions nous éloigner de l'agriculture hautement mécanisée, parce que aussi longtemps que nous n'ayons pas de gouvernement pour nous soutenir, nous serions entraînés dans une cause que nous ne pourrions jamais gagner".
(Clive Robson, 1984: 13).

Ceci implique pour les palestiniens une sérieuse remise en question de leurs pratiques actuelles financières, ainsi qu'un changement radical de la conception actuelle de la production économique. Le système économique israélien, qui est capitaliste (basé sur la production en masse) qui n'est soutenu que par l'aide financière internationale, implique pour ces colonies occupées, le désastre; ceci dit, il ne serait pas une tâche facile, étant donné leur état de dépendance actuelle, de mettre en marche un autre modèle économique. Il ne faut pas oublier que toute tentative, afin de montrer la viabilité économique soit par des moyens de coopération, d'entre-aide communautaire, qui créeront une

interdépendance palestinienne, aura à confronter les autorités israéliennes qui jusqu'à présent intervient dès qu'il y ait question d'un rassemblement parmi les "occupés" qui pourrait être interprété comme une atteinte à la "sécurité nationale" israélienne.

Non seulement existe-t-il un profond découragement parmi les habitants palestiniens de Gaza face à leurs difficultés de travail et de survie économique, mais le quotidien de la vie sous occupation, soit au niveau politique, juridique, éducationnel, ou santé, continue à empirer le processus de démoralisation commencé avec l'occupation en 1967. Beaucoup de bruit a été fait surtout du côté des "gauchistes" (Perez) en Israël, au sujet de l'amélioration des rapports entre les autorités israéliennes et les palestiniens (ceux des "modérés"). La réalité avait montré que l'administration de l'occupation fait tout afin de démunir les palestiniens. Les municipalités palestiniennes se voient de moins en moins pertinentes, faute d'autorité, elles ne peuvent plus rien diriger, elles ne peuvent pas donner de permis de construction dans le secteur public, ni exiger des fonds de l'administration militaire, ni gérer vraiment leurs affaires, soit budgétaires ou administratives (déjà que beaucoup de maires sont assignés à leurs résidences).

Donc non seulement est l'individu/e, qui ne peut trouver soit du travail convenable ou bien rémunérateur, frustré et abaissé devant sa famille et au niveau de son amour-propre, (ceci engendre des problèmes personnels et familiaux), mais aussi au niveau social, il existe peu d'espoir. D'ailleurs la société est toujours contrainte par les mesures de répression, donc la structure sociale qui dans d'autres cas aurait pu, (peu importe le degré) soutenir l'individu et sa famille, reste dans ce cas impuissante. Les difficultés subvenues par les palestiniens de Gaza depuis dix-huit ans ont aidé au démantèlement graduel de leur propre

structure sociale, sans pour autant permettre qu'elle soit remplacée - c'est la stagnation. Ils/elles n'ont pas le droit de maîtriser leurs propres avenir - c'est une des conséquences d'une occupation.

Il ne faut pas oublier non plus qu'Israël doit continuer toujours à assurer par force son contrôle et son autorité sur ses Territoires Occupés, il y a nécessairement au niveau de l'attitude social israélienne (indépendamment des répercussions du rapport au lien économique entre le colonisé et le colonisateur), une impossibilité de passer outre les jugements stéréotypés tels: "sauvages", "arriérés" et "menaçants". L'actualisation, (le 1cu) de la répression par l'armée, la police et patrouilles (la Patrouille Verte entre autre), implique nécessairement que les israéliens l'effectuent et que les palestiniens agissent (même s'il s'agit de jét de pierres par les enfants, une action mise, par le soldat israélien, au même niveau que le port des armes) renforce le cercle vicieux de violence et de haine. L'occupant ne sera jamais et n'a jamais été jusqu'à présent tranquille "chez-lui".

(IV) "PALESTINIEN" ET "FEMME":

La situation des femmes palestiniennes en Israël ne peut être analysée que par rapport à son contexte d'oppression sioniste, c'est-à-dire membre du groupe ethnique non-juif. Elles sont opprimées, il est vrai puisque non-juives, mais aussi puisque femmes - un vécu de sexisme dû non seulement au groupe ethnique dominant, mais aussi de son propre groupe - les palestiniens. Il ne s'agit pas "d'une expérience" d'oppression qui soit homogène, car celles qui vivent en Israël propre, n'ont pas tout à fait les mêmes vécues que celles des Territoires Occupés.

La société juive d'Israël, pas moins que le reste du monde

occidental, véhicule des attitudes, jugements et stéréotypes sur les femmes dites "arabes" (assimilées à celles de tout le monde arabe) qui oscillent depuis des évocations folkloriques jusqu'à la répugnance. La littérature, les médias ainsi que la recherche orientaliste ont tous eu leur part dans la création d'une mythologie populaire qui présente les arabes en général comme étant barbares, sans scrupule, menteurs, irrationnels - soit extrêmement riches ou vivant dans une pauvreté exécrable. Les femmes sont perçues comme étant des "mystères voilés", ou bien l'excitation la plus recherchée du genre "danseuse du ventre". La société juive d'Israël, puisque "face" aux palestiniens quotidiennement, dans un rapport de domination ethnaïste, (sans oublier l'occupation militaire), est encore plus susceptible au mépris et préjugés ou même haine des palestiniens.

Les palestiniennes n'existent que peu pour la société juive - oubliées dans l'ombre de leur servitude en tant que main-d'œuvre exploitée et en tant que mères, épouses et sœurs des "terroristes", toutes des procréatrices en devenir de nouveaux membres de la cinquième colonne qui menace Israël de l'intérieur.

La discussion portera sur leurs situations respectives en Israël et sous occupation, avec un bref regard de leurs rôles dans la résistance palestinienne.

J'ai déjà discuté le rôle des femmes juives vis-à-vis leur oppression sexiste au sein du groupe dominant, une relation de subordination qui met l'accent sur le présumé déterminisme biologique (ou nature spécifique) qui est nécessaire à la perpétuation d'une domination ethnaïste. Que cela soit au niveau idéologique ou socio-économique, les femmes du groupe dominé sont désormais reléguées à l'oubli méprisant. Leur vécu d'oppression ethnique sert souvent à

renforcer leur subordination sexiste; dans une situation pareille les traditions et moeurs sociales qui peuvent définir l'identité sociale du groupe ethnique dominé ne changent que très lentement si, au contraire, à force de réagir ils ne se renferment pas.

Malgré que les juives et les palestiniennes vivent une oppression sexiste très aigüe, la discrimination raciste prévalant en Israël ne permettra jamais qu'elles aient une base sur laquelle se rencontrer. L'oppression commune à toutes les femmes rencontre tout de même d'autres barrières.

En 1982, lors de la Cinquième Conférence Féministe Israélienne, cinq femmes "arabes" (le terme palestinien n'a été utilisé que par elles) ont été invitées pour la première fois. Une palestinienne définissait clairement sa position. "Je suis une palestinienne qui vit en Israël. Je suis opprimée en tant qu'arabe, bien que j'ai la citoyenneté israélienne et aussi en tant que femme au sein de ma société". (Gielman, 1982: 5).

Cette première rencontre entre femmes juives et palestiniennes a été vue comme tout à fait exceptionnelle. Un des compte-rendus avait remarqué très justement que ce fut la première fois que les femmes palestiniennes avait été invitées; mais le journaliste s'est permis le commentaire suivant: "sans doute elles (les femmes palestiniennes)* n'avaient jamais eu l'idée de venir parce qu'elles se sentaient peu concernées par le féminisme". (Gielman, 1982: 5).

Le stéréotype occidental de la femme arabe qui ne peut réfléchir, est totalement accablée, est très répandu non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du pays.

* (Ajouté par moi).

Que les palestiniennes ne soient pas "visibles" sur la scène féministe en Israël n'est à cause de leur désintérêt, mais plutôt aux obstacles rencontrés face à leur participation en tant que palestiniennes.

Les palestiniennes en Israël sont tout à fait avisées aux préjugés et mépris que ressentent les juives israéliennes à leur sujet; lors des discussions au congrès, les palestiniennes ont été obligées de retirer leurs demandes pour des discussions sur les inégalités existantes entre les secteurs palestinien et juif. Elles reconnaissaient aussi le fait que depuis très longtemps toutes les "faiblesses" sociales réelles ou imaginaires ont été utilisées par les colonisateurs, comme moyens de condamnation de la société palestinienne. Etre une femme palestinienne, selon l'idéologie dominante, équivaut à être soumise, arriérée, avoir trop d'enfants et être analphabète. Il n'est donc pas difficile à comprendre pourquoi une palestinienne qui est battue ne se présentera jamais aux abris (juifs). Cela ne veut pas dire (on revient à la qualité "invisible" des dominées auprès du groupe dominant) que les palestiniennes ne sont pas battues, ni qu'elles n'osent pas se plaindre puisque soumises à une culture jugée arriérée. Le problème se situe à un autre niveau; elles ne vont pas venir chez l'opresseur (femmes des oppresseurs) pour une aide quelconque sachant très bien qu'elles sont l'objet du ridicule et du mépris, puisque palestiniennes.

(A) PALESTINIENNE EN ISRAEL

Depuis la colonisation et les expulsions en masse des palestiniens, les structures communautaires et familiales ont subi de nombreux changements. L'érosion étendue de la base économique de la société palestinienne a eu d'énormes conséquences sur les femmes. Au début de la

colonisation sioniste, les femmes palestiniennes qui avaient été auparavant actives au niveau de la production, se sont vues confinées à la maison puisque les hommes étaient obligés de travailler en main-d'oeuvre bon marché. Petit à petit, vu l'instabilité de l'économie israélienne, les femmes palestiniennes étaient obligées, elles aussi, de quitter leurs maisons et vendre leur force de travail au secteur juif. Elles sont devenues donc, la nouvelle réserve de main-d'oeuvre bon marché (la plus exploitée) dans les industries d'alimentation et textiles.

Entre 1967 et 1972, 7,000 femmes palestiniennes ont fait leur entrée sur le marché de travail industriel, pendant que des milliers d'ouvriers travaillent dans l'agriculture et sur les fermes juives (Voir Khamsin, 1976: Statistiques Citées de Davar, 10-13, 1972). Ces nouvelles exigences économiques ont fait que malgré les traditions restrictives antérieures (propre à la structure patriarcale de la société palestinienne) les femmes commencent à travailler à l'extérieur de la maison souvent dans des groupes. Il existe toujours une certaine résistance face au travail (à l'extérieur) mais ceci s'est affaibli, puisque même dans le secteur industriel, comme pour le secteur juif, le marché de travail est ségrégué. Il existe une ségrégation sexiste nette sur les marchés du travail juif et non-juif, due en grande partie à la persistance des conceptions traditionnelles de ce que devrait faire une femme, une pratique sociale qui n'est pas le résultat que des forces économiques prédominantes, mais de préjugés sexistes si bien ancrés dans la vie sociale.

Le concept de l'honneur de la famille ou de l'"homme", ainsi que les pratiques et attitudes qui y sont liées, encadrent la liberté accessible

* (Voir Nundi-Israëli, 1983)

aux palestiniennes. Ces limites demeurent, surtout au niveau du rôle biologique qui influence à son tour la conceptualisation et la concrétisation du rôle social.

En tant qu'épouses et mères, elles sont séparées des hommes, cette ségrégation même au niveau de la famille sous-entend son statut de subordination. L'autorité du père, du mari ou du frère est encore déterminante, mais ceci dit, elle n'existe plus comme étant une autorité absolue, surtout avec le processus de la politisation des palestiniennes - que cela soit en exil, dans les camps de réfugiés ou en Israël.

Les palestiniennes qui demeurent en Israël confrontent quotidiennement l'exploitation économique, l'oppression ethniste et la domination patriarcale. Malgré qu'aujourd'hui "on" accepte qu'une femme travaille ailleurs qu'à la maison, vue la nécessité économique une exigence, son travail de femme (c'est-à-dire les tâches domestiques) lui revient sans équivoque comme auparavant. Comme la majorité des femmes au monde, les palestiniennes ne sont pas du tout épargnées de cette activité présumée naturelle. Il y a peu de sociétés où vraiment il y a eu un changement fondamental à ce niveau. "Les femmes du monde occidental" sont aussi cantonnées dans ces secteurs du travail qui sont "féminisés", peu rémunérés (avec beaucoup de mi-temps) où il n'y a pas de véritables engagements individuels qui visent une carrière. C'est pris pour acquis qu'elles soient responsables du maintien de la vie quotidienne, qu'elles assurent le même niveau de services, l'entretien matériel et affectif des enfants. Une statistique rapportée du milieu nord-américain indique que dans le cas des hommes américains, la participation aux activités domestiques s'est accrue à six minutes par jour, entre 1965 et 1975, c'est-à-dire de neuf heures à 9.5 heures par semaine. (Vandelac, Nov. 1984: 33).

Je voudrais qu'il soit entendu que l'émancipation des femmes de leurs tâches domestiques, n'est pas, a priori, une question de différences culturelles ou ethniques, de le voir seulement comme cela est de tomber dans le piège de l'ethnocentrisme.

Les salaires gagnés par la majorité des femmes palestiniennes reviennent (par question de nécessité) au sein de la famille; il n'existe que très peu de place, sauf parmi les familles aisées (qui sont peu nombreuses) pour le luxe de l'autonomie dû à l'indépendance économique. Cette question doit être comprise dans le contexte du statut et l'influence véritables disponibles aux femmes célibataires ou mariées. Les femmes célibataires, dans la société palestinienne ou bien arabe, (il ne faudrait pas non plus oublier la société juive israélienne) mènent une vie atrophiée - dans un sens qu'elles ne sont pas des "personnes" à titre égal aux hommes célibataires. Bien qu'il y ait eu une libéralisation des anciennes pratiques restrictives sur la mobilité, les fréquentations et les activités sociales, (puisque certaines ont pu acquérir un pouvoir économique), les femmes demeurent, si non sous l'autorité parentale, limitées cependant par les pressions sociales. Le peu de statut attribué à une femme qui demeure seule, est un obstacle qu'elle doit affronter avec une absence presque totale de soutien.

L'exigence du mariage est prédominante; il ne serait pas encouragé qu'elle poursuive (comme son seul but) une carrière. Du moins elle devrait se marier, avoir des enfants (qui équivaut à la concrétisation de son statut marital) et par la suite, veiller à une carrière, si elle le voulait ou le pouvait.

Une femme mariée subit moins de limitations, elle a acquis un statut légitime; elle doit montrer socialement ses capacités en tant que

bonne mère à ses enfants, ménagère efficace et épouse accomplie. Accomplir ces exigences, particulièrement dans la société palestinienne, (ou arabe) est très important, parce qu'une femme incapable de répondre à ces demandes, atteint à l'honneur familial - non seulement celui de la femme mais aussi de la belle-famille.

Dans les domaines d'activités publiques, par exemple, la politique là où une femme peut se trouver dans la compagnie d'autres hommes à part son mari (sans qu'il soit là) il peut y avoir des restrictions sur la "mobilité", qu'elle soit mariée ou non. Il faut dire que toute activité entre femmes "subit" beaucoup moins de contrôle.

Dans toute société patriarcale, les étiquettes sociales données aux femmes ont un rapport direct avec l'identité sexuée et les restrictions sont posées par rapport à la préoccupation des hommes pour le respect de la "décence" (sexuelle) de leurs femmes. Peu importe ce qu'une femme peut accomplir, elle est toujours surveillée et jugée en fonction de son comportement réel ou perçu - des jugements liés directement à sa sexualité. Dans la société palestinienne il y a peu de place pour des "relations libres" parce qu'il existe aussi peu d'espace (soit physiquement au niveau de l'attitude social) pour l'expression de l'autonomie personnelle d'une femme, là où elle peut entreprendre des activités de toute nature en tant qu'individu à titre égal aux autres, elle court toujours le risque - très réel d'ostracisme - soit social ou familial.

Ces obstacles déjà discutés ne sont pas d'un caractère uniforme, ils varient en degré et forme selon le contexte communautaire régional. En dépit de ces barrières, les femmes palestiniennes ont entamé beaucoup de changements. Elles sont devenues beaucoup plus responsables des affaires communautaires, et sont celles qui veillent aux "rapports sociaux" nécessaires afin d'accomplir certaines tâches. C'est-à-dire que dans

la société moyenne orientale, le lien entre la famille et la communauté (les leaders aussi) est très important, soit pour des besoins politiques ou bien au niveau des services sociaux. Il y a, à ce niveau, une plus grande liberté donnée aux femmes, bien qu'elle soit en rapport avec les besoins de sa famille.

Les ouvrières en Israël subissent les mêmes types d'exploitation que "leurs soeurs" dans d'autres pays capitalistes - elles forment la réserve de main-d'oeuvre la plus bon marché. Déjà en Israël, les femmes juives reçoivent moins qu'un homme juif. Ajoutez à cette discrimination celle de l'écart qui existe entre les salaires des juifs et palestiniens. Les femmes juives gagnent moins que les hommes juifs; les hommes palestiniens encore moins que les deux et les femmes palestiniennes encore moins qu'eux. Elles sont devenues les travailleuses les plus exploitées non simplement à cause des exigences économiques du système capitaliste (qui ne peut pas d'ailleurs subvenir à ses besoins) mais à cause du "racisme" flagrant propre au principe sioniste du "main-d'oeuvre juif". Il ne faut pas oublier cependant que les enfants palestiniens des Territoires Occupés, qui sont soi-disant "embauchés" en Israël, reçoivent encore moins que les femmes.

Les femmes palestiniennes sont embauchées dans des secteurs les moins spécialisés de l'industrie, qui implique les salaires les plus bas et une absence totale de sécurité d'emploi. La plupart travaille dans le secteur tertiaire et celui de services. Celles qui ont soit un métier ou une spécialisation sont rémunérées par "la pièce" ou par "la journée", contrairement à leur analogue juive qui recevra un salaire pour le même travail.

Par rapport à la situation des femmes palestiniennes des Territoires Occupés, la situation (économique) de celles vivant en

Israël est un peu mieux. En principe, elles avaient les mêmes droits à une représentation syndicale que leurs co-ouvrières juives, c'est-à-dire une certaine mobilité politique. Ceci dit, la réalité de la discrimination sociale qui existe entre le secteur juif et non-juif, intervient et sape toute tentative de prétention à une égalité quelconque entre les deux communautés. Par exemple, un/e ouvrier/ère qui porte plainte, soit sur le manque de sécurité d'emploi ou les conditions du travailest sujet/te, non seulement à l'harcèlement quotidien au travail et le risque de licenciement, mais à l'indifférence totale de la part de l'Histadrut (syndicat national) au sujet des travailleurs palestiniens. Ils paient pourtant leur cotisation, mais contrairement aux travailleurs juifs, ils/elles ne peuvent pas exercer leurs droits. Il faut regarder aussi leurs réalités particulières, celles d'un peuple colonisé qui demeure toujours une réserve de main-d'oeuvre bon marché, qui n'a pas d'autres moyens de subsistance, être sans emploi est une menace très réelle, car il y a beaucoup d'entre eux, prêts à les remplacer. Tout employeur est reconnaissant de ceci, et n'a aucune raison de se plier aux demandes des travailleurs(e)s palestinien(ne)s - ajoutée à cette situation est l'indifférence totale de la société juive à la question du "travail arabe".

Vivant dans de telles conditions, il devient impossible aux femmes palestiniennes de maintenir une lutte seulement au niveau de leurs propres problèmes économiques. Elles occupent les plus bas rangs de l'échelle occupationnelle, puisqu'elles appartiennent à l'ethnie non-juive. Elles ne sont pas des travailleuses juives qui peuvent exiger des droits à titre égale et bien sûr elles sont exploitées aussi puisque femmes.

Ce n'est pas une question à savoir quelle exploitation vient en premier, elles sont entremêlées à cause de la domination juive-sioniste.

Qu'elles vivent sous l'occupation ou en Israël, les deux communautés de femmes palestiniennes vivent la double exploitation (déjà décrite - leur rôle domestique et celui au travail rémunératif) surtout que, dans un très grand nombre de cas, les hommes sont absents du foyer pour des longues périodes qui varient entre une semaine, un mois, quelques mois ou des fois pendant des années (cette situation s'applique surtout à la vie sous occupation avec de grand nombre de déportations et émigrations pour des raisons de survie économique). L'épreuve est surtout très difficile pour les femmes qui demeurent dans des villages ou dans les camps de réfugiés, où les conditions de vie sont très rudes, souvent sans électricité ou l'eau, avec soit une absence de service de crèches pour enfants ou bien un service disparate. Ces difficultés sont une conséquence directe des pratiques discriminatoires du gouvernement israélien dans le domaine de l'allocation des subventions, soit au niveau du logement, de l'entretien des municipalités, des écoles ou des jardins d'enfants. Par exemple, une palestinienne qui travaille, comme j'ai déjà dit, doit assurer toutes les tâches domestiques, mais ses enfants, contrairement aux enfants juifs, ne jouissent pas même des services les plus élémentaires, tel le déjeuner à l'école pour enfants juifs; les enfants palestiniens doivent, soit retourner à la maison où quelqu'un doit leur préparer quelques choses, ou bien trouver d'autres moyens de résoudre ce problème.

Les travailleurs palestiniens ne peuvent pas songer à obtenir des services subventionnés pour leurs enfants, qui, bien que difficile à trouver même dans le secteur juif - y sont disponibles. Le salaire de

subsistance reçu par une travailleuse palestinienne ne lui permet pas non d'engager de l'aide domestique.

Donc le double fardeau que vivent toutes ces femmes n'a pas le même contenu partout et en Israël ce n'est pas qu'une question de classe économique, mais de pratiques ethnistes, comme la distribution inégale de ressources aux secteurs palestiniens - malgré le fait qu'ils/elles sont des citoyen(ne)s israélien(ne)s.

L'importance du rôle procréateur des femmes demeure toujours un aspect de son oppression et exploitation: un rôle qui est perçu souvent comme un devoir national. Avec la menace (qui est d'ailleurs tout à fait réelle) de la dépopulation du secteur palestinien, la procréation a été vue comme un moyen efficace de combattre le sionisme. Le taux de natalité parmi les palestiniens est un des plus élevé dans le monde, à 4.6% (Finkelstein, 1976: 21). En dépit de toute la justification idéologique de l'importance des enfants comme moyen de soutenir la résistance nationale, la conséquence de la subordination des femmes demeure.

Les attitudes ont tout de même changé sur la question de la procréation et l'utilisation des méthodes anti-conceptionnelles prend de l'ampleur, la grandeur des familles décroît, surtout que les femmes prennent de plus en plus le contrôle de leurs vies. La religion, les parents et la société jouent toujours un rôle déterminant auprès des femmes - surtout celles les plus démunies. Une femme mariée doit toujours "prouver" sa valeur par le biais de la production d'enfants (surtout d'enfants mâles), le statut social qui en découle accompagné de l'idéologie nationaliste qui souligne le devoir, peuvent malgré tout être une énorme barrière à franchir.

Le rôle de la mère des martyres (ceux/celles décédé(e)s auprès

de la résistance) est toujours important dans le cas des palestiniens. Dans ce statut tout à fait particulier, nous voyons la concrétisation de l'interaction entre la politique, l'idéologie et la famille - une relation de pouvoir qui implique l'acquiescement des femmes, sans qu'elles donnent "un avis", c'est en effet un rôle de "participation passive". L'honneur attribué à ces mères est ancré fondamentalement dans l'accomplissement de leurs rôles traditionnels. Ceci a fait partie de toute entreprise nationaliste et patriotique dans l'histoire et d'un côté c'est là sa récompense pour avoir accepté passivement son rôle historique de mère et/ou épouse du guerrier. Il n'est pas, comme, c'est présumé (à l'intérieur de la société même), un rôle qui lui donne automatiquement un respect ou une base sur laquelle elles peuvent devenir "actives" - du piédestal où celui/celle s'y pense si bien, il n'y a qu'une conséquence sociale - "tomber" de grâce.. Ce rôle ne lui donne pas la possibilité d'y mettre un mot sur comment la bataille sera menée, ou qu'elles puissent participer à titre égal - en tant qu'être humain. La question ne se pose pas à ce niveau, à savoir si la "bataille" en question est "bonne ou mauvaise"; le problème est celui d'une lutte afin de combattre les restrictions du rôle traditionnel des femmes dans un contexte qui est celui d'une lutte de résistance.

Les palestiniennes qui vivent en Israël sont devenues très politisées, vis-à-vis leurs situations de domination qui exigent qu'elles assurent leur identité ethnique - un étape vers un rôle actif pour les femmes. Sans respect et "fierté" ethnique elles n'auront aucune base sur laquelle peut "s'asseoir" leur émancipation en tant que femmes. Je ne propose pas ici que l'un vient avant l'autre - car elles, comme tellement d'autres femmes du monde, ne peuvent pas non plus négliger leur lutte de femmes. D'ailleurs, si elles ne l'entreprennent pas, les hommes

palestiniens (comme beaucoup d'autres hommes) ne sont pas susceptibles de le faire pour elles, ils ne sont pas prêts à remettre en question leur statut privilégié. Tous les changements effectués au sujet de la domination des femmes, n'ont jamais vu l'implication à fond des hommes au nom de l'amélioration sociale - ceci est vrai, que cela soit au niveau des tâches domestiques jusqu'à l'élimination réelle (pas que des promesses législatives ou théoriques) de la discrimination économique, professionnelle et éducationnelle entre autre.

Malgré qu'on reconnait tout ceci, il n'y a pas là une solution aux problèmes des femmes palestiniennes - leur problème fondamental est celui de la survie nationale, sans laquelle il ne peut y avoir de dignité individuelle - ainsi que sans une lutte pour l'émancipation des femmes il ne peut y avoir dignité humaine.

(B) LA VIE DES PALESTINIENNES SOUS OCCUPATION MILITAIRE:

La vie en Cisjordanie et la Bande de Gaza est une qui est remplie de restrictions sur la mobilité, de couvre-feux, d'arrestations arbitraires et détentions, l'étranglement économique, de camps de réfugiés, manque de droits et libertés civiques, la censure des médias, un système juridique militaire, punitions en masse, la démolition des maisons, en somme une série d'humiliations qui n'épargnent ni enfants, hommes ou femmes. C'est un endroit qui représente un tiers de la population palestinienne entière, une population qui risque de perdre sa viabilité économique et démographique. Les économies des Territoires Occupés sont liées inextricablement surtout avec la crise israélienne qui s'empire tout le temps, qui a donc un besoin croissant de main-d'oeuvre "disponible" ainsi qu'un débouché pour les produits israéliens. A cause de

ceci, depuis 1967, la possibilité d'emplois a été sévèrement diminuée, ce qui a eu comme conséquence l'émigration forcée d'un très grand nombre d'hommes palestiniens des Territoires Occupés, afin de subvenir aux besoins de leurs familles. Cette émigration a pris une telle ampleur, que la région aujourd'hui passe non seulement par un risque économique, mais il y a eu une "féminisation" ainsi qu'une prolétarianisation de la main-d'oeuvre. La Cisjordanie et Le Gaza ne sont pas des cas parallèles, car la Cisjordanie avait subi beaucoup plus une poussée vers le dépeuplement, suite aux politiques de déportations et expulsions. Les Palestiniennes des Territoires Occupés ont eu à faire face aux conséquences du départ des hommes dans leurs familles, ainsi qu'à la décroissance économique. Elles doivent assurer la charge entière de leurs familles, ce qui a nécessité l'apprentissage de métiers afin de pouvoir entrer sur le marché du travail et de traiter avec des conditions de vie très pauvres, surtout que les remises reçues des "hommes" travaillant ailleurs ne sont pas suffisantes. Beaucoup de femmes et enfants sont obligés de "travailler" au noir afin d'augmenter leur revenu familial, ces travailleur(e)s ne sont ni reconnu(e)s officiellement lors des recensements, ni sujet(te)s à un contrôle de leurs conditions de travail.

En Gaza les possibilités de travail sont encore plus limitées qu'en Cisjordanie, c'est une question d'une vie de subsistance pour la grande majorité de la population. Les femmes du Gaza n'ont que peu d'opportunités d'augmenter leurs revenus, la stagnation économique fait qu'elles doivent faire face aux besoins primaires de sa famille, ainsi qu'aux tensions et frustrations des maris qui ne travaillent pas. (Il est à noter que le travail que les hommes trouvent est aussi mal rémunéré avec des conditions horribles et peu d'avenir).

La désintégration du "tissu social" en Gaza a fait que les femmes deviennent encore plus vulnérables puisque les cibles de l'expression des frustrations de "leurs hommes", qui eux ne peuvent plus très souvent assurer une vie convenable à leurs familles. La situation est si désespérante que beaucoup d'enfants sont obligés de travailler au marché noir (nous avons déjà décrit les marchés d'esclaves) dans de conditions telles que la structure sociale, peu importe son caractère antérieur, en souffre. Le cycle d'oppression renforcé par la force militaire, les humiliations et menaces, va inévitablement peser sur ceux/celles qui sont les plus vulnérables.

En Cisjordanie il existe beaucoup plus de services (tenus par les palestiniens) destinés à combler le vide: des cours vocationnels, d'alphabétisation, des cours de langues, ainsi de suite. Beaucoup d'efforts ont été faits, surtout auprès des femmes qui n'avaient pas eu auparavant la possibilité d'accéder à l'instruction, afin de leur fournir les outils nécessaires avec lesquels elles pouvaient lutter, non seulement pour la survie de leurs familles, mais aussi contre leur oppression spécifique.

Un centre "In Ash El Usra", dans la ville d'El Bireh, est un des exemples d'organismes qui selon la directrice, Samiha Khalil, existe parce que: "L'autodétermination du peuple palestinien ne peut s'éloigner de l'autodétermination de chaque personne, c'est-à-dire que l'individu(e) doit aussi faire sa part, afin que les objectifs du peuple soient atteints".*

A la lumière de ce principe de base, le centre offre aux palestiniennes des moyens très concrets par lesquels elles peuvent

* (Interprétation de ces paroles prises dans un interview à El Bireh au centre en mars 1983).

subvenir à leurs besoins (familiaux et personnels) et à la fois maintenir leur dignité palestinienne.

A Ramallah, dans la Cisjordanie, il y a eu en 1978, la mise sur pied de comités d'ouvrières intéressées aux problèmes spécifiques que confrontent les palestiniennes qui travaillent à l'extérieur de la maison, que cela soit dans les usines ou bien aux universités. Elles confrontaient les problèmes de celles qui venaient des villages, ainsi que des villes. Elles demandaient le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et le droit à l'égalité entre les sexes et au niveau de la rémunération. Ces comités travaillaient d'une manière efficace avec la notion du travail collectif, pour mieux rentabiliser la production, que cela soit au niveau des activités (artisanales, etc.) ou de la représentation folklorique.

Plus tard en 1981, l'Union des Comités de Travailleuses Palestiniennes et de Gaza et de la Cisjordanie se sont rencontrées à Jérusalem - elles ont touché des sujets très variés: de la question du statut des femmes des pays arabes souverains, des droits des travailleuses, jusqu'à la question spécifique de l'oppression des palestiniennes sous l'occupation militaire. Elles ont souligné aussi les problèmes "confrontés" dans leur lutte contre l'oppression sexiste à l'intérieur de la communauté palestinienne.

Les deux dernières questions ont été difficilement abordées, puisqu'elles ont rencontré une opposition féroce de la part des hommes palestiniens, les fondamentalistes religieux et aussi de la part des femmes traditionnelles (qui comptent aussi celles qui travaillent dans des organismes de femmes, sans qu'il y ait une conscientisation politique des raisons de l'oppression des femmes).

L'idée que la préservation des traditions et coutumes palestiniennes est un moyen indispensable pour pouvoir garder une identité socio-culturelle palestinienne est au fond de beaucoup de ces critiques.

Les activités de "l'Union des Femmes", ne se déroulent pas d'ailleurs sans intervention - les autorités militaires les harcèlent continuellement; elles ferment les centres, interdisent les réunions, font des raids lors des réunions et retiennent les permis requis pour toutes manières d'activités, elles contrôlent et surveillent les membres, qu'elles soient actives ou non, les détiennent sans accusation, ainsi de suite.

L'aide financière est aussi un grand problème, surtout que toute aide; que cela soit pour des garderies ou centres d'enfants, n'entre qu'avec beaucoup de difficultés en Territoires Occupés.

Ce sont ces problèmes qui empêchent les femmes de créer des réseaux de services et d'appui si nécessaires au processus de l'émancipation des femmes palestiniennes.

Dans La Bande de Gaza, les opportunités d'accéder à une autodétermination sont encore plus limitées, (les autorités militaires s'assurent que même les hôpitaux ne fonctionnent pas comme il faudrait) surtout pour les femmes. Une éducation post-secondaire n'est pas disponible comme en Cisjordanie, ni même une presse censurée (faute d'autorisation) ainsi toute tentative de rassemblement rencontre la main basse de la répression. Il y a en Gaza le maintien depuis dix-huit ans d'un statut de réfugié - pour tous et toutes, ce qui a créé une population dépendante et l'analyse féministe connaît trop bien les effets de la dépendance sur un peuple. A ce niveau, le problème est complexe, par exemple les quelques kilos d'aliments provenant du

U.N.R.W.A. sont loin d'être des éléments libérateurs, au contraire ils perpétuent cette dépendance ainsi que l'étouffement et le désespoir.

Les femmes en Gaza sont indéniablement liées à cet état de choses. Le poids de la domination colonialiste se fait sentir par l'intermédiaire de facteurs sociaux qui déterminent à leur tour la vie sociale. Comme avait dit une femme militante à Gaza: "pour la plupart des femmes à Gaza, leurs rencontres directes avec l'oppression vécue quotidiennement, sont plutôt liées aux restrictions sociales (de la société palestinienne) qu'à l'occupation israélienne". (Clive & Robson, 1985: 15). La majorité des femmes à Gaza n'entre pas en contact direct avec les occupants militaires, sauf si un membre de la famille a été emprisonné, détenu ou tué. Elles sont en majorité confinées à la maison et bien qu'il y ait d'exceptions à la règle, il est très difficile pour celles qui militent d'entamer le processus du changement social. Ceci est directement lié au fait qu'il n'existe pas, comme on a dit, d'espace social et d'opportunités concrètes, avec lesquels il serait possible d'y poser des jalons.

La majorité des palestiniens a tout perdu; leurs terres, maisons et droits de la personne; les dernières choses qui leur restent sont leurs traditions. Le changement économique qui fut drastique en Cisjordanie ne l'avait pas été en Gaza, surtout que la majorité d'ouvriers travaillait déjà la terre ou était des travailleurs manuels, il est vrai que le degré de l'exploitation et de la répression est changé, mais il n'y a pas eu comme en Cisjordanie une érosion complète de l'ancienne structure de classe. Il existe donc, en Gaza, une détermination de garder les vestiges de leur identité - les valeurs et coutumes liées à la structure familiale, le caractère des relations de pouvoir, qui eux déterminent le réseau social ainsi que le statut et le respect au sein de la communauté.

Le caractère social patriarcal intégré à tous ces autres facteurs, assure en quelque sorte un rôle traditionnel aux femmes, car elles symbolisent la préservation d'une identité culturelle palestinienne.

"Quand vous demandez aux hommes pourquoi ils sont aussi répressifs avec les femmes, ils répondent: Que reste-t-il? Nous n'avons ni nos maisons, ni nos terres, ni notre identité. Nous pouvons au moins garder notre honneur. Il est ainsi que les femmes souffrent sous l'occupation".
(Clive & Robson, 1985: 15).

Il est primordial de comprendre comment la notion d'honneur devient non seulement un élément de "l'orgueil et la domination mâle", mais aussi un facteur important de la résistance. En d'autres termes, dans la vie quotidienne, les délimitations nettes qu'on puisse faire théoriquement ne sont plus du tout aussi claires.

La société israélienne ainsi que les forces militaires d'occupation ont très peur de toute montée nationaliste (pour ne pas dire fierté) parmi les palestiniens, c'est pour cette raison que la répression est aussi sévère. Les israéliens ont beaucoup plus peur de ceci, que d'une action militaire quelconque contre laquelle ils peuvent riposter avec efficacité, mais c'est une question toute autre de vouloir reprimer "la dignité" et/ou la fierté d'un peuple. La conception moyenne orientale de l'honneur, soit de la famille ou de l'homme, ne peut pas être dans un tel contexte divorcée d'un désir de vouloir maintenir "l'honneur national", surtout quand c'est tout ce qu'il "vous" reste. Ceci ne peut pas cependant être oublié comme un des plus grands facteurs dans la subordination des femmes à l'intérieur de la société palestinienne.

Les israéliens ont réussi leur colonisation et leur occupation et ils ont été capables d'utiliser toutes les traditions et valeurs propres à la société palestinienne, contre les palestiniens. Il est au mérite des femmes palestiniennes qu'elles n'ont pas cependant permis aux

pratiques israéliennes de les ravager. Le problème est que, peu importe la répression coloniale, ce n'est que les palestiniens qui peuvent changer les attitudes et pratiques qui perpétuent la domination sexiste. Ceci fait partie de la lutte pour l'autodétermination d'un peuple, la question de l'égalité des femmes ne peut pas demeurer au deuxième rang, parce que le fait de vouloir l'examiner ou de minimiser son importance ne fait que saper ce processus de réaffirmation de la solidarité palestinienne. Les femmes du groupe dominé ne peuvent pas être obligées d'accepter encore moins que les hommes opprimés. C'est pour cette raison que les femmes palestiniennes croient qu'elles ne peuvent séparer complètement leur lutte, de la lutte de leur peuple - tout mouvement de résistance ne peut plus se permettre d'ignorer la moitié de son peuple - la moitié de sa force de résistance.

Le cas des prisonnières palestiniennes est très révélateur, quant à la question de leur statut soit dans leurs propres communautés ou auprès des autorités militaires. Durant les dix-huit dernières années, il y a eu une croissance dans la détention et incarcération des femmes pour motifs politiques.

Avant l'occupation de 1967, la détention des femmes fut rarissime, due surtout à l'attitude paternaliste des autorités israéliennes envers les femmes de "la société arabe". Avec l'intensification de la répression aux Territoires, non seulement la résistance s'est accrue, mais aussi celle de la participation des femmes. Elles sont devenues plus politisées et actives et leur incarcération a été perçue par les autorités comme étant un moyen efficace de menacer et par la suite subjugué les palestiniennes. C'est-à-dire qu'elles ont été perçues comme étant "le talon d'Achille" des palestiniens, la cible qui pourrait éventuellement dévaloriser et humilier la résistance.

Entre 1967 et 1979, 1,341 arrestations ont été effectuées, qui ne compte pas les 150 noms pour lesquels il n'y avait pas de renseignements. Ce chiffre ne compte pas non plus les centaines de filles et femmes appréhendées dans les arrestations en masse dans la Bande de Gaza entre 1971 et 1972. (la période la plus sévère de répression militaire de cette région) qui, elles, ont été détenues dans les camps du Sinaï. (Antonious, 1981: 76). Il est estimé qu'au moins "3,000 femmes ont été emprisonnées, qui ne compte pas celles détenus pour quelques heures ou une nuit, le journal israélien Ma'Ariv donne son estimé de 7,000 et 1,300 femmes" (Antonious, 1981: 77).

Les motifs de ces détentions et incarcérations donnés par les autorités militaires demeurent ambigus et libres à des interprétations très larges. Ils se définissent sous la rubrique "membre soupçonné aux activités auprès d'une organisation de la résistance palestinienne, ceci peut dire, membre d'une union générale estudiantine, membre d'un syndicat de travailleur(e)s ou membre d'une organisation de femmes.

Le nombre exact de femmes détenues et incarcérées est toujours difficile à appréhender, surtout que des renseignements ne sont donnés que dans le cas où les femmes sont renommées, soit à l'intérieur de la communauté ou auprès de la presse étrangère; ou si un crime a été déterminé; ou si elle a été déportée, ainsi que dans des cas où des femmes peuvent se permettre de parler ouvertement sans craindre que des actions punitives soient effectuées contre sa famille. Les détentions sont souvent d'une longue durée sans une mise en état de cause, c'est plutôt une question de soupçon ainsi que celle de "la sécurité de l'état israélien".

L'âge ne pose aucun problème aux autorités, les détentions et incarcérations peuvent toucher celles en bas de 14 ans,* comme celles qui ont 70 ans, des femmes enceintes ainsi que celles qui sont le seul gagne-pain de la famille.

Le traitement reçu par les prisonnières ou détenues palestiniennes est tout à fait particulier, puisque les autorités israéliennes sont très avisées aux sensibilités de la société palestinienne au sujet de la manipulation des femmes. Les autorités militaires israéliennes agissent comme toute autorité d'occupation et elles n'ont pas de statut extra-humanitaire comme c'est souvent pensé.

Les femmes et filles palestiniennes sont soumises à des traitements tels: le déshabillage forcé et jetées par terre devant les hommes (israéliens) soldats et civils, elles sont battues avec des bâtons, elles reçoivent des coups de pieds et sont pincées dans des endroits sensibles, tels les seins. Rasmiyya Odgh n'est qu'un des cas où un bâton a été enfoncé dans son vagin afin de la dévierger - un processus auquel son père et son fiancé ont été forcés d'assister. A la suite de cela (elle avait perdu connaissance) ils l'ont suspendue par les mains en menottes d'un crochet du plafond, un système de poulies étaient utilisé afin de l'élever et la descendre. Ils l'ont par la suite attachée aux pieds avec des chaînes par terre, ses jambes étant écartées au plus possible et ensuite ils l'ont élevée jusqu'à ce que seuls ses orteils touchent par terre. Toujours suspendue ainsi, les israéliens lui ont annoncé qu'ils allaient la violer par la suite, cependant ils ont décidé qu'elle était trop sale, ils la laisseraient suspendue ainsi à la merci des prisonniers, que les militaires avaient

* (voir la détention des élèves du Collège St-Josèphe à Jérusalem en 1974, Antonious 1981: 80).

précisés, n'avaient pas vu de femmes depuis quelques temps. Elle leur a lancé des injures et puis a perdu connaissance. Les autorités médicales ont ignoré sa faible condition de santé et malgré l'agression sexuelle qu'elle avait subie, ils ne lui ont donné qu'assez de traitements pour pouvoir l'envoyer par la suite aux salles d'interrogations appelées "le centre russe". (Interviewée par Antonious, 1981: 81-82).

Ce n'est qu'un cas, mais pas du tout exceptionnel, les prisonnières et détenues palestiniennes subissent ces tortures et humiliations aux mains des israéliens, précisément parce qu'elles sont femmes et palestiniennes.

Ces moyens n'ont pas été des moyens efficaces de subjugation de la population palestinienne, surtout parce que les femmes ont pu renverser le concept d'honneur, elles placent l'honneur au niveau de "La terre", c'est-à-dire leur dignité, identité et lutte nationale. Elles ont tout de même refusé la chosification sexiste utilisé par les militaires israéliens comme moyen de répression.

Pour nous à l'extérieur, le contexte spécifique de ces femmes vivant sous occupation et/ou sous la domination ethniste, peut nous aider à comprendre comment opère la chosification des femmes. Elle fait partie des pratiques et attitudes sexistes ainsi que liée à la chosification propre aux pratiques racistes et colonialistes. Il y a une ligne de démarcation très mince entre les deux, surtout qu'ils se soutiennent. Cet exemple nous montre jusqu'à quel point, contrairement aux pensées conventionnelles (soit dans la résistance nationale ou auprès des théories féministes occidentales) les femmes ne sont ni secondaires, ni divorcées de par leur oppression spécifique au processus

de la domination, soit ethnique, colonialiste ou autre. Elles sont en effet un outil tout à fait "palpable" dans sa réussite; leurs demandes d'égalité ne peuvent pas être présumées secondaires, puisque toute lutte contre ces dominations ne peut réussir sans l'émancipation et la participation active des femmes à titre égal avec les autres membres de la société opprimée.

Les mouvements féministes mondiaux sont devenus de plus en plus actifs autour des questions du désarmement et l'agression militaire - les femmes palestiniennes, cependant, ont depuis très longtemps compris la nature politique de leur lutte. Elles ne peuvent pas être que des mères ou épouses qui sur des bases "humanitaires et maternelles" s'opposent à de telles activités, ceci renvoie à la perception traditionnelle et sexiste qui lie les femmes de part leur "nature" à de telles préoccupations. Elles doivent lutter en tant que femmes palestiniennes - le fait que leur lutte reste "invisible" sur la carte mondiale féministe, n'est pas à cause de leur présumé soumission et manque de compréhension en ce qui a trait aux femmes; mais surtout parce qu'elles n'ont été jugées qu'en étant des femmes, et une reconnaissance de leur identité palestinienne est presque toujours rejetée; elles ont été rayées de l'agenda.

Les femmes palestiniennes ne peuvent pas nier leur identité, qui est toujours en péril; elles ne sont pas que des "femmes" elles sont aussi Palestiniennes, et c'est en tant que Palestiniennes qu'elles se voient dénier leur place parmi les femmes du monde.

EN GUISE DE CONCLUSION:

Notre discussion, bien que longue et sinueuse, pleine de bifurcations descriptives, qu'exigeaient les maintes explications et précisions, tourne autour de la problématique de la domination et les rapports de pouvoir et de force. Pouvoir dominer, pouvoir opprimer, chosifier et exploiter présupposent l'imposition par la force; soit la force des inégalités matérielles et structurelles, ethniques, religieuses, ou la force des armes, d'un ordre social inégalitaire. Impliqué dans le processus de la chosification de l'autre, est la puissance et l'influence des systèmes de pensée qui reflètent ces inégalités et jouent des rôles justificateurs. L'idéologie, peu importe laquelle, avait été dans le cas étudié une force non négligeable et tout à fait tangible.

La grande question de cette étude était celle de comment s'articulent les rapports sociaux "racistes" (ethnistes) et sexistes? En général on étudie le "racisme" comme étant un élément de l'analyse proprement "social", puisqu'il s'agit d'une pratique, perçue comme étant relevant du secteur "public" de la société, tandis que les rapports, sexistes sont perçus comme relevant de "l'intimité" du rapport entre les hommes et les femmes. L'acte "raciste" est compris aujourd'hui en terme de son contenu politique, mais l'acte sexiste est toujours jugé n'ayant qu'un contenu sexuel.

Pas toute forme de domination est de nature ethniste (raciste) mais tous les "racismes" sont dominateurs et oppressifs; mais la domination sexiste, existe-t-elle indépendamment d'autres types de domination ou bien y est-elle liée? Si c'est le cas pourquoi et comment?

J'ai déjà fait référence à ce sujet au premier chapitre, en disant que la recherche d'une réponse ne pouvait se limiter à la question de l'ordre chronologique de l'apparition sur la scène sociale d'une domination quelconque. Ceci étant plus ou moins impossible à discerner et n'étant pas tellement important. Mais il n'en demeure pas moins qu'il est difficile d'affirmer sans équivoque, que seule une domination sexiste engendre le sexisme.

L'outil analytique qui peut nous permettre d'élucider ce problème est vraisemblablement le concept du patriarcat, puisque le social patriarcal est une réalité plutôt universelle. Il ne s'agit pas cependant d'une réalité homogène, car les vécus (des rapports spécifiques à la domination des femmes) sont de caractères diversifiés et particuliers.

Le sujet de cette étude, l'état d'Israël, offre un "terrain fertile" à une gamme très large d'interactions entre des rapports spécifiques oppressifs, ainsi que de multiples relations sociales conflictuelles. La création de l'état suivait non seulement le modèle du colonialisme occidental, mais aussi celui d'un colonialisme particulier, lié aux objectifs sionistes qui étaient l'établissement d'un foyer national juif. Ainsi le judaïsme, une idéologie religieuse était désormais, de part ce processus, limitée à un concept statique, celui de nation. Dans ce cas, le rapport de l'oppression colonialiste qui impliquait le "remplacement des indigènes avec des colons juifs", était lié étroitement à l'ethnocentrisme occidental propre au sionisme politique. Ceci ne se limitait pas qu'aux non-juifs car il y a eu la dévalorisation des traditions, cultures et modes de vie des juifs orientaux, ainsi que la ségrégation sociale des non-juifs en raison de leurs origines. Il existe toujours une ambiguïté devant une définition exacte de ce que veut dire

"JUIF". Est-ce un peuple, une religion, une race, des traditions ou une nation? Malgré ce problème de définition, Israël a été créé avec l'idée de pouvoir établir un état démocratique à caractère juif, une contradiction réelle qui a fait en sorte de vouer cette formation sociale à la ségrégation ethniste. Cette ségrégation ethniste est justifiée par l'idéologie religieuse qui, elle, soutient l'idéologie politique (sionisme), et les deux légitiment et encadrent toute action entreprise afin d'assurer cette hégémonie juive, que cela soit: militaire, territoriale, économique, juridique ou autre. Il existe un social juif et un social non-juif, le dernier ayant un statut inférieur, qui n'est pas un accident social de parcours, mais une conséquence directe d'une formation sociale "raciste" (ethniste).

Le caractère particulier du patriarcat en Israël est encadré par le judaïsme (voir caractère juif de l'état-nation), c'est-à-dire que la loi judaïque sert de code juridique. Il détermine, donc, la nature et le contenu non seulement des rapports entre individu(e)s, mais aussi la relation entre les individu(e)s et l'état. L'examen des règlements judaïques en ce qui concerne le rôle propre aux hommes et aux femmes, avait montré jusqu'à quel point les principes séculiers (ex. celui du socialisme) n'ont pas pu résister à la puissance de l'institution religieuse. Ces mêmes prescriptions religieuses avaient justifié la subordination des femmes juives, en raison de la primauté de la préservation de la judaïté - de la "race" juive. Cette définition et les pratiques sociales sexistes qui en découlent ont relégué ces femmes au rôle naturel-biologique. Le "racisme", qui vise les juifs orientaux et les sépharades (aux niveaux des idées et des pratiques) comprend un rapport sexiste spécifique lié à l'ethnocentrisme sioniste-occidental. Les juives orientales et/ou sépharades souffrent donc d'une double

oppression car elles sont chosifiées non seulement puisque "juive autre" mais, femme de "juif autre". Leur vécu matériel est d'un caractère tel, qu'il serait impossible pour elles de séparer son oppression de "femme" de celui de juive orientale, surtout que sa société juive orientale est aussi sexiste.

Cette situation que vivent les femmes juives orientales montre les différences de modes culturels et religieux qui existent au sein même de la "communauté juive" présumée unifiée. Le sionisme a exacerbé ces différences en les niant au niveau idéologique et en les renforçant dans le social israélien. L'ethnocentrisme sioniste est le produit d'une vision ashkenaze, c'est-à-dire occidentale, qui connaissait peu du monde oriental: le fait qu'Israël se situe physiquement dans la région moyenne-orientale ne fait pas partie de l'imaginaire israélien. Cependant l'homogénéité juive est enseignée dans les écoles, professée dans les discours et montrée au monde extérieur, mais elle est démentie par sa réalité vécue. Ignorer les différences qui existent à l'intérieur d'un système social, des différences qui sont devenues les périmètres autour desquels l'injustice sociale est vécue (soit au niveau politique, religieux, économique ou bien de la distribution disparate des ressources et opportunités) n'a fait que les renforcer.

Ce caractère spécifique du colonialisme sioniste avait aussi nécessité, étant donné les obstacles économiques et politiques énormes, une dépendance sur l'aide internationale. La nature de cette aide internationale (surtout des pays occidentaux) ainsi que les échanges économiques, militaires et politiques est celle d'un appui presque inconditionnel. Il y a eu depuis trente-sept ans des disputes et des "froidesurs" entre Israël et ses alliés, mais en dernière instance ces relations importent (vu la question de nécessité). Economiquement Israël

passé continuellement par des situations de crises aiguës, mais puisque son économie (militaire et civile) est toujours soutenue, elle peut en quelque sorte éviter toute remise en question des pratiques sociales ethnistes, qui sont le résultat de la préservation du caractère juif de l'état. Israël se dit toujours indépendant et autonome, n'ayant besoin de "personne", ou de leur approbation et refusant toute intervention dans ses affaires intérieures (même pas de la part des communautés juives à l'étranger, à part leur appui financier). La réalité montre, au contraire, qu'elle n'existe qu'à cause de cette "intervention inconditionnelle"; du moins des Etats-Unis. Ceci a une très grande influence au niveau de la perception israélienne soit au niveau de l'idéologie politique ou au niveau des perceptions sociales des citoyen(ne)s sur le Moyen-Orient et sur ces juifs qui sont d'origine orientale. Elle se voit comme étant la sentinelle de la démocratie et du progrès civilisateur, non seulement face aux régimes arabes répressifs, mais aussi auprès des juifs orientaux. Depuis la création de l'état, les juifs orientaux ont été perçus comme n'ayant rien à apporter au niveau de la culture ou de la société israélienne. C'était plutôt, comme avait dit Ben Gurion, une question de pouvoir élever ces masses incultes au niveau de l'éclaircissement juif européen.

Ainsi les juifs orientaux n'ont jamais fait partie des mythes ou héros valorisés en Israël - seule leur main-d'oeuvre, leur force de travail (qui sont invisibles dans l'imaginaire israélien) avait été accueillies. Leur "invisibilité" sur le plan ethnique demeure, bien qu'on peut voir et constater qu'ils/elles existent (voir les taudis, les chômeurs, les bidonvilles, les prostituées et les prisonniers) mais tellement ils/elles ont peu de valeur sociale auprès des juifs ashkenazes, qu'ils/elles sombrent dans l'oubli de leur oppression et

exploitation.

Cette même attitude, ces mêmes pratiques sociales ont eu des conséquences néfastes sur les palestiniens, mais on ne peut pas mettre les deux cas de discrimination dans le même cadre analytique car contrairement aux juifs orientaux, les palestiniens n'ont pas l'attribut juif, qui seul leur donnera le droit de réclamer l'égalité. Les juifs orientaux n'ont pas une égalité sociale, mais la domination ethniste en Israël puisque préoccupée qu'avec le sort des juifs, est obligée au moins de faire allusion à la justesse de leurs revendications.

Pour les non-juifs il ne s'agit d'aucune prétention à une égalité quelconque de la part des autorités israéliennes, une situation aggravée sous l'occupation militaire des territoires palestiniens.

La prédominance de l'institution militaire en Israël est un facteur important vis-à-vis les rapports inter-ethniques, car son pouvoir se traduit en quelque sorte dans une relation autoritaire, qui, elle, a beaucoup d'influence à la fois au niveau économique, éducationnel, religieux (cette idéologie soutient les activités militaires) ou en ce qui a trait à la forme que prennent les rapports entre hommes et femmes, soient dominants et/ou dominés. Le secteur militaire est non seulement bénéficiaire d'une importante aide financière qui se traduit, en plus de possibilités d'embauche, mais aussi il assure le maintien du statut quo israélien - l'hégémonie juive. Au niveau de l'idéologie, pouvoir être toujours "le juif puissant", le conquérant, "celui qui ne tournera jamais plus son dos au combat", est un élément qui est manipulé avec une très grande habileté afin de "combler" le fossé qui existe entre une réalité d'oppression sociale vécue par les juifs défavorisés et l'image d'un état juif qui est censé représenter la renaissance juive.

Si le "racisme" est bien une représentation symbolique propre à la société dans laquelle il se trouve, l'ethnisme en Israël a un caractère: exclusif-juif, ethnocentré-occidental, militariste et confessionnel. Que cette formation sociale soit aussi patriarcale et paternaliste renvoie à ces caractéristiques, car le judaïsme et le sionisme (idéologies et pratiques) l'encadrent. Puisque le patriarcat est un outil analytique et non un simple sujet d'étude, (puisque constater qu'une société soit patriarcale n'est pas en elle-même une explication des rapports de servitude qui oppriment les femmes) seule une appréciation de la spécificité du caractère patriarcal de la société israélienne, (déterminée par les facteurs énumérés plus haut), éclairera le champ analytique. Ce qui est important est la nature du rapport entre l'oppression des femmes - puisque "femme" et l'oppression des êtres - puisque "autre".

Le rapport du dominant au dominé (à l'intérieur de l'ethnisme) ne peut être concrétisé sans la manipulation des corps et des êtres - que cela soit des femmes ou hommes. L'objectification ethniste implique la chosification sexiste; comme par exemple dans le cas de la situation changeante des prisonnières palestiniennes. Au début de la colonisation sioniste, elles n'avaient pas été perçues comme étant importantes au niveau de la sécurité nationale israélienne, mais plus la répression militaire était renforcée, plus la résistance palestinienne prenait de l'ampleur. Les palestiniennes devenaient une "population cible" de la surveillance et du contrôle militaire. Leur état de "femme" prenait pour les autorités militaires une nouvelle importance, puisque la société palestinienne ne pouvait tolérer leurs "manipulations" (ceci ayant dans le cas de la société palestinienne un caractère spécifique lié au concept d'honneur mâle et familial). Le nombre d'arrestations, interrogations

et la sévérité de sévices infligés aux palestiniennes s'est accru, parce que femmes des palestiniens. Il y a ici une réalisation au concret du rapport de pouvoir propre à la domination patriarcale. Ceci dit ce rapport de force patriarcal peut aussi exister au sein du groupe visé de façon "ragiste". Il faut faire ici deux précisions: 1) seules les palestiniennes ont pu briser leur propre mur patriarcal, en tournant le concept de l'honneur lié à son état de "possession privée" en un concept de dignité et fierté sociale, 2) il n'y a pas cependant eu une "libération" a priori des femmes au sein de leur société à cause de l'occupation militaire, au contraire, depuis 1967 les études montrent que la situation oppressive n'en demeure pas amoindrie, au contraire la structure sociale palestinienne est en très grand danger, n'ayant presque plus de viabilité matérielle.

La domination ethniste bénéficie du sexisme; il est dans son intérêt de garder les femmes au rang subordonné, clouées dans leur complémentarité "matérielle". Les femmes juives en Israël en sont un exemple, car non seulement la domination ethniste sioniste définit leur rôle au niveau du biologique, c'est-à-dire la préservation de la judaïté pour les générations futures. Elles demandent aussi que les femmes acceptent "la thèse" de "la menace" posée à l'intégrité de leurs corps (leur être juif) par les hommes de l'ethnie non-juive, si elles "sortent" trop du secteur privé - la maison et les préoccupations et occupations féminines.

La relation qui existe entre dominant et dominé influence le rapport entre hommes et femmes du groupe dominant ainsi qu'entre hommes et femmes du groupe dominé, sans oublier entre hommes "dominants" et femmes du groupe dominé ou entre hommes du groupe dominé et femmes du groupe dominant. Par exemple, l'homme du groupe ethnique dominé véhicule le

besoin paternaliste de protéger ses femmes, autant que l'homme du groupe ethnique dominant. A la base de cette préoccupation, dans les deux cas, il y a question du rapport d'appropriation patriarcale.

La recherche avait montré aussi l'importance du besoin réel ou imaginaire de préserver l'identité ethnico-nationale au niveau du rapport sexiste. Les Palestiniennes vivent très douloureusement ce problème, car tout acte qui les visent au coeur de leur identité nationale sert souvent à renforcer les forces sociales qui perçoivent "le raffermissement d'anciennes valeurs", comme étant un élément de leur lutte contre le sionisme. Contrairement aux femmes juives, qui elles aussi ont subi le retour de l'importance des rôles traditionnels liés à la religion, les palestiniennes ne peuvent pas se baser sur un statut légitime à l'intérieur de cette société. Elles n'ont ni pays, ni gouvernement, ni syndicat, qui soient légitimes puisqu'elles n'ont pas l'attribut juif.

Le vécu du dominant ethnique chez les juives-israéliennes leur donne une légitimité basée sur la mythification de l'importance de leur rôle secondaire, un rôle qu'elles "acceptent" à cause, en partie, de l'influence énorme de l'idéologie sioniste qui propose que les juifs seront toujours persécutés, que "l'Antisémitisme éternel" des non-juifs leur voue à l'extermination. "L'acceptation" de ce rôle est liée à la réalité sociale qui n'a aucunement une place égale prévue pour les femmes en tant qu'êtres actifs à tous les niveaux de la participation sociale. Si elles se définissent comme juives, les prescriptions du judaïsme encadrent leur vie et les rappellent à leurs places. Il est non négligeable que dans un contexte de nationalisme exacerbé basé sur des pratiques colonialistes, l'idée (et les pratiques ségrégationnistes) est véhiculée de l'incompatibilité "innée" des femmes juives et non-juives.

l'exclusivité de l'expérience juive, telle qu'elle est véhiculée, présuppose que les juives sont désormais différentes d'autres femmes, puisque juives?

Dans le contexte israélien, c'est vrai que le vécu des femmes juives et palestiniennes n'est pas pareil, puisqu'elles vivent un rapport de domination ethniques; mais reste-t-il qu'elles ne sont pas des membres à titre égal aux hommes de leurs groupes respectifs.

C'est là le grand problème, parce que la vie de ces deux groupes (si non trois, si on tient compte de la subordination des juives orientales) n'est pas égalitaire, on doit donc admettre cette injustice. Mais est-ce que seule cette oppression ethnique peut présupposer une séparation nette entre des femmes qui vivent des états de subordination sexiste?

Le cas israélien montre qu'il n'y est pas, ou peu, de raisons pour des contacts entre femmes, surtout si ces femmes n'"acceptent" de définir leurs problèmes qu'à l'intérieur de leur propre cadre ethnico-social. Si elles entrevoyaient de pareils contacts et pouvaient établir leur oppression commune, il n'existerait pas cependant de modèle ni d'espace sociale pour une telle manifestation. La palestinienne et la juive, qui constateront leur communalité d'oppression en tant que femmes, seront toutes les deux obligées de faire face à la virulence et l'aggression de leurs communautés respectives, puisqu'elles seront en dehors des rapports légitimisés par la domination (ethniste) sioniste. Cela voudrait dire qu'il y aurait eu brisure de la structure de la domination ethniste et sexiste, surtout qu'elles montreront leur refus de leur définition sociale de "FEMME". Ce rôle de femme dans les deux cas, il a déjà été dit, assure matériellement (bien que ceci est "invisible" et sans valeur) tous rapports de pouvoir et de force. On n'a pas encore vu dans aucune

formation sociale un rejet en masse de ce rôle de "FEMME", donc l'idée que ce refus pourrait être le facteur qui brise ou enlève la possibilité réelle de pouvoir dominer, reste toujours hypothétique.

Le pouvoir qu'il faut pour exercer une domination est multiple: la force des armes, la manipulation économique et politique, l'appropriation des corps et de leur force de travail et de reproduction, etc..

Cependant, l'exercice de pouvoir n'obéit pas au quantitatif, regardez en Israël, les juifs qui étaient minoritaires, par rapport au nombre de non-juifs, sont devenus la puissance légitime, même auprès de leur propre groupe, les détenteurs de ce pouvoir sont des ashkénazes qui eux sont minoritaires en nombre par rapport aux sépharades et orientaux.

Ceci dit, les femmes, partout dans le monde, sont majoritaires en nombre mais n'en détiennent aucunement un pouvoir égal. Il y a peut-être ici une différence entre le racisme et le sexisme, car le pouvoir qui exige la soumission des femmes aurait-il un caractère différent de celui utilisé afin d'exercer la domination ethnique?

Revenons donc à l'idée du secteur public et du secteur privé. Les rapports ethnistes perçoivent toute activité soit dans le privé ou le social, comme étant un signe ou une marque de la différence. Le groupe dominé visé peut "séparer" sa vie intérieure ou privée de sa vie extérieure, mais dans l'exercice du pouvoir, la coercition (qui est très souvent basée sur la violence) utilise cette division afin de cultiver l'incompréhension de l'autre. Il existe non seulement une ségrégation sociale entre les groupes ethniques, mais ainsi la vie privée du groupe opprimé, de part l'idéologie dominante, symbolise l'étrangeté de ce groupe. Combien de fois entendons-nous de la part du groupe dominant une exclamation exaspérée à savoir, "Que peuvent-ils/elles bien vouloir?" L'opprimé est mystérieux, il est inconnu dans sa vraie vie à lui.

La division ethnique qui sépare le dominant du dominé, inclut à tout moment celle des hommes et des femmes; c'est-à-dire que la division sociale, sexiste s'opère à tous les niveaux d'interactions sociales, la catégorie de sexe passe outre, toute autre frontière sociale.

Cette catégorisation de sexe, qui est généralisée, est de caractère social, il ne s'agit pas simplement de différences biologiques, et c'est bien cet être "FEMME" et non "L'ETRE" qui les scindent. L'impuissance des femmes dans le social les laisse vulnérables dans leurs vies privées. L'oppression que peut vivre l'homme dominé a des répercussions sérieuses dans la famille. Les femmes palestiniennes, vivant sous occupation, avaient témoigné de leurs difficultés. La vie privée, c'est-à-dire la maison, les femmes et les enfants, était perçue comme la dernière parcelle de l'identité et la dignité palestiniennes - ce qui impliquait le raffermissement des valeurs traditionnelles-patriarcales. C'est en quelque sorte le seul endroit où l'homme palestinien peut exiger les pouvoirs et l'autorité qui étaient à lui auparavant. Dans ce cas, surtout à Gaza (où les femmes, faute d'opportunités économiques, restaient auprès de la maison) la domination ethniste (telle qu'elle avait été formulée par l'occupation militaire) vécue par les hommes palestiniens, avait atteint les femmes palestiniennes par l'intermédiaire de l'oppression patriarcale; puisque l'homme dépourvu de son pouvoir fait subir aux femmes les conséquences.

Cette même situation s'applique aussi aux juives orientales, qui subissent les conséquences du manque d'activités valorisantes pour les juifs orientaux. L'ethnisme juif qui vise les orientaux n'épargne pas parce qu'il s'agit de "confrères". Non seulement les orientales souffrent-elles du mépris et du dédain ashkenazes, mais elles subissent

aussi les "coups-coups" de l'oppression de "leurs hommes".

Dans les deux cas, le "racisme" appuie le sexisme du moins au niveau de la dévalorisation du privé. La société dominante est libre de se livrer au mépris de la vie intime (l'étrangeté des traditions) des opprimés puisque les rapports sexistes renforcent l'idée de la non pertinence sociale de ce secteur. Le fait que la domination patriarcale est superposée sur toutes les autres manifestations sociales est montré dans le cas israélien de la soumission des juives occidentales (bien qu'elles soient du groupe ethnique dominant). La structure sociale israélienne qui est vouée de par les objectifs sionistes à la colonisation territoriale et la ségrégation ethnique (juif et non-juif) exacerbe pour les juives du groupe dominant leur oppression patriarcale; voir la ségrégation sexiste dans le milieu économique, religieux, politique, militaire et idéologique. L'hégémonie juive, qui est aussi assurée par la puissance militaire, aggrave cette situation, car, lorsque l'homme finit ou est retraité de son service militaire, la perte de statut et d'autorité est subie par ces femmes en raison de leur état de "femme".

En somme, le racisme et le sexisme ne sont pas simplement des rapports analogues, ils sont interdépendants; ils se servent l'un de l'autre car le vécu matériel de la chosification, l'exploitation et l'appropriation forment la base concrète de la domination ethniste et sexiste; le désir de pouvoir posséder et contrôler.

BIBLIOGRAPHIE:

A) LIVRES:

1. ARENDT, Hannah: 1963 Eichmann in Jerusalem: A report on the Banality of Evil
Viking Press, New York
2. BRENNER, Lenni: 1983 Sionism in the Age of the Dictators
Lawrence Hill & Co./Croom Helm Ltd.
London, England
3. CAMPBELL, Beatrix: 1982 Sweet Freedom: The struggle for Women's Liberation
Picador Pan Books
London, England
4. CESAIRE, Aimé: 1955 Discours sur le colonialisme
Présence africaine
Paris
5. DOUBNOV, Simon: 1933 Histoire moderne du peuple juif
Tome 1 -11; 1848-1914
Bibliothèque Historique - Payot
Paris
6. EISENSTEIN, Hester: 1984 Contemporary Feminist Thought
Unwin Paperbacks
London, Sydney
7. FANON, Frantz: 1952 Peau noire, masques blancs
Seuil, Paris
8. FIRESTONE, Shulamit: 1971 The Dialectic of Sex
Bantam Books, New York
New York, U.S.A.
9. FREIDAN, Betty: 1963 La femme mystifiée
Editions Denoël Gonthior
Paris
10. FRYE, Marylin: 1983 The Politics of Reality: Essays in Feminist Theory
Crossing Press, Feminist Issues
New York, U.S.A.
11. GOLDENBERG, Naomi R.: 1979 Changing of the Gods: Feminism and The end of Traditional Religions
Beacon Press
Boston, U.S.A.

12. GUILLAUMIN, Colette: L'Idéologie raciste
1972 Editions Moutons
Paris

13. HALEVI, Elan: La question juive: La tribu
1981 La loi, l'espace
Editions Minuit
Paris

14. HAZELTON, Lesley: Israeli Women: The Reality Behind
1977 The Myths
Simon & Schuster
New York, U.S.A.

15. HERZL, Théodore: L'état juif
1969 L'Héme, Paris

16. JAGGAR, Alison, M: Feminist Frameworks
STRUHL-ROTHENBERG, P. McGraw Hill Inc.
1977 New York, U.S.A.

17. JURRET-JANSSEN, M.L.: Sexism: The Male Monopoly of
1982 History and Thought
Farrar, Strauss & Giroux Inc.
McGraw-Hill Ryerson Ltd
Toronto, Canada

18. JIRYIS, Sabri: Les arabes en Israël
1969 Centre de Recherches Palestiniennes
Beyrouth, Liban

19. KATZ, Jacob: Exclusiveness and Tolerance:
1981 Studies in Jewish and Gentile
Relations in Medieval &
Modern Times
Oxford University Press
London, England

20. KHADER, Bichara: Anatomie du sionisme et d'Israël
1974 Essai d'analyse socio-historique
S.N.E.D., Alger

21. JUTEAU-LEE, Danielle: Ethnicity and Femininity:
ROBERTS, Barbara: D'après nos expériences
1980 Presses Universitaires
Université d'Ottawa
Ottawa, Canada

22. LEON, Abraham: La conception matérialiste de la
1968 question juif
Etudes et Documentations Internationales
Paris

23. LUSTICK, Ian: Arabs in the Jewish State: Israel's
1980 Control of a National Minority
University of Texas Press
Austin, Texas, U.S.A.
24. MEMMI, Albert: Le racisme
1982 Gallimard - Idées
Paris
25. MIZRAHI, Rachel: L'un meurt, l'autre aussi
1982 Editions Hachette
Paris
26. OLENDER, Maurice: Le racisme: Mythes et Sciences
Sous la Direction Editions Hachette
1981 Paris
27. PARAF, Pierre: Le racisme dans le monde
1972 Petite Bibliothèque Payot
Paris
28. REIN, Natalie: Daughters of Rachel: Women in Israel
1980 Penguin Books, Middle Sex
England
29. RODINSON, Maxime: Peuple juif ou problème juif
1981 Petite Collection Maspero
Paris
30. RODINSON, Maxime: Israël et le refus arabe: 75 ans
1968 d'histoire
Squid, Paris
31. SCHWARTZER, Alice: Simone de Beauvoir Today
1984 Hogarth Press
London, England
32. SHAHAK, Israël: Le racisme de l'état d'Israël
Guy Gauthier-Editeur
Paris
33. SMITH, Gary V.: Sionism, the Dream and the Reality
1974 A Jewish Critique
David & Charles/Barnes & Noble
Great Britain
34. LEVI-STRAUSS, C.: Race et Histoire
1961 Editions Gonthier, UNESCO
Paris
35. WEINSTOCK, Nathan: Le sionisme contre Israël
1969 François Maspero
Paris

36. YAGUELLO, Marina:

Les mots et les femmes
Petite Bibliothèque Payot
Paris

B) REVUES

1. ANTONIOUS, Soraya:
1981

"Femmes et Prisonnières
pour la Palestine"
Revue des études Palestiniennes
No.1, Antonome 1981
Beyrouth, Liban

2. ARONSON, Geoffrey
1978

"Israel's Policy of Military
Occupation"
Journal of Palestine Studies
Vol.VII, No.4, Spring 1978
Institute For Palestine Studies
Washington, D.C., U.S.A.

3. AVISHAI, Ehrlach:
1975

"Crise en Israël-Menace Fasciste
Khamsin
No.2 Trimestrielle
Editions François Maspero
Paris

4. BERNSTEIN, Deborah:
1983

"The Plough Woman who cried into the
pots: The position of Women in the
labour force in pre-state Israeli
society
Jewish Social Studies
Vol. XLV, Winter 1983,
Conference on Jewish Studies Inc.,
New York, U.S.A.

5. BETTLEHEIM, Bruno:
1983

Citation de Bettelheim, voir article
de Avnery "The Commission and the
Evidence"
MERIP Reports Middle East
Research and Information Project,
No. 115 June 1983
Washington, D.C., U.S.A.

6. CLAPPSADDLE, Carol:
1976

"Flight from Feminism, the case of
the Israeli Woman"
The Jewish Woman:
Elizabeth Kulten, Editor
Schoken Books, N.Y., U.S.A.

7. COMBAT POUR LA DIASPORA
1982
"Femmes Juives"
Dossier Complet
No.8, 2e Trimestre, 1982
Editions Syros
Paris

8. COSSALI, Paul:
ROBSON, Clive:
1984
"The People of Gaza Speak: 1)
An Economist and a Journalist
Middle East International
No. 239, 7 Dec., 1984
Middle East International Publ.
London, England

9. COSSALI, Paul:
ROBSON, Clive:
1985
"The people of Gaza Speak: 11)
A Woman's Activist"
Middle East International
No. 243, 8 Février 1985
Middle East International Publ.
London, England

10. CYGLIEMAN, Victor:
1983
"Le Ras-le-Bol des Sépharades"
Nouvel Observateur
14 janvier 1983
Paris

11. DELPHY, (DUPONT) C.:
1970
"L'Ennemi Principal"
Revue Partisans
Paris, 1970

12. DELPHY, Christine:
1981
"Un féminisme matérialiste et
Possible"
Nouvelles Questions Féministes
No.4, Automne 1981
Alternative Diffusion
Paris

13. EIN-GIL, Ehud:
FINKELSTEIN, Aryeh:
1978
"Changes in Palestine Society"
Khamsin: Journal of Revolutionary
Socialists in the Middle East
NO.6, 1978
Ithica, (Pluto) Press, England

14. EINSTEIN, Albert:
ARENDT, Hannah:
1948
"Lettre ouverte"
New York Times
Décembre 1948
New York, U.S.A.

15. ELBAZ, Mikhael:
1980
"Oriental Jews In Israeli Society"
MERIP Reports
Middle East Research and Information
Project
No. 92, Nov/Dec 1980
Washington, D.C., U.S.A.

16. EVRON, Boaz:
1981
"The Holocaust: Learning the
wrong lessons"
Journal of Palestine Studies
Vol.X. No.3, Spring 1981
Institute for Palestine Studies
Washington, D.C., U.S.A.
17. FALLACI, Oriana:
1982
"Ariel Sharon: Non-je n'ai jamais
voulu entrer dans Beyrouth"
Nouvel Observateur
Samedi, 4 Sept. 1982
Paris
18. FREEDMAN, Robert I.:
1983
"Israeli Censorship of the
Palestinian Press"
Journal of Palestine Studies
No.1, Fall 1983
Institute for Palestinian Studies
Washington, D.C., U.S.A.
19. FRIEDMAN, Thomas
1985
"Israel and the West Bank"
International Herald Tribune
Janvier 5, 6, 1985
Paris
20. GLOBE & MAIL:
1982
"Destruction of Sidon: A grim
warning for Beirut"
Dépêche de l'Observer News
Service
Globe & Mail
Jeudi, 4 juin 1982
Toronto, Canada
21. GIELMAN, Edith:
1982
"Femmes: Arabes et Israéliennes"
Le Monde Quotodien
Edition Le Monde, 7 nov.1982
Paris
22. GILAD, Lisa:
1983
"Contrasting Notions of Proper Conduct:
Yemeni Jewish mothers and daughters
in an Israeli town"
Jewish Social Studies
Vol.XLV, No.1, Winter 1983
Conference on Jewish Studies Inc.
New York, U.S.A.
23. GRESH, Alain:
1985
"La double épreuve des palestiniens
de L'Intérieur"
Le Monde Diplomatique, Juin 1985
Editions Le Monde
Paris

24. GUILLAUMIN, Colette: "Aspects latents de racisme
1965 chez Gobineau"
Cahiers Internationaux de Sociologie
Vol. XXXVII, 1965
Presses Universitaires de France
Paris
25. GUILLAUMIN, Colette: "Les ambiguïtés de la catégorie
1970 taxonomique "Race". "
C.N.R.S., Decembre 1970
Paris.
26. GUILLAUMIN, Colette: "Race et Nature: Système de
1977 marques idée de groupe naturel et
rapports sociaux"
Pluriel No. 11, 1977
Association Pluriel, Paris
27. GUILLAUMIN, Colette: "Pratique du pouvoir et l'idée de
1978 (a) Nature, 1: L'appropriation des Femmes"
Questions Féministes
No.2, Février 1978
Editions Tierce, Paris
28. GUILLAUMIN, Colette: "Pratique du pouvoir et l'idée
1978 (b) de la nature II: Le Discours de
la nature
Questions Féministes
No.3, Mai 1978
Editions Tierce, Paris
29. GUILLAUMIN, Colette: "Question de Différence"
1978 Questions Féministes
No. 6., Septembre 1979
Editions Tierce, Paris
30. HALEVI, Ilan: "Juifs et Arabes au Quotidien"
1983 Peuples Méditerranéens
Domination et Dépendance: Situations
Vol. 25., Oct-Dec. 1983
Institut d'Etudes Méditerranéens
Paris
31. HECHT, Dina: "Ideology without revolution:
DAVIS-XUVAL, Nira Jewish Women in Israel
1978 Khamsin: Journal of Revolutionary
Socialists in the Middle East
No.6, 1978
Ithica (Pluto) Press
London, England

32. JARRY, Emmanuel:
1981
"La lente asphyxie économique
de la Cisjordanie et de la
Bande de Gaza
Le Monde Diplomatique, Sept. 1981
Editions Le Monde
Paris
33. JIRYIS, Sabri:
1976
"The land question in Israel
Part I et II"
MERIP REPORTS: Middle East
Research and Information Project
No. 47, 1976
Washington, D.C., U.S.A.
34. JIRYIS, Sabri:
1981
"Domination by the Law"
Journal of Palestine Studies
Vol X, No. I, Autumn 1981
Institute for Palestine Studies
Washington, D.C., U.S.A.
35. JONAS, Serge:
1965
"Les classes sociales en Israël"
Cahiers Internationaux de Sociologie
Vol XXXVIII, Janvier-Juin 1965
Presses Universitaires de France
Paris
36. JUTEAU-LEE, Danielle:
1981 (b).
"Visions Partielles, Visions partiales,
vision de Minoritaires en Sociologie"
Sociologie et Société
No. 2, Vol. XIII, Oct. 1981
Presse de l'Université de Montréal
Montréal, Québec
37. JUTEAU-LEE, Danielle:
ROBERTS, Barbara
1981
"Ethnicity and Femininity"
(d')après nos expériences"
Etudes Ethniques au Canada
Vol. XIII. No. I, 1981
University of Calgary
Calgary, Canada
38. KAPELIOUK, Olga:
1985
"L'Epopée Héroïque des Falashas
raison sioniste et, scrupuleux"
Le Monde Diplomatique
Janvier 1985
Editions Le Monde
Paris

39. KUBIC, Milan J.: "Land rush on the West Bank"
 DEMING, Andos: Newsweek Magazine
 1982 20 Décembre 1982
 New York, U.S.A.
40. LIEBMAN, Charles S.: "Myth and tradition in Israeli
 1984 Political Life"
Jerusalem Quarterly
 No. 31, Spring 1984
 Ludwig Mayer Ltd.
 Jerusalem, Israel
41. LEHN, W.: "The Jewish National Fund"
 1974 Settler Regimes in Africa and
the Arab World: The Illusion of
endurance
 Abu Lughod; I., Abu Laban, B.
 Medina University Press
 Wilnetta, Ill., U.S.A.
42. LESSEPS, Emmanuelle de: "Sexisme et Racisme"
 1979 Questions Féministes
 No. 6, Septembre 1979
 Editions Tierce
 Paris
43. LES TEMPS MODERNES
 1976 "Le Conflit Israëlo-Arabe"
Les Temps Modernes
 Editions J. P. Sartre, 1976
 Paris
44. MACHOVER, Moshe: "Zionism and it's 'Squarcrows'"
 OFFENBERG, Mario: Khamsin Journal of Revolutionary
 1978 Socialists in the Middle East
 No. 6, 1978
 Ithica (Pluto) Press
 London, England
45. MACHOVER, Moshe: "Israel and the new order in
 1980 the Middle East"
Khamsin: Journal of Revolutionary
Socialists in the Middle East
 No. 8, 1980
 Ithica (Pluto) Press
 London, England
46. MANOR, Yohanan: "Administration et Société
 1975 en Israël"
Revue Française de Sociologie
 Vol. XVI, 1975
 Editions C.N.R.S. Paris

47. MANSOUR, Antoine:
1983
"L'économie israélienne, le
militarisme et l'expansionisme comme
solution à la crise"
Peuples Méditerranéens
Domination et Dépendance: Situations
No. 25, Oct-Dec., 1983
48. MATHIEU, Nicole-C.:
1973
"Homme-Culture; Femme-Nature"
L'Homme
Vol. XIII, No. 3, Juillet-Sept. 1973
Ecole des Hautes Etudes en
Sciences Sociales
Paris
49. MATHIEU, Nicole-C.:
1974
"Notes pour une définition socio-
logique des catégories de Sexe"
Epistémologie Sociologique
No. 11, 1974
Paris
50. NUNDI-IZRAELI, Dafna:
"The Sionist Women's Movement"
in Palestine, 1911-1927
A Sociological Analysis"
SIGNS: A Journal of Women in Culture
and Society
University of Chicago
Chicago, Ill., U.S.A.
51. NUNDI-IZRAELI, Dafna:
1983
"Israeli Women in the work force"
Jerusalem Quarterly
No. 27, Spring 1983
Lodwig Mayer Ltd.
Jerusalem, Israel
52. RADAY, Frances:
1983
"Equality of Women under Israeli Law"
Jerusalem Quarterly
No. 27, Spring 1983
Lodwig Mayer Ltd.
Jerusalem, Israel
53. RODINSON, Maxime:
1975
"Racisme et Ethnisme"
Pluriel
No. 3, 1975
Association Pluriel
Paris
54. ROULEAU, Eric:
1982
"Les palestiniens en quête
de survie"
Le Monde-Quotidien
17-22 Nov., 1982
Editions Le Monde
Paris

55. ROZENSTRACK, Lazure:
1975
"Sur les arabes en Israël"
Khamsin
No. 2, Trimestrielle
Editions François Maspero
Paris
56. SAYEGH, Rosemary:
1983
"Looking Across the Mediterranean"
MERIP Reports Middle East
Research and Information Project
No. 24, June 1983
Washington, D.C., U.S.A.
57. SHAHAK, I.:
1974
"Equal Justice for Every Human Being"
Settler Regimes in Africa
and the Arab World: The Illusion
of endurance
Abu-Lughod, I., Abu-Laban, B.
Medina University Press
Wilnet, Ill., U.S.A.
58. SHAHAK, I.:
1975
"Lettre ouverte à une sioniste:
une critique d'Irène L. Gendzier"
Khamsin
No.2, Trimestrielle
Editions François Maspero
Paris
59. SHAHAK, I.:
1981 (a)
"The Jewish Religion and it's attitude
to Non-Jews"
Khamsin: Journal of Revolutionary
Socialists in the Middle East
No. 8, 1981
Ithica (Pluto) Press
London, England
60. SHAHAK, I.:
1981
"The Historical Right and the
other Holocaust"
Journal of Palestine Studies
Vol.X, No. 3, Spring 1981
Institute of Palestine Studies
Washington, D.C., U.S.A.
61. SHIPLER, David K.:
1983 (a)
"Palestinians under rule -
A Land Divided: Jews & Arabs under
Israel's Rule"
New York Times-Daily
6 avril 1983
New York, N.Y.U.S.A.
62. SHIPLER, David K.:
1983 (b)
"Asian & European Israel's:
Gnawing Bitterness"
New York Times - Daily
7 avril 1984
New York, N.Y., U.S.A.

63. SHIPLER, David K.:
1984 "Report say's Israel Diverts
Aid for Arabs"
New York Times - Daily
7 avril 1984
New York, N. Y., U.S.A.
64. SHULMAN, B.:
1974 "View from the back of the synagogue"
Sexist Religion and Women in the Church
Alice Hogman, Editor
Association Press Ltd.
New York, U.S.A., 1974
65. SMOOHA, Sammy:
1980 "Control of Minorities in Israel
and Northern Ireland"
Comparative Studies in Society
and History
Vol.22, No.2, 1980
Cambridge University Press
Cambridge England
66. STORK, Joe:
WENGER, Marta:
1984 "U.S.A. "Aid to Israel: The
Censored G.A.O. Report"
MERIP Reports Middle East
Research and Information Project
No. 124, June 1984
Washington, D.C., U.S.A.
67. TABET, Poala:
1979 "Les mains, les outils, les armes"
L'Homme
Vol. XIX, No.3-4. Juillet-Dec.1979
Ecole des Hautes Etudes en
Sciences Sociales
Paris
68. TERRY, James P.:
1980 "State terrorism: A judicial
Examination in Terms of Existing
International Law"
Journal of Palestine Studies
Vol X, No.1, Autumn 1980
Institute for Palestine Studies
Washington, D.C. U.S.A.
69. VANDELAC, Louise:
1984 "Le Partage des Tâches? Big Deal"
La vie en Rose
Magazine d'actualité Féministe
No. 21, Novembre 1984
Montréal, Québec
70. WEISS, Shevach:
1980 "Women's representation in
Israeli Political Elites"
Jewish Social Studies
Vol. XLII, No.2, Spring 1980
Conference on Jewish Social Studies
New York, N.Y., U.S.A.

C) SOURCES AUTRES:

1. Collection Shahak: Compilation d'articles parus dans la presse israélienne entre 1974-1984
Traduit de l'hébreu par Dr. Israël Shahak.
Il s'agit de collections, une intitulée "Gaza" et l'autre "Colonisation"

Ma'Ariv 1-8-74	Ma'Ariv 2-11-81
Monitin Janvier 81.	Yediot Ahronot 14-12-81
Ha'Aretz 27-2-81	Ma'Ariv 29-5-81
Yediot Ahronot 25-2-81	Yediot Ahronot 29-5-81
Ha'Aretz 14-10-81	Haolem Hazé 1-7-81
Yediot Ahronot 17-7-81	Da'Avar 24-4-81
Ha'Aretz 23-3-81	Ma'Ariv 1-1-82
Al Hamishmar 29-6-81	Yediot Ahronot 15-1-82
Ma'Ariv 5-6-81	Monitin Janvier 82

2. Tracts Politiques:
Obtenus de M.K. Shulamit Aloni: "Legal Discrimination" 1980
"Israel: No Constitution" 1983

3. Rapport de la Ligue Israélienne des Droits Civiques, 14-4-81
Jérusalem, Israël

4. Interviews cités recueillis lors de mon séjour d'études
en Israël, mars 1983

a) Shulamit Aloni - M.K. de la Knesset, Jérusalem
b) Sara Daron; Présidente du Likud, Jérusalem
c) Samiha Khalil: Directeure du Centre In Ash El Usra,
El Bireh, Cisjordanie
d) Vendeur juif marocain de shishkebab, à Jaffa.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION:.....I

CHAPITRE I: "RACISME"- "ANTISEMITISME"- SIONISME: THEORISATIONS

Partie I: La Notion de Race: les ramifications de
l'abstraction, théorique.....1

A) L'importance de la notion de "race" dans la
formulation théorique d'une explication
du racisme.....5

B) Le "racisme": qu'est-ce que c'est? Autant de
conjonctures qu'il y ait de réponses.....11

C) Le Discours de la Nature.....15

Partie II: L'Antisémitisme: Une Expérience
Exceptionnelle.....24

A) Quelle est l'histoire des rapports entre les
groupements juifs et les ethnies non-juives:
Survol.....26

B) Les perceptions juives des groupes non-juifs....35

Partie III: Le Sionisme: Pourquoi pleure-t-on?.....48

A) Mouvement Nationaliste Juif.....54

B) Le rôle de la religion.....58

C) Deux Mondes: "Nous" et "Eux".....62

D) Sionisme: Mouvement à caractère colonial?.....69

1) Les débuts vers un regard colonialiste.....73

2) 1945-1948: La Politique crue.....81

3) Leçon Historique.....84

Partie IV: Sionisme Colonialiste: "L'odeur réel de
l'analyse théorique.....85

A) "Non je n'ai jamais voulu entrer dans Beyrouth"	
Ariel Sharon	86

CHAPITRE II: SEXISME

Partie I: L'Analyse féministe: vers un discours des minoritaires	
<u>INTRODUCTION</u>	95

A) Sexisme: Responsabilité sans pouvoir.....	107
--	-----

B) Le système social patriarcal	
Nature vs. culture.....	111

1) Rapports spécifiques des femmes	
à la production.....	116

2) Un exemple du rapport spécifique	
entre les femmes et la production.....	126

C) L'appropriation des femmes: "La nature spécifique	
de l'oppression des femmes.....	131

D) La face discursive de l'idéologie patriarcale	
"Vive la différence-naturelle".....	140

Partie II: Etre femme et juive.	
Introduction.....	152

A) Le judaïsme et les femmes.....	157
-----------------------------------	-----

B) Le mouvement sioniste et les femmes:	
La grande déception.....	168

CHAPITRE III: ISRAEL: LA SOCIETE MODELE; LA SOCIETE JUIVE NOUVELLE

LA TERRE PROMISE

LA CESSATION DE LA PALESTINE

Introduction.....	186
-------------------	-----

Partie I: Les gorgones d'Israël: la terre, l'armée	
et la religion.....	190

A) La religion.....	195
---------------------	-----

B) Les terres: la conquête	
territoriale.....	212

C) La force des armes: le militarisme.....	227
--	-----

Partie II: Juifs: "Il y a juifs...et....Il y a juifs"	240
A) Les derniers arrivés - les falachas.....	258
B) Femme et juives en Israël: Sous le joug de la libération du "peuple juif".....	264
Partie III:...."Une terre sans peuple": les Palestiniens.	
Introduction.....	302
A) La dépossession des palestiniens: pluralisme social ou ségrégation ethniste?.....	306
B) Un aperçu de la vie socio-économique.....	320
C) La vie sous occupation militaire israélienne.....	347
1) La Cisjordanie.....	353
2) La bande de Gaza.....	372
Partie IV: "Palestinien" et femme.....	380
A) Palestinienne en Israël.....	383
B) La vie des Palestiniennes sous occupation, militaire.....	393
CONCLUSION	405
BIBLIOGRAPHIE:	
a) Livres.....	418
b) Revues.....	421
c) Sources autres.....	430